Abdel'alim MEDJAOUI

CE PAYS EST LE NÔTRE

CASBAH

Abdel'alim MEDJAOUI

CE PAYS EST LE NÔTRE

Témoignage d'ici et pour ici

CASBAH Editions
Villa n°6, Saïd Hamdine, Hydra, 16012, Alger

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement
le présent ouvrage sans l'autorisation de l'éditeur

© Casbah Editions, Alger, 2000
Villa n°6, lot. Saïd Hamdine,
Hydra, 16012, Alger
Tél. : (02) 69.21.08/14
Fax : (02) 69.20.44.
ISBN : 9961 - 64 - 205 - 8
Dépôt légal : 654 - 99

A mon père et ma mère
A Rachid
A ma femme Baya

CE PAYS EST LE NÔTRE

Ce pays qui ressemble à la tête d'une jument,
Venue au galop de l'Asie lointaine
Pour se tremper dans la Méditerranée,
Ce pays est le nôtre.
Poignets en sang, dents serrées, pieds nus,
Terre qui ressemble à un tapis en soie,
Cet enfer, ce paradis est le nôtre,
Que les portes se ferment qui sont celles des autres,
Qu'elles se ferment pour toujours
Que les hommes cessent d'être les esclaves des hommes,
Cet appel est le nôtre.
Vivre comme un arbre, seul et libre,
Vivre en frères comme les arbres d'une forêt,
Ce rêve est le nôtre.

Nazim Hikmet. 1948.

Cha'bu l-jazâ'iri muslimun / Wa ila l-'urûbati yantasib
Man qâla h'âda 'an aslihi / Awqâla mâta faqad kadhib
Aw râma idmâjan lahu / Râma l-muh'âla mina t-talab[1]

Cheikh Ben Bâdîs.

1. « Le peuple algérien est musulman / Il se réclame de l'arabité / Celui qui dit qu'il a renié ses origines, ou qui dit qu'il est mort, dit une contre-vérité / Ou qui espère l'intégrer, espère l'impossible. »

Préface

Voilà un travail utile et réconfortant. Utile, parce qu'il restitue toute une tranche de vie dédiée à la Révolution algérienne et frappée au coin du don inconditionnel de soi. Abdel'alim Medjaoui y relate son expérience d'étudiant-maquisard – service de santé, zone 1, wilaya III – puis de détenu trimbalé de camps en prisons pour finir à Lambèse, *Maison de force et de correction* selon la terminologie officielle de l'époque. Tout cela est rendu avec un style précis et un naturel qui emportent la conviction.

Réconfortant, ce travail l'est également par l'important effort d'analyse qu'il implique. L'auteur ne se contente pas de rapporter des faits, de décrire des événements qui l'ont marqué, de citer des anecdotes qui font revivre une situation donnée, il ambitionne de les éclairer de telle sorte qu'ils s'inscrivent dans ce qu'il considère un processus révolutionnaire global. Derrière le maquisard des années de jeunesse se profile l'intellectuel de la maturité pensant à haute voix sa praxis et approfondissant son engagement dans une vision audacieuse et progressiste du destin national. Aussi, son attachement à une image de la Révolution telle qu'il l'a pensée et rêvée ne s'est-il jamais altéré. C'est ce qui donne à son livre épaisseur et originalité.

* * *

Les témoignages sur notre guerre d'indépendance ne manquent pas. Leur multiplication s'explique par l'ouverture démocratique, l'évanouissement de certaines contraintes liées au système du parti unique et, probablement plus encore, à l'obligation de réserve dictée par l'habitude de la clandestinité et l'autocensure. A presque un demi-siècle de l'explosion du *Premier Novembre*, la distance est assez respectable pour délier les langues et engager les acteurs les plus motivés à entreprendre leur travail de mémoire. Certes, le résultat est inégal et les débats qu'il suscite restent confus, souvent polémiques. Mais l'important est qu'un tel engouement pour l'histoire existe, car il annonce et prépare l'avènement d'une dimension indissociable du concept de modernité : la conscience historique.

Il n'appartient pas toujours aux acteurs du combat libérateur d'en écrire l'histoire. Leur apport, hautement sollicité, doit passer au crible

de la critique historique dont les nouvelles générations fournissent de plus en plus les spécialistes. A force d'insister sur l'écriture de l'histoire, il arrive un moment où, dépassant l'improvisation, le subjectivisme et les redondances, les souvenirs s'organisent et se transforment grâce à l'intervention des historiens professionnels en connaissances objectives et durables.

Que l'Algérie ressente un besoin lancinant de connaître son passé en général, et son épopée anticoloniale en particulier, ne fait aucun doute. C'est que l'histoire, dans les nations qui émergent, a une fonction d'adjuvant pour maîtriser le présent et entrevoir l'avenir. Aux heures héroïques de la guerre, il lui fallait peser par son contenu positif, en mettant en exergue tout ce qui exalte les vertus du peuple, la grandeur de ses héros et leur culte de la liberté, la justice, l'indépendance. Se repaissant, à ce stade, de légendes et de mythes incarnés dans certaines figures de proue, elle se trompe rarement quand le sort du pays est en jeu.

L'idéologie coloniale, négatrice de la nation et de son histoire, ne peut qu'être battue en brèche. Ses clichés réduisant le passé de l'Algérie à une succession plate d'occupations étrangères : Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes, Turcs, Français, restent lettre morte. Même repris par un Thorez dans sa conception d'une *nation en formation*, ils ne s'en trouvent pas crédibilisés pour autant. Le concept de *colonisabilité* défendu par Malek Bennabi, en lequel nous voyions une manière de justification du colonialisme, n'a pas eu davantage de succès.

Charles-André Julien m'avouait, au milieu des années soixante, que s'il en avait la force il réécrirait son *Histoire de l'Afrique du Nord*. C'est que la Révolution algérienne avait bouleversé sa vision du passé qui prit, tout à coup pour lui, une nouvelle signification. L'éminent historien confirmait ainsi que si le passé influe sur les perspectives du présent, celles-ci à leur tour réagissent sur les conceptions qu'on se fait du passé. L'histoire, en dépit des thèses objectivistes, est avant tout rétrospective. Elle s'écrit à la lumière du présent qui déteint sur son déchiffrement. Paradoxalement, dans l'exemple cité plus haut, Charles-André Julien, cible privilégiée de Mohamed-Chérif Sahli, rejoignait celui-ci dans son injonction : *Décoloniser l'histoire*. Mais, en dehors de

quelques brillantes exceptions, la chape de plomb qui, en France, s'est abattue sur notre histoire, au lendemain de l'indépendance, s'est lourdement prolongée jusqu'à nos jours. Ou l'on interprète l'histoire de l'Algérie selon les grilles coloniales, ou l'on s'en détourne carrément en lui opposant une dédaigneuse indifférence. Rectifier le tir, réviser les idées obsolescentes, n'est pas encore d'actualité, malgré le courage de certains milieux de l'éducation soucieux, au nom d'une pédagogie moderne, de servir aux jeunes écoliers français, un savoir moins ethnocentriste sur l'historiographie de l'Algérie. D'où cette vérité que l'histoire d'une nation concerne avant tout ses ressortissants. Quels que soient le mérite et la bonne volonté des chercheurs étrangers, il leur manquera toujours ce don d'empathie, cette curiosité spécifiquement nationale qui permettent de comprendre véritablement l'esprit d'un peuple et conduisent aux découvertes les plus insoupçonnées.

A l'instar de la souveraineté, l'histoire s'assume par les nationaux et ne se délègue ni ne se partage. Ce n'est pas là un parti pris chauvin, mais la légitimation d'une histoire consubstantielle à la nation qu'elle éclaire et parachève dans ses ultimes fondements. Rien de plus mortel pour une nation que de confier son labeur, ses sacrifices, ses tribulations, en un mot son historicité, à des regards non fiables, dont le but réel est d'en brouiller l'image et les certitudes. Au nom d'un démocratisme abstrait mais pas si innocent auquel certains des nôtres se laissent prendre, on vous dira que la guerre de libération n'a été qu'une série de luttes tribales et de règlements de compte entre chefferies ; que les purges et les déchirements fratricides l'emportaient sur la volonté de résistance. Et l'on décrète tout uniment que le mot *Révolution* n'est pas approprié pour désigner le combat libérateur. De là, on passe à l'après-indépendance, et l'on se met à dénigrer, point par point, tout ce que l'Algérie a construit et réalisé à la sueur de son front. Et l'on tranche avec une belle assurance que rien n'a été fait depuis 1962. Conclusion logique : la remontée de l'Algérie des ténèbres coloniales n'a été qu'un immense avortement.

Désinformation, jugements péremptoires, remises en cause injustes et sans nuance, visent en fait à oblitérer la conscience nationale, à la priver de ses repères historiques. A la démocratie constructive se substitue le démocratisme démolisseur. A la *mission civilisatrice* d'antan

succède l'*ingérence humanitaire*. Jamais le terrorisme n'aurait pris cette envergure destructrice, cette virulence frénétique s'il n'avait été épaulé par les nostalgiques du colonialisme ou trouvé des échos encourageants chez les partisans d'un nouvel ordre international niveleur des souverainetés et des indépendances. Sous nos yeux, les islamistes assassinent, mutilent, décérèbrent la nation, procèdent à des *purifications* religieuses à coups de génocides. Le *qui-tue-qui* élève son écran de fumée relayé par les médias internationaux les plus respectables. L'histoire est falsifiée au présent. Comment ne le serait-elle pas au passé ?

* * *

L'obligation faite aux nationaux d'écrire leur histoire implique l'acquisition d'une haute technicité en la matière comme une conscience aiguë de la grandeur de la tâche. En tant que professionnels, les historiens sont appelés à défricher d'immenses plages restées en jachère ou totalement tombées dans l'oubli.

Notre ignorance, par exemple, de la période antérieure à 1830 constitue un trou noir dans notre passé. Cela donne le sentiment fort que nous sommes adossés à du vide et que le vertige continuera à nous tarauder aussi longtemps que nous n'aurons pas comblé ce *vacuum* et investi cette *terra incognita*. La question relève de la thérapie ; elle démontre que l'histoire non cernée, livrée à l'amnésie et à la confusion, ne serait-ce que dans l'une de ses phases, rebondit toujours à la face de la nation et la jette dans une mer d'incertitudes quant à son identité, à sa manière d'être au monde.

Nos comportements d'aujourd'hui ne sont pas exempts des traces d'une décadence culturelle qui, pour être fort ancienne, n'en est pas moins agissante. Certains de nos réflexes, de nos attitudes, particulièrement dans la gestion des affaires de l'Etat, remontent sans aucun doute à l'âge précolonial. Nous retrouvons les mêmes lubies, les mêmes traits de caractère que chez nos prédécesseurs, affrontés aux problèmes du pouvoir et de la gouvernance du pays. Cet héritage inconscient se transmet spontanément et impose, pour en éradiquer les germes les plus virulents, une prophylaxie qui n'est autre que l'élucidation d'une époque historique. Psychanalyse existentielle appliquée à

notre être collectif qui, en mettant au jour les maux dont il avait été atteint, contribuerait à leur dépistage, puis à leur élimination.

C'est ainsi que la critique historique s'avère incontournable. Sa portée pédagogique débouche sur une réforme des mœurs politiques et des mentalités. La connaissance de l'histoire ne se réduit pas à un luxe pour dilettantes, ni à une curiosité désintéressée. Elle constitue le liant par lequel se coagule la personnalité d'un peuple longtemps livré aux aléas de l'inculture des gouvernants et aux sévices multiformes de leur despotisme.

Après le stade d'une histoire *provisoire* chargée de mobiliser le passé contre le joug colonial, on en arrive, une fois la victoire assurée, à celui d'une histoire *adulte*, moins volontariste et plus objective, sans mythologie ni sentimentalité, fondée sur la rigueur critique et la remise en cause. La dynamique axée sur la recherche de la vérité élargit non seulement le champ de notre connaissance du passé, mais en dégage les enseignements. D'événementielle, l'histoire se fait philosophique, s'identifiant à une recherche du sens. Ibn Khaldoun, dans son *Kitâb al-'ibar*, n'avait pas procédé autrement.

* * *

Le livre de Abdel'alim Medjaoui se situe au cœur de cette problématique. Il ne se contente pas de relater un parcours, il tire les leçons de chacun de ses épisodes. Les longues digressions qui émaillent le récit traitent de thèmes toujours d'actualité.

Issu d'une modeste famille de Remchi – ex Montagnac – Medjaoui est représentatif de ces jeunes Algériens des années cinquante qui se trouvaient acculés à un choix : s'élever par l'étude au-dessus de la condition de colonisé ou y sombrer sans espoir.

Le collège est le passage obligé d'une telle promotion. Et, de fait, dans la dizaine de villes dotées d'un établissement d'enseignement secondaire, les élèves *musulmans* se distinguent par le sérieux et le culte de la performance.

Elève au Collège de Tlemcen, Medjaoui s'y met de toutes ses forces. Il gagne immédiatement l'estime de ses professeurs, auxquels il rend un hommage ému. Il évoque les Allal, Haddam, Benmansour, Klouche, fins pédagogues en physique, mathématiques, sciences naturelles. Ses maîtres français ne sont pas moins objet de son admiration.

Il parle sans complexe de son apprentissage du latin et du grec, comment il a joué *l'Avare* de Molière et appris par cœur des morceaux célèbres de Victor Hugo ou de Voltaire. Tout en étudiant les textes de Salluste ou de Polybe, il s'initia à l'histoire de Massinissa et de Yougourtha. Tout en apprenant chez les auteurs français la grandeur de la morale universelle que le Prophète est venu parfaire, il se montre cependant attentif aux écarts d'un Victor Hugo partisan de la conquête d'Algérie. « *Auprès d'eux* - les écrivains français - *on acquérait, avec la valeur de l'universel, le sens de la relativité.* »

En 1954, Medjaoui s'inscrit à la Faculté d'Alger pour des études de médecine. Déjà à Oran, il avait fait connaissance du Dr Mohamed-Séghir Nekkache, patriote discret et désintéressé qui l'initie au secourisme. Fin 1955, il est en contact avec Nefissa Hamoud, Ahmed Bouderba qui prendra la tête du service de santé de la zone 1, wilaya III, placée alors sous l'autorité de H'mimi, un homme droit au courage sans faille. Avec son groupe, faiblement armé, Medjaoui est témoin des encerclements par surprise, des ratissages, des bombardements au napalm et au mortier. Tableau classique des femmes brutalisées, des hommes pourchassés, torturés, tués ou emmenés au poste, des jarres contenant les maigres réserves de grain, de semoule, d'huile, éventrées. Medjaoui a une image pour décrire l'encerclement d'un village par les paras : « *une invasion de furets dans un terrier de lapins.* »

Son séjour dans cette zone *interdite* de Kabylie lui fait découvrir l'intrépide générosité de la population et les trésors insoupçonnés de la fraternité de combat. Il observe que bien qu'originaire de l'Ouest, il ne se sentit jamais étranger au milieu de ces populations dont il ne parlait pas la langue. Mieux, la dichotomie ruraux-citadins lui semble une fiction malveillante qui ne résiste pas aux réalités du terrain. C'est ce qui lui fait dire, à propos du brassage national qui se fait sous les auspices de la Révolution et des appels à la résistance : « *Le dessein cosmique emmenait dans son mouvement vers un objectif de renaissance nationale moderne des millions de volontés singulières, entreprenantes, créatrices, résolues et souvent marquées, cependant, par les séquelles de l'abrutissement colonial.* »

Le thème du FLN creuset de la nation, qui sort de l'émiettement colonial et se forge comme entité moderne, est bien vu par Medjaoui.

Il réfute en particulier les thèses pointillistes d'une prétendue microsociologie qui passe à côté du grand mouvement de cette historicité effervescente, créatrice, à l'œuvre dans une société en pleine mutation. Les *purges*, il en fait le triste constat mais, loin d'en accabler la Révolution, il les incrimine au colonialisme et à ses méthodes perverses – la bleuite – acharnés à briser l'élan de tout un peuple. Il souligne à ce propos : « *Les drames qui ont marqué son cours invincible* (la Révolution), *loin d'entacher sa gloire, illustrent au contraire sa force et sa capacité de triompher des pires adversités et à forger le destin national au feu du sacrifice des meilleurs de ses enfants.* »

Assumer la Révolution dans ses périodes fastes comme dans ses côtés régressifs, mais ne jamais perdre de vue son caractère global en tant qu'histoire qui se fait, telle est l'idée force de Medjaoui, puisée dans le feu du combat et à laquelle il restera attaché du plus profond de son être.

Aux dénigrements faciles, il répond : « *N'est-ce pas une sorte d'hommage du vice à la vertu que d'exiger de notre Révolution les avancées les plus extrêmes sous peine de ne pas lui reconnaître l'estampille moderne qu'elle mérite ?* » Et logique avec lui-même, il dénonce les contempteurs de l'après-indépendance qui ont voulu faire accroire que « *l'indépendance sous parti unique était moins démocratique que la période coloniale avec son multipartisme.* »

C'est par un *matin glacial* de février 1957 que le jeune étudiant, assoiffé d'action est encerclé avec son petit groupe et emmené au poste français de la Kalaa des Beni Abbès, non loin d'Akbou. Intrépidité de la femme algérienne : Doudja, qui faisait partie du groupe, interpelle un appelé algérien, chargé avec d'autres soldats français de les escorter, et lui dit ce qu'elle pense de sa couardise.

Medjaoui est isolé dans un camp, interrogé par un général à Sétif qui lui fait la leçon et, devant le cran qu'il lui oppose, le renvoie à ses geôliers du côté de Tichy, où il est torturé puis enfermé dans une *cuve à vin* où, durant un bon mois, il fait connaissance de la déchéance humaine. Après un passage dans un camp près d'Akbou, il est transféré à la prison de Bougie en décembre 1957. Condamné à cinq ans de prison en mai 1958, il rejoint Lambèse, sur le piémont du « *majestueux Aurès* ».

Dureté de la détention, faite d'humiliations, de brutalités, de privations. Mais la chaude solidarité des frères permet de surmonter toutes

les épreuves et, grâce au courage et à la cohésion des militants, à imposer un minimum de respect aux autorités répressives. A Lambèse, Medjaoui rencontre Mohamed Merzougui des « 22 », Lakhdar Rebbah, un nationaliste de la première heure, Messaoud Boukadoum, un militant chevronné, Daniel Timsit, étudiant en médecine. « *Moments de joie et même de bonheur lorsque ce sont la fraternité, la solidarité qui prévalent* ». D'autres figures défilent : Cheikh Ahmed Hammani, Cheikh el-Beidhaoui, relégué, lui, dans le quartier messaliste mais dont personne ne doute de sa rectitude et de son courage.

Medjaoui est libéré en août 1961, trois mois après les premières négociations d'Evian et sept mois avant le cessez-le-feu. Il reprend ses études à Bruxelles. Ses premiers démêlés avec la bureaucratie FLN commencent. Rien d'étonnant pour un homme qui a connu les angoisses et les joies indicibles de l'engagement, qui a côtoyé la mort et s'est trouvé immergé de toute son âme dans un des mouvements de libération les plus âpres et les plus glorieux du 20ème siècle. « *Jusque-là j'étais dans le FLN-Révolution, et voilà qu'à Bruxelles on le fermait à mon nez en le transformant en appareil où l'on cherchait à m'encaserner.* » Un homme libre, tel est le trait dominant de Abdel'alim Medjaoui. Habité par une fierté illimitée pour son pays, il est resté le combattant de la justice et du progrès dont rien n'a pu entamer la détermination ni décourager l'enthousiasme.

Ce qu'il vise en fait, à travers son livre, c'est l'éveil de la jeunesse à une réalité inoubliable qui a bouleversé le destin de l'Algérie. « *Evian*, écrit-il, *ce changement colossal dont la signification pourrait échapper aux générations de l'indépendance, car elles vivent l'indépendance à la manière du poisson de Nazim Hikmet "qui vit dans la mer sans savoir la mer"* » ; contre la banalisation de la Révolution qui, au-delà de simples souvenirs ressassés par d'anciens combattants, devrait être prise en compte, approfondie dans son concept, et pérennisée dans le cœur et l'esprit des Algériennes et des Algériens comme principe de vie et ferment pour les moissons futures.

Il est difficile de ne pas partager cette analyse. La guerre de libération marquera, probablement pour des siècles, l'histoire de l'Algérie. Sa signification est inépuisable et aucune approche, aucune compréhension relative à ce pays ne sera possible qu'en référence à cette donnée fondamentale.

Novembre 1999.
Rédha MALEK

Introduction

Je ne fais ni n'ambitionne de faire œuvre d'historien... Ce livre est peut-être avant tout, une mise à l'épreuve de la circonstance au filtre de la mémoire. Bien loin de chercher ce qui me donnerait raison, je cherche ce à quoi je puis continuer à donner raison...

Jean Marcenac

Octobre 1962. Première réunion de famille, presque au complet, après l'indépendance.

Joie immense, contenue par le souvenir douloureux de nos martyrs, de nos *chouhada* qui n'ont pas eu la chance de goûter avec nous ce bonheur impensable. Et, particulièrement sensible, comme une écharde fièrement portée, l'absence de Rachid, mon frère tombé au champ d'honneur à la fleur de l'âge. Joie à peine ternie par la crise politique, aussi incompréhensible qu'inattendue, qui marque ces premiers mois de la vie nationale, et par les incertitudes qu'elle fait peser sur l'avenir immédiat.

Les discussions vont bon train. On évoque, pêle-mêle, les parents proches, les amis de la famille, les rescapés et les disparus. L'histoire de chacun des noms, rappelés souvent avec des anecdotes pleines d'humour, permet même de rire des pires épreuves passées, y compris de la mort qui n'avait épargné aucune famille. L'ambiance est tout à la joie. Personne n'aurait voulu assombrir le bonheur présent...

Pour ma part, je suis impressionné par le visage marqué de mon père. Il fait beaucoup plus vieux que ne l'aurait laissé paraître l'âge qu'il a alors, à peine 56 ans. Il avait été traîné à travers différents camps disciplinaires, depuis, si je m'en souviens bien, ce mois de novembre 1955. Il avait été arrêté avec une nouvelle fournée d'anciens suspects

de nationalisme. J'avais été lui rendre visite avec mon oncle Si-Belhadj, dans le camp de Bossuet, dont le directeur est resté célèbre. Il avait averti ses pensionnaires : "Ici, vous n'êtes pas des prisonniers, mais des otages. Et quand je recevrai les ordres, je saurai les appliquer". D'ailleurs, on nous avait renvoyés en nous disant qu'on avait interdit les visites aux détenus, pour les punir d'avoir lancé une grève de la faim. Je n'ai plus revu mon père jusqu'à ma propre sortie de prison...

Lui-même ne parle pas de ce qu'il avait enduré. Il met plutôt l'accent sur le bonheur nouveau qui était enfin permis au pays et à ses habitants et s'émeut de ce qui était arrivé, depuis son arrestation, à sa femme et ses enfants, soudain sans soutien et sans aucune rentrée fixe. Il apprécie le tour de force accompli par les femmes, en lieu et place des hommes, pour défendre, élever, nourrir et éduquer les enfants. C'était la prouesse qu'avait réalisée ma mère, aidée seulement par deux de mes soeurs ; la troisième ayant elle-même fort à faire pour subvenir aux besoins de ses petits : son mari avait, lui, rejoint les maquis du Tlemcénois, avant d'être arrêté et mis en prison.

Les femmes ont porté le fardeau familial en l'absence des hommes, décédés ou emprisonnés, tout en se battant pied à pied contre l'arbitraire et les mauvaises conditions de leur détention, les dangers de leur disparition sans explications et sans traces, en menant d'épuisantes batailles pour le droit de leur rendre visite, pour faire assurer leur défense, si possible, et en déployant des efforts tenant du prodige pour leur assurer le "couffin" et leur remonter le moral. Tout cela accompli vaillamment, à côté de leur participation active et courageuse au soutien de la lutte armée, en dépit de la répression terroriste qui visait les familles des *hors-la-loi* particulièrement.

Il m'est toujours pénible de me rappeler les détails déconcertants du jour où la gendarmerie est passée chez toutes les familles Medjaoui pour conduire instamment les femmes et les enfants à la "fête". Et quelle fête ! Celle où étaient exhibés, nus, sur l'affût d'un canon, les cadavres d'un de mes oncles et d'un de mes cousins, qui venaient de tomber au champ d'honneur. Dans le camion militaire qui tirait le canon et sa charge macabre, un orchestre de *harkis* jouait du *bendir* et de la flûte !

"Nous avions tout de suite compris qu'un grand malheur était arrivé. Mais nous étions loin de nous attendre à une telle vision de cauchemar", explique ma mère, encore, des années après le drame, sous l'effet d'un grave malaise, après avoir été confrontée à cette « *forme insolite, ennemie de toute éthique socio-spirituelle* »[1], de la violence coloniale...

Ma famille est d'autant plus heureuse de me retrouver, moi, qui avais réchappé du maquis, des périlleuses vicissitudes des camps et des prisons. Ils veulent tout savoir de mon expérience. Ils sont fiers de moi et, à travers ma personne, de toute l'élite qui avait victorieusement dirigé la révolution. De la part de mon père, je le sens vraiment, c'est un hommage respectueux à la jeune génération qui, le 1er novembre 1954, avait indiqué le chemin difficile qui nous avait menés à ce moment délicieux de bonheur familial.

Les moins inattentifs à ce qui se dit sont les enfants, mes jeunes frères et neveux, tout fiers de la victoire remportée. C'est alors que ma nièce, Fouzia, qui doit avoir cinq ou six ans à peine, me pose une question comme seuls les enfants savent en inventer. Ses capacités d'abstraction encore peu développées, ne lui permettent certainement pas de saisir la signification concrète du nombre de nos *chouhada*, morts ou "disparus". Mais ce nombre, à la façon dont il a dû venir dans la discussion, doit lui paraître faramineux. Et comme, tout milite pour la confirmer dans la certitude que nous sommes sortis victorieux de la guerre, elle me demande : "*Khali,* les Français ont tué un million et demi des nôtres, et nous, combien avons-nous fait de morts parmi eux ? »

Je ne me rappelle plus ce que je lui ai répondu ; ni si elle a été satisfaite de ma réponse : comment en effet croire l'avoir convaincue que les colonialistes, défaits, n'ont perdu que quelques dizaines de milliers des leurs ? Mais si j'ai pu, sur-le-champ, apaiser chez elle cette grave inquiétude enfantine de ce que l'ennemi ait pu peut-être échapper à une juste punition, je n'en gardais pas moins une sensation de trouble.

---

1. Mostefa Lacheraf, *Algérie & tiers-monde*, Bouchène, Alger, 1989, p.39. Les citations de cette introduction, sont sauf indications contraires, tirées des écrits de M.Lacheraf, en particulier *Algérie, nation & société*, Maspéro, Paris,1965, *Ecrits didactiques*. ENAP, Alger,1988, et *Algérie & tiers-monde*.

Quant à elle, depuis, elle se sera certainement fait elle-même une idée. Comme beaucoup, elle aura alimenté sa conviction à « *cette tendance à l'épopée fracassante imitée de l'héroïsme légionnaire français et superlatif proche-oriental* » si présente dans notre culture d'après l'indépendance.

Mon malaise s'accentuera devant chaque manifestation de ce penchant ; il deviendra de plus en plus net avant même que j'en prenne pleinement conscience sous cet éclairage de M. Lacheraf. Déjà, j'avais beaucoup plus retrouvé l'ambiance épique de notre lutte de libération avec les personnages d'une comédie néoréaliste comme *Hassan terro*, qu'avec ceux d'un drame martial du genre de *La Bataille d'Alger*. Non que l'œuvre basée sur la narration-documentaire de Yacef Saadi contredise la vérité formelle ou que ses personnages ne soient des héros véridiques ; non ! Cette histoire a un caractère réaliste certain : j'ai eu l'honneur de partager la détention de certains des protagonistes de la "*Bataille*" réelle, échappés à la mort, et j'ai pu en apprécier le courage, l'intrépidité et les qualités de cœur. Mais il me semble que ces vertus, pour nécessaires qu'elles aient pu être dans le combat pour la libération, n'étaient que la partie visible de l'iceberg de véritable héroïsme de masse dont a fait preuve notre peuple, tel que mis en situation par Rouiched sur le ton d'une affectueuse dérision.

Je voudrais ajouter que j'ai toujours été plus petit de taille et plus chétif que mes camarades de classe, de l'école à l'université. On m'a refusé, en 1951, l'entrée à l'Ecole normale d'instituteurs pour inaptitude physique. De plus, j'ai toujours été tout ce qu'il y a de pacifique, pas téméraire pour un sou. Je n'étais donc pas fait pour la vie de baroudeur et j'ai même été exempté du service militaire par l'administration de l'armée coloniale. Cette décision a été confirmée par des officiers de notre ALN, lors d'une visite en compagnie de mon frère Rachid, à la mi-1956, à mon regretté oncle, Abdelkader, dans les Bni Ouarsous. Dans sa maison, un groupe armé était stationné ce jour-là. La discussion a tourné par la force des choses sur la question de notre engagement dans l'ALN. C'était déjà le désir de Rachid. Quant à moi, j'étais attendu en Petite Kabylie et ma présence, là, n'était due qu'au fait que je faisais une dernière visite familiale avant le grand saut. J'avais vingt ans passés, mais mon frère qui n'en avait pas dix-sept paraissait mon

aîné. On trouva qu'il était encore trop jeune pour devenir *moudjahid*. Pour moi, l'on me dit que l'on serait contraint de me conduire à nos bases au Maroc où les conditions seraient moins pénibles que celles que je ne pourrais pas supporter dans ces contrées difficiles.

Avec de tels états de service, je n'avais pas l'étoffe d'un héros ; même si j'ai rejoint le maquis dans une des régions les plus périlleuses. Ce qui a, sans doute, fait que, le jour de notre arrestation, les soldats du contingent de l'armée coloniale ont été littéralement abasourdis. Tout un pan de la propagande coloniale, dont on les abreuvait pour les armer dans cette guerre difficile, tombait d'un coup. Ils avaient toujours eu affaire à des paysans sur lesquels on leur avait fait sentir leur supériorité de "civilisateurs" ; eux, dont un très grand nombre étaient analphabètes, les voilà tout à coup en face de deux universitaires, étudiants en médecine (mon ami, le regretté Ahmed Bouderba et moi). Vous vous rendez compte ? Et l'un d'eux qui paraît un enfant. Ils n'en finissaient pas d'être ébahis : "Oh, p...! Et tu es bachelier ?" me demandaient-ils, tellement impressionnés qu'ils étaient pleins de respect. Je n'hésitais pas, moi, le prisonnier, à affirmer devant eux mon optimisme quant à l'issue de notre combat. L'un d'eux, par sympathie et certain que nous serons battus, regrettait l'inanité, selon lui, de mon engagement. Devant lui, je soutenais le contraire, et qu'en tout état de cause, même si notre défaite se confirmait, ce ne serait que partie remise. La preuve en est, disais-je, que, malgré le massacre qui avait semblé clore notre mouvement revendicatif de liberté en 1945, cela ne nous a pas empêchés de remettre ça en 1954. A un colonel qui m'avait fait convoquer à Sétif, pour me faire la leçon en me reprochant de m'être laissé entraîner par les incendiaires d'écoles, je répondais du tac au tac que ces écoles avaient été transformées depuis longtemps en casernes. Il avait failli alors s'étrangler de colère...

Ce qui me rendait capable de ces "actes de bravoure" ? C'est que sans être un héros, j'étais profondément animé comme des millions d'Algériens, par le même mouvement qui avait fait émerger les héros qui, malgré le scepticisme réprobateur, y compris de leurs compagnons les plus proches, ont lancé et fait le *1er Novembre* : les Ben M'hidi et les Zabana inflexibles devant la mort, comme je l'apprendrai plus tard ; des militants intrépides tels 'Ali "La Pointe" ; des hommes valeureux

dont l'exemple m'encourageait sans que j'en aie eu connaissance, parce que je savais que telle serait inévitablement leur attitude, à l'image de beaucoup d'autres qui les ont précédés, avant même cette nuit décisive qui allait marquer le début de notre calendrier national.

Je veux, par-là, mettre en relief le fait que nos concitoyens sont, même parfois sous l'emprise de la peur panique, capables de prouesses : petits et grands, ces gestes font cet héroïsme de masse, caractéristique de notre guerre de libération, et qui scande aujourd'hui notre marche irrésistible vers la modernité, à travers l'épreuve qui l'oppose au terrorisme.

A Mostaganem, le 9 décembre 1960, un citoyen a décidé de crier : *Algérie algérienne !* faisant ainsi échouer la tournée de de Gaulle, sans penser qu'il risquait peut-être sa vie pour ce slogan. On peut estimer à présent qu'il n'a rien fait que de normal. Mais ce cri, à travers le mouvement imposant et les conséquences politiques décisives qu'il entraînait, allait être compris dans le monde comme un véritable acte d'héroïsme. De même, la citoyenne, le citoyen, aujourd'hui ne se laissent pas terroriser par les assassinats commis autour d'eux, continuant à se présenter comme d'ordinaire à leurs postes de travail : ils assument leur responsabilité citoyenne ; tous ces millions de gens ne se prennent certainement pas pour des héros et estiment sans doute qu'ils n'ont là qu'un comportement normal. Leur attitude n'en constitue pas moins un sujet d'étonnement pour le monde impressionné par cette résistance héroïque de masse.

Cette façon de voir et de se comporter est tout autre que celle qu'on rencontre souvent sous la forme du « *culte d'un héroïsme du pauvre, transfigurateur et négatif* » dont M.Lacheraf a montré par ailleurs le danger réducteur : elle contribue en effet « *à occulter le souvenir des épreuves inhumaines subies par notre peuple (...) et son génie* » ; souvenir et génie bien présents, par contre, dans la trouille irrépressible de l'héroïque *Hassan terro.*

Plus je prenais conscience de la nocivité de cette vision, plus s'imposait à moi la nécessité de témoigner, d'aider ma nièce à se faire une idée plus juste de ce pan crucial de l'histoire contemporaine de son pays. Pour que, précisément, la jeune génération puisse continuer à être fière de ce que nous avons réalisé, qu'elle puisse respecter cet acquis

sans se sentir écrasée par lui, en prenant conscience du prix exorbitant qu'il a coûté, en même temps que de la valeur inappréciable de sa propre contribution, à elle, à l'œuvre d'aujourd'hui.

Je devais rappeler l'épopée des générations précédentes, animant une opposition acharnée, multiforme à l'agresseur colonial, à l'occupation étrangère, pour démentir l'évidence, universellement partagée, que *l'Algérie est une possession irrévocablement française, et qu'il s'y constitue, sous l'action colonisatrice de la France, une nation moderne.* Je devais mettre en évidence la continuité de *Novembre 1954* avec cette résistance ancestrale, qui a débouché sur un réel exploit *qu'aucune des faiblesses qu'a connues la révolution de 1954 ne pourra jamais ternir* : l'occupant étranger a été bouté hors du pays. Je devais affirmer également le lien de continuité de *Novembre* avec l'attitude admirable de notre jeunesse depuis 1962. Surtout dans l'épreuve que traverse le pays : elle s'est montrée et se montre toujours capable de hauts faits pour assumer pleinement sa part de la lourde charge de défendre les fruits de l'indépendance et d'enraciner solidement la société dans le monde moderne.

* * *

J'insiste pour qu'on ne voie pas dans ce témoignage œuvre d'histoire.

A ce propos, je n'ignore pas les grands débats qui ont lieu chez nous et... en France : Pour revendiquer une histoire objective. Pour remettre en cause la vision historiographique française de notre passé plus ou moins éloigné, en fidélité à la revendication pionnière de l'auteur du célèbre *Décoloniser l'histoire.* Ou pour dénoncer un détournement des faits historiques, et une mise sous le boisseau de ceux parmi eux qui sont gênants pour les dirigeants au pouvoir.

Il est vrai que les objectifs politiques immédiats de consolidation et de défense d'une direction ou d'un pouvoir menacés d'instabilité ont poussé des thuriféraires, ou même des gens plus respectables, à gommer inconsidérément de notre histoire récente tout élément (personnalités, faits socio-politiques,...) susceptible de constituer une menace à leurs yeux. Ainsi, la lutte contre le messalisme pendant la guerre avait déjà contribué à introniser la tendance sommaire à nier tout apport de

ce qui a été prémices de *Novembre*, et qui lui a donné pourtant sa substance. Ce qui a entraîné plus tard, appauvrissement et déformation de l'essence même de l'histoire nationale.

Ne doit-on pas mettre en relation avec cette étroitesse le fait que des personnalités que les hasards de la politique ont placées à la tête de certaines charges se sont adonnés à des agissements de contrebandiers de l'histoire ? N'ont-ils pas officiellement engagé l'enseignement d'une histoire frelatée où tout le mérite de la préparation et du lancement de l'insurrection est exclusivement imputé aux *'Ouléma* et même... à Ben Bâdis ?

De telles dérives ont fait beaucoup de mal, notamment en contribuant à accréditer l'image, détestable, de notre glorieuse révolution, fabriquée par l'ennemi d'hier toujours à l'affût pour semer les germes de la discorde et ainsi compromettre notre jeune indépendance...

Cette dénaturation est pour beaucoup dans le désarroi qui a touché de larges secteurs de la société et poussé de nombreux citoyens dans les bras des fauteurs d'incivisme anarchiste. Elle conforte et justifie les prétentions des donneurs de leçons de droits de l'homme à notre peuple, de ceux dont la conscience n'arrive pas encore à se désencombrer des lourdes responsabilités dans les crimes de la politique coloniale, et qui ont des difficultés à se laver d'être impliqués en Afrique, dans d'affreuses magouilles politico-économiques, jusque dans leurs suites "génocidaires".

Il faut donc tendre à une histoire objective de notre révolution. Cependant, l'objectivité concernant de nombreux aspects de notre histoire récente reste avant tout tributaire de l'ouverture, par l'Etat français et ses services de police, de leurs archives de la *Guerre d'Algérie*. Car s'il y a bien une face cachée de cette guerre, c'est celle des menées secrètes de l'armée coloniale et de ses services. De ces agissements, rien n'a pu filtrer qui ne soit profitable immédiatement pour le colonialisme ; à l'instar de ce qu'Y. Courrière a rapporté "à chaud", dans ses fameux livres sur cette Guerre.

On trouverait dans ces archives des réponses à de nombreuses questions : comme celle des "disparitions" de dizaines de milliers de nos concitoyens ou de la responsabilité des services de la colonisation dans de nombreux drames dans lesquels se sont trouvés opposés des

patriotes. On découvrirait là d'édifiantes informations sur les divers "*coups tordus*" et procédés confirmés à l'aide desquels on a poursuivi l'entreprise de dislocation de notre société dans ses profondeurs pour faire avorter encore une fois sa résistance.

L'histoire est une discipline scientifique et j'en connais les conditions de l'objectivité, étant titulaire d'un DEA en la matière. La recherche dans ce domaine requiert de prendre du recul, de s'abstraire des luttes en cours. Rares sont les auteurs, tels Marx, par exemple, avec ses célèbres témoignages-analyses, *Le 18 brumaire... et La Guerre civile en France*, capables de faire œuvre historique sur le vif et avec probité. Et encore ! Beaucoup n'y voient-ils qu'une propagande anti-bourgeoise.

L'objectivité est, en effet, un bien rarement partagé entre les historiens, y compris d'un même pays. Ou plutôt chacun a *son* objectivité. Ainsi, par exemple, il existe bien un fond de consensus en France, entre historiens et entre politiques sur le phénomène de la Révolution française, et l'accord se réalise sur le fait qu'elle a changé le visage de la France (et de l'Europe) par rapport à ce qu'il était sous l'Ancien Régime. Mais quant au contenu des changements réalisés, les oppositions et controverses continuent de diviser plus de deux siècles après l'événement.

La gauche ne veut reconnaître ce mouvement que dans son caractère et ses accomplissements radicaux. La droite, elle, dénonce les méfaits de la violence révolutionnaire qui, pour elle, se rend coupable de destruction de "grands acquis de l'histoire nationale" ; elle s'efforce de "fermer la parenthèse de 1789". Elle juge qu'il faut au contraire s'efforcer de préserver ceux de ces acquis réalisés au cours de la période pré-révolutionnaire. En la royauté, rappelle-t-elle, s'était cristallisée la souveraineté nationale, que les différents *souverains* ont construite aux dépens des intérêts féodaux, et arrachée de haute lutte aux pouvoirs et prétentions d'une Eglise et d'un Empire supranationaux.

La droite encore, récuse, pour leur violence, la légitimité des révolutions. Et si un consensus conservateur a fini par s'instaurer, après 1870, avec la III[ème] République, cela ne s'est pas fait de manière idyllique : l'histoire de la mise en place de l'hégémonie de la bourgeoisie sur la société a été une longue suite de près d'un siècle de luttes très

dures pour, en quelque sorte, mettre au pas le peuple, et les ouvriers en particulier, et imposer ce consensus aux forces politico-sociales qui les représentaient.

Aujourd'hui encore, les oppositions continuent de s'exprimer... La classe bourgeoise dominante demeure très vigilante à l'encontre d'une remise en cause de ce consensus, même par le biais d'une victoire électorale de la gauche. Ainsi, sans revenir jusqu'à ce qui est arrivé après les élections de 1936, lorsqu'on a "préféré Hitler au Front populaire" victorieux, rappelons, pour l'exemple, un fait qui nous semble significatif. En 1989, la droite s'est opposée à l'idée, avancée par François Mitterrand, d'organiser, comme au siècle précédent, l'Exposition universelle à Paris pour marquer le jubilé de la Révolution. Elle a préféré renoncer, en faveur de Séville, à toutes les retombées économiques, scientifiques, techniques et financières qui auraient découlé pour la France et son économie, plutôt que de permettre à la gauche et à Mitterrand de marquer idéologiquement et politiquement ce bicentenaire.

L'exemple français ainsi longuement sollicité, montre l'importance de l'enjeu que constitue cette histoire des hommes et des événements. Fernand Braudel dit qu'elle est « *une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement. Une histoire à oscillations brèves, rapides, nerveuses... Mais telle quelle,* ajoute-t-il, *c'est la plus passionnante...* » et « *la plus dangereuse aussi.* » Braudel met sagement en garde contre « *cette histoire brûlante encore, telle que les contemporains l'ont sentie, décrite, vécue, au rythme de leur vie, brève comme la nôtre. Elle a,* précise-t-il, *la dimension de leurs colères, de leurs rêves et de leurs illusions.* »[1]

On comprendra alors que les luttes socio-politiques autour de cette discipline sont, dans notre pays et en France, partie intégrante de la lutte multiforme pour asseoir – ou, au contraire, empêcher – un consensus, chez nous, autour de l'Etat national et de la nature de cet Etat.

L'intérêt de l'historiographie française pour notre histoire contemporaine se situe dans la continuité de ses positions avant notre indépendance, avec un poids spécifique sans doute plus grand pour les

1. Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, Flammarion, coll. Champs, Paris 1969, p.12

analyses qui avaient commencé, avec l'œuvre pionnière de Charles-André Julien, à remettre en cause les problématiques de justification et de défense de la colonisation. Ceux qui ont eu le courage de produire de telles analyses, accompagnant les luttes de notre mouvement national et des forces politiques anticolonialistes, ou s'en faisant l'écho, ont aidé à relativiser « *la pseudo conscience* » qu'a l'Européen « *de se situer au centre solaire de la Raison universelle* » comme le note Edgar Morin. Ils ont ainsi contribué à faire prendre « *conscience des singularités de notre civilisation* (européenne) *et des maux qu'elle a apportés au monde* ». Mais, pour des raisons ayant trait à leur besoin « *de ne pas vaciller entre complaisance et masochisme* », ils ont cru devoir attirer l'attention sur le danger « *de fournir une caricature de l'histoire qui risque de fausser l'esprit des jeunes Algériens qui se pencheront sur leur passé* »[1] et de tomber ainsi dans le travers de « *ne retenir que les traits répugnants de l'histoire et de la conquête européennes.* »[2]

Ces raisons, propres à ces historiens et intellectuels français, sont tout à fait respectables, mais elles ne peuvent avoir la même valeur pour nous, citoyens ou intellectuels des pays qui ont subi la colonisation. Car, pour nous, ce n'est pas être, comme l'a craint Ch.-A. Julien, des « *intégristes de l'anti-colonialisme* » que de voir dans la colonisation surtout « *la somme des exactions d'un peuple oppresseur* ». Nous serions en même temps *complaisants* et *masochistes* si nous venions à y voir autre chose que cela. L'on nous dira que la colonisation de nombreux pays a été, malgré tout, la voie par laquelle ils ont eu accès à la modernité, et qu'il ne faut pas sous-estimer le rôle de nombreux Européens anticolonialistes qui ont milité dans ce sens.

Mais, à mon sens, notre société attaquée par la colonisation a pu mûrir pour la modernité en s'aguerrissant et en tirant, malgré tout, profit de cette agression, est passée par un processus semblable à celui qu'aurait connu une personne qui aurait attrapé la variole ; et qui en aurait réchappé en en gardant des stigmates indélébiles sur le visage et une texture sanguine la mettant à l'abri d'une nouvelle attaque : sortir

1. Ch.-A. Julien, cité par M. Lamunière, *Histoire illustrée de l'Algérie*... éd. Gonthier, p.166
2. E. Morin, *Penser l'Europe*, éd. Gallimard, coll. Folio, Paris, 1990, Pp.21-22

indemne de la charge létale du mal, elle l'aura dû surtout à sa solide constitution physique et à la formidable agressivité de ses globules blancs qui ont pu apprendre à fabriquer des anticorps et en produire assez pour annihiler l'action des agents pathogènes. De façon subsidiaire, elle aura pu profiter de la moindre virulence de certains de ces agents. Ceux de ses globules blancs qui ont été à leur contact ont pu ainsi plus facilement pénétrer le processus d'immunisation et arriver à prémunir tout l'organisme contre le mal.

C'est à une charge similaire qu'a été soumise notre société de la part du colonialisme ; et des mécanismes correspondants lui ont permis de s'en sortir, avec, parmi ceux-ci, l'aide des militants européens de l'anticolonialisme. Et les stigmates que notre société en a gardés sont autrement plus graves et plus pernicieux pour son avenir que, pour la personne de notre exemple, les traces sur son visage. Car, comme le souligne M.Lacheraf, « *le bilan est très lourd à porter devant l'histoire, les ravages difficiles à effacer et les plaies très lentes à guérir chez les victimes d'un tel génocide colonial dont on ne semble pas toujours conscient de l'horreur des deux côtés de la barrière* ». Les drames que vit notre pays ainsi que d'autres pays d'Afrique en cette décennie de fin du siècle ne peut que conforter ces préoccupations.

Jacques Berque nous semble poser ce problème de la façon la plus juste : par fidélité à son européanité (sa francité) autant qu'à la société vivant sur sa terre natale, il souffrait que « *s'entretiennent des deux côtés de la Méditerranée, des états d'âme pernicieux. L'Europe,* précisait-il, *et tout spécialement la France se refuse d'avouer chez les Arabes ce qu'il peut y avoir de fidélité à ses leçons, dans leur soulèvement national et social ? Accélératrice de leur histoire, elle reste paradoxalement ruineusement attachée au passé. De l'autre côté, on englobe dans la détestation de l'ère coloniale ce qu'elle put avoir d'utile et de prometteur...* (et, tout de suite, il nuançait) *ou tout au moins de causal.* »

Il ne se plaçait pas seulement du point de vue de l'historien qui estime, une fois disparu le colonialisme direct, devoir s'en tenir quitte pour l'avoir dénoncé et n'en retenir que le côté « *utile et prometteur* ». Avec une conviction obstinée, il voulait rendre intelligible ce qui, du côté du colonisé, explique la détestation globalisée de la période colo-

niale, où la « *modernité, d'abord plus infligée qu'acquise* » a produit dans les pays colonisés « *les mêmes ravages constructifs que partout ailleurs, mais avec des effets psychiques et sociaux d'abord différents, voire contraires* », car, ici, « *la révolution industrielle ne coïncidait pas avec la mainmise planétaire (...) Les Arabes, tout à l'inverse, ont longtemps été l'objet plus que le sujet, victimes plus que bénéficiaires d'une expansion qui les coupa de leurs rapports avec l'histoire et la nature. Au moment où ils subissent ainsi, de plein fouet, le développement des autres, ils sont pis qu'aliénés : amputés, interceptés, repliés sur eux-mêmes et désespérant. (...) L'Orient subit toute cette vitalité. L'ère coloniale se manifeste en lui, si j'ose dire, par un romantisme, une révolution et un impérialisme retournés. Il figure, en creux, le grandissement des autres.* »

Ce n'est que fort de cette dénonciation sans équivoque du côté dévastateur de l'expansion européenne dans nos pays, qu'il pouvait se permettre d'en appeler ses frères anciens colonisés à ne pas commettre l'erreur mortelle « *de rejeter en bloc l'Occident, c'est-à-dire, en d'autres termes, de condamner l'efficacité en haine de l'injustice, parce que nous avons commis l'injustice au nom de l'efficacité* », sans oublier d'appeler ses concitoyens européens à éviter l'autre erreur mortelle « *de continuer à voir en eux* (les ex colonisés) *la proie toujours offerte, ou la victime ingrate* »[1].

Cette problématique ne peut qu'emporter la conviction. C'est d'ailleurs dans ce sens que s'emploie l'Algérie : elle lutte autant contre ce qui, à l'intérieur, veut la priver des atouts qu'elle s'est forgés au cours du « *cruel compagnonnage* », que contre ceux qui, chez l'Autre continuent à vouloir prendre une revanche aussi injuste qu'illusoire, de la défaite infligée au colonialisme direct.

Dans *Penser l'Europe*, E. Morin affirme avec raison que «...*dans toute l'Asie, l'Afrique et pour toutes les populations indiennes, l'Europe, perçue du 15e siècle jusqu'au début du 20e comme agression, conquête et domination, n'a pas encore pris le visage débonnaire que l'Européen contemple dans son propre miroir.* » "Le ventre est encore fécond de la bête immonde", sommes-nous tenté de dire en empruntant

1. J. Berque, *Les Arabes, d'hier à demain*, Le Seuil, Paris, 1960, p.268 et 269.

une formule célèbre. La vie montre, en effet, que, plus de trois décennies après les indépendances, la décolonisation est loin d'être terminée : les intérêts néocolonialistes semblent ne pouvoir être préservés que dans des pays conduits par des hommes liges ou par des dirigeants trop occupés à faire face à une instabilité souvent stimulée de l'extérieur et toujours nouée autour de "bombes à retardement" amorcées pendant la période coloniale.

La croisade pour la démocratie à laquelle se sont convertis les milieux politiques européens arrive difficilement à convaincre de sa totale sincérité. Elle semble ne venir, bien tard, que sous la pression des peuples révoltés par trois décennies de politique "focartienne" : que de souffrances, en effet, ces peuples n'ont-ils pas endurées de l'interventionnisme militaire, du soutien à des monstres aussi complaisants qu'insatiables intronisés par l'ex colonisateur avec les indépendances ! Que de problèmes compliqués n'ont-ils pas dû affronter résultant des animosités multiformes déclarées par l'ex occupant à ceux de leurs dirigeants qui ne jouaient pas son jeu ! Que d'humiliations n'ont-ils pas subies d'une corruption institutionnalisée à travers des réseaux ("gaullistes", dit-on en France, mais est-ce le seul pays à en entretenir ?) où sont impliqués des personnalités politiques, des diplomates et des cadres économiques, réseaux qu'on n'hésite pas à justifier, en Europe, aux yeux des citoyens par le chantage des bienfaits que cette perversion leur assure dans leur vie quotidienne ! A quels drames insoutenables nos peuples n'ont-ils pas dû faire face, où gouvernements et marchands d'armes européens se sont trouvés mêlés par des politiques d'encouragement de divisions artificiellement suscitées et entretenues depuis la période coloniale entre des populations qui avaient de tout temps vécu dans une entente aussi normale que celle qui a existé ailleurs dans le monde !

Face à de telles dérives, il faut nous inscrire dans la trajectoire humaniste d'un anticolonialisme conséquent. Et ne pas tourner trop vite la page de l'histoire de l'oppression d'hier et des inégalités que l'on continue de vouloir imposer à nos pays en faveur de l'ex colonisateur.

Cultiver le souvenir d'hier, jusqu'à obtenir repentance pour les méfaits de l'occupation coloniale, de peuplement en particulier, comme crimes contre l'humanité, alors que l'ancien système colonial s'est

effondré, pourrait passer pour une volonté d'entretenir une attitude inamicale et revancharde vis-à-vis de la puissance qui a "décolonisé". Mais ce serait comme si on considérait que l'action pour que soient punis les anciens criminels nazis vise à se venger de ces derniers. Nuremberg n'a certes pas empêché les abominations qu'il a condamnées de se reproduire en Bosnie et au Kossovo ; mais il a permis une mobilisation plus rapide de l'opinion internationale pour empêcher que les criminels serbes puissent procéder à leur "purification ethnique" dans la relative quiétude dont ont pu jouir les nazis pour leur "solution finale".

Il faut ajouter que le crime du colonisateur dans un pays accaparé comme colonie de peuplement ne se résume pas au déni des droits imprescriptibles du peuple opprimé. Il se double d'une création monstrueuse, le colon, rendu prisonnier d'une idéologie incoercible de supériorité raciale, source et justification de tous les dépassements et de toutes les impasses. Albert Camus, dans des pages les plus poignantes de son ouvrage posthume, *Le Premier homme*, a disséqué crûment le processus par lequel il a été mis en demeure de "préférer sa mère à la justice".

Si la colonisation avait été condamnée comme crime contre l'humanité, assisterait-on, sidérés et impuissants, aux agissements du colonialisme hors de saison qui sévit au Moyen-Orient, avec son cortège de spoliations, d'oppression nationale et de négation de l'Autre ? Comment sinon conjurer les lendemains dangereux que prépare l'idéologie de supériorité raciale ici inculquée au colon israélien ? La fermeture de celui-ci à tout compromis, alors que la paix semble possible, paraît conduire à des excès dont la coûteuse expérience de populations empêchées, par cette idéologie, de cohabiter dans la justice, a montré qu'ils sont, tôt ou tard, trop chèrement payés par tous.

L'historiographie orientaliste française, pour en revenir à elle, forte de ses institutions aux traditions affirmées, de ses méthodes de travail universitaire et des outils et connaissances accumulés, s'est démarquée, et c'est tout à son honneur, des positions de « *l'auxiliaire rédempteur ou l'éclaireur érudit de l'expansion économique ou politique* » européenne, selon la formule de l'homme de cœur et du savant qui a pris conscience que sa discipline devait, « *s'intégrant aux évolutions qu'il*

cherchait à comprendre, les servir par la connaissance et la comparaison »[1].

Un courant d'historiens, cependant, prétend introduire l'objectivité qui manquerait dans l'histoire de notre guerre de libération du fait, selon eux, des agissements des "vainqueurs" installés au pouvoir en Algérie. Ces historiens ont le droit de se draper du manteau gratifiant du justicier, en donnant la parole à ceux des acteurs de notre histoire contemporaine qui ne peuvent pas la prendre parce qu'ils ont été "marginalisés" ; et de prétendre n'agir que dans un but scientifique de mise à jour de positions, faits et gestes occultés par notre histoire officielle.

Quant à nous, « *et avec tout le respect que nous devons à l'opinion d'autrui quand elle fait l'effort, même non abouti, de comprendre* », il est de notre droit, plus, de notre devoir de démystifier ces positions comme celles de victimes ou de protagonistes de l'idéologie néocolonialiste.

Cette situation n'est pas nouvelle : F. Fanon avait dû affronter des positions semblables et les avait déjà mises à nu, fin 1957 début 1958, dans une série d'articles parus dans *El Moudjahid*[2], qui ont eu un grand retentissement à l'époque.

Sous le titre générique *Les intellectuels et les démocrates français devant la révolution algérienne*, il mettait en relief l'incapacité de gauche française d'être, vis-à-vis du peuple algérien en lutte, fidèle à l'humanisme théorique qu'elle professe.

« *Les éléments démocratiques et les intellectuels français,* disait-il, *savent les données du problème... Mais tout ce savoir se révèle vain parce qu'incommensurable eu égard aux idées simples qui ont cours dans le peuple* ». Quand « *la guerre de reconquête coloniale, est assumée par l'ensemble du pays colonialiste, (...) les arguments anticolonialistes deviennent des théories abstraites (...) Une grande partie des intellectuels, (...) de cette gauche démocratique (...)* (nous) *pose (...) ses conditions : condamnez les bombes et nous vous conservons notre amical appui... Le peuple algérien souffre de façon terrifiante sa naissance à l'indépendance et déjà on lui monnaie (...) la moindre parcelle d'appui... Cela nous est insupportable de voir certains Français que nous*

1. J. Berque, *Les Arabes*,..., Op. cit., p.10.
2. El Moudjahid N° 13, 14 & 15 des 1er et 15 déc. 57 et du 1er janv. 58.

avions crus être nos amis se comporter avec nous comme des marchands et pratiquer cette sorte de chantage odieux à la solidarité assortie de restrictions fondamentales sur nos objectifs... » Ce « *désir difficilement réprimé de guider, d'orienter jusqu'au mouvement de libération de l'opprimé* », Fanon l'expliquait par « *l'imagerie simpliste* » que se faisaient, du colonialisme, les démocrates français : pour eux, celui-ci est « *un type particulier d'homme facilement reconnaissable...* (et non) *la totalité des forces qui s'opposent à l'existence de la nation algérienne.* »

Ne retrouve-t-on pas cette attitude paternaliste, malgré la disparition de l'ex colonialisme, dans ces velléités de corriger, par-dessus nos têtes, notre vision de notre révolution armée ? N'est-ce pas l'effacement du colonialisme qui enhardit nos "correcteurs"? N'est-ce pas encore une compréhension simpliste du phénomène qui les tromperait sur le rôle qu'ils tiennent et les accointances qui leur vaudraient l'accusation d'être des partisans du néocolonialisme ?

"Que vaut l'indépendance, nous dit-on, si la guerre dont elle a été le résultat a été marquée par tant de crimes, d'assassinats de patriotes authentiques, de marginalisation d'autres par rapport au pouvoir ou par rapport à l'histoire ?" Tous les moyens sont bons pour faire croire que la guerre de libération n'a été qu'une foire d'empoigne où les ambitions des uns et des autres et la lutte sans principes pour le pouvoir formaient l'essentiel. Nombreux sont les livres et articles écrits outre-mer où l'on ne se permet des jugements de valeur sur la légitimité des gens au pouvoir, sur celle du régime, sur son caractère autoritaire ou militaire, etc.

Nous serait-il jamais venu à l'idée, nous, de mettre en cause la légitimité, par exemple, du général de Gaulle en emboîtant le pas à ceux qui l'ont accusé d'être revenu au pouvoir en commettant un coup d'Etat devenu, selon eux, par la suite "permanent"? Oserions-nous manquer de tact au point de nous permettre de nous en prendre à la moralité de dirigeants français sous prétexte qu'ils sont accusés d'être impliqués ou même condamnés dans des affaires criminelles ?

Forts de notre riche expérience, nous ne nous laissons pas intimider par ces pressions idéologiques, nouvelles seulement par la forme. Acteurs de la lutte pour l'indépendance ou enfants de cette dernière, nous ne nous laissons pas culpabiliser par cette façon de ne retenir de notre glorieux mouvement national que les luttes pour le pouvoir des

différentes tendances en son sein ; ces manœuvres spécieuses ne pourront jamais abolir la réalité que *la guerre qui a eu pour théâtre notre pays pour l'indépendance a opposé, avant tout, la France coloniale et notre mouvement de libération nationale*. Le seul perdant, c'est le colonialisme, et les seuls gagnants, ce sont la nation et le peuple algériens. Les drames qui s'y sont produits alors ne peuvent, malgré leur gravité, remettre en cause *cette avancée décisive de l'histoire*, d'autant qu'on ne peut les considérer que comme "normaux" au regard de l'ampleur de la guerre de libération. Quant aux divergences, oppositions et déformations – dont celles touchant notre histoire – nous les abordons pour ce qu'elles sont; des manifestations, tout aussi normales, du mouvement plein de vie parce que contradictoire qui porte notre société vers l'avant.

Le pluralisme, le choc des idées et des positions se sont exprimés positivement pendant la guerre de libération dans la prise en charge multiforme et inventive des tâches de la lutte libératrice ; même s'ils ont été pour quelque chose dans les heurts et crises, parfois dramatiques, qui ont opposé les dirigeants et acteurs de la lutte. Le pluralisme, le choc des idées et des positions se sont manifestés toujours pendant plus de deux décennies, en faisant fi des contraintes du parti unique, dans l'œuvre de renaissance nationale, de construction et de mise en place des bases de la modernisation de la société. Là aussi les crises plus ou moins graves n'ont pas manqué. Et quand les velléités "unicitaires" ont voulu resserrer le carcan en imposant le fameux "article 120", le pluralisme d'une société mûrie dans l'action exigeante n'a pas tardé à faire sauter les oripeaux sous lesquels il s'était mu et les entraves avec lesquelles il avait dû composer jusque-là. En chemin, ce pluralisme a fait échouer la grave tentative, faite en son nom, de livrer la société à une servitude despotique autrement plus oppressive que le parti unique.

Ainsi armée, la société affronte, pour les éradiquer, les monstruosités découlant de cette dernière dérive. En même temps, elle s'attaque avec patience, aux comportements pré-modernes, aux étroitesses irresponsables, aux compromissions, abandons et reniements qui ont failli annihiler les acquis de plus d'un siècle et demi de sacrifices. Condamnée à résoudre rapidement des problèmes complexes que d'autre ont mis des siècles à résoudre, notre société reprend avec assurance sa marche en avant, pour rattraper les retards que lui avait causés l'obstacle colonialiste.

C'est là la trame profonde de cette œuvre de "redressement national" qui suscite, chez de nombreux concitoyens, tant de grincements de dents, de réactions d'impatience devant les "lenteurs", les "blocages", et, chez l'adversaire néocolonialiste, tant d'animosité et d'hostilité. C'est ce qui s'exprime, en particulier, devant la persistance de certaines déformations criantes, largement dénoncées, dans l'enseignement de l'histoire récente, au regard du mûrissement de la société, de la distance déjà prise avec certains épisodes épineux de cette histoire. Avec l'enracinement du pluralisme, la découverte par un public de plus en plus large de certaines réalités permet de dépasser des tabous, de nuancer les analyses et les jugements. Et, parmi ces derniers, ceux portés sur les courants réformiste et révolutionnaire.

L'histoire de notre mouvement de libération s'avère être, face à un adversaire sans scrupules, celle de la lutte et de la cohabitation, en même temps, de ces deux courants, l'un épaulant l'autre ou le contredisant ou l'épaulant et le contredisant en même temps, selon les circonstances. Nous n'arrivons pas encore à dépasser les interprétations différentes de mêmes matériaux historiques, et sans doute devrons-nous, dans le sens d'une vision pluraliste sereine, nous contenter d'un consensus qui donnerait leur légitimité relative à l'un et l'autre de ces deux courants constitutifs de notre mouvement de libération. Ce consensus favorisera l'étude scientifique, objective de notre révolution ; dans ce qu'elle a accompli de grandiose, et aussi dans les faiblesses et défauts qui l'ont marquée et qui suscitent des prises de position diversifiées sinon divergentes.

L'essentiel étant que ce consensus concoure, ainsi que le préconise M. Lacheraf, à orienter notre action « *avec le maximum de probité et de modestie* (...) *en direction d'un gigantesque effort de mise au point, d'inventaire des moyens, des pertes subies, des acquis réalisés*...

Ce travail d'étude et de recherche historique est maintenant possible : la nation en a construit les prémices morales indispensables, jusque-là quasi-inexistantes suite à l'état de déculturation où la nation a été plongée et aux profondes destructions du tissu intellectuel national tout au long de la colonisation. Les professionnels qui se forment, de plus en plus nombreux, et acquièrent chaque jour plus de compétence et de connaissances, ne manqueront pas d'enrichir de leurs travaux le trop

petit nombre d'œuvres nationales produites jusqu'ici par les défricheurs de ce domaine, les Mobarak el-Mili, Tewfiq el-Madani, ou Mohammed-Chérif Sahli et autres Mostefa Lacheraf. Ils sauront tirer profit de tout ce qui a été produit jusqu'ici par les historiens, orientalistes et islamologues, qui ont placé notre pays au centre de leurs préoccupations et de leurs recherches, y compris ceux parmi eux qui ont mis leur science au service du colonialisme. Tout comme ils s'appuieront sur toutes les sciences voisines (sociologie, ethnologie, linguistique moderne, économie et autres) sans lesquelles il ne peut y avoir de science historique. Ils auront à cœur de replacer notre histoire contemporaine dans son contexte méditerranéen et dans l'évolution de l'aire civilisationnelle à laquelle nous appartenons. Ils pourront s'appuyer sur les fructueuses hypothèses d'affrontement-coexistence des civilisations qui sous-tendent la belle synthèse réalisée par F. Braudel sur la mer Intérieure, pour tracer à leur tour, une perspective nationale de l'évolution de *notre* Méditerranée, de ses vicissitudes et de ses potentialités.

* * *

Je voulais avancer ces quelques considérations sommaires sur l'histoire et sur les conditions minimales requises pour une recherche scientifique à propos des faits de notre guerre de libération et pour un traitement objectif et non utilitaire de ces événements. Elles me permettent, en effet, de bien situer l'ambition qui est la mienne en produisant ce témoignage. Tout ce à quoi je vise, c'est de concourir, autant que possible et à côté d'autres témoins, à contrebalancer quelque peu par mes "colères", mes "rêves" et mes "illusions", ceux des autres protagonistes et analystes ; je voudrais contribuer à l'éclairage de ce qui peut constituer la base de cette appréciation consensuelle de notre histoire récente, à partir d'une adhésion à ce qui fait la fierté de l'Algérie pour sa contribution à la libération des autres peuples, dans le cours même de sa lutte pour sa propre indépendance.

* * *

CHAPITRE I

Voyage en infra-humanité

Victoire sur l'épouvante

Le grand mal de la persécution, c'est de rendre pour quelque temps une nation inquiète et pusillanime ; et ce n'est pas d'un jour à l'autre que l'homme reprend sa dignité naturelle, ce caractère divin que tyrans et bourreaux n'effaceront jamais...

Diderot

Devant le poids des malheurs subis pendant les longues années de la guerre, je me disais souvent, dans mon ignorance naïve d'alors, que notre génération aurait sans doute eu moins à supporter si nos parents et grands-parents avaient initié, en leur temps, la lutte pour l'indépendance. Cette idée, je l'ai rencontrée fréquemment dans les propos de nombre de concitoyens, jeunes et moins jeunes, depuis que notre société, dans son œuvre d'affirmation et de redressement national, est en butte avec le terrorisme. Ce dernier vient, en effet, comme un supplément de souffrances alors que la société n'a pas encore guéri ses plaies de la période coloniale.

Il est vrai que l'épreuve au bout de laquelle notre peuple aura arraché son droit à l'indépendance et à la modernité, aura été des plus cruelles et des plus longues. Des rappels historiques pertinents et une mise en perspective appropriée ont été faits par un Ferhat Abbas (dans La Nuit coloniale*) ou par un Mostefa Lacheraf (dans nombre d'écrits et, notamment dans* Algérie et tiers-monde*), qui nous expliquent la place et l'issue de cette épreuve.*

Mais il faut du temps pour que ces écrits aient une diffusion assez large, sinon populaire, pour comprendre que ce n'était là que l'ultime épisode d'une guerre de 132 ans qui a marqué la chair et les esprits des Algériens.

Il peut paraître lointain le temps de l'agression coloniale. Mais les générations qui nous en séparent, ont toutes et chacune eu plus que

leur part de traumatismes profonds, de souffrances, de martyre. Souvent elles n'avaient pas encore fini de se voir infliger ces avanies, que l'insupportable même de celles-ci les amenait à se soulever de nouveau pour être encore plus martyrisées. Qu'on en juge un peu à travers cette liste succincte d'événements qui, malgré sa sécheresse, donne une idée de ce qu'a pu être le quotidien de nos aïeux.

Avant même la reddition, en 1847, de l'émir Abdelkader au bout de dix-sept années de résistance, Bouma'za se soulevait, en 1845, avec les populations de Kabylie, du Dahra et de l'Ouarsenis. Cinq années plus tard, en 1850, Bouziane animait la révolte des Aurès et des Zibans. C'est à cette occasion que les Za`atcha succombèrent à un Oradour avant la lettre. L'année suivante, la Kabylie, en insurrection depuis 1848, suivait les hauts faits de Boubaghla et endurait la destruction totale de dizaines de villages. Elle ne connaîtra la paix des cimetières qu'en 1857. Les historiens français notent alors sous cette date : "Soumission de la Kabylie". Ils devront revoir leur copie avec l'insurrection de Moqrani en mars 1871 qui ne sera " matée" qu'avec la reddition des Zouara, au bout de six mois de durs combats, et se soldera, en décembre par le séquestre de centaines de milliers d'hectares des meilleures terres de la région, « la plus grande spoliation officielle au profit de la colonisation », ainsi que le note Ageron. Entre temps, il y aura eu, en 1852, la révolte des populations de Laghouat en protestation contre les khlifas nommés par les colonialistes ; suivie, en 1864, de l'insurrection des Flitas, dans la région de Rélizane, et de celle des Ouled Sidi Cheikh qui ne sera vaincue, elle, qu'en 1880.

Ces années-là furent épouvantables pour notre peuple, au point de susciter une enquête officielle (1868-69) sur les causes de la grande famine qui l'affectait. Cette enquête a conclu sur « les excès de la colonisation ». Mais, loin d'être limités, ces excès seront aggravés par une série de mesures (décret Crémieux -1870, loi Warnier -1873, système des rattachements et code de l'indigénat -1881). Cette année-là une nouvelle insurrection des Ouled Sidi Cheikh éclate sous la direction, cette fois-ci, du célèbre Bou'mama et va durer près de vingt-huit ans !

Le 20ème siècle débutait par la révolte (1901) de la localité de Margueritte, dont le regretté L'adi Flici a immortalisé le nom et le souvenir douloureux. C'est aussi l'époque (1911) où a été instauré le service

militaire obligatoire pour les Algériens, à la veille de la 1ère Guerre mondiale, ce qui a entraîné l'exode, vers l'Orient arabe, de centaines de familles.

L'année 1920 verra en[illegible] "grande famine" frapper notre peuple... Et en 1930, la France coloniale, plus arrogante que jamais, célèbrera avec fêtes et défilés, le centenaire de l'occupation de notre pays, et organisera, au mépris de la conscience religieuse de l'Afrique du Nord, un congrès eucharistique à Carthage...

Ces épreuves, gravées dans la mémoire collective, ravivaient les séquelles inguérissables de l'occupation, pendant plus de cinq siècles, de notre pays par la Rome impériale dans l'Antiquité. Une éternité d'oppression dans le but, déjà, d'annihiler toute résistance, sinon toute existence de notre peuple, de le dépouiller de son identité propre, et de transformer le pays en une province de peuplement étranger. Certaines élites romanisées s'étaient bien risquées alors à profiter de cette volonté impérialiste d'assimilation, dans le but de s'arracher, eux et leur peuple, à la condition de colonisés. Des figures illustres, à l'image d'Apulée, de saint Augustin ou nombre d'hommes d'Etat, ont réussi à s'affirmer, enrichissant... la culture latine et la politique romaine dans leur période de décadence. Mais rien n'avait pu changer pour la masse de nos ancêtres numides...

Est-ce à dire que la fatalité frappe ainsi notre pays, perpétuellement voué, comme on l'a prétendu, à subir le joug d'un maître devant le sauver du chaos ? Absolument pas, puisque notre peuple a repris sa marche civilisationnelle dès que la lumière arabo-musulmane a abordé notre Ifrîqiya, *qu'elle a consolidé et développé son identité amazighe fondamentale. Nos ancêtres ont renoué avec le souffle des réalisations et de la prospérité historiquement reconnue, de la Numidie de Massinissa détruite par la colonisation romaine ; ils ont alors déployé pendant plus de onze siècles, leurs potentialités : ils ont pris leur place dans l'essor et la diffusion, sur les deux rives de la Méditerranée, du formidable mouvement civilisationnel qui continue encore aujourd'hui d'enthousiasmer les observateurs par sa fructueuse tolérance. Il n'était pas jusqu'au seuil de la phase de décadence où la science algérienne ne pût s'enorgueillir d'avoir ajouté une œuvre aussi pénétrante que celle de l'auteur de la* Moqaddima.

Le fait est que l'Algérie et son peuple ont vécu depuis 1830, pour la deuxième fois depuis l'Antiquité, un très grave danger qui risquait de les faire disparaître en tant que tels. Danger réel, si l'on se réfère à la douloureuse expérience de la Palestine et de son peuple... qui a de terribles difficultés à affirmer son existence dans le concert des nations, et ce à la fin de ce IIème millénaire consacré pourtant comme celui des Droits de l'Homme.

L'Occident judéo-chrétien et impérialiste, dans sa lutte pour la conquête et le repartage du monde, s'était attaqué à notre aire civilisationnelle qui, malgré sa décadence, semble avoir constitué l'obstacle principal à son entreprise de brigandage. Il l'a dépecée et mise sous tutelle par le fer et le sang. Il en a méthodiquement anéanti les tentatives prometteuses de révolution moderne, initiées par la Turquie des Tanzimat *et l'Egypte de Mohammed-'Ali, bien avant que la révolution des* Meiji *n'ait propulsé le Japon féodal dans la modernité.*

C'est dans ce cadre que s'est située l'agression dont notre pays a été l'une des cibles qui a échu à l'impérialisme français. Seules la résolution de notre peuple à ne pas se laisser anéantir et son expérience millénaire de résistance ont pu lui permettre de faire avorter le plan de génocide tracé pour le faire disparaître. Cette résistance était déjà, par elle-même, une première victoire sur la base de laquelle notre peuple n'allait pas tarder à venir à bout du mythe des trois départements français, et à arracher l'indépendance nationale, assénant dans le même mouvement, le coup fatal au système colonial.

Aujourd'hui, notre peuple s'efforce de confirmer ces avancées en faisant admettre la validité du modernisme et du démocratisme tels qu'il les construit patiemment. Il s'efforce de rattraper le retard dans lequel ont été confinés la majeure partie des citoyens, en leur faisant partager les bienfaits du progrès social, en les aidant à s'adapter au monde actuel, à ne pas perdre pied devant ses transformations impétueuses et rapides, ni à se perdre dans de chimériques solutions de repli sur soi identitaire ou autre. Autour de lui, il doit convaincre, cette fois-ci, de la nécessité de débloquer définitivement la voie vers une modernité universellement partagée, par la mise hors la loi des intérêts néo-colonialistes, et d'instaurer entre tous les Etats des relations de respect, d'égalité, d'intérêt mutuel, conformément à une légalité interna-

tionale plus juste et respectueuse de la dignité de tous les peuples et de leurs intérêts solidaires et légitimes.

Mais, ce glorieux parcours, cette victoire sur l'épouvante, il n'est évidemment pas difficile d'imaginer combien ils ont exigé de sacrifices pour être accomplis, ainsi que nous allons essayer de l'examiner.

* * *

Aïn-el-houts

... Ces colonisés marginalisés dans les campagnes, maintenus parfois dans la préhistoire et une condition humaine proche de la primitivité, (...) fuyant dans un état physique et un aspect vestimentaire infra-humains...

Mostefa Lacheraf

La marmite de *chourba* chantonnait sur le feu du brasero devant le seuil de la chambre donnant sur la cour commune. Ma mère, après avoir bien attisé le feu, s'en était allée s'occuper ailleurs dans la maison. J'avais un peu plus de deux ans.

Le soufflet était là près du brasero. Je le soulevai avec peine et en engouffrai le bec sous la marmite. A ma grande satisfaction, la braise prenait la couleur rouge vif. Mais en même temps, le bec trop enfoncé dans le feu, devenait incandescent. Quand je tirai le soufflet vers moi, dès qu'il ne fut plus retenu par le bord du brasero, il chuta bec en avant... sur mon pied nu.

Au grand cri que m'arrachait la douleur, Mama Zohra fut là en même temps que ma mère. Zohra l-khadem, ainsi l'appelait-on dans la famille et le voisinage. Son statut de *khadem*, de servante, était un vestige de l'ancienne société pré-coloniale, qui connaissait encore des esclaves, dont les affranchis restaient souvent attachés à la famille qui les avait libérés. Mama Zohra, était, sans doute, venue, depuis quand ? du Maroc, dans la famille de Si-Ben Mansour. Toujours disponible, y compris pour l'entourage, elle avait, sous la houlette de sa "maîtresse", Kheïra bent Si-Hammadi, pris en charge "l'éducation" de ma jeune mère. Si-Ben Mansour avait accueilli dans sa famille, en ce début des années 1930, mes parents venus, juste après leur mariage, de leurs montagnes natives des Bni Ouarsous, à la petite ville de Aïn-el-houts, dans le *hawz* de Tlemcen. Mon père, tout frais émoulu de *Qarawiyyine*, la célèbre université de Fès, avait rallié, à la recherche de travail, l'ancienne capitale ziyanide, avec sa jeune femme. Il avait refusé le poste de cadi que l'Administration coloniale lui avait proposé, préférant à cela un engagement d'imam libre auprès de la petite communauté *hawzie* de Aïn-el-houts.

Aïn-el-houts nous avait adoptés. Moi-même, qui n'y ai pas grandi, j'en garde peu de souvenirs précis, tel que celui de l'accident qui marquera pour la vie mon cou-de-pied. Mais j'y étais bien connu... Nous resterons très liés à la famille Si-Ben Mansour. J'y serai encore reçu comme chez moi, le week-end, pendant toute ma scolarité au collège de Slane à Tlemcen, où je serai "potache". Ce sera dans le vieux quartier pittoresque d'el-Medress où habitera mon hôte, entre temps nommé imam de la petite mosquée du coin.

Tlemcen, où vivait une importante population européenne, était administrée de façon un peu plus démocratique que le village de Montagnac où j'ai grandi ; c'était une *commune de plein exercice* et le siège de la sous-préfecture. Et même les Algériens – on disait les "*Indigènes*"– y avaient pu, à force de luttes courageuses et intelligentes, grappiller des éléments de modernisme. Je retrouverai chez les Ben Mansour la chaleureuse et riche ambiance traditionnelle de la ville, déjà bien ouverte sur ces progrès. Ce sera une autre façon de vivre la tradition, spécifique à Tlemcen, et dont je n'avais pas pu m'imprégner assez, ayant quitté trop jeune Aïn-el-houts.

C'est chez mes hôtes que j'entendrai pour la première fois la musique andalouse. Tous les dimanches après-midi, le maître cheikh Larbi Bensari "passait" à la radio locale. La maisonnée écoutait l'émission avec, à chaque fois, le même cérémonial de dévotion marquée... Je me rappelle n'avoir pas goûté ce genre ; par son rythme lent et distingué, il ne m'enthousiasmait pas, moi qui étais habitué à des rythmes, berbères fondamentalement, plus alertes et plus enlevés. Cette musique, que je n'avais jamais été mis en situation d'écouter jusque-là, était pour moi étrangère.

A Remchi, je baignais dans un climat traditionnel rural... L'ambiance dans ma famille penchait plutôt vers le rigorisme antimusical, caractéristique du milieu montagnard dans lequel ont été élevés mes parents, et où la seule "musique" appréciée était la psalmodie du Coran. Sans aucun doute, "*la forme inexpiable de répression militaire*" qu'ont connue les Bni Ouarsous les a enfermés dans un deuil de long terme où ne devait avoir place d'autre musique que celle du Coran, et ce comportement s'est mué en une seconde nature, confortant les attitudes rigoristes envers la musique profane. On était loin du temps où

notre civilisation reconnaissait la valeur de "savante" (*'âlma*) à la chanteuse et en même temps poétesse et danseuse, ce dont témoigne le terme "almée" qui est passé dans la langue française, pour désigner la danseuse égyptienne ; et que confirme de façon expresse cette explication de Flaubert : *"Il y avait quatre femmes danseuses et chanteuses, almées – le mot almée veut dire savante,... –"* (cité dans le Larousse).

J'étais par ailleurs familiarisé avec une autre culture, moins coincée, tirant son origine de la ruralité, sinon de la bédouinité, qui a marqué de son empreinte l'Ouest du pays, depuis avant, sans doute, l'empire de Tihert. La musique, que nous pouvions écouter, le soir, dans les mariages et les fêtes populaires, à la lumière des lampes à acétylène, s'appuyait sur deux genres de textes : d'une part, le *chi'r el-melhoun*, la poésie populaire en arabe algérien pur ; et d'autre part, la poésie en langage parlé cassé par l'introduction de mots et expressions françaises "arabisées", reflet, me semble-t-il, de l'état de la société, cassée, elle, dans cette région en particulier, par la guerre d'occupation et le dispositif colonialiste militaro-administratif. Cette poésie, chantée au son du *guellal* et de la flûte en roseau (la fameuse " six-cylindres"), et portée par une lignée de maîtres illustres, dont le cheikh Hamada, pour ne citer que lui, a bercé les moments heureux ou les chagrins de millions de campagnards et de semi-ruraux malmenés par la vie...:

Cette musique donnera naissance au Raï, qui a pris ce nom du fait que ce mot revient souvent dans les paroles des chansons du genre, pour assumer fortement un choix – c'est un des sens du mot "raï". Choix, responsabilité pleinement revendiqués en amour ou en conduite de vie par l'auteur du texte. Ce choix, il l'endosse en dépit de ce qu'en pensent les autres, en dépit du malheur dont il reconnaît qu'il marque cet amour ou de la réprobation sociale, justifiée aussi, selon lui, que suscite ce comportement.

La société rurale de Remchi aspirait aussi à une culture et une musique plus modernes et appréciait dans ce sens les mélodies égyptiennes, notamment de Mohammed Abdelouahab et Farid Latrèche, qui agrémentaient les films arabes.

Le cinéma égyptien était beaucoup prisé par les jeunes. Reflétant l'état de la société dans ce pays frère, il montrait que les Arabes pouvaient, tout aussi bien que les Européens, être modernes. Les comédies

musicales, avec leurs drames sociaux et sentimentaux, nous faisaient rêver d'une vie autre que celle qu'on nous imposait. Une vie qu'embellissait la musique de ces grands maîtres que beaucoup de jeunes cherchaient à imiter en formant des petits orchestres pour animer mariages et fêtes. Mais le goût de la musique andalouse restait confiné à Remchi, dans l'intimité de la forte minorité tlemcénie habitant le village. Chez ces familles, on jouait aussi de la musique d'origine turque, pour les mariages : à ces occasions, il y avait aussi une cérémonie publique. Le marié était emmené au *hammam* en fin d'après-midi. Sur son itinéraire du bain à la maison nuptiale, le cortège passait par les rues principales du village, au son de la *ghaïta* et du *tbal* (grosse caisse) ; des feux de Bengale multicolores illuminaient la nuit tombante, à la grande joie de la nuée de gosses qui lui formaient comme une queue de comète. Il ne manquait pas de passer devant la demeure de l'Administrateur pour que l'orchestre ambulant exécutât une Marseillaise insolite.

Il faut dire qu'à l'époque, les différentes régions du pays étaient séparées les unes des autres ; par les différentes traditions qui ont appris à cohabiter dans notre pays ; par, aussi, les législations coloniales (notamment le code de l'indigénat) qui corsetaient notre société ; mais également par la rareté et surtout la cherté des moyens de communication et de transport...

L'installation de mon père dans le *hawz* de Tlemcen, au sortir de *Qarawiyyine*, constituait en quelque sorte un juste retour à la cité d'où ses ancêtres avaient été chassés. Il y était prédisposé sans doute par atavisme : la vieille tradition ziyanide a fortement marqué la région et les hommes de son impact urbain et semi-urbain. On garde dans le souvenir familial, l'histoire de notre aïeul, cachant, avant sa fuite de Tlemcen, un trésor en prévision d'un retour proche pour rebâtir la maison patriarcale détruite.

Les Medjaoua ont dû être une famille citadine lettrée qui a été dispersée, comme tant d'autres, après la défaite de l'émir Abdelkader. L'histoire a enregistré l'empreinte de plusieurs de ses membres, au début du siècle dont Si-Abdelkrim el-Medjaoui à Tlemcen et son fils, l'éminente personnalité nationale, cheikh Abdelkader el-Medjaoui (1848-1914) dont M. Lacheraf fait un portrait attachant dans son livre

Des noms et des lieux. Si-Abdelkrim a été cadi à Tlemcen pendant un quart de siècle, avant d'aller enseigner, et mourir vers 1850, au Maroc, où il a été recueilli après la chute d'Alger. Son fils revint au pays où il finit professeur à la médersa d'Alger...

* * *

La région dans laquelle mes ancêtres avaient résisté et dans un coin montagneux de laquelle ils ont été confinés, est une terre d'histoire. Elle avait été le fief d'un de nos plus illustres ancêtres numides, Syphax, qui y avait fondé sa capitale Siga. Plus récemment, elle avait vu les plus éclatants succès de l'Emir sur les généraux français. Elle est irriguée par l'oued Tafna qui a donné son nom à la bataille où Abdelkader a écrasé le général d'Arlanges, le 25 avril 1836 et au fameux traité du 20 mai 1837 par lequel Bugeaud, reconnaissait la souveraineté de l'Emir sur la majeure partie de l'Algérie.

La région a connu également les plus dures batailles que l'agresseur a dû livrer, pendant les dix années ayant suivi cette date mémorable, pour venir à bout de la résistance conduite par l'Emir : le colonel Lucien de Montagnac, un des criminels les plus sadiques de cette guerre, y a laissé la vie, au cours de la bataille de Sidi Brahim, avec d'autres officiers français et plusieurs centaines de leurs hommes. C'est pourquoi cette région du pays a eu plus que sa part des méfaits revanchards des colonialistes ; et le moindre de ces crimes n'était pas cette volonté d'humilier les populations, en perpétuant le souvenir des officiers terroristes : on a donné leurs noms aux localités, en remplacement des dénominations historiques ; comme Montagnac pour Remchi, le village où j'ai grandi.

Je ne me souviens pas que mon père ait même fait allusion devant moi à ces terribles décennies qu'ont dû vivre ses parents et grands-parents pendant et après la Grande résistance menée sous la direction de l'émir Abdelkader. Un tel black-out (signalé par les juifs rescapés des camps hitlériens), il me semble ne l'avoir retrouvé que chez nos compatriotes émigrés en France. Plus précisément chez les pères de ceux qu'on appelle aujourd'hui les *Beurs*.[1] Je comprends bien ces derniers quand ils

1. Cf. à ce sujet, le film *Mémoires d'immigrés*, réalisé par Yamina Benguigui en 1997.

affirment qu'ils ont la tête pleine du fracas de ce silence de leurs parents. Un silence lourd d'humiliations quotidiennes inscrites dans la législation coloniale – et même de type apartheid, en plein 20ème siècle, dans le pays des Droits de l'Homme – à laquelle ils étaient soumis.

Pour mon père et ses ascendants, donc, cette situation semble avoir été tellement insupportable qu'il valait mieux ne pas en parler pour pouvoir continuer à survivre... Devant ces douleurs rentrées, les femmes sont moins portées sur l'autocensure. Ma mère a toujours évoqué l'océan de misère dans lequel baignaient son enfance et son adolescence, et les drames silencieux qui en découlaient pour les gens. La maison de son père, qui était un peu mieux loti, était souvent assaillie par une cohorte de pauvres hères faméliques, venant quémander un peu de grain (avoine, orge ou, plus rare, blé) en échange de poudre de racines–tubercules de *bgouga*, sorte de rutabaga non comestible, qu'ils n'en pouvaient plus d'ingurgiter à cause des ballonnements et boursouflures dus à son ingestion...

Le récit d'un drame de l'époque m'a beaucoup impressionné : trois frères passaient leurs nuits, comme beaucoup de miséreux, à marauder, dans les hameaux et fermettes isolés. Un soir, ils ont été surpris par le coup de fusil inattendu du propriétaire de la bicoque qu'ils "visitaient". L'un d'eux a été mortellement blessé. Les rescapés ont immédiatement mesuré les conséquences funestes qui ne manqueraient pas de s'abattre sur eux de la part de l'Administration. Ils ont cru pouvoir faire disparaître le corps du délit en décapitant leur frère décédé, pensant ainsi rendre méconnaissable son cadavre qu'ils ont dissimulé dans un puits. Malheureusement pour eux, les gendarmes, après autopsie du corps repêché, ont pu déterminer la nature du "repas" pris la veille par le défunt dans sa famille. Il n'a pas été alors difficile d'établir l'identité des voleurs-assassins et de leur faire subir un châtiment exemplaire.

Il faut préciser que l'exécution des peines capitales se faisait à la guillotine (*el-qarta*) sur la place publique du village : un tambour était chargé d'informer et de rameuter les gens. On raconte, à ce propos, l'histoire du "Ministre", un fameux bandit d'honneur comme l'Algérie en a beaucoup connu. Ce surnom, il le devait à une histoire qui avait fait sa renommée. Dans la prison où il était enfermé, il avait un jour réussi à neutraliser ses gardiens et, avant de prendre la fuite, il avait

ouvert les cellules des autres détenus. Ces derniers n'en croyaient pas leurs yeux ; comme ils lui demandaient en l'honneur de quoi il leur faisait cette fleur, il leur répondit : "C'est le ministre qui vous libère!". Les gendarmes ont mis du temps pour capturer " el-Ministre" dans les maquis qu'il avait rejoints. Condamné à mort, il a été supplicié sur la place publique...

Mon beau-père, de son côté, a toujours parlé de sa grand-mère, Z'hira, une femme de tête qui a gardé jusqu'à la fin de sa vie le souvenir obsédant des représailles de la soldatesque coloniale qui a quasiment décimé sa famille sans distinction d'âge ou de sexe. Elle connaissait la localisation des riches terres dans la Mitidja dont ont été délestés les siens. Vouant une haine inextinguible aux colonisateurs, elle refusait avec une obstination jamais démentie, de consommer rien de la fabrication de *França*, même pas de l'aspirine... Enfin, pour en terminer avec cet aspect des choses, je voudrais faire part de ce témoignage de la grand-mère d'un de mes amis pied-noir. Celui-ci était encore enfant quand la vieille, le prenant sur ses genoux et en montrant l'espace où elle l'avait emmené promener, elle s'ouvrait à lui de ce trop lourd secret :

"Tu vois, mon chéri, au pied de chaque arbre du champ qui s'étend devant nous, il y a un cadavre d'Arabe."

* * *

Dans les montagnes où ont été refoulés les Bni Ouarsous, mes ancêtres se sont toujours efforcés, dans un réflexe silencieux et tragique de survie, de maintenir la flamme de la résistance. Ils ne se livraient ni à des gesticulations ni au bavardage – il existait, ai-je indiqué une sorte de chape d'oubli jetée sur ce sujet trop douloureux –, non ! C'était une résistance symbolique, concentrée sur la volonté d'entretenir et de défendre le dernier carré de repli, ce qui subsistait de l'essence de la personnalité nationale : la pratique et le savoir religieux. Sur ces débris de la société écrasée, l'ennemi colonial faisait peser une menace absolue par sa politique obscurantiste, interdisant l'enseignement de la langue arabe et mettant la pratique et l'enseignement religieux sous la coupe de son administration policière.

« *Il n'était pas dans la Maison d'Islam,* note J. Berque, *de groupe si déshérité, de canton si inculte qu'un ou plusieurs lettrés, fussent-ils de chétive apparence et de science exiguë, n'y maintinssent la continuité de l'écriture et de la psalmodie.* »[1] Par tradition, mon père et ses deux frères étaient des *hafadhat el-Qor'an*, connaissant le texte sacré par cœur, le révisant souvent, individuellement ou lors des séances de psalmodie collective organisées à diverses occasions profanes ou religieuses. La famille cultivait la terre pour se nourrir et pour prendre en charge, avec la collectivité, les clercs, les *talebs* ou *tolba* (*talabat el-'ilm*, ceux qui sont en quête de la science), en raison d'une *mcharta*, sorte de pacte aux termes duquel on subvenait à leurs besoins en nourriture pour qu'ils puissent se consacrer à leur devoir : eux devaient, tout en continuant leurs études, s'occuper de la mosquée, assurer les offices de la prière et d'assistance et de conseil religieux, enseigner le Coran aux enfants et les sciences religieuses...

De ces *tolba*, je garde le souvenir qu'ils avaient toujours faim, attendant les occasions – heureuses ou malheureuses – où l'on faisait appel à eux pour psalmodier le Coran, et où ils profitaient du repas amélioré qu'on leur servait. Je retiens le poème tout d'humour, qu'ils avaient arrangé : il y était question de "tajine" bien garni de morceaux gras à souhait... Ils psalmodiaient ce poème comme du Coran, en prenant un malin plaisir à garder leur sérieux.

A la mort de mon grand-père, l'aîné de mes oncles déchargeait mon père et l'aîné de mes cousins, du travail de la terre, pour les laisser pousser leurs études jusqu'à *Qarawiyyine*. Lui et ses enfants ont plus ou moins subsisté. Puis ces derniers ont dû émigrer en France, pour aider à soulager la misère grandissante des leurs... La famille de ma mère a été encore plus malmenée par la colonisation et mon grand-père, noyé par les problèmes de subsistance, n'a pu transmettre à ses fils le flambeau coranique ; aucun de mes oncles maternels n'a pu apprendre même à lire ni à écrire. Ni aucune de mes tantes, tant paternelles que maternelles.

* * *

1. J. Berque, *Les Arabes*, ..., Op. cit., p.173

Le livre de M. Lacheraf, Des noms et des lieux, *me fera mesurer la perte de substance, au plan de la mémoire historico-culturelle, qui a touché la période me séparant de mes aïeux.*

M. Lacheraf dit comment, tout jeune, il fit « l'apprentissage (...) d'une tradition chronologique et sapientiale populaire constituant le soubassement d'une société très ancienne », au cours de voyages qu'il faisait avec son oncle vers le marché. Là, il prenait connaissance d'une « suite cohérente de récits, de témoignages, de questions et de réponses concernant (...) l'insurrection (...) de 1871. » C'était pour lui, « chaque jeudi matin (...) l'évocation toujours neuve (...) et enrichie d'éléments inédits, de la geste ou "saga" militaire des Ouled Moqrane... » Et il ajoute : « Il est à peu près certain que d'autres générations empruntant le même chemin, au propre et au figuré, avaient évoqué dans des circonstances identiques, et selon un mode de narration aussi simple et impromptu, des souvenirs de guerre, d'épreuves et de glorieux exploits remontant aux années 1830 et 1840. »

Mon père, aîné de M.Lacheraf de quelques années, aura pu emprunter un tel chemin ; mais moi-même, celui-ci m'est resté impraticable : ni directement, ni par la bibliothèque qu'il a dû constituer à partir de lui-même, mon père ne m'a permis de récupérer la mémoire historique de notre famille. Lui-même n'a jamais pu avoir en main ne serait-ce qu'un des écrits d'un ancêtre aussi illustre que Abdelkader el-Medjaoui...

* * *

Montagnac-Remchi

Nous, Français, sommes chez nous en Algérie.
Nous nous sommes rendus maîtres du pays par la force, car une conquête ne peut se réaliser que par la force et implique nécessairement le fait qu'il y a eu des vainqueurs et des vaincus. Lorsque ceux-ci ont été matés, nous avons pu organiser le pays, et cette organisation affirme encore l'idée de supériorité du vainqueur sur le vaincu, du civilisé sur l'homme inférieur.
Nous sommes les légitimes propriétaires du pays.
L'Afrique latine, in F. Abbas, « La nuit coloniale »

Il s'agit d'occuper des points, qu'il nous faut forcément occuper, dans l'intérêt de notre domination et de la sécurité du pays...
Le Gouverneur général, au préfet de Constantine. (Lettre du 22.X.1886)[1].

J'avais un peu plus de trois ans, en ce début de 1939, lorsque, quittant Aïn-el-houts, nous nous sommes installés dans la commune mixte de Montagnac–(Remchi). En changeant de localité, nous changions de situation administrative. Au plan de l'environnement socio-politique, pour nous "Indigènes", il n'y avait pas beaucoup de changement, que l'on fût dans l'un ou l'autre type de commune (mixte ou de plein exercice). Mais il y avait des différences notables entre les deux situations.

Depuis la chute du Second Empire, en 1870, l'Algérie allait rester administrativement partagée grosso modo, en "territoire civil", formé de *communes de plein exercice*, et en "territoire militaire", dans lequel on établira des *communes mixtes*. Dans le premier type de commune, le peuplement européen, relativement conséquent, imposait une "démocratie" électorale dont il était le bénéficiaire exclusif. Cette organisation, à la fois par la gestion quotidienne, confiée aux seuls élus européens, et par le système de représentation, dont étaient exclus les "Indigènes", permettait aux Pieds-Noirs une domination sans limites sur ces derniers. Les Européens exigeaient l'inclusion des douars et tribus "indigènes" dans leur circonscription. Exigence dont même le rapporteur du conseil de gouvernement, par exemple, s'étonnera en

1. Citée par Cl. Collot, in Les Institutions de l'Algérie durant la période coloniale (1830-1962), p. 115.

déclarant à l'occasion de l'érection du centre de Carnot en commune, en juillet 1895 : « *Il est étrange de voir demander l'annexion de cinq douars, soit 9 000 habitants dont les revenus sont ouvertement destinés à ne servir qu'aux 117 habitants* (de ce) *centre* »[1]... En attendant l'abolition – en 1958 – de ce régime et la reconnaissance de la citoyenneté française aux "Indigènes", il faudra à ces derniers une lutte pied à pied pour que des réformes leur soient consenties.

D'abord, au lendemain de la guerre 1914-1918, au nom de la contribution qu'ils y avaient apportée, et suite aux revendications pressantes du mouvement *Jeune Algérien*. Se formuleront, alors, quelques avancées démocratiques en matière de représentation musulmane dans l'organisation municipale. Mais leur mise en œuvre sur le terrain rencontrera une opposition pugnace des Européens. Ces progrès, ainsi que l'opposition à leur mise en œuvre, seront encore renforcés, après la Deuxième guerre mondiale, pour les mêmes raisons de contribution, de nouveau, à l'effort de guerre et de pressions d'un mouvement national de plus en plus fort et radical.

Toutefois, les *Indigènes* dans leur *2ème collège*, continuaient d'être séparés des Européens et de leur *1er collège*. Leur sous-représentation politique persistait, ainsi que l'ignorance pratique dans laquelle étaient tenus leurs intérêts socio-économiques dans les préoccupations de l'instance communale. Ils avaient, par exemple, leurs "écoles indigènes", mais à partir de ces dernières on ne pouvait prétendre à une formation secondaire ni universitaire. Pour aller dans un lycée et en faculté, il fallait avoir des dispositions particulières à l'étude et être en état de profiter de possibilités ouvertes par la vie ou le soutien de personnalités démocrates. Contre de telles situations, qui tenaient du défi, les colonialistes se trouvaient quelque peu désarmés... A ce sujet, l'histoire de mon beau-père, par exemple, est éclairante. Dans la commune de Blida où habitaient ses parents, il a pu être inscrit à une école européenne. Le premier jour, le maître de classe l'a apostrophé: "Que fais-tu ici ? Pourquoi n'es-tu pas à l'école des Arabes ? Mais puisque tu es ici, mets-toi au fond de la classe. Je ne m'occuperai absolument pas de toi. Si tu veux travailler, tu n'as qu'à le faire tout seul..."

1. Cl. Collot, *Ibid.*, p.95

Ces droits péniblement arrachés, et jamais définitivement acquis, on n'en pouvait même pas rêver dans une commune mixte, comme Montagnac–(Remchi). Ce type de commune, conçu à partir de 1874, comme structure transitoire, devait « *amener la population musulmane au système communal français ; mais, ce but ne fut jamais réalisé avant le déclenchement de la lutte armée le 1er novembre 1954* »[1].

Sur la commune mixte de Montagnac régnait, omnipotent pour ce qui est des affaires indigènes, l'Administrateur (*el-hakem*), M. Ivarra, nommé par le Gouverneur général. Il était assisté par un adjoint (*khlifa*) européen, M. Déjean, ainsi que par toute une bureaucratie indigène de caïds et agents subalternes très craints dans les différents douars dont ils avaient la charge. La gendarmerie, constituait la force de frappe directe de la colonisation. Pourrais-je jamais oublier le jour où mon oncle Abdelkader a été convoqué au siège de ce corps à Montagnac ? Accusé d'entorse au *Code forestier*, il était resté enfermé chez les gendarmes durant une semaine ; et le matin où il en était ressorti, il était passé à la maison pour reprendre souffle et nous tranquilliser pour sa vie. Son corps était tout bleu et tuméfié, ses pieds enflés comme des baudruches. Malgré cela, à peine nous avait-il salués, qu'il avait pris les jambes à son cou et rejoint, à pied, sa montagne natale. Je vois encore ses yeux terrorisés, pendant qu'en sifflant le café qu'on lui avait servi, il expliquait encore tout tremblant comment il avait été torturé.

Autre échantillon de la façon civilisatrice avec laquelle on nous "amenait au système communal français", une anecdote qui a concerné mon père. Il était un jour chez le boucher, avec quelques clients, dont une Européenne arrivée après lui. A son tour d'être servi, il désigne un morceau sur l'étal. Mais c'était compter sans la dame qui a protesté, disant que ce morceau, elle l'avait déjà choisi, et qu'il lui revenait. Il a fallu se soumettre. Le jour même, le voilà convoqué par l'Administrateur qui l'a malmené et menacé d'exil s'il s'aventurait encore à commettre pareil lèse-Européenne. Et la menace n'était ni légère, ni lancée à la légère...

L'Administration, il n'y avait pas intérêt à avoir à faire à elle. Le pouvoir discrétionnaire qu'elle détenait ainsi, elle ne l'exerçait pas

1. Cl. Collot, *Ibid.*, p.103

seulement dans ses fiefs des communes mixtes, à l'abri d'un Etat de droit, même tronqué, qui aurait existé dans le reste du pays. Elle en usait aussi dans les locaux qu'elle avait au chef-lieu de sous-préfecture, jouissant du privilège, en quelque sorte, de l'exterritorialité par rapport au régime administratif du lieu où ils étaient implantés.

C'était le cas à Tlemcen, où l'on faisait des gorges chaudes de l'histoire suivante : dans l'un de ces bureaux, l'Administrateur a rossé un de ses subordonnés. Celui-ci, catapulté au dehors tout dépenaillé, retenant ses habits défaits et son *serouel* qui menaçait de tomber, était conscient que cette situation lui faisait perdre la face devant les gens. "Oh! Que ce *hakem* aime à se chamailler !" expliqua-t-il pour se donner une contenance. Mais personne n'était dupe. Autour de lui, on riait jaune : l'on n'était pas mécontent de le voir ainsi abaissé ; mais en même temps, on se sentait plus humilié encore d'être impuissant devant une telle arrogance.

Une veille d'Aïd, se tenait la cérémonie traditionnelle à la mosquée du village. On en était à la psalmodie collective du Coran entre les prières du *maghreb* et de l'*icha*. Devait honorer la cérémonie de sa présence, l'Administrateur, chef hiérarchique des gens du culte. Il arriva, juste avant la formule rituelle consacrée : « *Dieu le Très Grand a dit vrai* », alors que l'on déclamait la fin d'une *soura* où venait la prière suivante: « *Notre Dieu, ... Tu es Notre Maître, donne-nous la victoire sur le peuple des mécréants* ». L'imam, craignant le pire, avait évité de prononcer ce verset "répréhensible". Il regrettait amèrement de s'être laissé avoir par manque de réflexion et de n'avoir pas été assez vigilant pour choisir une autre *soura* à réciter. Mais ne pouvant surmonter son effroi, au lieu de garder ses réflexions pour lui, il s'en ouvrit, toute honte bue, aux autres récitants et murmura en leur direction : "Dieu, aie pitié de nous! C'est malheureux. Nous sommes tombés sur ce *hizb*, alors que ce *hakem* connaît l'arabe..." On était atterré par ce comportement sacrilège. Ainsi l'imam, homme respectable, vénérable même, redoutait moins Dieu qu'il ne craignait l'Administrateur. Il censurait devant ce dernier, la Parole sacrée. Depuis ce jour, nombre de gens répugneront à fréquenter la mosquée et préféreront prier chez eux.

* * *

Dans la commune de Montagnac–Remchi, à quelques exceptions près, la misère des "Indigènes" était effroyable. Village de colonisation, la plupart des Algériens qui trouvaient du travail, y étaient employés comme journaliers agricoles chez les colons. Certains se présentaient au domaine du colon bien avant l'aube. Souvent accompagnés de leur fils adolescent, ils allaient à l'écurie et se mettaient au travail, nettoyant le lieu, astiquant les outils et brossant les bêtes,... dans l'espoir que cette avance de travail gratuit du père et du fils attendrît le cœur du patron à son réveil, pour recruter le père pour la journée. Des fois cela marchait, mais la plupart du temps ils devaient répéter la manœuvre avant d'être enfin embauchés.

Je ne trouverais pas meilleur soutien à mon propos ni plus objectif, que le témoignage de Camus. Je donnerai donc des extraits d'un long et courageux reportage de onze articles, qu'il a fait en Kabylie et publié, sous le titre général de *Misère de la Kabylie*, dans *Alger républicain* du 5 au 15 juin 1939, c'est-à-dire à l'époque que j'essaie de représenter ici. Dans cette série de récits, Camus décrit « *cette promenade à travers la souffrance et la faim d'un peuple (...)* où il s'est trouvé « *en face de l'affreuse misère* », qu'il dépeint sous des titres significatifs.

Laissons-lui la parole.

Alger Républicain[1], 6 juin 1939

(...) « La tige de chardon base de l'alimentation.

« *Un rapport officiel évalue à 40% les familles kabyles qui vivent actuellement avec (...) (qu'on y réfléchisse bien), moins de 100 francs par mois.* (Et) *(...) à 5% seulement le nombre de familles qui vivent avec 500 francs par mois. Quand on saura que la famille kabyle compte toujours au moins cinq ou six membres, on aura une idée du dénuement indicible où vivent les paysans kabyles (...) 50% au moins de la population se nourrit d'herbes et de racines...* »

« Des enfants et des chiens se disputent des ordures

« *(...) J'ai vu à Tizi-Ouzou, des enfants en loques disputer à des chiens (...) le contenu d'une poubelle. Sur mes questions, un habitant*

1. Ce « quotidien... à l'époque, groupait les socialistes et les radicaux ». A. Camus, *Actuelles III, Chroniques algériennes 1939-1858*, Gallimard, Paris, 1958, p. 31

m'a répondu : « C'est tous les matins comme ça. » Un autre (...) m'a expliqué que l'hiver, (...) les habitants, mal nourris et mal couverts, ont inventé une méthode pour trouver le sommeil. Ils se mettent en cercle autour d'un feu de bois et se déplacent de temps en temps pour éviter l'ankylose. Et la nuit durant, dans le gourbi misérable, une ronde rampante de corps couchés se déroule sans arrêt. Ceci n'est (...) pas suffisant puisque le code forestier empêche ces malheureux de prendre le bois où il se trouve et qu'il n'est pas rare qu'ils se voient saisir leur seule richesse, l'âne croûteux et décharné qui servit à transporter les fagots...

« On me dira : "Ce sont des cas particuliers... C'est la crise, etc. Et, en tout cas, les chiffres ne veulent rien dire."... Les statistiques ne veulent rien dire et j'en suis d'accord, mais si je dis que l'habitant du village d'Azouza que je suis allé voir faisait partie d'une famille de dix enfants dont deux seulement ont survécu, il ne s'agit point de chiffres ou de démonstration, mais d'une vérité criante et révélatrice. Je n'ai pas besoin non plus de donner le nombre d'élèves qui, dans les écoles autour de Fort-National, s'évanouissent de faim. Il me suffit de savoir que cela s'est produit et (...) se reproduira... Il me suffit de savoir qu'à l'école de Talam-Aïach les instituteurs (...) ont vu arriver des élèves absolument nus et couverts de poux (...)

Alger Républicain, 7 juin 1939

« Cinq enfants... morts pour avoir mangé des racines vénéneuses

« Je savais... que la tige de chardon constituait une des bases de l'alimentation kabyle. (...) Mais ce que je ne savais pas c'est que, l'an passé, cinq petits Kabyles de la région d'Abbo sont morts à la suite d'absorption de racines vénéneuses. Je savais que les distributions de grains ne suffisaient pas à faire vivre les Kabyles. Mais je ne savais pas qu'elles les faisaient mourir et que cet hiver quatre vieilles femmes venues d'un douar pour recevoir de l'orge sont mortes dans la neige sur le chemin du retour... Et je sais... qu'aux Issers on a refusé du grain à ceux des indigents qui avaient voté pour le PPA...

« L'hiver va venir

« (...) Ce tableau de la misère matérielle (...) ne figure pas la limite extrême de la détresse (...) Il y a pire puisqu'il y a l'hiver au bout de chaque été. En ce moment la nature est favorable à ces malheureux. Il

ne fait pas froid. (...) On peut cultiver le chardon sauvage pendant deux mois. Les racines sont abondantes... Ce qui nous paraît aujourd'hui une misère extrême est pour le paysan kabyle une période bénie. Mais le jour où la neige recouvre la terre et bloque les communications, où le froid déchire ces corps mal nourris, et rend le gourbi inhabitable, ce jour-là commence pour tout un peuple une longue période de souffrances indicibles...

Alger Républicain, 8 juin 1939

(...) « 6 à 10 fr. par jour pour 12 heures de travail

« ... On m'avait prévenu que les salaires étaient insuffisants. Je ne savais pas qu'ils étaient insultants. On m'avait dit que la journée de travail excédait la durée légale. J'ignorais qu'elle n'était pas loin de la doubler. (...) Je suis forcé de dire ici que le régime du travail en Kabylie est un régime d'esclavage. Car je ne vois pas de quel autre nom appeler un régime où l'ouvrier travaille de 10 à 12 heures pour un salaire moyen de 6 à 10 fr. ... J'ai sous les yeux des cartes d'ouvriers agricoles (...) Elles portent la mention de la quinzaine en cours, le nom de l'ouvrier, son numéro d'ordre et le prix convenu (...) L'ouvrier qui touche 6 fr. a travaillé 4 jours dans la quinzaine... Même si l'ouvrier en question travaillait 25 jours par mois, il gagnerait 150 fr. avec quoi il lui faudrait nourrir pendant 30 jours une famille de plusieurs enfants...

« Géographie de l'esclavage kabyle

« (...) Je viens de donner les salaires moyens de la région de Bordj-Ménaïel. J'ajouterai ceci : les sirènes des fermes Tracol hurlent en pleine saison (...) à 4 heures, à 11 heures, à 12 heures et à 19 heures. Cela fait 14 heures de travail. (...) A la Tabacoop (...), le salaire moyen est de 9 fr. A Tizi-Ouzou, (il) *est de 7 fr. pour 12 heures. Les employés communaux reçoivent 12 fr. ... Dans la région de Djemaa-Saridj, où le pays est plus riche, les hommes sont payés de 8 à 10 fr. pour une dizaine d'heures et les femmes 5 fr. Autour de Michelet, le salaire agricole moyen est de 5 fr., plus la nourriture, pour 10 heures de travail. Le salaire communal est de 11 à 12 fr. Mais on retient directement* sur cet argent, et sans prévenir les intéressés, l'arriéré des impôts... »[1]

1. Cahiers Albert Camus 3, *Fragments d'un combat, 1938-1940, Alger Républicain*, Gallimard, Paris, 1978, pp. 280 & sq.

J'arrête ici de solliciter Camus. Et c'est à peu de choses près la même détresse que vivait Remchi et sa région... moins l'école.

Le colon Aversing était patron de l'unique usine (*el-fabrica*) de Montagnac. Ses employés étaient payés en bons avec lesquels ils achetaient ce dont ils avaient besoin dans son magasin-épicerie : un système comme il en existait en Europe, au tout début du capitalisme... Le père d'un de mes camarades, marchand de légumes, était devant son étal de très bonne heure et ne terminait sa journée que la nuit tombée. C'était alors qu'il achetait, à l'épicerie arabe, à peine quelques centilitres d'huile, quelques grammes de thé et quelques dizaines de grammes de sucre. C'est tout ! Au bout de sa longue journée de travail. S'il mangeait des légumes, en consommant ceux qu'il n'arrivait pas à vendre, il n'était pas question pour lui d'acheter de la viande ; et pour les céréales, il devait se suffire de ce que sa femme et ses enfants pouvaient en glaner sur les champs après les moissons...

Quand je regarde, aujourd'hui, nos enfants, je ne manque pas de comparer leurs jolis habits à notre accoutrement d'alors. Certes, l'Algérie indépendante a de quoi mieux prendre en charge ses enfants, alors que pour nous, les effets de la Deuxième Guerre mondiale aggravaient alors le triste sort et la pauvreté déjà extrême auxquels le colonialisme avait réduit les gens. Guerre et pauvreté fragilisaient aussi les populations devant la maladie. Les insecticides n'existaient pas encore. Le Docteur Colin, médecin colonial de la commune, faisant également office de pharmacien, était "trop cher" pour les gens. A part les Pieds-noirs, rares étaient ceux qui pouvaient débourser le montant de ses honoraires. La plupart se suffisaient des services du dispensaire et de son chef infirmier, Si-l Bedjaoui, que secondait Khâmsa, une aide-soignante. Le Dr Colin avait la charge de la santé des habitants du village et de ceux du vaste domaine communal qu'il devait sillonner certains jours de la semaine.

Les maladies, les épidémies étaient nombreuses. Le mal incurable, le sida de l'époque, était la tuberculose. Elle pardonnait rarement, emportant des familles entières. Le typhus, la typhoïde frappaient aussi, en épidémie, comme cela s'est produit, par exemple, dans les années quarante. Faute de vaccins, les maladies épidémiques infantiles (rougeole, diphtérie, etc.) ne manquaient aucun rendez-vous de nouveau-né. La mortalité était élevée ; mais dans notre région on n'est pas allé, pour

conjurer le mauvais sort, jusqu'à donner aux bébés des noms frappés d'indignité censés éloigner la mort...

* * *

A Montagnac-Remchi, on était loin de participer aux idées et aux événements du siècle. Les contrecoups de ce qui se passait dans le monde atteignaient à peine les gens de notre village. Pourtant, commençaient d'importants bouleversements mondiaux qui n'allaient pas être sans influence sur la situation nationale et même sur celle de chaque individu.

F. Abbas signale que : « Les Quatorze points du Président Wilson, la résurrection de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, la libération des peuples balkaniques, l'avènement de l'URSS et du communisme, la création de la Société des Nations, la Turquie nouvelle et la victoire de Mustapha Kemal sur l'impérialisme européen, la création du Destour en Tunisie, la guerre du Rif et l'épopée de l'émir Abdelkrim, tous ces événements étaient les thèmes de nos conversations »[1].

L'Internationale communiste et la nouvelle Union soviétique inscrivaient dans leur programme la tâche de libération des peuples colonisés, et appelaient pour cela, les "travailleurs du monde entier et peuples opprimés" à s'unir. Précieux soutien pour la Nahdha initiée par les savants en religion (el-Afghânî, 'Abdou...) et pour l'idée nationale s'éveillant (Sarekat Islam Indonesia - 1911-, mouvement nationaliste égyptien autour du puissant Wafd -1919-, etc.) dans les pays arabo-musulmans.

En France, le mouvement socialiste qui se relevait très difficilement de la saignée de 1871, allait reprendre de la vigueur en 1920, avec la naissance du PCF, sur la base des "21 conditions", dont celle de la lutte contre son propre impérialisme et pour la libération des colonies. De fait, il allait parrainer la formation de l'Etoile Nord-africaine (ENA). La "Métropole", touchée par la crise mondiale de 1929, connaissait une instabilité ministérielle, des scandales publics, et émeutes (1933-34) et des grandes grèves. La coalition de gauche (socialistes, radicaux, communistes) battait les Ligues de droite par la victoire du Front populaire...

* * *

1. F. Abbas, *La Nuit coloniale*, Julliard, Paris, 1962, P.117

De tels événements mon père se tenait au courant, à travers ses amitiés tlemcéniennes et les publications égyptiennes, dont je n'ai jamais su où ni comment il se les procurait. Je revois encore les journaux et revues égyptiennes avec les figures altières des leaders du *Wafd*, Mustapha Nahhâs et Sa`d Zaghloul Pacha. Fidèle lecteur des journaux de l'Association des *'Ouléma*, il admirait le style de Cheikh Bachir Brahimi dans *el-Baçaïr*. Il écoutait la radio, navigant entre les différentes stations, surtout *Sawt America* et la BBC en arabe. Il suivait, en particulier, les comptes-rendus des travaux de la Société des Nations... Mais, malgré cette information, nous étions loin de concevoir l'idée d'indépendance pour notre patrie...

Mon père était attentif aux productions de la *Nahdha* : dès la Révolution égyptienne de 1952, qui avait levé l'interdiction touchant un livre sur 'Orâbi, le héros de la révolution de 1881, il s'était procuré cet ouvrage qu'il m'a fait lire...

Je m'étonnerai par la suite, de l'absence, chez nous, de Takhlîs al-'ibrîz... *de Rifâ'a Tahtâwî, lorsque je découvrirai son existence à travers sa traduction, sous le titre de* L'Or de Paris, *aux éditions Sindbad. Ce précurseur de la Nahdha a été un des intellectuels sur lesquels s'était appuyé Mohammed-'Ali dans son effort de modernisation de l'Egypte. Son livre de défense du modernisme aurait dû figurer dans la bibliothèque paternelle. Sans doute, la pression impérialiste anglaise, qui a fait avorter l'œuvre révolutionnaire du souverain égyptien, a-t-elle porté aussi sur la diffusion de ce livre...*

* * *

Notre village a été un centre colonial greffé sur la localité de Remchi, autour d'une immense place centrale carrée, coupée en deux par la Nationale N° 2 et bordée, à l'Est, par les demeures et les bureaux de l'Administrateur et de son adjoint, et à l'Ouest, par l'église, flanquée sur ses deux côtés, d'une école de filles et d'une autre, de garçons. Sur les deux autres côtés Nord et Sud de la place et la fermant en quelque sorte, ont été érigés des maisons coquettes sans étage ou avec un seul tout au plus, appartenant à des colons ou à des personnalités du village. Au milieu de la place, sur le bord de la rue centrale du coté de l'église, trônait le classique monument aux morts ; adossé à un obélisque, son

"poilu", le barda sur le dos, bien guêtré, montait la garde, le fusil au repos ; sur la face arrière de la colonne, on pouvait lire la liste des morts du village de la guerre 14-18, où figuraient de nombreux Algériens. La place était plantée de palmiers, de ficus et d'autres arbres d'ornementation. Derrière l'église et les écoles, séparée d'elles par une rue, il y avait la gendarmerie (*Dar el-jadarmiya*), dont l'arrière donnait, de son côté, sur la prison. La "justice de paix" occupait une petite "maison de justice" (*Dar ech-chra'*) à portée de regard de la gendarmerie.

Sous l'œil vigilant de ces différents symboles de la puissance coloniale, l'ancien village de Remchi se transformait en Montagnac. Des constructions de rapport (*haouchs*) y abritaient la plupart des Algériens et les nouveaux immigrants européens, dans des appartements et des pièces entourant une grande cour commune, à un coin de laquelle il y avait des toilettes, communes elles aussi. La cour s'ouvrait sur la rue par un grand portail qui restait le plus souvent ouvert.

Ces *haouchs* étaient en quelque sorte des habitations de transit pour ceux, pour la plupart Européens, mais aussi quelques *indigènes*, qui arrivaient à amasser des économies pour se construire une maison à eux. Des cottages coquets à tuiles rouges, le plus souvent sans étage, avec fenêtres et porte donnant sur la rue, pour les premiers, des habitations avec cour intérieure, sans fenêtres côté rue, pour les seconds. Pendant longtemps, nous avons habité un de ces *haouchs*, appartenant à M^me^ Veuve Ben Memcha, de Tlemcen. Cette dame avait un fils, Ghaouti, qu'on ne voyait pas souvent au village. Et pour cause ! Il était le plus souvent en prison. A peine en sortait-il qu'il était de nouveau embastillé. Pour "délit" de nationalisme. Ce qui faisait dire qu'il ne pouvait qu'être fou. Incompréhensible était, pour la plupart des gens, cet entêtement à commettre des actes qui le ramenaient toujours en prison.

* * *

On ne dira jamais assez l'importance qu'ont eue, pour notre devenir à tous, cette constance et cette résolution de gens tel Ghaouti Ben Memcha, à l'image de Messali Hadj, dans la défense de l'idée nationaliste d'indépendance.

Cette idée finira, grâce à cette attitude proprement héroïque, par vaincre le scepticisme dominant, pour amener les gens à rompre avec leur

soumission et devenir des acteurs conscients de la libération du pays. C'est elle qui produira ce que F. Fanon a appelé « les entamures au colonialisme (qui), d'abord subjectives, sont le résultat d'une victoire du colonisé sur sa vieille peur et sur le désespoir ambiant distillé jour après jour par un colonialisme qui s'est installé dans une perspective d'éternité. »[1]

Cher Ghaouti, que je n'ai pas bien connu, je ne t'ai jamais oublié. Tu as "brûlé" ta jeunesse pour nous éclairer. Et quand, grâce à la fermeté dont tu as fait preuve, je suis, enfin, devenu un homme, fier, comme toi, de me lever et de dire non à la négation de mon pays et de ma nationalité, j'ai souvent ressenti de la honte d'avoir pu, un jour, penser que tu étais atteint de folie.

Maintenant, cher Ghaouti, « Je sais, » *comme me l'a appris Nazim Hikmet à ton sujet que :*

« Une fois qu'on tombe dans cette passion
Et qu'on a un cœur d'un poids respectable
Il n'y a rien à faire, mon Don Quichotte, rien à faire,
Il faut se battre avec les moulins à vent. »
Maintenant, je sais que « Tu (avais) raison,
Dulcinée (*–l'Algérie*) est la plus belle femme du monde,
Bien sûr qu'il fallait crier cela
à la figure des petits marchands de rien du tout,
Bien sûr qu'ils devaient se jeter sur toi
et te rouer de coups,
Mais tu (as été) l'invincible chevalier de la soif
Tu continueras à vivre comme une flamme
Dans ta lourde coquille de fer
Et Dulcinée sera chaque jour plus belle. »

Cher Ghaouti ! Ce nom que j'ai gardé de toi – à moins qu'il ne fût celui de ton père ?, je ne l'ai jamais retrouvé parmi ceux que l'histoire a enregistrés comme pionniers du nationalisme. J'ai appris, sans être sûr qu'il s'agissait de toi, qu'un Ghaouti Memchaoui avait terminé sa vie, effacé, comme facteur dans l'Algérie indépendante. Ton drame incommensurable, celui de beaucoup d'autres dans ton cas, aura été d'être sans doute resté fidèle à Messali, et d'avoir été entraîné à sa

1. Frantz Fanon, *L'an V de la Révolution algérienne*, F. Maspéro, Paris, 1966, p.40

suite dans la marginalisation par rapport au mouvement populaire d'indépendance pour la constitution duquel tu as consumé ta jeunesse.

Gloire à toi, Ghaouti, et à tous tes pareils, qui êtes restés dramatiquement grands dans cette fatale fidélité à un chef qui a été, lui-même, un géant, jusque dans l'erreur tragique qui lui a fait ne pas reconnaître, pour s'y opposer, le fruit de ses entrailles, lorsque celui-ci est enfin venu à jour !

* * *

En dehors des images de difficultés de la vie dues aux pénuries du temps de guerre, j'étais trop jeune pour garder des souvenirs précis de celle-ci, qui avait éclaté l'année de notre arrivée à Remchi. Sinon qu'un jour, notre maîtresse, affolée, nous a renvoyés chez nous. La sirène avait retenti, annonçant une probable attaque aérienne. Ce devait être l'époque où se préparait le débarquement allié de 1942, et où étaient, donc, envoyés sur l'Afrique du Nord des missions de reconnaissance ou de bombardement. Je me vois encore, en pleurs, dans une fuite éperdue vers la maison... Je n'ai pas besoin de rappeler que, nous aussi, nous rassurions le chef de l'Etat, chaque matin, en rangs, avant d'entrer en classe, en lui chantant, pendant qu'on hissait les couleurs : "Maréchal, nous voilà !"

Je me souviens très vaguement, comme dans un rêve dont on arrive difficilement à reconstituer les détails, que la défaite de la France avait été bien accueillie par les colons et l'Administration, qui sont devenus encore plus arrogants. Elle suscitait, en même temps des espoirs, chez nous que la Turquie pourrait profiter de la situation pour nous sauver. On murmurait qu'un retour de Hadj Guillaume[1] était possible, imminent même... Sans doute faisait-on confusion entre cette guerre et la précédente, comme si le temps s'était arrêté depuis...

1. Il s'agit de Guillaume II d'Allemagne, adversaire de la France (contre laquelle, on n'oublie pas qu'il a affirmé la souveraineté du Maroc en 1905) et allié de la Turquie lors de la Première Guerre mondiale. C'était là l'expression d'« une sorte de mystique admirative autour du mythe de Hadj Guillaume, protecteur de l'Islam », pouvait-on lire dans un rapport du Préfet d'Alger daté du19.08.1940, cité par M. Kaddache dans Histoire du nationalisme algérien, T.2, P.606.

Puis eut lieu le débarquement, et il a été question de disputes entre les généraux français, dont le plus important semblait le général Giraud, puisque, après l'effigie du Maréchal, on a eu droit, avec l'arrivée des Américains, au portrait du général dont la devise était : "Un seul but, la Victoire!"

* * *

Plus tard, j'apprendrai à propos de ce Giraud qu'un militant nationaliste scout, du nom de Miloud Bouali, a tiré sur lui à Mostaganem, en 1944. Cet attentat était lié sans doute au rôle que cet officier a joué dans l'avortement des efforts des partis nationalistes pour poser leurs revendications nationales et démocratiques. Ces partis s'étaient beaucoup démenés alors auprès des Alliés et des autorités françaises, dont celles de la France libre qui avaient souscrit à la Charte de l'Atlantique, réaffirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette pression avait amené le gouverneur général Peyrouton, l'ancien ministre de Pétain, à promettre d'examiner les revendications. Mais on avait appris que Giraud avait, pour accepter de collaborer avec les Alliés, obtenu d'eux l'assurance qu'ils ne forceraient pas la main à la France sur cette question, en traitant directement avec les nationalistes... Les autorités coloniales ont minimisé cet attentat, le traitant de mystérieux, mais son auteur a été condamné à mort et exécuté. Ce qui semble n'avoir pas été enregistré sur les tablettes des SMA parmi les chahids du mouvement... En tout cas, la suite, avec l'arrivée à Alger de de Gaulle, la mise à l'écart de Giraud et l'arrestation de Peyrouton confirmait la volonté de la France de ne pas répondre positivement aux revendications des Algériens...

De ces temps-là je retiens, malgré tout, un souvenir plus net : celui de l'émotion soulevée dans notre maison à l'écoute familiale très attentive de la transmission de la cérémonie du transfert de la souveraineté des Pays-Bas à l'Indonésie en 1949. La fierté que nous ressentions rendait plus dure notre situation, et nous étions loin d'imaginer qu'un jour nous pourrions, comme nos frères Indonésiens, nous débarrasser du colonialisme.

* * *

Il n'y a jamais eu aucun parti politique à Montagnac-Remchi, pas même celui de l'Administration, laquelle avait les moyens (caïds et autres agents) pour faire appliquer ses directives en cas de besoin. Il n'y a jamais eu de section des Scouts musulmans algériens. Ni même d'équipe de football. Personne n'aurait osé s'organiser autour de ce qui aurait donné un caractère moderne à l'association. Seuls étaient permis les regroupements autour de certains chefs de confréries religieuses, eux-mêmes bien tenus en main par l'Administration.

Un événement avait fait grand bruit et est resté dans les mémoires, au village et à Tlemcen : la mésaventure arrivée à Si-Abdelkader Mahdad venu de Tlemcen faire sa campagne électorale, pour les premières élections de novembre 1946, du lendemain de la libération de la France. Personnalité en vue à Tlemcen, professeur agrégé d'arabe, candidat du parti de Ferhat Abbas, il sera sénateur UDMA dans l'Assemblée algérienne. Il n'avait pas encore posé le pied au village que l'Administrateur le faisait enlever et séquestrer pendant une demi-journée. Il a fallu l'intervention alarmée de ses amis auprès des autorités supérieures à Tlemcen, et même certainement plus haut, pour qu'il se retrouvât libéré mais expulsé de Montagnac...

Mon père s'est vu interdire de créer une association de bienfaisance. S'en étant ouvert à des amis de Tlemcen, on lui conseilla de contourner l'interdit en fondant une section locale de l'Association des *'Ouléma*, légale depuis 1931. Mais il eut beaucoup de difficultés à mettre cette section sur pied. Il a longtemps subi la pression hostile de l'Administration et des colons, et aussi la peur ou l'animosité de la population *indigène* parmi laquelle des provocateurs et même des nervis étaient actionnés par des notables administratifs ou religieux, ou par les colons. Ainsi, par exemple, ces derniers ont chargé un de leurs employés, du nom de Chouiter, d'une de ces basses besognes. Il devait agresser Cheikh Brahimi, le numéro 2 de l'Association des *'Ouléma*, à l'époque, lors de la visite qu'il devait effectuer à la section de Remchi. Nous l'apprendrons bien plus tard de la bouche même de cet ouvrier agricole, quand il sera devenu un membre actif de la section. C'est, sans doute, le fait que la visite n'a pas eu lieu, qui n'a pas permis de mettre le complot à exécution...

Ce Chouiter était un personnage attachant. Un cœur d'or. Spontané jusqu'à faire preuve de naïveté, sa vie reflète de façon exemplaire ce

qu'a pu faire le colonialisme de notre peuple. Car c'était un pur produit de la colonisation. Ancien combattant de la Guerre de 14, il avait été fait prisonnier par les Bolcheviks. Analphabète, en arabe comme en français, il parlait correctement cette dernière, ayant toujours vécu parmi ses employeurs pieds-noirs, dont il était un des meilleurs compagnons de chasse. L'inscription de ses enfants à la médersa était le fruit, chez lui, d'une prise de conscience nationale. Elle constituait une grande rupture avec les accointances qu'il avait avec le système colonial. Elle lui facilita l'adhésion à l'Association.

Certaines soirées, nous recevions chez nous des amis, comme lui. Nous avons vite appris que ces rencontres étaient espionnées. Un de nos voisins, muezzin officiel de la mosquée, a été un jour surpris s'approchant à pas de loup de la fenêtre de la chambre des invités pour mieux entendre la discussion – il devait dès le lendemain en faire le rapport à la police... J'aimais bien assister à ces veillées, au cours desquelles la conversation était variée, agréable, portait sur les sujets les plus divers. On y échangeait les points de vue sur des questions sérieuses et d'autres moins, rivalisant de mots d'esprit, à qui racontera la meilleure blague, l'anecdote la plus amusante...

A l'instigation de l'Administration, on lançait contre nous, dans les milieux populaires, nombre de thèmes de propagande, dont l'accusation de "*balayssi*", une déformation du terme *badisi*, (partisan de Ben Badis). Cette calomnie introduisait l'idée de liens avec *bliss* (le diable!). Les idées de réforme de l'islam, préconisées par Ben Badis, ne se concrétisaient-elles pas, diaboliquement, dans la façon dont mes parents m'accoutraient ? Bien que portant eux-mêmes l'habit arabe, n'avaient-ils pas osé se singulariser en permettant que je fusse coiffé à l'européenne en rupture avec l'usage qui voulait que le crâne des enfants, comme celui des adultes, fût rasé à ras et couvert d'une chéchia, et que je fusse déguisé en *Roumi* en me faisant porter des shorts ou des pantalons longs, au lieu du *séroual* ?

Cette hostilité des gens à notre égard et leur peur de l'Administration, mon père les a fait reculer en organisant, pour une somme modique, des cours d'arabe pour les enfants. Faute de moyens, c'est notre maison qui faisait office de médersa. On mettra longtemps à acquérir un local qui deviendra la *madrasa* de Remchi. Elle était plus moderne que l'école

coranique où l'on se servait d'un matériel traditionnel (une planche lisse enduite d'argile sur laquelle on écrivait à la plume en roseau, avec une encre préparée avec du suint de laine de mouton). Chez nous, en effet, on avait adopté l'encre et la plume en acier pour écrire sur des cahiers ; on était assis, filles et garçons mélangés, derrière un pupitre bas, pour des raisons d'économie et non par préjugé religieux. Nous étions assez ouverts sur la modernité pour ne pas avoir besoin de nous appuyer sur la *fetwa* qui, au 15ème siècle, avait été nécessaire pour rendre licite l'usage de la table haute. On apprenait en plus du Coran, la grammaire, la dictée, rédaction et explication de texte, et bientôt l'histoire religieuse, la géographie et les sciences naturelles. Cela attirait les gens. D'autant que Montagnac, commune mixte, n'a jamais eu d'école coloniale indigène...

Il faut dire que les arguments et la propagande développés contre nous œuvraient sur un humus social incitateur, en tout cas non défavorable. La lutte de résistance à l'anéantissement après l'occupation avait fait que l'individualité nationale se réfugiait autant dans les profondeurs du moi social qu'elle se reflétait dans le paraître. Parmi les signes les plus immédiats qui différenciaient de "l'étranger", l'habit, féminin notamment, est celui sur lequel l'Algérien avait particulièrement campé pour contenir les assauts qui visaient à le désarticuler. Troquer ses habits traditionnels contre ceux de l'ennemi avait fini par équivaloir non seulement à se renier, à se rendre, mais aussi à se mettre nu. Ceci n'était pas valable seulement pour les femmes.

Dans ma famille, mes parents sont restés, jusqu'à la fin de leur vie, fidèles à la tradition. Mes sœurs, qui ne s'opposeront pas à ce que leurs filles s'habillent moderne et deviennent des licenciées et des ingénieurs, n'ont pas rompu, elles-mêmes, avec la coutume pour ce qui les concernait. Mon cousin avait, depuis de longues années, quitté sa montagne aride pour venir vivre chez nous ; il voyait que, pour le travail, le pantalon long serait plus commode que son *séroual*. Et pourtant, il a longtemps hésité à s'habiller moderne et quand il l'a fait, il a été plus long encore à se défaire de l'impression bizarre d'être nu !

* * *

C'est ici l'occasion de dire que l'évolution de l'habillement, dans un pays comme le nôtre, est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

Frantz Fanon a écrit des pages pertinentes sur la question.[19]

Il est vrai que les coutumes vestimentaires sont mises à mal par des mœurs à tendance universalisante, telle la domination de l'archétype du blue-jeans dans l'imaginaire, chez nous comme à travers le monde. Mais, explique F. Fanon, la chose se complique dans « la tragédie de la situation coloniale, l'affrontement pied à pied de deux systèmes, l'épopée de la société colonisée avec ses spécificités d'exister, face à l'hydre colonialiste. » L'Algérien, et plus difficilement l'Algérienne, adopteront la mise européenne.

« Il y a (...) un dynamisme historique du voile concrètement perceptible dans le déroulement de la colonisation (...) Au début, le voile est mécanisme de résistance, mais sa valeur pour le groupe social demeure très forte. On se voile par tradition, par séparation rigide des sexes, mais aussi parce que l'occupant veut dévoiler l'Algérie. Dans un deuxième temps, la mutation intervient à l'occasion de la Révolution et dans des circonstances précises. Le voile est abandonné au cours de l'action révolutionnaire. Ce qui était souci de faire échec aux offensives psychologiques ou politiques de l'occupant devient moyen, instrument. Le voile aide l'Algérienne à répondre aux questions nouvelles posées par la lutte. »

Le processus était assez avancé au début des années cinquante, dans un Tlemcen pourtant conformiste, pour que nous ayions éprouvé une blessure et de l'indignation avec nos camarades filles, devant les taquineries provocatrices de notre professeur de philosophie : il s'amusait à nous voir nous étrangler de colère en déniant son arabité à l'une de nos camarades qui portait le pantalon. Elle protestait contre le portrait caricaturalement généralisateur qu'il faisait de l'Algérienne, ignorant le démenti concret qu'elle lui apportait, elle, par sa façon d'être. Il avait beau jeu, pour ses railleries pédagogiques, de s'appuyer sur une réalité majoritaire indéniable. Mais notre révolte était légitime fondamentalement. Elle était dirigée contre cette prétention de l'Européen à monopoliser la modernité vestimentaire, à n'accepter de la reconnaître chez l'Autre qu'à titre d'emprunt et de mimétisme occidental, ou, pire, comme un signe de reniement culturel. Plus

19. F. Fanon, *L'an V* ..., Op. cit., pp..27 & 52

tard, les annotations scientifiques de F. Fanon permettront de comprendre le fondement de ce que nous ressentions, lycéens, devant ce qui nous blessait dans les provocations auxquelles, sans penser à mal, sans doute, notre professeur recourait dans un but d'animation de son cours.

« En présentant l'Algérien comme une proie que se disputeraient avec une égale férocité l'Islam et la France occidentale, précise F. Fanon, c'est toute la démarche de l'occupant, sa philosophie et sa politique qui se trouvent explicitées. Cette expression indique en effet que l'occupant mécontent de ses échecs, présente de façon simplifiante et péjorative, le système de valeurs à l'aide duquel l'occupé s'oppose à ses innombrables offensives. Ce qui est volonté de singularisation, souci de maintenir intacts quelques morceaux d'existence nationale, est assimilé à des conduites religieuses, magiques, fanatiques. »[1]

L'assimilation du modernisme en profondeur et pas seulement au niveau de son aspect vestimentaire, les Algériennes en ont donné une preuve, le 13 mai 1958 : le colonialisme s'était travesti pour leur présenter M^lle^ Sid Kara comme un exemple de "libération de la femme", qu'elles auraient eu intérêt à suivre plutôt que de soutenir le mouvement animé par le FLN. C'est alors, notait F. Fanon, que « le voile est repris, mais définitivement dépouillé de sa dimension exclusivement traditionnelle ».

Et de clarifier : « C'est la rage du colonialiste à vouloir dévoiler l'Algérienne, c'est son pari de gagner coûte que coûte la victoire du voile qui vont provoquer l'arc-boutant de l'autochtone. Le propos délibérément agressif du colonialiste autour du haïk donne une nouvelle vie à cet élément mort, parce que stabilisé, sans évolution dans la forme et dans les coloris, du stock culturel algérien. Nous retrouvons ici l'une des lois de la psychologie de la colonisation. Dans un premier temps, c'est l'action, ce sont les projets de l'occupant qui déterminent les centres de résistance autour desquels s'organise la volonté de pérennité d'un peuple... »[2]

1. F. Fanon, *ibid.*, p.28
2. *Ibid.*, pp.52 & 34

Est-il étonnant que cette domination culturelle, à caractère impérialiste et uniformisateur, suscite des réactions de rejet ? Telles celles s'exprimant en Europe, pour exiger l'exception culturelle dans le processus de globalisation, face à la volonté de suprématie dévastatrice de la production américaine, bien que les deux continents relèvent de la même matrice civilisationnelle ! Un refus de ce type, rationnellement plus compréhensible que légitime, s'est manifesté dans notre pays : l'action de modernisation matérielle, menée tambour battant au cours de la guerre de libération et surtout depuis l'indépendance, a modifié complètement l'aspect du pays. Elle a entraîné une promotion sociale aussi massive que rapide, bousculant, trop violemment dans leur conservatisme, de nombreuses forces sociales : les esprits sont naturellement plus difficiles à changer, ainsi que l'environnement international, tant dans ses segments arabo-islamiques retardataires que dans sa partie occidentale moderne incapable de se faire à l'indépendance des peuples.

Avec la disparition de Boumédiène, l'Algérie moderne laissait échapper de ses mains le leadership de la société, d'autant plus facilement que se consommait l'échec mondial de l'orientation socialiste dans laquelle l'effort de libération l'avait un peu trop imprudemment engagée. L'on a alors assisté à un retour de manivelle, une série de reculs, sous l'effet de divers facteurs, en particulier sous la pression des forces exprimant le malaise des couches conservatrices de la société. Faut-il s'étonner que l'élément vestimentaire ait été celui sur lequel s'est concentrée cette pression ? Plus, les millions de filles, que la formidable évolution sociale initiée par la guerre de libération poussait subitement à investir la scène socio-économique, ne pouvaient pas du jour au lendemain se libérer d'une tradition plus que millénaire. F. Fanon avait attiré l'attention sur la question : « Les spécialistes de l'éducation de base des pays sous-développés ou les techniciens d'avancement des sociétés attardées gagneraient à comprendre le caractère stérile et néfaste de toute démarche qui illumine préférentiellement un élément quelconque de la société colonisée », avertissait-il. Et après avoir rappelé que « la doctrine de la Révolution, la stratégie du combat n'ont jamais postulé la nécessité d'une révision des comportements à l'égard du voile », il ajoutait : « Même dans le cadre

d'une nation nouvellement indépendante, on ne peut, sans danger, pour l'œuvre entreprise (...), s'attaquer à tel ou tel pan de l'ensemble culturel. Plus précisément, les phénomènes de contre-acculturation doivent être compris comme l'impossibilité organique dans laquelle se trouve une culture, de modifier l'un quelconque de ses types d'exister, sans en même temps repenser ses valeurs les plus profondes, ses modèles les plus stables. »[1]

C'est le Fanon scientifique qui parle ici et ses vues seront confirmées aux Rencontres internationales de Genève, en 1962, par le spécialiste de psychologie génétique Jean Piaget ; ce dernier, expliquera ainsi le processus de la croissance intellectuelle de la personne : « Une découverte, une notion nouvelle, une affirmation, etc. doivent s'équilibrer avec les autres. Il faut tout un jeu de régulation et de compensation pour aboutir à une cohérence. Je prends le mot "équilibre" non pas dans un sens statique, mais dans le sens d'une équilibration progressive (il n'y a pas de structure statique ; il n'y a que des structurations) ». Le résultat en est « l'équilibration », qui « est la compensation par réaction du sujet aux perturbations extérieures, compensation qui aboutit à la réversibilité opératoire, au terme de ce développement. »

L'on prend faussement le port du foulard ou même du tchador comme une marque d'appartenance religieuse ; on tend à le noter comme un signe absolu de retard. Pour ces millions d'aspirantes à la modernité, il est souvent l'incontournable compromis, y compris psychologiquement pour elles, grâce à quoi elles peuvent desserrer la contrainte traditionaliste qui bloque leur émancipation. Et devant la pression idéologique qui, au nom du modernisme, les montre du doigt comme rétrogrades, elles ont souvent une réaction de crânerie qui leur fait dire qu'elles portent le costume traditionnel par fierté et... conviction "religieuse".

Cette attitude se retrouve également chez les populations de pays libérés immigrées en Europe, mais en butte au même assimilationnisme agressif que l'on rencontrait avant les indépendances. Même instrumentalisée par l'islamisme intégriste, cette conduite confirme le

1. F. Fanon, *ibid.*, p.28

diagnostic de F. Fanon qui indiquait : « Parler de contre-acculturation dans une situation coloniale est un non-sens. Les phénomènes de résistance chez le colonisé doivent être rapportés à une attitude de contre-assimilation, de maintien d'une originalité culturelle, donc nationale. »[1]

* * *

A moins de quatre ans, quand nous arrivions à Remchi, je savais déjà lire et écrire en arabe. Je connaissais déjà des *sourate* du Coran. Je prenais des leçons de calligraphie. Mon père avait une belle écriture régulière et s'appliquait, si je puis dire, à m'en inculquer la technique. Il me traçait au crayon les lettres de l'alphabet que je devais réécrire en les repassant à l'encre, d'abord sur une planchette coranique puis bientôt sur un cahier...

A ce moment-là, un *tordjeman* juif, interprète auprès du tribunal de Remchi, s'est lié d'amitié avec mon père. M. Sayagh devait, dans son travail, traduire des actes divers (ventes et achats de propriétés, legs, *habous* et autres *fridhas*). Manuscrits, il avait des difficultés à les lire et les comprendre. Il a, pour cela, trouvé un soutien précieux chez mon père qui était un des rédacteurs de tels textes dans la région. Il a pris l'habitude de venir à la maison pour cela. Il m'a remarqué et, pour montrer sa reconnaissance, il proposa de m'inscrire à l'école française. Sa femme était directrice de l'école des filles, qui avait une maternelle.

C'était une chance inouïe ! Je me retrouvais donc, unique petit "indigène" dans l'histoire de l'école de Montagnac, avec les mioches européens dans la classe de Mme Capdepon. Je garde le souvenir encore de la gentillesse de cette vieille dame, de sa grande douceur et de sa patience avec nous, et des soins qu'elle nous prodiguait pour nous tenir propres et pour nous éduquer.

Cette année-là se couronnait pour moi par ma participation à la pièce de théâtre du *Chat botté* qui était le clou de la fête des écoles. La fête où étaient invités les parents d'élèves et toutes les personnalités de la commune, s'était déroulée sur tout un après-midi avec musique et chansons. Elle avait connu un franc succès. Mes parents n'étaient pas de la fête,

1. F. Fanon, *ibid.*, p.29

quasiment réservée aux Européens. Le fils d'un ami de la famille m'accompagnait. C'était lui qui s'était occupé de mon inscription en début d'année et qui remplaçait mes parents en de pareilles circonstances.

Lorsque je dis que c'était une chance inouïe de me retrouver en classe maternelle, c'en était vraiment une. L'année suivante, Mme Sayagh n'était plus directrice ; elle n'aurait donc pas pu m'inscrire : en octobre 1940, le ministre vichyssois Peyrouton abroge le décret Crémieux et les Juifs sont redevenus *indigènes*... A cette date, moi, j'avais déjà le pied à l'étrier ; grâce à ce coup de pouce décisif des Sayagh, j'étais introduit dans le système et j'allais, malgré tous les obstacles, pouvoir faire une scolarité qui devait s'avérer fructueuse ; et je rends hommage à mes maîtres, européens comme algériens, qui ont pris en main ma formation et m'ont inculqué les fondements du savoir moderne. Je leur dois une reconnaissance éternelle.

Mon père suivait régulièrement mon travail. Comme il ne connaissait pas le français, il annotait, *en arabe*, mes devoirs et mes cahiers de notes. Depuis donc tout petit, j'ai eu connaissance des équivalents arabes des termes "dictée", "rédaction", "calcul" et autres "leçon de choses"... Quand, pour la première fois, j'ai vu faire de telles annotations sur mon cahier d'école, j'ai eu peur que le maître, intraitable pour la bonne tenue de nos cahiers, fût mécontent qu'on les gribouillât ainsi. Mais j'ai très vite été fier de remarquer le respect avec lequel le maître traitait ces initiatives. Il était sans doute impressionné par ce père qui prenait un tel soin pour le suivi du travail de son fils.

Mon bon travail en classe était donc reconnu. Assez pour que, par exemple, à l'occasion de la visite, à notre village, d'une personnalité (je ne me rappelle plus qui c'était, ni à quelle date précise c'était), je fusse choisi par le directeur de notre école pour prononcer l'allocution de bienvenue dans les salons de l'Administrateur. Ce choix porté sur moi pour cette mission, la façon dont je m'en suis acquitté, tout comme mes progrès scolaires, suscitaient de la fierté chez les *Indigènes* et un respect mêlé de forte jalousie chez les Européens. Je serai le premier Arabe du village à réussir au certificat d'études primaires, puis à l'examen d'entrée en 6ème.

Ces deux événements, jusque-là inouïs à Remchi, ont suscité un engouement manifeste. Tout le monde tenait à féliciter mes parents.

C'était un incessant va-et-vient à la maison de gens des deux sexes, proches, amis, connaissances plus ou moins éloignées, cherchant à fêter avec nous, à cette occasion, les fruits qu'avait fini par porter le geste qui m'avait lancé sur les plates-bandes des Européens, vers cette « *culture de nécessité*... » C'était une reconnaissance sociale de la justesse de l'ouverture nécessaire sur la modernité, fût-elle l'apanage de l'oppresseur, dans une région traditionnellement recroquevillée sur elle-même et n'attendant rien de bien de ce dernier.

Quand on pense que mon grand-père s'irritait d'entendre quelqu'un faire avancer sa bête en français ! "Pourquoi dis-tu : "hue !" au lieu de crier : "erra !" ?" apostrophait-il l'indigne suiviste des *Roumis* coupable à ses yeux de se rendre à l'ennemi.

Cette "réussite" et les sentiments de jalousie qu'elle suscitait allaient d'ailleurs me jouer des tours. Par deux fois au primaire, je fus, arbitrairement, malgré mes notes, empêché de passer en classe supérieure. Une première fois, mon institutrice du cours élémentaire 2 me fit doubler l'année ; et une seconde fois, notre directeur d'école qui devait nous préparer à l'examen des bourses pour le passage en 6ème, ne m'a pas inscrit pour cette épreuve. "Je ne savais pas que tu voulais poursuivre des études au collège" m'a-t-il simplement répondu, lorsque je lui demandais la raison de ce traitement singulier par rapport à mes camarades pieds-noirs.

L'année suivante, il a été remplacé à la tête de notre école et de notre classe par un enseignant venant de France, donc moins prévenu contre les Arabes. Ce dernier s'est étonné de me voir doubler, d'autant que, durant toute l'année que j'ai refaite sous sa férule, comme d'ailleurs pendant celle que j'ai dû refaire au CM2, je me suis maintenu chaque mois à la première place. Il s'est alors fait un point d'honneur de bien me préparer pour l'examen, d'autant qu'il a été mêlé malgré lui à des ennuis qui nous sont arrivés de la part de l'Administration.

On était en pleine pénurie de guerre. Mon directeur, ayant appris que nous avions un commerce, demanda s'il n'était pas possible qu'on lui "trouvât" un peu d'huile. Mon père était contre le marché noir autant par conviction morale que par crainte de problèmes pouvant venir d'une Administration qui l'avait constamment dans son collimateur. Cependant, pour marquer sa reconnaissance pour ce *Roumi* qui

cherchait à corriger le tort que m'avait causé son prédécesseur, mon père passa outre ses principes et ses peurs. Il s'arrangea pour lui procurer auprès de parents qui exploitaient quelques oliviers, une petite quantité de la marchandise tant convoitée. Et une nuit, en prenant des précautions de Sioux, nous livrâmes la petite jarre contenant le précieux produit.

Mais c'était compter sans les "yeux" de l'Administration ! Notre voisin, le muezzin, avait surpris notre petit manège nocturne, et s'était dépêché de rapporter les faits à ses maîtres. Le lendemain, en sortant de l'école à midi, je trouvais notre maison encerclée par les gendarmes. Qui étaient en colère ! On avait osé exiger un permis de perquisitionner pour les laisser rentrer ! Ils avaient dépêché l'un d'eux pour aller faire établir le fameux document. En attendant, personne ne pouvait ni rentrer chez nous ni en sortir.

La perquisition dura jusque tard en soirée, mais les gendarmes repartirent bredouilles et mécontents. Le lendemain, cependant, ils revinrent pour un supplément d'enquête. Ils s'intéressèrent à la cour, cherchant dans les coins, sous le tas de bûches, et surtout dans les toilettes communes ; ils prirent un échantillon du contenu de la fosse d'aisance pour le faire analyser à la recherche d'huile surnageante. Nous avions de grosses craintes que nos voisins en eussent jeté pendant la nuit. Une machination était possible !

Les analyses et l'instruction, avec tous les tracas des convocations par les gendarmes et le juge, allaient durer. Entre-temps, mon père était interdit de travail et son épicerie fermée. Puis l'enquête passa d'une simple affaire de marché noir à une affaire politique. La menace était autrement plus sérieuse : la police "secrète", *es-sicriya*, remplaça bientôt les gendarmes. Re-perquisition, avec un intérêt cette fois pour la bibliothèque paternelle. On mit tous les livres, revues, manuscrits dans des cartons qu'on emporta pour en analyser le contenu. Il y eut de nouveaux interrogatoires sur les relations et l'activité intellectuelles de mon père. Il fut interdit d'activité pédagogique. La famille restait alors sans ressources. C'était l'année où mon succès à l'examen d'entrée en 6ème allait nous poser de gros problèmes avec les dépenses extraordinaires que nécessitait mon inscription en internat au collège de Tlemcen...

L'enquête ne fut terminée qu'après de très longs mois, quand j'entamais, je crois, ma 5ème. Au bout de ce temps, il s'avéra qu'il n'y avait rien à reprocher à mon père. Il fut rétabli dans ses droits. On nous rendit aussi les cartons saisis et tout leur contenu. Rien n'y manquait. Nous étions très heureux d'un tel dénouement, car cette affaire nous avait fait vivre dans des conditions matérielles très difficiles, et en plus dans la crainte d'une machination...

Ma fréquentation de l'école française ne m'empêchait pas de suivre l'école coranique. Celle-ci était attenante à la mosquée du village. On me réveillait aux aurores, à l'heure de la prière du *fejr*. Après un petit déjeuner vite avalé, je rejoignais la mosquée où Si-l-Djilali, mon maître, nous attendait pour la leçon du matin. A sept heures et demie, il nous relâchait pour nous permettre de rejoindre l'école française. Et, après la fin des cours de l'après-midi, nous revenions chez lui, pour la leçon du soir.

Je dois un vibrant hommage à mon cheikh Si-l-Djilali qui a suivi mon apprentissage jusqu'à ce que j'aie "achevé trente *hizbs*" comme on dit, c'est-à-dire que j'aie mémorisé la moitié du Coran. A la maison, je consolidais ce savoir par des cours de langue, de grammaire et d'exégèse coranique. Je revois encore mon père me dire après éclaircissement d'une règle grammaticale ou commentaire d'un verset : "Cela, les *tolba* ne le connaissent pas." Et j'étais tout fier de l'avoir appris et d'être capable de damer le pion à des gens plus expérimentés que moi.

Cet apprentissage exigeant du Coran, satisfaisant à une tâche sacrée de perpétuation d'une tradition familiale salvatrice, me permettait également d'édifier mon moi profond ; j'y amassais le bagage civilisationnel fondamental, assise de ma future liberté.

La fréquentation du texte sacré m'a permis d'avoir une solide connaissance de la langue. Je me familiarisais, en effet, avec le merveilleux style coranique et ses tournures elliptiques d'un modernisme étonnant. Avant d'en saisir le sens, j'en comprenais les constructions logiques, d'autant qu'elles sont proches fondamentalement de notre univers sémantique social. J'avais là un accès généreux à cette parole éloquente et poétique à la fois, à tout le potentiel qui a fécondé la civilisation arabo-islamique, à tout ce que, pour paraphraser un grand poète, l'économie des mots porte d'une réalité, de gestes familiers qui

résument le secret collectif que nous partageons au sein de notre aire civilisationnelle. Rapidement, je devenais imbattable en grammaire. Je maîtrisais progressivement les difficultés en gravissant les différents degrés du *Nah'w el-wâdhah'*. C'était une grammaire moderne, inconnue des *tolba* dans les mosquées, avec lesquels je partageais déjà la mnémotechnique de la célèbre *Jurnûmiya*, un recueil scolastique des règles grammaticales composé sous forme rimée. Quant à mon vocabulaire, ils s'enrichissait à la mesure de ma curiosité à l'égard du sens des versets et *sourate* que j'apprenais.

Mais une langue se cultive par la lecture et la pratique. Je ne trouvais, ni dans les librairies ni dans les bibliothèques, de livres de lecture pour étayer cette initiation. Et, dans le cadre de l'apprentissage coranique, je n'avais pas l'occasion de m'exercer à l'expression écrite. D'autant que la logique de mon inscription à l'école française allait m'en divertir vers la maîtrise de sa langue. Et ce ne seront pas les cours d'arabe que je suivrai au collège qui devaient me permettre de pallier cette insuffisance. L'arabe, enseigné comme langue étrangère, sera le dialectal, encore en l'an 1947-48 où je ferai ma 6ème. On n'aura droit à la langue arabe proprement dite qu'à partir de l'année suivante. Mais je serai bien au-dessus du niveau de l'enseignement prodigué.

* * *

Je ne prenais pas encore conscience de la misère lexicale à quoi nous réduisait la politique coloniale en prohibant l'enseignement de notre langue "classique". La connotation jouait sur une fallacieuse confusion entre l'outil linguistique et le caractère sacré du message religieux qu'il véhiculait, pour suggérer que la distance était, somme toute, normale, entre cette langue et notre manière de parler vulgaire. Cela permettait de dédouaner la politique linguistique coloniale : on cachait ainsi le tort essentiel causé à l'évolution de notre langage quotidien, par la coupure du cordon ombilical avec la langue arabe savante qu'on pétrifiait en en interdisant l'étude. On supprimait ainsi la source indispensable d'enrichissement vivant de la langue dite "dialectale".

Cette coupure institutionnalisée par le carcan fossilisant de l'interdit politique explique l'inégalité sémantique entre l'arabe et le

français, et l'extrême pauvreté de notre parler familial par rapport aux besoins de la vie moderne.

* * *

Il y avait bien dans la bibliothèque paternelle des livres intéressants qui auraient pu m'aider à consolider mes connaissances en arabe : j'ai fréquenté le *Nahj al-balâgha* dont j'ai pu apprendre quelques extraits de discours célèbres. Je me suis amusé avec *Kalila et Dimna*. Mais je ne pouvais aller bien loin avec ces textes. Je me souviens d'un manuel de géographie générale, datant de 1918, des établissements secondaires et supérieurs d'Egypte, (ses auteurs, cela m'avait frappé, étaient des Anglais ayant des responsabilités dans le système éducatif de ce pays) ; je me rappelle certains ouvrages relatant des relations de voyage (*rih'late*), des découvertes socio-géographiques de telle ou telle partie de l'Europe ou de l'Amérique. Mais, à l'école française, je pouvais avoir accès à ces connaissances, à ces contrées et à ces mœurs, directement, de l'intérieur, si je puis dire, par mes leçons et livres de géographie, aux photos plus nettes et aux cartes mieux étalonnées. Astreint aux exigences d'une cartographie rigoureuse par les exercices scolaires (nous devions reproduire des cartes de régions, de pays, lire des cartes muettes...), je ne pouvais trouver un attrait suffisant pour le flou et l'imprécision des illustrations qui s'efforçaient d'orner ces œuvres de la *Nahdha*.

Quant au texte de ces dernières, il me fallait, pour le comprendre, l'aide de mon père qui ne pouvait assurer aussi l'office de maître en cette matière qu'il découvrait lui-même à travers de tels écrits. Pour m'inciter à affronter ces difficultés de langue et ces insuffisances méthodo-pédagogiques rencontrées pour lire ces ouvrages, je n'avais pas la promesse de découverte de nouveauté et de modernité que ces œuvres pouvaient apporter à celui qui n'y avait pas eu accès dans sa formation scolaire ; à de tels trésors, j'atteignais directement par l'enseignement de mes maîtres de l'école française. J'avais en plus l'avantage de me sentir pleinement de ce monde que je découvrais ainsi : je n'éprouvais pas, par rapport à ces connaissances, le sentiment d'étrangeté de quelqu'un qui les aurait découvertes pour la première fois ; je les côtoyais dans le cadre colonial qui nous régissait depuis plus d'un siècle et, plus directement, depuis quelques années à l'école française.

Pour diffuser ces idées et expériences étranges, parce qu'étrangères, pour les sociétés orientales, les animateurs de la *Nahdha* devaient les intégrer habilement dans une démarche arabo-islamique, fait remarquer M. Arkoun[1], alors que, moi, je les assimilais, je le répète, sans entremise.

J'avais dépassé le stade où je pouvais en ressentir un viol de mon moi arabo-musulman profond, pour les aborder avec l'idée positive de nous en armer pour l'aventure de la modernité où nous étions embarqués tout en en étant exclus, pour la reconquête de l'esprit d'initiative et d'entreprise qui caractérisait notre aire civilisationnelle dans son âge d'or. Tout jeune, j'avais appris un poème où il était question de notre grandeur perdue. "Infortunés Arabes ! L'univers était leur théâtre. Ils doivent aujourd'hui se cacher dans ses encoignures..." y était-il déploré.

Je rejetais, instinctivement, ce qui, notamment en histoire, contredisait trop foncièrement mon moi social. Ainsi, je ne me souviens pas avoir eu de problèmes avec certains faits consignés dans nos livres, comme, à titre d'exemple, cette affirmation de "nos ancêtres les Gaulois". Je me souviens bien des images montrant ces hommes et femmes blonds, devant leurs huttes, et leurs druides ramassant le gui... mais, contre de telles "sornettes", j'étais blindé, car, même si j'ai ignoré, jusqu'à un certain âge, tout le passé numide de mon pays, je connaissais quasiment par cœur mon histoire, et son brillant, depuis avant cette *Hijra* qui nous sert de début de calendrier. Je pouvais réciter sans trébucher la liste des aïeux de notre Prophète en remontant jusqu'au vingtième !

De fait, cette mystification historique n'en était pas une pour moi, je la considérais sur le même plan que ces descriptions d'une réalité exotique, que je lisais dans mes livres de français et que je devais imaginer pour meubler mes rédactions : celle d'un pays sans mosquées, qui n'a rien à voir avec les arbres de ma fenêtre, les toits de nos maisons, les averses en cataractes subites de nos saisons humides, le ciel éternellement bleu de nos longues saisons sèches ; je devais imaginer un pays où, comme dit ce poème que j'ai appris au primaire, "... et la neige,

1. M. Arkoun, *La Pensée arabe*, PUF/*Que sais-je* ? p.98.

poudrant les sillons réguliers, / S'attarde sur la terre et la recouvre toute", alors que là où j'habitais, il ne neigeait jamais. Je me souviens avoir montré, sur mon livre, l'image d'un écureuil à mes parents, leur demandant son nom en arabe. Le seul animal à queue dont ils pouvaient me parler correspondait au chacal, qui avait déjà un nom pour moi. Et j'ai compris que la petite bête de la figure était étrangère à notre pays, tout comme les Gaulois, si je puis dire...

Je m'aperçois à ce stade de mes souvenirs, à la veille d'entrer en 6ème, que je n'en ai pas gardé de la répression de mai 1945. C'est qu'elle ne m'a pas marqué. Pas seulement parce que cela se passait loin de chez nous, à Guelma, Sétif et Kherrata, puisqu'elle a touché aussi Saïda et, plus près encore, Tlemcen. Avec le recul, je n'y vois que deux explications : sans doute, pour une région meurtrie comme la nôtre, de tels agissements de la part des autorités colonisatrices étaient, somme toute, dans la norme, et mieux valait ne pas en parler ; et, peut-être aussi, l'idée devait courir que ces "fous" de nationalistes, avec leur manie de toujours braver l'Administration, l'avaient certainement un peu cherchée, cette répression...

* * *

CHAPITRE II

Les années de Slane ou les chemins de la modernité

L'internat

La nécessité de se survivre *engendre chez l'Algérien le souci d'être lui-même et de comprendre l'Autre, d'assimiler l'expérience moderne sans se laisser assimiler par autrui.*

Cette double exigence fait que le peuple algérien est à la fois le plus nationaliste et le plus ouvert qui soit, le plus fidèle à l'Islam et aussi le plus accueillant pour les valeurs extra-islamiques. Des peuples musulmans il est peut-être un des plus attachés à la foi musulmane et des plus pénétrés de l'esprit de l'Occident moderne.

(El Moudjahid, N° 12, du 15 novembre 1957)

Le réfectoire, plongé dans la pénombre, paraît immense. En cette veille de rentrée de l'année 1947-48, nous ne sommes que quelques nouveaux internes à avoir rejoint le lycée, et, pour ce premier repas du soir, la salle est quasiment vide. Seules deux ou trois tables sont occupées, éclairées par quelques ampoules. Je dîne pour la première fois dans une ambiance différente de celle dont j'ai l'habitude dans ma famille. Je suis attablé avec un nouveau potache comme moi, originaire, lui, de Méchéria. Dans l'après-midi, je l'avais vu accompagné de son père, enturbanné comme le mien, alors que nous faisions enregistrer nos trousseaux à la lingerie.

Le collège avait, au sortir de la guerre, renouvelé son matériel de cuisine et de table, et les couverts flambant neuf, nos premiers couverts modernes devaient, sans être renouvelés d'ailleurs, nous accompagner durant toute la durée de mon internat... Pour l'heure, nous manions maladroitement les couteaux, cuillers et fourchettes. Et la catastrophe ne manque pas d'arriver : mon nouvel ami se coupe la main avec la lame tranchante ! Intimidés, nous n'osons pas nous adresser au *pion* pour faire soigner la main qui saigne. Allez savoir ! Ne risque-t-on pas de nous punir ou de se moquer de nous, de nous traiter de "ploucs"

incapables de nous conduire comme "eux" ? Nous préférons donc camoufler la blessure qui, la douleur étouffée, est pansée tant bien que mal avec nos deux mouchoirs également neufs... Mon ami deviendra docteur en physique théorique et dirigera, comme doyen et jusqu'à sa retraite, l'une des plus grandes universités françaises.

Ce ne sera pas la seule mésaventure qui nous arrivera lors de ce rude contact avec le monde tout nouveau que nous abordions. Nous apprendrons à nos dépens à être plus dégourdis, sur nos gardes. Le pain était encore rationné : on nous avait donné nos quotes-parts pour vingt quatre heures. Après avoir dîné, nous avons laissé ce qui nous en restait dans des casiers qui ornaient les murs du réfectoire, et qui n'avaient qu'un seul défaut, celui de ne pas fermer à clé. Le lendemain, au petit déjeuner, il nous a fallu supporter les regards mi-apitoyés, mi-moqueurs de nos camarades, et surtout attendre jusqu'au repas du soir pour recevoir une nouvelle ration de pain ; et là, on peut me croire, nous en avons bien pris soin...

Nous avons commencé à comprendre que nous n'étions pas les premiers, ni les derniers, à qui un tel déboire était arrivé, et que nous devions nous attendre peut-être – car c'était là le lot de tous les nouveaux, les "bleus"– à d'autres épreuves de ce genre. Nous ne tarderons d'ailleurs pas à devenir pleinement acteurs de ces *bizutages*, faisant endurer à nos nouveaux camarades d'internat, après les avoir subies, des épreuves telles que celles du "virage" et du "lit en portefeuille".

Sans doute, n'est-il pas agréable d'être donné en spectacle : de voir les camarades prendre plaisir à la plus totale incompréhension de ce qui vous arrive, quand, pour la première fois, vous êtes "viré" du lit en plein sommeil avec votre matelas pour vous retrouver sous lui, avec l'impression d'être victime d'un séisme ; ou que vous vous escrimez à vous glisser entre vos draps alors que votre lit, que vous avez correctement fait le matin, a été refait en votre absence, et votre drap du dessus plié en deux vers le haut comme un portefeuille ! Mais si, la surprise passée, vous prenez les choses du bon côté et riez avec les autres, on appréciera votre caractère sociable, on vous adoptera et on vous aidera même... à refaire votre lit. Sinon, ce premier bizutage se reproduira pour encore essayer de vous apprendre à vivre en société, la joie des camarades étant plus grande de vous voir sourire de votre déconvenue qu'être mauvais joueur et manifester, à ces facéties, un mauvais caractère...

Il arrivait qu'un de ces tours, joué à un de nos camarades, se retournât contre nous en dépassant certaines limites, ce qui entraînait l'intervention du *pion*. Ce dernier exigeait alors de connaître les auteurs de l'attentat... Evidemment, notre honneur de potaches nous imposait de nous taire : rien n'était plus infamant que de faire le *tchoupon*, le délateur ! Certes, la plaisanterie avait été un peu trop loin mais il n'y avait rien eu de grave ; et cela le *pion* le comprenait qui finissait par... classer l'affaire.

Ce serait une erreur de ne voir dans l'internat du collège que ces tours de potaches, dont on peut avoir l'impression qu'ils étaient le fruit de la seule initiative d'internes plus ou moins turbulents agissant en perturbateurs de l'ordre établi.

Certes, dans ce domaine, l'administration laissait faire le groupe et ses éléments les plus entreprenants, tout en veillant à ce qu'il n'y eût aucun dérapage grave. Mais ces pratiques étaient en réalité les éléments d'un code de conduite comme ceux que se donnent tous les regroupements de ce genre pour intégrer les individus qui s'y retrouvent. Plus que cela, elles faisaient partie d'un tout où, chacun et tous ensemble, internes, administration du collège, et de l'internat en particulier, enseignants, œuvraient à mettre l'élève dans les meilleures conditions d'épanouissement dans ce pour quoi ses parents l'ont confié à l'établissement : ses études le préparant au baccalauréat.

Elles ont été très importantes, pour moi, les sept années de ma vie d'interne au collège de Slane ! Pour la formation de mon caractère en composition avec celui de mes camarades d'internat, européens et algériens, c'est-à-dire en confrontation avec leurs personnalités et aussi en appui sur celles de nombre parmi eux qui sont devenus mes amis. La riche diversité des individualités et des comportements du collectif que nous formions, la stimulante émulation qui s'établissait entre nous, pour être non seulement de bons camarades mais aussi les meilleurs en classe, le dur dépaysement auquel nous étions soumis, surtout nous, les Algériens, dans ce monde de la modernité européenne, tous ces éléments ont été décisifs pour l'affirmation de ma personnalité. Très rapidement, je découvrais que mes craintes d'être la cible d'un ostracisme nous visant, singulièrement nous, les Arabes, n'étaient pas fondées. J'étais introduit dans un univers où j'étais étonné de découvrir un espace où je ne subissais aucune discrimination, un autre visage du

incapables de nous conduire comme "eux" ? Nous préférons donc camoufler la blessure qui, la douleur étouffée, est pansée tant bien que mal avec nos deux mouchoirs également neufs... Mon ami deviendra docteur en physique théorique et dirigera, comme doyen et jusqu'à sa retraite, l'une des plus grandes universités françaises.

Ce ne sera pas la seule mésaventure qui nous arrivera lors de ce rude contact avec le monde tout nouveau que nous abordions. Nous apprendrons à nos dépens à être plus dégourdis, sur nos gardes. Le pain était encore rationné : on nous avait donné nos quotes-parts pour vingt quatre heures. Après avoir dîné, nous avons laissé ce qui nous en restait dans des casiers qui ornaient les murs du réfectoire, et qui n'avaient qu'un seul défaut, celui de ne pas fermer à clé. Le lendemain, au petit déjeuner, il nous a fallu supporter les regards mi-apitoyés, mi-moqueurs de nos camarades, et surtout attendre jusqu'au repas du soir pour recevoir une nouvelle ration de pain ; et là, on peut me croire, nous en avons bien pris soin...

Nous avons commencé à comprendre que nous n'étions pas les premiers, ni les derniers, à qui un tel déboire était arrivé, et que nous devions nous attendre peut-être – car c'était là le lot de tous les nouveaux, les "bleus"– à d'autres épreuves de ce genre. Nous ne tarderons d'ailleurs pas à devenir pleinement acteurs de ces *bizutages*, faisant endurer à nos nouveaux camarades d'internat, après les avoir subies, des épreuves telles que celles du "virage" et du "lit en portefeuille".

Sans doute, n'est-il pas agréable d'être donné en spectacle : de voir les camarades prendre plaisir à la plus totale incompréhension de ce qui vous arrive, quand, pour la première fois, vous êtes "viré" du lit en plein sommeil avec votre matelas pour vous retrouver sous lui, avec l'impression d'être victime d'un séisme ; ou que vous vous escrimez à vous glisser entre vos draps alors que votre lit, que vous avez correctement fait le matin, a été refait en votre absence, et votre drap du dessus plié en deux vers le haut comme un portefeuille ! Mais si, la surprise passée, vous prenez les choses du bon côté et riez avec les autres, on appréciera votre caractère sociable, on vous adoptera et on vous aidera même... à refaire votre lit. Sinon, ce premier bizutage se reproduira pour encore essayer de vous apprendre à vivre en société, la joie des camarades étant plus grande de vous voir sourire de votre déconvenue qu'être mauvais joueur et manifester, à ces facéties, un mauvais caractère...

Il arrivait qu'un de ces tours, joué à un de nos camarades, se retournât contre nous en dépassant certaines limites, ce qui entraînait l'intervention du *pion*. Ce dernier exigeait alors de connaître les auteurs de l'attentat... Evidemment, notre honneur de potaches nous imposait de nous taire : rien n'était plus infamant que de faire le *tchoupon*, le délateur ! Certes, la plaisanterie avait été un peu trop loin mais il n'y avait rien eu de grave ; et cela le *pion* le comprenait qui finissait par... classer l'affaire.

Ce serait une erreur de ne voir dans l'internat du collège que ces tours de potaches, dont on peut avoir l'impression qu'ils étaient le fruit de la seule initiative d'internes plus ou moins turbulents agissant en perturbateurs de l'ordre établi.

Certes, dans ce domaine, l'administration laissait faire le groupe et ses éléments les plus entreprenants, tout en veillant à ce qu'il n'y eût aucun dérapage grave. Mais ces pratiques étaient en réalité les éléments d'un code de conduite comme ceux que se donnent tous les regroupements de ce genre pour intégrer les individus qui s'y retrouvent. Plus que cela, elles faisaient partie d'un tout où, chacun et tous ensemble, internes, administration du collège, et de l'internat en particulier, enseignants, œuvraient à mettre l'élève dans les meilleures conditions d'épanouissement dans ce pour quoi ses parents l'ont confié à l'établissement : ses études le préparant au baccalauréat.

Elles ont été très importantes, pour moi, les sept années de ma vie d'interne au collège de Slane ! Pour la formation de mon caractère en composition avec celui de mes camarades d'internat, européens et algériens, c'est-à-dire en confrontation avec leurs personnalités et aussi en appui sur celles de nombre parmi eux qui sont devenus mes amis. La riche diversité des individualités et des comportements du collectif que nous formions, la stimulante émulation qui s'établissait entre nous, pour être non seulement de bons camarades mais aussi les meilleurs en classe, le dur dépaysement auquel nous étions soumis, surtout nous, les Algériens, dans ce monde de la modernité européenne, tous ces éléments ont été décisifs pour l'affirmation de ma personnalité. Très rapidement, je découvrais que mes craintes d'être la cible d'un ostracisme nous visant, singulièrement nous, les Arabes, n'étaient pas fondées. J'étais introduit dans un univers où j'étais étonné de découvrir un espace où je ne subissais aucune discrimination, un autre visage du

colonialisme, moderne et constructif celui-là, contredisant « *l'idée maîtresse (...) d'exploitation et de dépersonnalisation* »[1] du système, sans en annuler la logique implacable, telle que je l'avais vécue à Remchi.

Cependant, non seulement la contradiction violente entre les deux aspects nous rendait encore plus insupportable la barbarie de ce régime, mais aussi et surtout elle suggérait l'inéluctabilité de sa disparition. Ceux qui n'ont connu que la violence ravageuse de la "présence" française en Algérie, qui n'ont pas eu la chance d'en fréquenter la face républicaine, ne peuvent pas concevoir cette dialectique.

Certains se figurent avoir tout dit en usant du néologisme istidmâr *(= entreprise de destruction) pour démentir, conjurer, en quelque sorte, ce qu'il y a de constructif dans le terme isti'mâr (= entreprise de civilisation) qui nomme le colonialisme. Ils croient avoir heureusement échappé à la volonté "diabolique" du colonialisme de dépersonnaliser, de christianiser les Algériens par son école et son éducation. Mais jamais ils ne comprendront le rôle subversif et révolutionnaire de ces deux outils ; ni la chance, pour l'avenir indépendant de notre nation, que nous ayons pu, malheureusement en trop petit nombre, en bénéficier dans des conditions, répétons-le, toutes singulières, résultant de la contradiction entre, d'une part, le caractère républicain, moderne, du pays colonisateur, et, d'autre part, le système inique sur lequel s'appuyait la colonisation.*

Cette contradiction criante, nous la vivions concrètement, ma famille et moi, en cette année 1947 : au moment où l'opportunité m'était donnée, avec mon succès à l'examen d'entrée en sixième, d'accéder au collège de Slane, mon père, sous enquête politico-policière, interdit de travail, était dans l'incapacité matérielle de m'en faire profiter. Comble de malchance, on avait supprimé, cette année-là, l'examen "des bourses" qui permettait en même temps, en cas de succès, de bénéficier d'une bourse et d'entrer en sixième.

Des dépenses considérables étaient nécessaires, obstacle insurmontable si un ami de mon père, Si-Mohammed Lablaq, n'avait permis de l'écarter de mon chemin vers le collège. Il a pris en charge complètement les frais d'internat et d'achat du trousseau. La liste de ce dernier nous mettait

1. J. Berque, *Les Arabes*, ..., Op. cit., p.267

d'ailleurs face à un aspect étonnant pour nous de la vie moderne : nous avions l'habitude de faire, aux moments les plus propices, des provisions pour des mois ou pour l'année, en matière de céréales, d'huile, viande séchée, beurre salé, etc. ; nous savions que l'on constituait les éléments du trousseau pour la future mariée, un à un, quand des moyens (laine, tissus, finances...) avaient été réunis pour préparer, notamment, les couvertures en laine, les robes, bijoux, etc. ; mais c'était la première fois que se posait à la famille la question de réunir, d'un seul coup, tout ce qui nous était demandé pour que je puisse être accepté à l'internat. Va pour les chemises, mais pourquoi quatre ou cinq d'un coup ? Pourquoi trois costumes, dont un pour le dimanche ? Et les tricots et les slips, que je n'avais jamais portés ? Il va falloir acheter trois paires de chaussures dont une pour les sorties, alors que jusque-là j'allais le plus souvent nu-pieds ! Et qu'est-ce que des pyjamas ? J'ai dû, malgré mon certificat d'études primaires, me reporter au dictionnaire pour expliquer à mes parents ce que c'était. Et pourquoi tant de paires de chaussettes, tant de mouchoirs, tant de... choses dont je m'étais passé jusque-là ou que je ne recevais qu'au coup par coup, à certaines occasions (fêtes, ...) ? Il est heureux que l'on ait prévu des mouchoirs, me suis-je dit, dès le premier soir d'internat, lorsque j'ai vu la main ensanglantée de mon ami de Méchéria...

Les effets de la guerre se faisant encore sentir, on nous demandait, pour la literie, en plus des trois ou quatre paires de draps, un matelas ! Nous avons dû tondre toutes les peaux de mouton que nous avions pour m'en fabriquer un... Je n'étais pas grand de taille. Heureusement ! s'est-on dit, et on le fit à ma dimension. Quand je le déposais dans mon lit d'internat, il en remplissait à peine la moitié... L'année suivante, l'administration équipa tous les lits de matelas et, avec mon passage en cinquième, on m'accorda une bourse... Mes parents n'eurent plus à se soucier des dépenses pour la poursuite de mes études...

Assurément, il n'est pas facile de comprendre les rapports paradoxaux qui s'étaient noués entre nous et ce monde dont notre peuple subissait le joug, du fait même d'y avoir été introduits par des circonstances favorables. Nous étions plus ou moins armés, par notre culture et notre éducation familiales résistantes, pour accéder, sans trop être perturbés, à cette civilisation que nous ne faisions que côtoyer jusque-là, et pour assumer de nouveaux rapports avec elle. Certes, elle allait nous

soumettre à une sérieuse épreuve de l'identité ; mais, en revanche, elle nous obligeait à tirer profit d'une dynamique d'échanges et d'accommodation qui allait concourir à notre maturation intellectuelle.

Car, cette réalité où nous pénétrions, cessait de n'être, pour nous, qu'une nature morte, en quelque sorte, un cadre surimposé à notre société, dont nous essayions de nous accommoder ; elle devenait une humanité réelle dont nous confrontions la logique de fonctionnement, les façons d'être et d'agir avec les nôtres.

C'est d'ailleurs, me semble-t-il, ce qui faisait notre avantage par rapport à la plupart de nos camarades européens ; du fait de l'esprit de supériorité que leur inculquait le système colonial, les moins prévenus d'entre eux ne pouvaient, au mieux, voir, dans cette ouverture mutuelle, qu'une reddition unilatérale de l'autochtone et son alignement sur *leurs* valeurs civilisationnelles. Leur curiosité vis-à-vis de notre univers culturel était très limitée. Rares parmi eux étaient ceux qui cherchaient à connaître notre société, à apprendre notre langue, au moins celle parlée quotidiennement, à défaut de la savante.

Quant à nous, l'effort même d'adéquation à l'Autre que nous faisions, avait l'avantage de nous amener à plus de sens critique vis-à-vis des faiblesses de notre société et nous confirmait dans la nécessité d'une *nahdha*, dans l'obligation de nous changer pour changer notre situation, comme nous y incite le Coran...

J'étais donc parmi la trop faible minorité d'Arabes qui profitaient des petites ouvertures démocratiques des lendemains de la libération de la France. Nous étions, cette année-là, sur un total de presque cent internes, sept Algériens seulement, provenant de tout l'ancien arrondissement de Tlemcen (qui couvrait à peu près les wilayas actuelles de Tlemcen et de Aïn Témouchent). Nous étions quatre de plus par rapport à l'année précédente, un gros progrès qui allait se confirmer les années suivantes par un accroissement relatif du nombre des internes algériens : nous serons bien près du tiers, si je ne me trompe, quand je ferai ma terminale, à la veille du déclenchement de la guerre de libération.

Toujours est-il que cette année-là, notre petit nombre ne nous permettait pas de constituer une tablée et nous asseoir ensemble au réfectoire ; il nous en manquait un huitième. Nous avons, en conséquence, été répartis entre sept tablées parmi nos camarades européens.

Manger avec des Européens aura été, pour moi, l'une des épreuves les plus difficiles : non pas à cause d'une quelconque incompatibilité ethnique qui nous aurait opposés ; en tant qu'internes, nous étions tous traités sur un pied d'égalité, sans aucune discrimination, et il a toujours régné entre nous un climat d'entente remarquable vu le genre de population qui formait l'internat ; la difficulté tenait... au vin servi à table. Si, par toute ma culture et mon éducation spirituelle, je n'avais aucune difficulté à nouer des amitiés, souvent très solides, avec mes camarades européens, le vin, par contre, était pour moi non seulement objet d'interdit religieux, mais surtout une impureté dont il fallait se tenir éloigné pour n'en être pas souillé. Cette prévention était consolidée, au plan "rationnel", par la reconnaissance universellement partagée de la nocivité de la consommation abusive d'alcool ! Je ne me posais pas la question où commençait l'abus... moi, dont la seule odeur du vin dans le broc commun ou dans le verre de mon voisin soulevait le cœur ! Plus tard, dans mes cours de chimie, j'apprendrai à faire la différence entre hygiène physique qu'on pouvait obtenir à l'aide de l'alcool et de ses propriétés désinfectantes, et pureté morale à laquelle on pouvait atteindre même sans eau, par simple attouchement d'un galet...

Assez rapidement j'ai surmonté mon réflexe de répulsion, moyennant le respect par nos camarades, compréhensifs, d'une discipline permettant de ne pas mélanger les deux brocs pour ne pas risquer de se faire servir l'eau dans celui du vin, et j'ai pu parfaitement m'intégrer à la tablée. L'administration de l'internat, tout comme nos camarades européens, se sont d'ailleurs montrés toujours respectueux de nos convictions et de nos pratiques religieuses. Ainsi en était-il des repas spécifiques du ramadan lorsque ce mois tombait en cours d'année scolaire : on faisait tout alors pour que nous puissions nous sentir presque comme chez nous, y compris dans le choix et la préparation des repas. De même, lorsqu'ayant dépassé ma timidité, après quelques temps d'internat, j'ai décidé de faire mes prières quotidiennes, personne n'y a trouvé à redire et les plus étonnés étaient... mes camarades algériens. Cela se passait, au dortoir, le matin au réveil pour la prière de l'aurore, et le soir, avant de nous mettre au lit, pour les autres prières, "ramassées", de la journée...

Ce respect envers les questions de notre religion musulmane était si bien admis qu'il m'est resté en tête un épisode drôle où cet égard a semblé, à tort, être transgressé.

Nous étions en cours d'arabe, et notre professeur, M. Mahdjoub, nous faisait justement la leçon sur la prière. Il expliquait qu'on commençait par se mettre debout, en direction de La Mecque, et qu'on levait les mains à hauteur des oreilles en disant "*Allah-ou akbar*". Et voilà que du fond de la classe, claque un ironique : "Haut les mains !".

Cela venait de l'un de nos camarades, un des rares fils de colons à avoir choisi l'arabe comme première langue. Agréable et farceur, il avait la gouaille facile et aimait plaisanter. De fait, il avait réussi : sa sortie, où il était clair qu'il n'y avait aucune intention irrévérencieuse, a fait éclater la classe de rire ; sauf notre professeur, qui, prenant un peu trop au sérieux cette facétie de potache, lui répondit du tac au tac, en joignant le geste à la parole : "Mais oui, Rostaing, et vous, les Européens, quand vous faites la prière, on dirait que vous allez plonger !". Nous sommes partis à rire de plus belle, quelque peu étonnés quand même d'une telle susceptibilité chez notre professeur qu'il se mît au même niveau que son élève et qu'il répondît à sa plaisanterie par une boutade de même acabit.

Mais, sans doute, voulait-il faire exemple pour conjurer des débordements plus sérieux sur cette question d'une extrême sensibilité...

J'ai vécu l'internat, également, comme une école de modernisme en matière de méthodes de travail et d'organisation. Notre journée était bien ordonnée : travail, repos, loisirs et repas étaient judicieusement agencés. Cette discipline nous mettait dans d'excellentes dispositions pour les études, tout en finissant par nous faire prendre des habitudes très utiles, une fois sortis du collège, pour organiser notre existence d'adulte.

L'étude du soir était très importante. C'était le moment où, entre dix-sept et dix-neuf heures, nous fournissions un gros effort pour faire nos devoirs. Là aussi, sous la houlette de notre répétiteur, M. Mahdjoub, le frère de notre professeur d'arabe, nous allions prendre également un pli tout aussi profitable : Maxou, c'est le surnom dont nous l'avions gratifié, exigeait que, pour ne pas prendre de retard, nous fassions les devoirs le jour où ils nous étaient donnés ; ou au plus tard

le lendemain, si on nous en avait donné deux dans la journée ; et ce, même si on devait ne les rendre que deux semaines après, comme c'était le cas de certains devoirs demandant beaucoup de travail (français ou latin, physique, mathématiques). A la fin des deux heures d'étude, il appelait, au hasard, cinq ou six d'entre nous qui devaient présenter leur travail fini. Et pour que personne ne pût dire qu'il ne savait pas quel devoir il avait à faire, les responsables des cahiers de textes des différentes années lisaient à haute voix, dans les dix premières minutes, les énoncés des devoirs du jour. Excellente école ! Maxou nous surveillait aussi pendant l'étude du jeudi matin, qu'il réservait à suivre nos lectures : il nous faisait retirer, à notre choix, des livres de la bibliothèque du collège, dont il s'arrangeait intelligemment pour que nous en lui rendions compte...

Les années d'internat ont été, enfin, pour moi, une école de la conscience professionnelle : j'y ai appris le culte de la responsabilité, de la rigueur et du travail bien fait.

L'administration, du Principal au *pion* d'internat en passant par le surveillant général (*Surgé*), de l'intendant au responsable des divers services généraux (cuisine, lingerie, douches...), tous veillaient, chacun à son niveau, à ce que nous nous sentions aussi bien que possible dans notre communauté de pensionnaires, à ce qu'il y ait un bon esprit de camaraderie favorisant le travail scolaire de chacun ; tous prenaient leur tâche à cœur, celle de ne pas trahir la confiance des parents qui s'en sont remis au collège pour les études de leurs enfants. Longtemps, j'ai mal supporté l'arrachement à la famille, et à chaque retour de vacances, j'avais le cœur lourd pendant toute la journée. Mais, passé ce moment pénible, je me suis toujours bien senti dans la chaude ambiance de l'internat.

Telle a été, en tout cas, l'atmosphère dans laquelle, entouré de nombreux amis et camarades, j'ai toujours bien travaillé. Dormant confortablement et mangeant équilibré, j'avais de bien meilleures conditions de vie et d'étude que chez moi ; et si je ne pouvais plus me reposer sur l'affectueuse attention que portait mon père à mon cursus, je n'étais pas là, non plus, livré à moi-même. Je bénéficiais d'un suivi aussi attentif et d'autant plus efficace que, ne se manifestant pas à moi concrètement, n'ayant pas l'apparence personnalisée qu'avait celui de mon père, je me sentais dans l'obligation de compter plus sur moi-même. J'ai déjà signalé plus haut le soin

que mettait notre répétiteur pour s'assurer que nous travaillions correctement. Mais ce n'était là qu'un des niveaux de suivi dont notre scolarité faisait l'objet et rien n'échappait aux responsables plus élevés dans l'échelle.

J'allais très tôt l'apprendre à mes dépens en quelque sorte : l'occasion en allait être le zéro dont m'avait gratifié notre professeur de musique, dès la première composition de théorie musicale de ma vie. Il l'avait justifié en signalant que j'avais tenté de copier. J'avais pris la chose à la légère vu le statut, déconsidéré, de la musique par rapport aux autres matières, à nos yeux d'élèves. Il ne l'était pas à ceux de notre *Surgé* qui, sans tarder, me convoqua et me savonna de façon telle que l'envie de sous-estimer une matière quelconque me passa pour toujours...

Dans cette ambiance bien régulée et en même temps très conviviale de l'internat, s'organisait notre travail scolaire, aussi bien sur la base de l'entraide que de la concurrence, entre nous, élèves d'une même classe : vous trouviez toujours une attention amicale pour vous aider à comprendre une leçon mal assimilée, pour vous sortir d'un mauvais pas si vous aviez des difficultés dans une matière ou si vous butiez sur l'énoncé compliqué d'un problème, mais vous ne pouviez pas espérer compter sur les autres pour faire votre travail. Les versions latines, en particulier, faisaient l'objet de recherches communes : nous avions des dictionnaires différents et nous échangions les échantillons de traduction d'auteurs classiques que nous y trouvions et qui nous facilitaient la compréhension du texte à traduire. Mais, après cet échange, chacun faisait sa propre traduction, et jamais nous n'avons eu avec nos professeurs de problèmes de copiage...

Cette complicité mêlée d'esprit compétitif ne s'arrêtait pas à notre travail scolaire. Nous pouvions, selon le cas, communier ou afficher nos divergences, par exemple, dans le domaine du sport. Nous nous rejoignions autour d'idoles telles que Benbarek, "la perle noire" du foot : son élégance de jeu et ses dribbles soulevaient l'enthousiasme des foules dans les stades de France et d'Afrique du Nord, et excitaient notre imagination, à travers ce que nous en rapportaient la radio et les revues sportives ; nous n'avions pas, encore, la télévision pour suivre ces exploits.

Marcel Cerdan, l'enfant de l'Oranie, était une autre de nos stars adulées, dont nous suivions les hauts faits ; et notamment le match extraordinaire où il a tenu héroïquement, pendant de longs rounds, avec une

clavicule cassée, devant un La Motta interloqué d'être incapable d'en venir à bout, malgré cette blessure handicapante qu'il lui avait faite par un coup terrible à l'épaule.

Nous attendions avec impatience le match de revanche, qui devait rétablir notre champion national dans son titre mondial... jusqu'à ce funeste crash de l'avion qui l'emportait vers son destin, et dont nous n'avons pas douté un instant qu'il fût le fait de la maffia italo-américaine pour sauver leur champion d'une correction certaine !

Mais nous nous opposions aussi sur des questions où, chacun ayant ses préférences vers tel ou tel club de football, de la région ou d'autres coins plus lointains du pays, et où, en général, les Européens soutenaient les équipes européennes, et nous, soutenions les équipes musulmanes. En réalité, c'était la question nationale qui se manifestait là, à notre insu, à travers nos réactions différenciées à des événements sportifs. Je me rappellerai toujours l'ambiance extraordinaire qui s'était créée entre nous et nos camarades européens le jour où se jouait, à Casablanca, la finale de la coupe d'Afrique du Nord. L'illustre équipe championne du Maroc, le Widad Athletic de Casablanca (WAC) recevait le champion d'Algérie, le Sporting Club de Bel-Abbès (SCBA), la jumelle-rivale européenne de l'Union sportive musulmane (USMBA) de cette dernière ville. Le match était diffusé en direct à la radio, que nous écoutions ensemble. La tension était à couper au couteau. Tous les ingrédients étaient réunis pour cela : la domination marocaine, presque outrée, la balle sortant rarement de la moitié de terrain des visiteurs, mais refusant absolument d'aller au fond des filets d'un gardien intraitable, qui a été, à notre grand désappointement, le véritable héros de la rencontre, et, au bout d'un match palpitant et très disputé, un penalty en faveur des Marocains qui allaient, espérions-nous, enfin avoir raison de cette résistance... Mais Bottini réalisait, encore une fois, l'exploit de bloquer le tir qui paraissait imparable. Et, comble de malheur, pour nous et les Marocains, la balle qu'il avait renvoyée bien loin, avait été reprise par un avant opportuniste qui allait surprendre le grand Chtouki. La catastrophe ! Notre consternation était à la mesure, on s'en doute, de l'exultation de nos camarades européens.

Nous voyions là un signe de Dieu, incompréhensible.

* * *

Les Amis du livre

Depuis le début de ce siècle, une pléiade d'arabisants anglais ont su trouver le vrai moyen de percer la mentalité et pénétrer la civilisation et de comprendre le développement historique du peuple arabe : ils se sont mêlés à lui, ils se sont faits arabes corps et âmes. De ces savants réalistes furent Philby, l'étonnante Gertrude Bell, le prestigieux Lawrence.

Roland Huret, *Les Arabes*.

... Atruzi nug-athnaqvel
Akhir almuth wala ddell.[1]

Extrait d'un chant révolutionnaire kabyle.

Le Tlemcen, dont je rejoignais le fameux collège de Slane, en ces années d'immédiat après-guerre, avait beaucoup changé par rapport à celles d'avant 1939, et a fortiori par rapport au début du siècle.

En fidélité à son prestigieux passé et à son rôle actif en tant qu'une des médinas-pôles de la civilisation arabo-islamique, l'ancienne capitale ziyanide a tenté, au-delà des limites de ses possibilités, de maintenir vivace l'esprit d'opposition à la colonisation ; et ce malgré les irréparables dommages causés à son tissu intellectuel (et particulièrement la destruction des ses prestigieuses médersas al-Ya'qûbiya *et* at-Tachfîniya. *et l'étouffement de l'enseignement de celle d'*el-'Eubbâd*). Le départ collectif en exil pour le Machreq de quelque cinq cents familles tlemcénies et nédromies, ce que l'histoire a retenu sous l'appellation du fameux "exode de Tlemcen" de 1911, a marqué les mémoires.*

Les élites de l'Algérie avaient protesté contre le projet de conscription obligatoire. Tel, par exemple, Cheikh 'Abdelhalim Ben Smâya, déclarant devant le Conseil municipal d'Alger : « En acceptant de remplir le service militaire pour l'Etat français, les Algériens ne pourraient conserver leur qualité de musulmans (...) De surcroît, ils n'obtiendraient aucune liberté qui puisse donner à leurs élites on ne sait quel droit d'occuper les premières places (...) Si jamais les libertés et les droits politiques étaient accordés aux Musulmans, en contrepartie de leur enrôlement dans l'armée, cela porterait un coup fatal à leur

1. « ... Nous refusons la naturalisation (française) / Mieux vaut la mort que l'humiliation !... »

identité nationale et religieuse, car ils se trouveraient d'emblée définitivement intégrés à la nation française. » Bravement, Tlemcen concrétisait alors cette protestation refusant de subir cette disposition, qui lui a paru dépasser la mesure. Tlemcen s'était aussi sentie concernée par la guerre de libération du Rif, et constituait, en 1921, un comité de soutien à la lutte de 'Abdelkrim, très actif parmi les commerçants de la Qaysariya. *Et l'émir rifain a compté dans son état-major plus d'un intellectuel tlemcéni*[1]*...*

Pour maîtriser Tlemcen la rebelle, la colonisation avait commencé par la couper radicalement de son arrière-pays naturel et de toute ouverture et débouché maritime. Elle l'a enserrée dans les rets des communes mixtes de Nedroma, Remchi et Sebdou, où la législation du code de l'indigénat pesait d'une façon absolue, beaucoup plus, en tout cas que celle mise en œuvre dans le petit hawz qui restait attaché à la cité ; au point que l'évolution des populations va diverger jusqu'à faire de l'ancienne capitale maghrébine un cul-de-sac sans résonance, soumise à un étouffement systématique niant la place privilégiée et le rôle leader qu'elle avait tenus au sein de la contrée. C'est ainsi que contrairement aux liens qu'entretenait l'émigration des "Kabyles" avec le "pays" d'origine et ses grandes cités, celle des Traras n'avait aucun effet sur Tlemcen, tant elle lui était devenue étrangère. Même les Tlemcénis installés dans Remchi, par exemple, se distinguaient des habitants autochtones par une sorte d'étrangeté de leur parler et de leurs mœurs (mariages, etc.), qui accentuait la différence qui existait sans doute à l'origine entre le mode de vie citadin de Tlemcen et celui plus rustique en vigueur dans son hinterland.

Il n'est pas jusqu'au fameux projet gaulliste de création d'une Algérie française, à côté d'une Algérie musulmane indépendante, qui n'ait reconnu à Tlemcen ce caractère d'indomptabilité. En une sorte d'hommage involontaire, il l'excluait de son illusion d'Algérie française qu'il voulait constituée du Sahara et de l'Oranie... moins Tlemcen, "rejetée" vers l'autre Algérie !

Cependant, plus rapidement sans doute que celle des autres cités du pays, l'élite tlemcénie prend conscience que, malgré les traits cruels sous

1. Cf. article de Hassar Benali, *Tlemcen est-elle morte culturellement* ? in Le Quotidien d'Oran du 8.X.98

lesquels l'Occident s'est imposé chez nous, l'attitude de rejet absolu à l'égard de ce dernier arrangeait la politique extrémiste des colons, et n'était donc pas sans danger pour la pérennité de la Nation. Poussée par un réalisme comparable à celui des savants orientalistes européens, mais bien entendu, non perverti par les buts pernicieux de leur fonction, elle a su trouver le vrai moyen de « percer la mentalité, pénétrer la civilisation et (...) comprendre le développement historique » de l'Occident.

C'est ainsi que l'héritière des Abdelwadides, va reprendre l'initiative historique en modernisant sa tradition associative, la plus dense du pays avec ses nombreux nâdîs-cercles, *parmi lesquels la primauté revenait aux* Amis du livre *: ce cercle cultivait, par les conférences, la fréquentation du livre, de la bibliothèque, et des valeurs universalisantes, l'ouverture sur les courants d'idées du siècle, déjà mises à l'honneur par le cercle des* Jeunes Algériens *et ses instituteurs. Ainsi Tlemcen renouvelait son capital culturel alimenté à la lecture active de la presse du Proche-Orient et frotté à la pensée occidentale. Elle devenait, par ailleurs, celle où l'on pratiquait peut-être le plus la langue de Molière : j'ai signalé plus haut ses potentialités en enseignants de sciences exactes et en hommes de lettres, en arabe et en français.*

Mais plus fondamentalement, cette évolution de l'élite tlemcénie allait avoir un résultat qui ne tenait pas du hasard. Un des siens, Messali Hadj, aura l'honneur d'être mis en mesure de profiter d'une circonstance fortuite pour lancer, en 1926, la première organisation politique du mouvement national moderne. Ce sera à l'occasion de la rencontre de deux besoins : d'une part, celui du mouvement communiste français et international, intéressé à mobiliser, contre la bourgeoisie et l'impérialisme français, la masse des indigènes des colonies (surtout après la création réussie, et indépendamment du parti communiste, du Destour tunisien et de sa centrale syndicale, autonome, elle aussi, des syndicats français) ; et d'autre part, le besoin de l'idée nationale, confrontée aux stricts interdits policiers et légaux, attachée à trouver des possibilités de s'organiser et de contourner ainsi ces interdits.

Assise sur des bases qui vont mener à l'indépendance, l'Etoile Nord-africaine (ENA) était inscrite dans le cadre de ce qu'il y avait de plus avancé dans la société française et dans le courant universel porteur des valeurs les plus progressistes.

Messali, ce fils de Tlemcen la fière, aura été l'animateur le plus perspicace et le plus ferme de cette aventure prodigieuse. Et dès que la vitalité du processus a été avérée, d'un geste symbolique, génial et parfaitement mûri, il a "nationalisé" l'organisation, l'a incorporée dans son humus national. Il eut l'intelligence d'exploiter encore la conjoncture de la victoire, en 1936, du Front populaire en France, et la réunion, à Alger, d'un meeting où les dirigeants du Congrès musulman algérien (CMA) devaient rendre compte de leur démarche auprès du gouvernement – il avait rejoint ce meeting auquel il n'était pas invité, et, ramassant une poignée de terre, avait dit : « Cette terre n'est pas à vendre ! » ; il subvertissait ainsi le discours nationaliste et, mettant à nu, aux yeux des masses, l'illusion réformiste des revendications du CMA, montrait qu'il y avait une autre issue, celle pour laquelle de nombreuses générations s'étaient sacrifiées, et à laquelle notre peuple n'a jamais cessé d'aspirer : l'indépendance nationale.

Rappelons ici que le CMA réunissait depuis le 7 juin 1936, les 'Ouléma, la Fédération des Elus et les communistes, dans le cadre du Front populaire. Il militait pour des réformes devant assimiler les Algériens à la Nation française et à leur faire octroyer la citoyenneté française, en gardant leur statut personnel. Messali et l'ENA, dissoute fin janvier 1936 par le gouvernement de Front populaire, en étaient exclus parce qu'ils défendaient l'idée d'indépendance.

Par son geste, Messali renouait avec le vieux rejet développé par les Algériens et en particulier l'élite tlemcénie du début du siècle à l'encontre de l'Occident agresseur ; mais il le faisait dans une vision moins sectaire, nourrie des valeurs humanistes modernes que l'Occident lui-même ne pouvait rejeter sous peine de se renier.

La performance avait longuement été préparée par un patient travail de diffusion du journal de l'ENA, el-Oumma, structurant l'attente indépendantiste ; cette diffusion était assurée par les cercles souterrains de lecteurs, en appui sur la foisonnante activité du mouvement associatif où tenaient les premiers rôles les Amis du livre, *la société* el-Kheïriya, *les* Amis de l'Union soviétique *(AUS),* Dâr el-H'adîth, *le collège* de Slane *et la* Médersa, *et le* Nâdî Radjâ *(Cercle de l'Espérance qui, en 1936, a pris, discrètement encore mais un peu plus ouvertement, le relais des premiers cercles "étoilistes").*

Dans le cadre de cette activité associative, Tlemcen organisait en 1935, le 5ème Congrès des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN), avec la participation des personnalités les plus en vue du mouvement national maghrébin , le Marocain Allal el Fassi, les Tunisiens Hedi Nouira et Ahmed Bensalah, les Algériens Abdelhamid Klouche, Omar Boukli Hacène, et beaucoup d'autres dont Bachir Brahimi. C'était la première fois que le leader 'oulémiste assistait à un Congrès de l'AEMAN. Le 3ème Congrès, interdit au Maroc, s'était tenu fin 1933 à Paris, en présence de F. Abbas et de Messali, et avait adopté le mot d'ordre d'unité et d'indépendance de l'Afrique du Nord sous un seul drapeau...

Naturellement, toute cette effervescence socio-politique inquiétait vivement les autorités coloniales qui tenaient particulièrement à l'œil les "activistes" de l'ENA. La police suivait pas à pas l'élargissement du lectorat d'el-Oumma, et le développement des activités des diverses structures du mouvement associatif, d'autant que deux mois après la dissolution de l'ENA, le 11 mars 1937, Messali avait créé le Parti du Peuple Algérien (PPA)...

La répression ne tardera pas à s'abattre, en particulier à Tlemcen. La guerre et l'installation du régime fasciste de Vichy aggraveront encore plus la répression qui se généralisera alors. Au-delà des responsables et militants du PPA, elle s'en prendra aux leaders du CMA, entraînant, en une double réaction contradictoire, au lendemain de la victoire sur l'hitlérisme, une plus grande polarisation.

En effet, d'un côté, le mouvement national se radicalisait, avec l'éclatement du CMA et la substitution, à lui, des Amis du Manifeste et de la Liberté *(AML). La constitution de ces AML en mars 1944, signifiait un réaménagement des alliances au sein du mouvement national par rapport au CMA : ils réunissaient Ferhat Abbas et ses amis qui se sont démarqués de la Fédération des Elus sur une base plus nationaliste, les* 'Ouléma, *et Messali et ses amis du PPA interdit. Par ailleurs, la radicalisation du mouvement s'exprimait à travers les manifestations, écrasées dans le sang, de Mai 1945, et, malgré cela, par la création de* l'Organisation spéciale *(OS), en principe ultra-secrète, en même temps que le parti interdit prenait une couverture légaliste,* le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques *(MTLD).*

Cette tendance se traduisait aussi par la grande victoire de celui-ci aux municipales de 1947.

*Et face à cela, de l'autre côté, se renforçait la tendance réformiste au sein du mouvement national, avec l'émergence de l'*Union démocratique du Manifeste algérien *(UDMA) de Ferhat Abbas. Les manifestations du 8 mai 1945 et la sanglante répression par laquelle il leur a été répondu, portaient un coup aux AML qui tiendront encore jusqu'en mars 1946, date à laquelle F. Abbas prenait ses distances en créant son propre parti. On note également une plus grande présence des* 'Ouléma *et des communistes. Ces derniers, au moment de la constitution des AML, créaient les* Amis de la Démocratie.

Dans les conditions spécifiques de Tlemcen, où la répression s'était montrée plus pesante qu'ailleurs, on a assisté à un repli de l'ENA–PPA, à un rétrécissement de leur impact, au bénéfice objectif des orientations moins radicales, moins axées sur le discours indépendantiste ; ce qui a poussé au redéploiement des militants "étoilistes" et PPA de Tlemcen vers Oran, Mostaganem... Et ce n'est pas le retour en force du MTLD, en cette fin 1947, qui changeait fondamentalement les choses, vu les redoutables problèmes qu'allaient poser à la nouvelle structure indépendantiste, placée sous haute surveillance policière, le pari sur le légalisme et les piaffements d'impatience des militants versés dans l'OS.

* * *

C'est ce Tlemcen-là que je rejoignais donc et à la vie duquel j'allais être intimement mêlé durant ces années que le hasard aura voulues cruciales autant pour ma vie collégienne et mon devenir personnel, que pour le devenir du mouvement national.

* * *

Des études classiques !

Le véritable lieu de naissance est celui où l'on a porté pour la première fois un coup d'oeil intelligent sur soi-même : mes premières patries ont été les livres.

M. Yourcenar, *Mémoires d'Hadrien*.

"– Où tu étais ?
– Comment où j'étais ? En classe !
– Mais quelle classe ? Tu as été signalé absent dans la nôtre ; il faut que tu nous rejoignes maintenant..."

On venait de sortir de la première heure de classe en ce jour de rentrée et de mise en place. Et mon ami Baghdad – nous avions passé et réussi ensemble à l'examen d'entrée en 6ème – m'annonçait que j'étais inscrit en *classique*, et que je m'étais trompé en allant avec les *moderne*.

C'était la première fois que j'entendais faire cette distinction. Son père, un de ces Tlemcéniens tôt éduqués dans les écoles françaises, instituteur qui avait été même directeur d'école, avait sans doute, voulu pour son fils des études classiques et avait donc fait, pour lui, ce choix en connaissance de cause. Quant à mon père, ignorant tout de l'enseignement du collège, il n'avait émis pour moi aucune préférence, et c'était l'administration du lycée qui, au vu de mon dossier scolaire, a dû prendre la décision à sa place...

"– ... Et qu'est-ce que cette 6ème classique ? Quelle différence avec la classe où j'ai été en première heure ?
– Nous, on fait du latin, en plus..."

J'allais faire des études classiques ! De telles études, dans l'école française, ont été longtemps considérées comme essentielles à toute éducation qui se respecte, comme la base du savoir civilisé. Les matières scientifiques y étaient enseignées, bien évidemment, de la même manière que dans la série moderne, où, correspondant au latin, était professée une seconde langue étrangère. Par la suite et à partir de la quatrième, on avait la possibilité, soit de continuer en classique proprement dit, en abordant l'étude du grec, soit de poursuivre dans le seul latin, en choisissant une deuxième langue étrangère, ces deux options préparant pour des études littéraires, soit encore de refaire jonction

avec la série moderne pour se préparer à des études scientifiques demandant, comme la pharmacie ou la médecine, une base classique, une connaissance du latin. La série classique où j'avais été inscrit allait donc me permettre non seulement de consolider ce que j'avais acquis du français, au primaire, mais encore de l'approfondir en plongeant dans les arcanes de la civilisation antique où cette langue avait pris naissance. Pour l'instant, j'étais curieux de voir de quoi il retournait.

M. Née, notre professeur de latin, était méticuleux et j'ai beaucoup apprécié ses trouvailles pour nous initier à cette langue morte, car il a su nous intéresser à la découverte de ses structures intimes. C'était, pour moi, une merveilleuse gymnastique que de décortiquer ces phrases en leurs propositions s'emboîtant l'une dans l'autre... conformément à "la règle de la poupée japonaise", nous fit observer M. Minne, un professeur des grandes classes, de philosophie, venu remplacer son collègue de latin, pendant quelques semaines où ce dernier a eu un empêchement. Cette règle devait son nom, nous a-t-il appris, à la figurine (plus connue pour être russe ?) qui, une fois déboîtée, découvre une deuxième, plus petite, lui ressemblant, qui, elle-même renferme une troisième, et... ainsi de suite.

J'aimais déjà les exercices semblables pour l'arabe où j'avais acquis une maîtrise appréciable du fonctionnement des phrases à l'« *exigeante logique grammaticale, pénétrée de rationalisme* »[1], et également pour le français où je me défendais pas mal non plus...

J'étais intéressé également par les déclinaisons des noms. L'existence de plusieurs désinences différentes, de plusieurs cas pour les noms, était quelque chose avec quoi j'étais familiarisé en arabe, et que je retrouvais ici...

J'aimais également comparer les capacités d'expression des trois langues auxquelles j'avais à faire et, par exemple, je garde toujours l'étonnement de ce qu'un terme, d'une forme telle que ce futur antérieur passif, exprime ce qu'on ne peut rendre, en français ou en arabe, que par une expression : "*Morituri* te salutant !", je n'ai pas oublié cette phrase que lançaient à César les gladiateurs avant le combat, lui disant : "*ceux qui vont mourir* te saluent !"...

---

1. J. Berque, *Les Arabes*, ..., Op. cit., p.184.

Cicéron, César, Salluste, nous ont ouvert des pages, intenses de vie, de l'histoire tumultueuse de cette Rome passant de la République à l'Empire et à l'expansion coloniale : ils y mettaient leur éloquence et la puissance dramatique au service de cette mutation. Nous restions incrédules au récit de l'assassinat de César, avec la participation de Brutus, son fils adoptif bien aimé. "Tu quoque, filii ?[1], (Toi aussi, mon fils)" ?, lui a-t-il lancé, au moment fatidique, en l'apercevant au premier rang des conjurés. Brutus a expliqué son geste parricide par le danger de dictature que faisait peser ce père illustre sur la République !...

Avec le cri de Caton " Delenda est Carthago !", (Carthage doit être détruite !) , l'on rejoignait quelque peu notre histoire antique, mais seulement pour l'effleurer : les guerres puniques étaient présentées comme touchant, certes, l'Afrique du Nord, mais opposant deux puissances extra-africaines, Rome et Carthage. Cela m'avait seulement remis en tête un petit vers mnémotechnique, appris chez moi, "*Finîqiyûna hawaw, / Wandâlu mîqa taghâ*", me disant, sans plus, que les Phéniciens avaient connu leur chute (en Afrique du Nord) après six cents soixante cinq ans (d'occupation), et les Vandales (y) avaient dominé en oppresseurs pendant cent quatorze ans...

C'est par un curieux détour que nous saurons un peu plus sur notre histoire. Cela vaut la peine d'être conté.

Les versions latines étaient des exercices assez éprouvants, et nous n'étions pas tous comme notre camarade Toufiq Malti, si fort en cette langue qu'il pouvait quasiment traduire sans se servir de dictionnaire. Il tenait cela de famille : déjà, son frère aîné, Mahieddine, était excellent latiniste et hellénisant, tout en connaissant bien l'arabe. Le jour de la distribution des prix, à la fin de chaque année, il n'y en avait que pour lui. Pour prendre la moisson de "premier prix" qu'il récoltait chaque année, dans toutes les matières, il lui fallait une charrette ! Il allait passer et réussir, avec mention "très bien", son bac classique, avec grec et latin, à partir de la seconde ! Notre lauréat faisait la fierté

1. J'apprendrai plus tard que cette phrase a été prononcée en grec, langue qui prévalait chez les classes dirigeantes. « C'est en latin que j'ai administré l'empire ; mon épitaphe sera incisée en latin sur les murs de mon mausolée au bord du Tibre, mais c'est en grec que j'aurai pensé et vécu » fait dire Marguerite Yourcenar à l'empereur Hadrien, dont elle a imaginé une autobiographie dans *Mémoires d'Hadrien*, Gallimard, 1974, p.45-46.

du collège et il suscitait certainement beaucoup de jaloux parmi les élèves et leurs parents, surtout les Européens. Quant à nous, nous devions bien souffrir pour traduire nos versions. Et nous avions, parmi nous, un camarade de classe si culotté que, quand nous composions en latin, dès qu'il avait lu le titre et l'auteur du texte, il demandait à aller aux toilettes. Le professeur qui le laissait sortir ne pouvait pas imaginer qu'il prenait son vélo et rejoignait, en ville, la bibliothèque de la Mairie, où il y avait une collection d'auteurs latins traduits en français. Il demandait le livre adéquat, repérait la partie correspondant à la composition, la recopiait et revenait au lycée, reprendre sa place pour composer...

C'est ainsi que nous découvrîmes la traduction de *La Guerre de Jugurtha* de Salluste, les élogieux écrits de Polybe sur Massinissa. Mais ce n'est que beaucoup plus tard, avec le mûrissement et l'aiguisement de notre conscience historique nationale, que je ferai fructifier cette découverte...

Ce qui excitait le plus mon admiration, c'était la merveilleuse mythologie à laquelle m'introduisaient les textes latins. C'était l'étroite imbrication du destin des héros de nos versions avec les actions et les volontés contradictoires des dieux... C'était la première fois que je me retrouvais fréquentant une multitude de dieux que je croyais abolis, au moins avec la *Jâhiliyya*, cette période d'errance polythéiste à laquelle la lumière de l'Islam était venue, pensais-je, mettre fin. Mais je n'étais pas choqué par cette intimité quasi-ludique avec Jupiter, le dieu des dieux, avec les autres divinités, dont chacune présidait à un domaine de l'activité des hommes, et avec les demi-dieux nés des amours d'êtres divins avec des êtres humains.

Cependant, à travers ces agréables récits mythiques, notamment de Tite-Live, retraçant « *l'œuvre et les aventures des dieux organisateurs du "Tout"* » – selon la formule de Georges Dumézil –, nous découvrions sous la conduite de notre maître, la profonde symbolique des forces de la nature et de la condition humaine. Nous apprenions, par Horace, que "*La Grèce conquise a conquis son farouche vainqueur*", et que cette forme de la sagesse des Romains, tout comme l'ensemble de leur production littéraire, étaient une réplique latine originale de celles élaborées avant eux par les Grecs. A la réflexion, je trouvais à cette

sagesse une puissance de représentation pouvant soutenir la comparaison avec celle des religions monothéistes. C'était *leur* façon de poser les questions de la genèse du monde, de la prédestination et de la liberté, du *qadhâ'* et du *qadar*...

Aux côtés de cette initiation aux fondements des lettres classiques, l'on nous assurait une formation scientifique des plus solides. Le collège de Slane a bénéficié dans ce dernier domaine, de la compétence et du savoir-faire d'une pléiade d'enseignants, dont les Haddam, Allal, Klouche et autres Benmansour, furent, chacun à sa manière, ceux qui ont particulièrement compté pour nous Algériens. C'est au rayonnement de leur image que je me suis pris d'amour pour l'enseignement et que j'essayai, à un moment, d'intégrer l'Ecole normale dans le but de devenir instituteur ; je voulais, appuyé sur leur exemple, aider les jeunes de Remchi à entrer et réussir à l'école. C'est aussi sur leur forte présence dans l'établissement, sur leurs capacités pédagogiques et sur leur soutien quasi-paternel que nous fondions nos ambitieuses perspectives et développions nos efforts.

C'est ainsi qu'en terminale Sciences Ex., où, pour le baccalauréat, le coefficient des matières scientifiques exactes et celui de philosophie s'équivalaient, nous avons tout misé sur les premières et sur les résultats assurés de l'enseignement de nos maîtres dans ces matières, vu que nous étions déroutés par celui de M.Minne, notre professeur de philosophie. Le côté très vivant et l'originalité de son cours où il excellait à susciter nos interventions passionnées, la richesse et la variété des connaissances qu'il nous apportait, ne pouvaient apaiser nos craintes quant à ses scrupules d'enseignant : il avait rejeté toute pédagogie académique, flétri toute littérature philosophique d'auteur, au point que, au vu des cahiers de notes de nos condisciples d'autres lycées du département, nous ne reconnaissions pas pour de la philosophie la matière qu'il professait. Devant les critiques contre son enseignement formulées par ses élèves bien avant notre promotion, il a élaboré pour notre année, un plan détaillé de cours intitulé *Théorie de la connaissance*, qu'il a affiché en classe en début d'année ; mais nous ne pouvions qu'être renforcés dans nos soupçons, à son égard, de "sabotage", par le fait qu'il nous a semblé ne pas du tout s'y tenir et que ce n'était là pour lui qu'un alibi ; de plus, il ne nous a jamais corrigé que les trois devoirs

de composition trimestriels et nous avions beaucoup d'inquiétude quant à nos capacités de rédiger une dissertation philosophique.

Dans cette situation fortement déstabilisatrice, quel bonheur de pouvoir se reposer sur les prestations performantes de nos professeurs algériens de sciences exactes !

La forte présence des Algériens dans le secteur scientifique (maths, physique, chimie, sciences naturelles et biologiques) peut laisser penser qu'ils n'étaient pas doués pour l'enseignement des matières littéraires et humaines (hors l'arabe) où ils n'étaient pas représentés. Le brillant cursus, évoqué plus haut, de Mahieddine Malti, dans le plus classique de la filière littéraire, appelle à fortement relativiser cette idée, s'il ne la contredit pas ; de même le fait que Tlemcen a donné un des écrivains algériens les plus doués en français, Mohammed Dib. Cette situation contrastée était plutôt liée au fait que la politique coloniale en matière de formation des enseignants était très vigilante ; elle n'ouvrait les diverses filières d'enseignement aux Algériens que très difficilement, et seulement lorsque les capacités ou le talent étaient si manifestes qu'on ne pouvait qu'en prendre acte et leur reconnaître un droit de cité, ou lorsque le besoin pédagogique imposait de faire avec. C'est ainsi que si ses trois autres collègues étaient titulaires de leur poste, Klouche, pharmacien de profession et tenant une officine en ville, a assuré, en tant que vacataire sans jamais être titularisé, je crois, l'enseignement des sciences naturelles et biologiques à Slane. Mais il l'a fait de façon tellement magistrale que son cours de la classe de Sciences Ex., par exemple, tout comme l'enseignement de ses collègues Allal, en physique-chimie, ou Benmansour en maths, nous avaient préparés non seulement pour affronter à l'aise le baccalauréat, mais aussi la propédeutique des études médicales (physique-chimie-biologie – PCB), à l'université.

En effet, on aurait pu considérer comme le fait du hasard que j'aie décroché le titre de major de la promotion du PCB de l'année 1954-55 ; mais l'année suivante, ce sont deux anciens du collège de Slane, Benmehdi et Baba Ahmed, qui auraient pu revendiquer cette dignité : n'ont-ils pas décroché leur diplôme avec seulement les notes des trois premiers jours d'examen, alors qu'il leur manquait celles du 4ème, tombé justement le 19 mai, jour de la grève ? Grâce, me semble-t-il, à la qualité du

bagage qu'ils tenaient du collège ! Soit dit en passant, quel n'a pas été cornélien, pour eux, le choix de suivre le mouvement au risque d'être exclus à cause du zéro éliminatoire. Mais par cet engagement, ils ont été les deux seuls étudiants à avoir fait grève sans perdre leur année scolaire...

Pendant tout le premier cycle, j'ai été l'élève de Mostefa Haddam... qui sera le premier inspecteur général de Maths de l'Algérie indépendante. Au début de chaque année, M. Haddam nous faisait écrire, en ouverture de notre cahier de classe, les règles que nous devions apprendre par cœur et mettre en application : "-Un bon élève doit avoir appris en entrant en classe, il doit avoir compris en sortant de classe / - Toute fraude ou tentative de fraude est passible du conseil de discipline /...". Consciencieux et méthodique, il était autant attentif à nous inculquer les connaissances de sa matière, que de nous faire prendre des habitudes de concision et de clarté dans l'exposé, conformes et nécessaires à la rationalité du langage mathématique. "Un problème correctement posé, nous disait-il, est déjà à moitié résolu"...

Je l'ai revu au lendemain de ma libération, quelques mois avant l'indépendance, et il m'a fait l'honneur de s'attabler avec moi à un des cafés de Tlemcen, sur la belle place de la Mairie. Il n'avait pas changé. Toujours cet air de noble et austère gravité qu'accentuait la démarche claudicante. Il avait suivi ma scolarité jusqu'à la grève des étudiants en 1956, et il m'a dit qu'il était fier des succès de son ancien élève, mais beaucoup plus de l'homme que j'étais devenu ; enfin qu'il était heureux de ce que j'aie survécu à l'épreuve que notre peuple subissait...

Benmansour et Allal, ainsi que Klouche prenaient en main, pour le second cycle, notre formation en sciences exactes. Il n'est pas question ici de diminuer le rôle des professeurs européens de maths et de physique-chimie, et l'hommage qui leur est dû à eux aussi, mais l'empreinte laissée par nos trois maîtres algériens sur nombre de générations d'élèves qui sont passés entre leurs mains est, pour moi, incommensurable.

Qui n'a tremblé, à un moment ou à autre, pendant le cours de Benmansour ? Qui n'a baissé la tête pour ne pas rencontrer son regard par crainte d'être appelé au tableau pour un exercice, au moment où, au bout de trois quarts d'heure exactement, il terminait son cours par : "Voilà, c'est fini." ?

L'on a vu un excellent élève à qui "Boulbi" – c'était le surnom qu'on lui avait donné – avait demandé de tirer une droite au tableau noir, la tracer en dents de scie, tout le long de la règle plate avec quoi il s'efforçait, la main pas du tout assurée, de se guider !

Un jour, c'est Ghozali, le futur ministre ! qui reçoit une engueulade carabinée et l'ordre d'aller se mettre au fond de la classe "et que je ne vous revoie plus !" ; parce que, si je m'en souviens, sollicité sur une question à laquelle le professeur attendait une réponse juste et rapide pour les besoins de ses explications, son "chouchou" avait cafouillé. "Quand on veut gagner du temps, il se trouve toujours un crétin pour vous en faire perdre", s'était écrié Boulbi exaspéré. Ghozali était en effet le meilleur d'entre nous et il était placé au premier rang…

Qui a osé même sourire aux traits pourtant toujours aussi spirituels qu'acérés qu'il décochait, pour les taquiner, en direction des élèves qui ne montraient pas d'assiduité dans les études ?

Merveilleux homme, il avait, en effet, à notre égard beaucoup d'exigences et nous secouait pour nous pousser à mieux travailler, à ne pas croire que nous étions déjà arrivés : "Détrompez-vous, nous disait-il, dans les pays qui se respectent, avec votre bac, vous ne pourriez pas être même balayeurs !" ; et bien qu'il ne montrât aucune préférence parmi ses élèves, sinon pour ceux qui travaillaient bien, nous sentions qu'il avait pour nous, Algériens, une sollicitude de père ou de grand frère…

En l'été 1954, quelques mois avant le déclenchement de la guerre de libération, il obtenait une mutation sur le Maroc où, à peine installé, il mourait d'une crise cardiaque, laissant une veuve enceinte d'un garçon et quatre orphelines, dont l'une, Latifa, relatera dans un roman émouvant le souvenir de ce père affectueux trop tôt disparu…

Allal et Klouche maîtrisaient tout aussi parfaitement leurs matières, mais étaient beaucoup moins sévères que leur collègue. C'était également un réel plaisir de suivre leurs cours qu'ils assuraient toujours sans aucun papier sous les yeux. En I[ère] année de médecine, je retrouverai la maîtrise de Klouche et son style chez le professeur Kehl, l'excellent "patron" d'histologie, avec lequel il partageait aussi une légère surdité, mais pas le rigorisme. En effet, cette infirmité engageait à lancer des plaisanteries pendant que le professeur développait son cours, à voix

assez basse pour qu'il n'entendît pas, mais suffisamment haute pour faire rire ses camarades. Mais alors que Klouche accueillait avec bonhomie nos sourires en devinant ce qui a pu les susciter, Kehl n'admettait aucune diversion, et il était très aventureux de s'adonner avec lui au même exercice : s'il venait à vous surprendre en train de faire le pitre, cela pouvait vous coûter l'année, et l'on a entendu dire que l'on pouvait même se trouver alors obligé de changer de perspective universitaire...

De l'enseignement de Allal, je retiens avec satisfaction qu'il m'a permis, à l'écrit du bac, de terminer de façon parfaite mon épreuve, au bout d'une heure et demie seulement ! Tout à ma joie, une joie cependant tempérée par une certaine appréhension que la facilité puisse n'être qu'un piège, je lisais et relisais ma copie plusieurs fois pendant une demi-heure encore pour m'assurer de ce que j'avais fait, et je suis sorti rasséréné, une heure, donc, avant la fin de l'épreuve... Allal sera également le premier inspecteur général de Physique-Chimie de l'école algérienne indépendante.

Mais l'essentiel de l'enseignement, tout au moins pour le 1er cycle jusqu'à la fin du moyen, était l'approfondissement des acquis dans la connaissance de la langue française. Là aussi, ma dette est grande envers mes professeurs de français qui ont su, dans cet apprentissage, guider mes pas et m'aider à les affermir. Mon esprit avait déjà subi, au cours du primaire, une imprégnation de beaux textes, notamment en vers, que j'avais appris par cœur ou sur lesquels je m'étais exercé lors de nombreuses dictées, étayées par autant d'exercices de rédaction.

Les Fables de La Fontaine, que je comparais, concernant la morale, avec celles d'Ibn el-Muqaffa' et de son *Kalila wa Dimna*, ont éclairé pour moi nombre de proverbes, de situations de la vie et de caractères humains. J'y ai goûté de beaux vers inspirés par l'amitié, la nature, la rêverie. J'y ai appris à nommer les éléments naturels, à désigner des animaux, des oiseaux, des fleurs, domestiques et sauvages, de chez nous, de France et d'ailleurs, à qualifier les saisons, les fêtes et d'autres choses encore... Curieusement, ce monde que je nommais en français ne recoupait pas toujours celui de la langue arabe, maternelle ou a fortiori littéraire : par exemple, les fleurs ou les animaux de mes exercices de langue française se présentaient à moi de façon plus concrète, par les

photographies et les images artistiquement choisies pour illustrer les textes qui les animaient. Par contre je connaissais, par le Coran ou par certaines poésies arabes, y compris de nos chansons populaires, le nom d'oiseaux ou de fleurs que je n'ai pratiquement jamais vus ou, tout au moins, su distinguer...

L'art de Molière dans la comédie me faisait découvrir la satire des mœurs, la peinture des caractères, les leçons du moraliste : j'aimais le savoir-faire du professeur, nous aidant à dégager du jeu des caractères et du dénouement de l'intrigue, les idées sur des problèmes universels de l'homme, tels que l'avarice, l'hypocrisie, sur le mariage, sur l'éducation des filles... Et dès les premières années du collège, je connaissais les noms des héros de ses pièces qui étaient devenus quasiment des noms communs : d'un hypocrite, on avait appris à dire que c'était un *tartuffe* ; d'ailleurs, à l'épreuve de français du brevet d'études du premier cycle (BEPC), le texte de la dictée disait que l'avare pouvait facilement être reconnu sous le nom dont l'avait affublé Molière. Il commençait par cette phrase : "Lettré ou illettré, qui ne connaît Harpagon ?"; j'avais fait, par inattention, la seule faute de mon épreuve, en écrivant le mot "illettré" avec un seul "t", contrairement à "lettré".

Et oublierai-je jamais l'immense plaisir éprouvé dans la préparation de la représentation de la pièce de l'*Avare* par notre classe, en seconde ? Notre maître M. Charton, nous en avait proposé l'idée qui avait été acceptée avec enthousiasme. Elle sera jouée à la fête du lycée, devant les élèves, le jour de la "saint-Charlemagne" et aura beaucoup de succès. On avait d'abord travaillé et expliqué la pièce en classe, puis un groupe d'élèves-acteurs a été choisi qui travaillaient après les heures de classe à cette préparation. Le rôle d'Harpagon avait été tenu par notre camarade Lachcar, fils d'un taxieur juif de Remchi. Sous la direction de M. Charton, l'acteur occasionnel qu'il était, avait fait montre de dispositions presque aussi parfaites que celles d'un professionnel...

J'étais fasciné par les héros de Racine, torturés par la jalousie et dominés par la fatalité de leur passion. Avec ceux de Corneille, j'avais part aux conflits auxquels ils étaient exposés, dans des situations dites, justement, cornéliennes, écartelés entre sentiment et devoir...

Lors de cette promenade à travers des textes d'auteurs nouveaux ou connus déjà dans ma scolarité antérieure, mes maîtres de français

m'inculquaient les règles de la description, du récit, de la versification, me faisaient acquérir de nouveaux moyens d'expression ; ils m'initiaient ainsi aux secrets du *bien écrire*, à la compréhension de l'art et de la littérature, et des rapports entre pensée et expression. Ils s'efforçaient de me nantir des notions qui devaient me donner les possibilités d'émettre des jugements personnels sur le style d'un texte ; et pour ce faire, ils s'ingéniaient à me donner les moyens de les exposer correctement et avec exactitude, mettant en application la règle de Boileau, selon laquelle "ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement".

En même temps, ils m'ont fait prendre conscience de mes sentiments, ont excité ma curiosité, mon imagination, ma sensibilité et mon sens de l'observation, faisant ainsi mûrir mon esprit, provoquant chez moi des réactions originales, me faisant douter et raisonner : en un mot, ils ont veillé à faire sortir des rêves de l'enfance, l'élève que j'étais à l'entrée du collège.

Chacun de nos différents maîtres avait ses préférences pour tels ou tels écrivains, telles ou telles de leurs œuvres. La conviction qu'ils mettaient à défendre leurs choix, à nous présenter ce qui, à leurs yeux, faisait la grandeur des œuvres étudiées, ne pouvait que nous gagner, si bien que je n'étais pas étonné de trouver chez tous ces créateurs le souci de cultiver beaucoup des hautes valeurs morales, dont notre Prophète a dit qu'il était "venu pour les parfaire". Cela n'allait évidemment pas sans contradiction. J'étais en face d'auteurs si divers par la pensée, et si différents le goût et l'esprit, il y avait tant d'opinions et de toutes les nuances que j'en avais le tournis, mais, justement, mon esprit s'élargissait. L'un fait l'éloge d'une idée et l'autre, de son contraire, celui-ci défend la religion, celui-là, le libre arbitre. J'étais acquis à l'idée de Victor Hugo relatant la fuite éperdue d'un Caïn harcelé par sa conscience tourmentée d'avoir tué son frère Abel ; mais la vision que donne Baudelaire de ce drame, sa sympathie réservée à Caïn, ne me laissaient pas non plus indifférent : je comprenais sa protestation contre les injustices sociales, dont j'excusais le caractère quasi-blasphématoire ! Je ne pouvais partager la rigueur et le moralisme de Bossuet et Pascal, condamnant le théâtre en lui-même, vu la haute appréciation où j'avais été amené à tenir les créations des animateurs de la scène de ce temps ; mais j'appréciais la volonté de ces deux

penseurs de conduire les hommes à Dieu et au salut par la foi et la pratique des vertus chrétiennes, en leur apprenant à se connaître ; cependant, le triste spectacle des guerres de Religion ne pouvait que m'amener à m'associer à la sagesse sans illusions de Montaigne et à son scepticisme, vis-à-vis de cette panacée janséniste, et à suivre plutôt Descartes affirmant les droits souverains de la raison, l'amour de la liberté, le respect de la vérité... Je vibrais à la défense par Hugo de la haute valeur de la dignité et de la liberté de l'homme quand il proclame :

« Tous les hommes sont l'Homme ; et pas plus que les cieux
Le droit n'a de rivages ;
Ma sombre liberté sent le poids monstrueux
De tous les esclavages.
Avec tout prisonnier je me sens enfermé ;
Ses chaînes sont les nôtres
Guerre aux rois ! Délivrance ! Un seul peuple opprimé
Opprime tous les autres. »

* * *

Mais je ne serai pas étonné, outre mesure, de découvrir, plus tard, dénichée grâce à la vigilante rigueur des recherches de M.Lacheraf, la position indue du grand poète, sa complaisance envers l'agression et l'oppression coloniales dont était victime notre peuple.

Ne le voit-on pas, en effet, rapporter avec bienveillance les propos du prince de Prusse, enviant à la France le « grand et rare bonheur (sic)... d'avoir là à ses portes, une guerre qui ne trouble pas l'Europe (sic) et qui lui fait une armée » ? De sorte, ajoutait le prince, que « le jour où une collision éclaterait, nous n'aurions que des soldats faits pour la paix. La France seule, grâce à Alger, aurait des soldats faits pour la guerre. »

Ces propos tenûs à la fille du roi Louis-Philippe, qui lui en a fait lui-même confidence, Hugo les conclut, sans tourment, par ce commentaire : « et c'était juste. »[1]...

1. Relevé dans le recueil de V. Hugo, *Choses vues*, (Ed. La Palatine, Genève), par M. Lacheraf et rapporté dans son *Algérie et tiers-monde*, Op. cit., pp. 41-42.

Pour le chantre de l'humanisme, aveuglé par un sentiment national outré, les rivages du droit des hommes s'arrêtaient, du coup, aux portes de l'Europe sinon de la France...

* * *

L'on sort ainsi troublé de la complexité de la vie, dont chacun de ces créateurs rend compte, à sa manière, dans la forme et dans le fond. Auprès d'eux, on acquérait, avec la valeur de l'universel, le sens de la relativité. Mais est-il toujours facile de s'en souvenir et d'en tirer profit ? Plus tard, ne serai-je pas prisonnier d'une seule idée, une sorte d'intégrisme, dont seul l'amour de la patrie me libérera ?...

Au second cycle, mais déjà dès la troisième, l'enseignement du français prenait plus de hauteur pour nous donner, de la matière, une vision chronologique et une profondeur historique : était mise en évidence l'évolution de la langue et de la littérature en liaison avec les changements et bouleversements se produisant dans la société française et dans le monde.

Petit à petit, les textes que je connaissais jusque-là prenaient alors pour moi, une autre signification, ils s'enflaient d'un contenu nouveau, grâce à la conjugaison des cours de français, d'histoire, de latin, et même de théorie musicale, puis plus tard, à des études en économie et à ma réflexion personnelle.[1]

* * *

A travers ces textes, du Moyen-Âge jusqu'au 20ème siècle, c'est toute une fresque qui se déployait devant les yeux : il s'y reflétait, portées ou accompagnées par les idées, les prises de position, les sentiments et états d'âme des divers auteurs, l'émergence, d'abord difficile puis irrépressible, de la nation et de la société modernes en France, et enfin leur solide affirmation face aux autres nations européennes. Cette littérature s'est développée en tant que besoin fondamental de

1. Je dois, dans les réflexions qui suivent et pour ce qui est de l'éclairage économique, beaucoup à l'intéressante étude de E. Hobsbawm parue dans le recueil de M. Dobb et P.-M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme*, p. 10 & sq. Quant à l'éclairage littéraire, je suis redevable autant à ce que j'ai retenu de l'enseignement de mes anciens maîtres qu'aux indications d'auteurs de mes vieux livres de français et de littérature française ou d'autres plus récents que j'ai acquis depuis.

l'élément porteur de cette modernité, la bourgeoisie et le capital national français, soucieux d'édifier un marché national unique en luttant contre l'éparpillement féodal qui, au plan linguistique, s'exprimait par une multitude de parlers et dialectes régionaux. D'où la nécessité de voir unifiées les diverses populations par une langue nationale commune.

Telle est l'idée principale que nous ont préparés à reconnaître les divers enseignements, dont celui du français formait le pivot, et qui nous insufflaient l'esprit de citoyens du monde.

On est impressionné par cette capacité de la littérature de refléter, avec la quasi-exactitude d'un documentaire, la "résistible" ascension de la bourgeoisie, mais aussi de l'accompagner ou de la préparer dans ses diverses étapes.

En mouvements collectifs, en courants de pensée ou en acteurs solitaires, les hommes de lettres ont, contribué à saper les bases du régime politique quand il constituait un obstacle à cette promotion, ou au contraire, à en chanter la gloire quand il la favorisait... jusqu'à assurer le triomphe définitif en France de la société capitaliste incarné déjà dans la révolution industrielle anglaise, et la Révolution américaine[1].

La littérature n'a pas manqué non plus d'exprimer les doutes, le désarroi de certains de ses animateurs devant les dérives (exploitation des ouvriers, des femmes et des enfants, guerres mondiales, atrocités coloniales,...) du développement de leur classe et de son système politico-économique.

Il va sans dire que j'étais frappé par cette vision dynamique de la littérature française, ponctuée par « le temps positif qui mesure le mouvement (distance, temps de fabrication, temps du marchand, etc.) »[2].

---

1. A propos de ce triomphe définitif de la société capitaliste en Occident, E. Hobsbawm précise que l'Europe orientale a évolué quelque peu différemment, une rupture s'étant produite « avec la conquête mongole et turque ». Durant cette période, « certaines régions furent transformées en semi-colonies par la région capitaliste occidentale en voie de développement et subirent un processus de reféodalisation ». Ce faisant, l'Occident capitaliste se dressait comme un obstacle à leur modernisation capitaliste... Ces évolutions ainsi que celles qui ont vu s'opposer entre elles les bourgeoisies occidentales pour le partage du monde, dans les guerres mondiales des 19e-20e siècles, se sont répercutées aussi dans la littérature de ces deux siècles.
2. M. Arkoun, *La Pensée arabe*, Op ; cit., p. 92

Une telle profondeur historique, que je ne soupçonnais pas, me faisait percer le secret de l'aptitude, toujours admirée et jalousée chez mes enseignants, qu'ils avaient à saisir la diversité de style, de contenu, entre textes de différents auteurs et époques.

Faute d'avoir bénéficié d'une pareille initiation pour notre littérature dont j'avais étudié, en plus de sourate du Coran, nombre de textes en vers et en prose, je rêvais de pouvoir un jour percevoir la différence entre des textes séparés par des siècles d'histoire, entre une khutba (discours-prêche) du khalife Omar, par exemple, et une autre, actuelle, de Cheikh Brahimi, entre une mu'allaqa du prince-poète Imru'u l-Qays, de la Jâhiliya, *et une* qacîda *du prince de nos poètes contemporains Chawqi.*

Je rêvais de pouvoir bousculer l'idée que j'en avais, toute dominée, elle, par le « temps cyclique (attentes messianiques, rituels d'accomplissements collectifs, restauration périodique de l'espérance par les fêtes, les rites de conjuration...) de l'espace-temps sacral de la prière, du jeûne, du pèlerinage », et même par le « temps mythique (origine des choses, du monde et des êtres. »[1]

Mais ce n'était là qu'un beau rêve. Nos lettres continuaient de végéter en marge de l'université et de son magistère exigeant, ne bénéficiant pour vivoter que des pâles lumières dispensées de loin par les animateurs de la Nahdha *en Orient, et les imperturbables universités de* Qarawiyyine *et la* Zitouna.

L'Association fondée par Ben Badis avait bien entrepris un effort colossal d'enseignement. Mais il y manquera, pour toutes les matières, y compris la littérature arabe, la méthodologie et les connaissances pédagogiques d'une formation que seul peut garantir un cursus complet, tel que celui que j'avais entamé en entrant à l'école française.

Ce sera, là, le talon d'Achille de cette entreprise : bien qu'apprenant à professer des matières nouvelles reprises dans les manuels de l'Orient que les hommes de la Nahdha *avaient introduits pour revivifier l'enseignement traditionnel, les maîtres qu'elle a mobilisés n'ont jamais pu en acquérir au plan de la méthode les bases dans des établissements analogues aux lycées et collèges puis aux Ecoles Normales de l'Education nationale française. Ce qui leur a manqué, ainsi que le*

1. M. Arkoun, *ibid*, p.94.

reconnaissait Bint al-Châti', citée par M.Arkoun, pour la génération d'intellectuels arabes des années cinquante dont elle faisait partie, c'est « la contemporanéité culturelle et intellectuelle pendant la phase d'apprentissage, de formation, des impressions reçues... »[1]

En fait, malgré son réformisme doctrinaire, le mouvement islah'iste, n'est pas arrivé à rompre avec le système de culture traditionnel. Contrairement aux pionniers de la Nahdha *qui se sont abreuvés à l'univers culturel occidental, notamment français, pour édifier les bases de la renaissance culturelle et scientifique, ce mouvement s'est fermé à cet univers pour des raisons certainement idéologiques. Parmi les détachements du mouvement national, les* 'Ouléma *ont été celui qui, pour leur raison d'être essentielle, l'enseignement de la langue et de la culture arabo-islamiques, a le moins tiré profit de cette « culture de nécessité » que nombre de leurs dirigeants et activistes, comme mon père, se sont cependant attachés à faire acquérir à leurs enfants. Recroquevillés sur leur* 'ilm, *ils ont reconduit la fermeture à la modernité coloniale des couches les plus traditionalistes de notre société, rendant quasi-impossible à leurs élèves le passage de l'état de 'alem à celui d'intellectuel.*

Cet état de notre langue était d'autant plus précaire que la coupure avec l'Orient arabe était impitoyablement institutionnalisée : même le pèlerinage aux Lieux Saints, occasion traditionnelle de ressourcement civilisationnel et culturel, pâtissait de cette politique d'enfermement organisée autour de notre peuple. Déjà, le coût prohibitif du voyage amenuisait les facilités que pouvaient offrir les moyens de transport modernes comme on aurait pu s'y attendre, pour démocratiser l'accession à ce rite cultuel ; mais, en plus, la possibilité et l'organisation du pèlerinage étaient étroitement contrôlées par l'Administration : on ne pouvait, en général, prétendre à un voyage aux Lieux saints que si l'on en était "bien vu" ; et un Algérien ne pouvait organiser des pèlerinages, comme agent de voyages, que s'il était un affidé des services de police.

Il existait bien un enseignement de la langue arabe, au collège et à la Médersa de Tlemcen. Mais, cette dernière recevait les élèves des écoles indigènes qui, après un passage en cours complémentaire,

1. M. Arkoun, *ibid*, p.96.

étaient recrutés pour être les futurs titulaires de fonctions exigeant une connaissance moderne de l'arabe. Ces médersiens ou « franco-musulmans », comme on les appelait, nous les connaissions bien : ils venaient se restaurer dans notre réfectoire, leur établissement étant dépourvu d'installations adéquates. Ils étaient bien formés en arabe, et suivaient aussi un enseignement général quasi-équivalent au nôtre, au collège. Cependant, les spécialisations auxquelles ils étaient voués à l'issue de leurs études, et surtout leur cursus paranormal qui n'ouvrait pas, sauf exceptions, la voie de l'université, étaient des facteurs dévalorisants de ce genre de formation et de carrière. Il faut signaler que deux autres établissements, à côté de la Médersa de Tlemcen, assuraient un tel enseignement : l'un à Alger, l'autre à Constantine. En 1958, dans le cadre de la politique gaulliste de formation de la 3ème force, cette formation se verra revalorisée par son intégration dans l'enseignement normal. Elle ouvrira alors sur l'université et sur les mêmes possibilités de carrière que les autres établissements d'enseignement secondaire.

Cependant, malgré son statut dévalorisé, l'enseignement médersien était un enseignement moderne, non seulement par l'apprentissage exigeant du français et de la tradition culturelle qu'il portait, mais aussi par les formes et les modalités de transmission du patrimoine culturel arabe lui-même. Par rapport à l'enseignement 'oulémiste fermé aux méthodes et acquis modernes, l'enseignement des médersas inculquait à ses élèves un système de représentations intellectuelles de notre temps. « Le droit musulman enseigné dans ces établissements est celui que les juristes de l'Ecole d'Alger ont progressivement produit, en le soumettant à des normes d'exposition et en lui imposant une logique qui n'en modifie pas seulement la forme, mais aussi, dans une grande mesure, l'esprit » note, dans un article pénétrant, Mustapha Haddab qui ajoute que « Les médersas sont un des lieux où sont introduites en Algérie et inculquées les méthodes philologiques d'étude des textes littéraires, une sorte de positivisme fondé sur l'érudition grammaticale et historique. »[1]

1. M. Haddab, *Types intellectuels en Algérie, problèmes de classification et de méthode*, in *Réflexions : Elites et questions identitaires en Algérie*, Casbah, Alger 1997, p. 33-34

Dans Des noms et des lieux, *M. Lacheraf donne des éléments convaincants pour expliquer l'origine et l'existence de cette école arabe-française dont l'idée avait été conçue dès les débuts de la fameuse "occupation restreinte" pour complaire à une élite exigeante en matière éducative et spirituelle, et la gagner à la cause coloniale. Longtemps bloquée, entre autre, par le refus des colons, sa concrétisation tardive comme structure universitaire spécifique a dû prendre en compte la préexistence dans les trois villes où elle sera implantée (Alger, Constantine et Tlemcen) de foyers importants d'enseignement et de culture que la France ne pouvait ignorer ni sous-estimer.*

Cette exigence qualitative les Français avaient vu comment l'émir Abdelkader la cultivait quand il créait les institutions de son Etat et choisissait les hommes appelés à les diriger et les animer. C'est pourquoi, dans le domaine de l'enseignement supérieur de la langue arabe précisément et dans celui de la magistrature de statut personnel algérien, ils ne pouvaient pas moins faire que leur illustre modèle et inspirateur pour cette réalisation restreinte certes, mais dont les issues (juges et maîtres) ont toujours été de qualité. Et c'est, paradoxalement, au niveau de cette exigence qualitative que le mouvement islah'iste, parce qu'il n'en comprendra ni le besoin ni les conditions, et parce qu'il ne pourra pas gagner à son œuvre les compétences existantes, sera, contrairement aux Français donc, infidèle à la tradition mise à l'honneur par l'Emir...

* * *

Quant à l'enseignement de l'arabe au collège, c'était toujours un enseignement de langue étrangère. Au début des années cinquante, l'on s'était enfin résolu de cesser de nous encombrer avec l'insultante étude de l'arabe parlé ou dialectal (maintenu cependant comme "deuxième langue").

A ce propos, du temps du Principal Galland, on m'a parlé de sa décision d'obliger ses élèves algériens à choisir l'anglais ou l'allemand en première langue : "Vous connaissez tous l'arabe..." leur disait-il pour justifier cette ordonnance.

Certains, qui ont dû se plier de mauvais gré à la mesure, ont estimé qu'elle était dictée par un certain racisme contre la langue arabe et la

volonté de limiter son étude ; on peut au contraire porter au crédit de cette attitude un refus de voir les élèves algériens se laisser aller à la facilité de l'enseignement dévalorisé de l'arabe et en faire les frais, et donc une volonté progressiste de leur faire fructifier, réellement, leur passage au collège par l'acquisition d'une langue étrangère...

Nos professeurs d'arabe étaient excellents, car ils étaient recrutés, pour des établissements comme le nôtre, au moins sur les mêmes critères que leurs collègues des autres disciplines. Je dis "au moins" car j'ai en mémoire le cas de Mokhtar Haddam, par exemple. On lui avait barré, nous a-t-il dit, la voie de l'enseignement sous le grief de "style trop oriental"...

Nos enseignants d'arabe ne jouissaient pas de la même considération que leurs collègues des autres matières, pour la simple raison de leur spécialisation. C'est ainsi, par exemple, que, quelques temps avant l'indépendance, dans le lycée d'une des grandes villes d'Algérie, un professeur, pourtant français d'origine, se plaignait à ses élèves du mépris dont il était victime parce qu'il était enseignant d'arabe.

En tout cas, nos deux professeurs à de Slane, M.Mahdjoub, déjà évoqué plus haut, et M.Guellil, aimaient leur métier et faisaient le maximum pour nous intéresser et nous faire aimer la langue. Ils s'efforçaient avec compétence à la même modernité que pour les autres matières, et à l'inventivité pour rendre leur enseignement vivant et amusant, et pallier la triste austérité des manuels des Pérès et autres Blachère.

M. Guellil avait même organisé une chorale en cours, et je l'entends encore apostropher un des élèves qui chantait faux : "Taisez-vous, taisez-vous, la grosse caisse !", lui commandait-il. M. Guellil tombera victime de la folie criminelle de la *Main rouge*, qui a fait la chasse aux intellectuels algériens, avant même les menées désespérées de l'OAS à la veille de l'indépendance...

Que je n'oublie pas de dire que cet excellent enseignant a failli décrocher son agrégation. Mais l'anecdote de son "échec" présente l'intérêt d'éclairer un des aspects méconnus de l'orientalisme. M. Guellil s'était bien préparé pour cet examen, sous le patronage du fameux professeur Louis Massignon. Mais, pour une raison qui n'a rien à voir avec l'épreuve à laquelle il se préparait, son nom a attiré

l'attention de l'Administration... de l'ambassade de France en Syrie !

Celle-ci lorgnait vers un bien habous faisant, là-bas, partie du patrimoine de la famille qui avait autorité sur les destinées de la mosquée-mausolée de Sidi Boumédiène, à Tlemcen. Or, découvrant, semble-t-il, que notre agrégatif avait une certaine parenté avec cette famille, on avait chargé le Pr. Massignon de demander à son futur récipiendaire d'intervenir pour que procuration soit donnée à l'ambassade pour la gestion de ce bien. La démarche a laissé la famille insensible à tant d'égards. Et le jour de la soutenance, alors qu'il attendait le résultat des délibérations du jury, M. Guellil voit son patron, qui en sortait, se mettre à faire les cents pas dans la cour, le long du préau sous lequel, lui, patientait. Il l'entend alors, à chaque passage à sa hauteur, à l'aller et au retour, réciter assez haut, manifestement à son intention, un verset du Coran disant : "*Inna-llaha ma'a-ççâbirîn !* (Dieu est avec ceux qui s'arment de patience !)". Il comprit que l'inflexibilité des descendants de Sidi Boumédiène lui coûtait là sa consécration...

* * *

Le chemin vers la vérité

Deviens ce que tu es !

Nietzsche

Plus j'étudiais la littérature française, plus je voyais le soin mis à l'entretenir et la développer, plus je ressentais douloureusement le vide planifié et entretenu autour de l'arabe... Cette situation faite à notre langue mérite qu'on s'y arrête...

Quelle ne fut pas mon émotion le jour où en seconde ou en première, notre professeur nous faisait travailler sur un texte de Jean Guehenno, datant de mars 1948 et ayant pour titre Éloge de la langue française. *J'ai été très impressionné par cette façon, d'un écrivain d'origine bretonne, de glorifier sa langue nationale, et cela a aiguisé logiquement mes propres sentiments de révolte contre le traitement réservé à la mienne.*

« Veut-on sauver les Français dans le sens du général, dit cet auteur, il n'est pas d'autre moyen que de leur enseigner (...) les ressources de leur langue. Toutes les autres disciplines scolaires sont particulières. Seule l'étude de sa langue est pour chacun le moyen de rejoindre tout l'univers (...) On conquiert le monde en apprenant à le nommer. (...)

« Je ferai donc l'éloge de notre français (...) sans vanité. Je célébrerais du même cœur l'anglais si j'étais Anglais. Mais qu'on me pardonne ma tendresse. Ce que j'aime, c'est la langue de ma nourrice, (...) si naïvement proche des êtres et des choses, la langue de mon père et de ma mère, qui commencèrent de m'apprendre ce que sont le juste et l'injuste, le vrai et le faux, la langue de mon instituteur, (...) un peu conventionnelle, mais (...) si rigoureuse ; la langue surtout de quelques écrivains qui, (...) reprenant les mots (...) avec lesquels nous réglons nos confus échanges, les avaient (...) si bien renouvelés qu'ils portaient désormais en eux une lumière et me montraient enfin toutes choses comme elles sont, dans leur vérité : car c'est cela que j'aime surtout dans ma langue, notre langue, mon chemin, notre chemin, le seul possible pour nous, Français, vers la vérité... »

Je "pardonnais" à J.Guéhenno, sa "tendresse" pour sa langue. Je lui pardonnais d'autant plus volontiers que j'appréciais moi-même ce français dont je serai jusqu'au bout reconnaissant à mes maîtres de m'avoir permis de le maîtriser au point qu'il est devenu la langue dans laquelle je pense et je m'exprime. En outre, j'aspirais également à retrouver « mon chemin, notre chemin, le seul possible pour nous, Algériens, vers la vérité ».

Ce « chemin vers la vérité », ce problème humain de la culture, Hegel l'a bien posé dans sa signification universelle : il dit que « l'esprit universel », la civilisation (comme, pour nous, la civilisation arabo-musulmane) est, pour « un individu singulier », pour une société particulière, le monde humain, le champ civilisationnel dans lequel il vit, mais qui est d'abord pour lui comme « sa nature inorganique », un milieu extérieur qu'il doit « s'approprier » et intérioriser. Mais cette pédagogie est essentielle, ajoute-t-il, à la civilisation elle-même qui se scléroserait dans une tradition morte si la société (qui est la conscience de soi vivante de la civilisation), n'en faisait pas sa nourriture en remontant l'oubli.

C'est ce qui est arrivé à notre civilisation, notre société ayant perdu son outil pédagogique essentiel, l'arabe, le seul capable de lui faire remonter l'oubli de la civilisation édifiée par les générations antérieures, et de rendre, alors, possible ce double mouvement de notre substance civilisationnelle vers sa conscience d'elle-même, et de notre société vers son universalité et sa substantialité.

Ce chemin vers la vérité, ce ne pouvait donc être que l'arabe, et non ce français, lequel, au contraire, me rendait si sensible cette évidence : c'est par celui-ci, en effet, que je renforçais ma conviction de la profonde injustice que notre chemin nous fût interdit, que notre pensée arabo-musulmane fût ainsi étouffée... Kateb Yacine donnera du français, par rapport à nous, Algériens, une superbe définition, quand il dira :

« Et les célèbres vers d'Ibn Arabi, en pleine guerre d'Algérie, prennent soudain pour moi un sens inattendu :

« O merveille! Un jardin parmi les flammes

« Mon cœur est devenu capable de toutes formes...

« Cet épanouissement amer et menacé, au milieu des périls, ce jardin parmi les flammes, c'est bien le domicile du poète algérien – mais

de langue française – et ne pouvant chanter que du fond de l'exil : dans la gueule du loup. »[1]

Au 19ème siècle, en Orient, la pensée arabe et ses littérateurs entreprenaient des travaux de lexicographie et d'encyclopédie en vue d'arrêter une langue moderne, de ressusciter œuvres et manuscrits enfouis dans la poussière du temps et de propager cet héritage des Anciens. Ils s'ouvraient, sous la vigoureuse impulsion moderniste du souverain égyptien, Mohammed-'Ali, aux sciences et langues européennes, et l'influence moderniste française marquait l'évolution de la langue et de la pensée arabes. Celles-ci accédaient, par la traduction, à toute la diversité des genres : le roman, la nouvelle, le conte, le théâtre, la confession, les essais, la poésie en prose, au point que toute une pléiade de poètes en étaient arrivés à mêler « à l'abbaside une certaine saveur vaguement occidentale »[2].

A ce moment de Nahdha *prometteuse, notre personnalité nationale était niée et notre pensée était non seulement coupée de cet Orient en pleine révolution socio-économique, mais elle était, du fait du bâillonnement de la langue arabe, enfermée dans une résistance recroquevillée sur un patrimoine racorni. Mais, par un rétablissement salvateur, en investissant, au « fond de l'exil : dans la gueule du loup », ce français imposé comme langue de l'Algérie, notre pensée échappait à cet enfermement pour déployer les potentialités du grand secret collectif de notre peuple résistant, contribuant du même coup à ce que s'enhardisse la pensée arabe d'expression. Ainsi, en Algérie – où la vague romantique accompagnait l'agression colonialiste – la pensée arabo-musulmane, par une ruse dont l'histoire seule a le secret, allait donc s'exprimer directement et sous une forme pleinement moderne, "avec les mots de Villon et de Péguy", et à travers les thèmes intellectuels et les modes linguistiques auxquels l'évolution de la littérature française a abouti en ces 19ème-20ème siècles...*

C'est le grand Aragon qui porte témoignage de ce fait en disant : « Et c'est bien là sans doute un aspect essentiel de ce drame algérien, (...) qu'à l'heure de l'expression la plus haute, ceux-là même qui sont

1. Kateb Yacine. *L'Œuvre en fragments*, Sindbad, Paris,1986, p.255
2. Antoine Ghattas Karam, in *Le Prophète*, de Khalil Gibran, Sindbad, Paris, 1982, p.13.

la fidélité de leur peuple aient pour langage, pour atteindre à ce qui échappe à l'analyse, pour exprimer l'incernable, ce français, ce clavecin bien tempéré, cet instrument des bords de Loire, ce parler qui est aussi celui des soldats dans la nuit, le vocabulaire du ratissage, le commentaire de la torture et de la faim... »[1]

On l'aura compris, plus que celle d'Orient, elle était de combat, cette pensée arabo-musulmane, cette littérature en français où se sont illustrés des poètes, des romanciers, et aussi des syndicalistes et des publicistes, tels – et seulement à titre d'exemples – Kateb, Dib, Haddad, Féraoun, Mammeri, pour les premiers, et, pour les derniers, Messali, F. Abbas, Lacheraf et autres Frantz Fanon... ou les rédacteurs de la Proclamation du 1er Novembre 1954.

Ainsi, note J. Berque,[2] *« dans le roman,... Kateb Yacine ou Mohammed Dib, délaissant le réalisme à la première puissance qui avait, depuis quelques années, fourni un intéressant essor, s'engagent dans un réalisme à la seconde puissance, où le mythe collectif, l'histoire transfigurée et l'alchimie verbale réussissent deux puissantes rencontres. Citons* Nedjma *(1957) et Qui se souvient de la mer ? (1963). Ici la grotte de Keblout, d'où surgira l'espoir de la tribu. Là, peut-être Alger, ou Tlemcen : de hautes maisons qu'un séisme fait écrouler. Rattachements telluriques d'une histoire en quête de conscience », affirmation d'une réalité que les auteurs partageaient avec leur peuple, concourant par là à élever sa conscience nationale, à lui faire prendre confiance dans la justesse de sa cause, à aiguiser les armes d'une critique moderne et nationale de l'iniquité coloniale...*

En même temps, cette littérature contribuait aux vastes changements qui s'opéraient dans les esprits, à la lutte des idées, en France et au sein de la communauté européenne en Algérie, pour lever les confusions entretenues par les penseurs du colonialisme ou les partisans abusés de ce dernier et de son "rôle civilisateur" ; et pour dénoncer cette exception culturelle inversée par laquelle on excluait notre peuple de la jouissance du droit à l'autodétermination universellement

1. Louis Aragon, in *Ombre gardienne*, de Mohammed Dib, Gallimard, Paris, 1961 (Préface)
2. J. Berque, *Maghreb, histoire et sociétés*, SNED-Duculot, Alger, 1974, p.221

reconnu... et au nom de laquelle on a commencé par lui interdire, je le répète, « le seul chemin possible, pour lui, vers la vérité ».

J'ai dit ailleurs l'émoi suscité chez les intellectuels français par la série d'articles polémiques de Frantz Fanon, publiés dans El Moudjahid, en pleine guerre de libération ; il mettait en relief les ravages causés par cette idée d'exception culturelle, dans l'esprit de gens pourtant dotés d'une culture bien au-dessus de la moyenne. M. Lacheraf nous en a donné un autre exemple, dans la délicieuse évocation du « souvenir d'un événement (...) dont (il a été) personnellement le témoin – et un peu la victime – juste à la veille du 1er novembre 1954 »[1]

Il était l'un des invités des Amis de la Revue Esprit *à une rencontre d'intellectuels sur le thème de la "Nation". Les participants français avaient évoqué les malheurs de leur pays sous l'occupation allemande, à propos de laquelle ils ont parlé de "contre-patrie", mais ils ont trouvé inacceptable que leur hôte algérien osât vouloir leur faire « admettre loyalement que la France était, elle aussi, la " contre-patrie" de l'Algérie puisqu'elle occupait notre pays depuis plus d'un siècle. » Ils n'ont pas hésité à l'empêcher grossièrement de terminer son intervention, suscitant la colère du Sénégalais Alioune Diop, « le seul parmi tous » à l'appuyer et à exiger qu'il terminât son exposé et son temps de parole. Lacheraf a relevé « la réaction démesurée, intempestive et parfois hargneuse d'intellectuels habituellement courtois, amenés à débattre en toute sérénité du concept de nation dans son conflit avec ceux qui la nient ou l'humilient, et dont le refus de reconnaître à autrui, du fait de leur propre patrie, les mêmes souffrances (...) constituait un véritable phénomène d'aliénation au double plan du bon sens et de la réalité. »*

Voilà le genre de manque de culture, d'ignorances que cette pensée arabo-musulmane de combat, cette littérature algérienne en français contribuait à mettre en évidence et à faire reculer chez les intellectuels européens. Les introduisant dans l'intimité de l'âme islamique où tout leur était étranger, elle visait à les entraîner toujours plus nombreux à trouver, comme Aragon, étrange de penser qu'en ce 20ème siècle, quand,

1. M. Lacheraf, *Écrits didactiques...*, Op. cit., pp. 233 & sq.

de France, ils regardent les pays musulmans, ils le font encore « avec des préjugés chrétiens, persuadés, sans le savoir même, de la supériorité du christianisme » - ceci dit même pour des athées - « sur l'islamisme, tout prêts, en fait, à considérer Mahomet », ainsi que tous les auteurs français l'ont si longtemps fait, « comme un imposteur, un thaumaturge, alors que, précise-t-il, nous avons toutes sortes de précautions intérieures en nous lorsqu'il est question du Christ. Même ceux d'entre nous qui en contestent l'historicité ».

Cette pensée arabo-musulmane de combat, s'exprimant en français, aura amené plus d'un intellectuel français à craindre, comme le fit Aragon encore, « je ne sais quelle défaillance de l'esprit critique en moi-même. » Elle aura amené plus d'un à se dire, toujours comme lui : « Qu'est-ce qu'un Français sait de l'histoire de l'Egypte, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, du Mali, du Soudan ou de l'Espagne musulmane simplement ? » et de lui rendre, d'avoir ainsi touché ses ignorances, « intolérable d'en demeurer là »[1]...

La pensée arabo-musulmane de combat, s'exprimant en français, a animé l'élite qui a dirigé, victorieusement, la guerre de libération. Elle s'est faite, à l'indépendance, messagère des nouvelles valeurs ; tout en assurant aussi efficacement que possible la gageure de la prise en mains de services publics désertés de leur personnel européen, tels les transports, l'électricité et le gaz, les transmissions, et une œuvre improvisée de formation de cadres. Elle n'a pas encore fini d'avoir sa place, importante, dans une Algérie attelée à recouvrer pleinement sa langue nationale et à ouvrir enfin pour tout son peuple et en grand, « le seul chemin possible pour lui, vers la vérité ».

A ce propos, Anouar Louca, dans sa présentation de Takhlîç al-ibrîz, *de Rifâ'a Tahtâoui, signale les efforts de celui-ci pour s'approprier dans l'arabe les découvertes qu'il faisait de la modernité française.*

« La qualité même de sa prose » nous dit-il, en porte « témoignage : la langue vulgaire y voisine avec des archaïsmes, des calques sur le français, des emprunts au turc et des néologismes maladroits. Les moyens atrophiés de la langue arabe, dont disposait la première génération du

1. *Aragon* par Georges Sadoul, col. Poètes d'aujourd'hui, Seghers, Paris 1967 ; in *Entretiens avec Francis Crémieux*, p.94

19ème siècle, ne pouvaient répondre aux besoins d'un discours soudain élargi. Faute de termes propres, Rifâ'a paraphrase, accumule les touches, les notations analytiques. (...) Rien n'arrête sa course pour débusquer une nouvelle notion, ni la redondance, ni l'incorrection de la phrase... Cette rupture forcée a valeur d'une réforme... »[1]

Cet exercice créateur qui s'inscrit dans l'effort d'adéquation au monde impulsé par Mohammed-'Ali n'a pas fini de porter ses fruits, à cause du véritable assassinat dont a été l'objet la révolution bourgeoise en Egypte de la part de l'impérialisme anglais.

Sans doute, dans notre pays, le compagnonnage entre les deux langues, l'arabe et le français, suscite-t-il des heurts, des suspicions, des blocages et des inquiétudes plus ou moins légitimes : que "l'on n'accepte l'arabisation que du bout des lèvres", que "l'on perde "un butin de guerre"", que "l'on sacrifie des cadres bien formés en français qui sont poussés à l'exil", que "l'on veuille marginaliser les cadres formés en arabe", que "la plupart de ces derniers ont profité d'inscriptions et de diplômes universitaires sans avoir la formation fondamentale et secondaire adéquate", que "l'on veuille imposer une langue qui n'est pas comprise par le peuple", que "l'on consacre une langue aux dépens des langues populaires", etc., etc. Sans doute y a-t-il du vrai dans tous ces griefs, que n'épargne cependant pas l'outrance. Sans doute aussi, l'évolution de la question sur le terrain se fait-elle par à-coups, de façon chaotique, marquée qu'elle est par les oppositions d'intérêts, par les inconséquences de certains des responsables chargés de la mise en œuvre de la politique d'arabisation ou la parrainant.

Mais, cette évolution va dans un sens qui dépasse les étroitesses et les intérêts sociaux des uns et des autres, et qui, en même temps, prend en charge ce qu'il y a de légitime dans ces intérêts contradictoires. Et surtout, elle répond à une exigence fondamentale, celle de redonner au peuple algérien les moyens de retrouver « le seul chemin possible pour lui, vers la vérité ». Ce besoin social essentiel, J. Berque nous en donne une explication savante[2] *: « La lugha », nous dit-il, n'est nulle part la « langue maternelle. » (...) On s'y initie en fréquentant les grands*

1. Rifâ'a Tahtâoui, *L'Or de Paris*, Sindbad ; Paris, 1988, p.271
2. J. Berque, *Les Arabes*, ..., Op. cit., 1960, p.174

textes, et le « plus grand de tous, le Coran », base traditionnelle de la formation de l'individu, et qu'on apprend par cœur, « avec un dédain superbe de l'intelligibilité », s'attachant plus à la forme et au son des versets, qu'à une quelconque correspondance aux choses de la vie.

C'est là, une sorte « d'appropriation de l'enfance à l'absolu (...) On comprend, ajoute-t-il, que la grande langue, ainsi préservée (...), offre un symbole social d'une formidable intensité. La décadence morale, la dispersion politique, la décrépitude économique de l'Islam du 19ème siècle, en font même le seul symbole de ces peuples. »

Ce caractère de la langue est d'autant plus symbolique que c'est « une langue qui vient d'en haut »... et qu'elle a servi une des phases les plus brillantes de la civilisation humaine. Tout cela fait que « c'est effectivement par une renaissance linguistique que commence la remontée » de nos peuples dominés, subissant l'univers des autres, et empêchés par là même de s'approprier le leur propre.

Dans cet effort d'affirmation et de refondation de soi, et d'abord dans la reconstruction des superstructures niées par la colonisation ou la domination, c'est à ce classicisme sacré que la Nahdha *a recouru. Devant les hésitations et les inquiétudes portant au débit de notre langue, le retard de nos pays, quelle ne fut pas réconfortante et mobilisatrice, dans ce sens, la force du fameux poème de Hâfedh Ibrâhîm chantant la langue du dhâdh et ses infinies potentialités ! "On m'a décoché dans la fleur de l'âge l'accusation de stérilité. / Plût au ciel que je fusse stérile pour ne pas m'émouvoir des paroles de mes ennemis !", lui fait-il dire.*

On a pu, comme Berque lui-même, reprocher à la Nahdha d'avoir ainsi cherché « dans la restauration des signes une récupération des choses ». Mais seule la pleine affirmation de tous les éléments de la personnalité nationale, et notamment ceux, comme la langue, qui, malgré les efforts déployés pour les anéantir, ont permis à la nation de résister, seule une telle affirmation pouvait permettre cette « récupération des choses », ainsi qu'il a été démontré pour ce qui concerne le recouvrement de la patrie ou de ses richesses naturelles...

On a pu aussi, se reportant à l'évolution des langues romanes, promues en négation du latin, la langue-mère, morte, s'inquiéter de la non-promotion plutôt des dialectes nationaux, que de celle d'une langue supranationale, difficilement comprise par les diverses couches de la

population, et certainement vouée, a-t-on pensé, à l'obsolescence. Mais n'est-ce pas précisément le défaut de soutien de cette grande langue qui a été la cause essentielle de l'affaiblissement des différents "dialectes" qui s'étaient développés en symbiose avec la lugha dans les divers pays arabes, et potentiellement en langues nationales véritables ? Ne constate-t-on pas, chez nous, que le tribun qui peut le mieux communiquer en langue populaire est celui qui maîtrise le mieux la savante ? Que la première, tout en étant elle-même, gagne d'autant plus en dignité et en autorité que celle-ci l'a irriguée et enrichie de concepts et vocables en prise avec les réalités modernes ? En effet, l'étiolement de la langue populaire, son recours à des "barbarismes" tirés directement du français, puissamment installé dans notre vie quotidienne, est corollaire de l'affaiblissement de la langue savante. Cet affaiblissement est conséquent à l'entreprise de contention organisée autour d'elle en la coupant aussi des racines nourricières d'un capital national, lui-même réduit à zéro par le monopole économique du capital de la puissance colonisatrice. Et la lutte pour que notre capital national trouve une juste place dans le concert mondial est la même que celle pour que la langue nationale retrouve, elle, sa place parmi les autres langues développées.

Et quand je parle de langue nationale, j'ai en vue ce profond mouvement d'affirmation et d'unification de notre mode d'expression national, spécifiquement algérien, devant, à mon avis, résulter à terme de la dialectique entre la langue "classique" et les parlers populaires : la première retrouvant sa place naturelle, s'enrichissant elle-même des apports de la linguistique moderne, et des autres sciences humaines, à travers notamment, l'influence nationalement assimilée du français et d'autres langues avancées ; et les seconds eux-mêmes fruit de la chimie complexe qui a travaillé durant des siècles les formes et moyens d'expression populaires ; ce long façonnage, à travers le punique, langue officielle de l'Etat de Massinissa, et sa "nationalisation", depuis, sous la forme du maghrabi, *par les populations* amazighes, *avait préparé le terrain à une nouvelle synthèse avec l'arabe venu avec l'Islam et la civilisation que cet Islam annonçait au monde.*

Cet arabe algérien, en réalité future langue nationale algérienne, me semble-t-il, a déjà une longue tradition étayée par un riche patrimoine spécifique ; il continuera à s'affirmer, en suivant sa propre vie

et logique de développement, notamment au niveau de la grammaire ; mais il a absolument besoin pour cela de cette langue "classique", qui est chez elle dans notre pays, parce qu'elle est celle de notre civilisation arabe. Elle est sa matrice et il lui doit l'essentiel de ses fondements et de ses moyens de développement. Il ne peut donc avoir que des relations intimes de co-développement avec la lugha, *qu'il l'enrichira lui-même des productions du génie de notre pensée nationale. Un peu comme le fait l'américain vis à vis de la langue de Shakespeare, sans laquelle on n'aurait même pas pu l'imaginer, ou les langues des pays hispano-américains vis-à-vis de celle de Cervantès...*

Cette tâche n'est pas du tout facile, tant sont immenses les dégâts de cet oubli de notre substance civilisationnelle organisé par l'interdiction colonialiste de notre langue.

On le mesure aux difficultés d'assurer aujourd'hui le besoin fondamental d'un enseignement de l'arabe qui en fasse un outil de communication, un « chemin vers la vérité ».

On le mesure aux embarras qui font obstacle à la conquête par la langue arabe de sa place dans la société, à la façon dont la grande majorité de nos étudiants, après un cursus de douze ans au moins, s'escriment avec ce qu'ils ont pu s'approprier pour s'exprimer, un « volapuk » incroyable où des termes français sont soumis à un traitement inventif de domestication pour les ployer à des formes arabes et les charger d'un sens approprié à ces formes. Soit dit en passant, bien que fruste et spontané, cet effort linguistique et sémantique concret renseigne sur les potentialités de notre arabe national dans ce domaine, quand celles-ci ne sont pas bridées par le nécessaire consensus des établissements et académies s'occupant de l'arabe universel...

On le mesure enfin au dépérissement des filières littéraires qui, y compris dans nos meilleurs lycées, sont devenues le réceptacle des rebuts de l'enseignement, cette masse d'élèves voués à l'échec par déficit de formation en arabe précisément[1].

1. Ce dépérissement des filières littéraires est concomitant d'ailleurs avec celui des filières mathématiques qui, dans la décennie 70, donnaient les plus importants et les meilleurs résultats au baccalauréat. Ce recul est le signe évident de la rançon d'une politique où l'effort quantitatif demande à être consolidé au plan qualitatif et par l'octroi de toute sa place à la science, y compris dans les lettres.

Notre Académie de la langue arabe doit certes se préoccuper des progrès de l'arabisation dans l'environnement intellectuel national ou des obstacles que ce processus rencontre. Mais espérons qu'elle s'attelle, en même temps, à une tâche plus fondamentale, celle du travail même sur la langue, sur les besoins en la matière, tels que les expriment nos étudiants et notre peuple aujourd'hui. Un des objectifs primordiaux de l'effort de redressement de l'école et en même temps un des tests les plus sérieux de réussite de cet effort, c'est de revivifier l'enseignement littéraire, de recréer ses filières en tant que vivier de matière grise littéraire et philosophique nationale. Car la langue dont nous avons besoin, c'est celle qui doit être « notre chemin vers la vérité » d'aujourd'hui : c'est donc la langue qui, tout en remontant l'oubli de ce qu'avait engrangé notre civilisation dans son âge d'or, ne se suffit pas d'une répétition des vérités du passé coupées de leur âme, celle par laquelle elles étaient de leur temps.

La langue dont nous avons besoin, celle « du fer et de l'acier », comme y appelait le regretté Boumédiène, doit aussi et surtout accompagner les efforts que déploie notre aire civilisationnelle pour faire sauter les blocages internes et externes qui l'empêchent de s'intégrer au siècle ; en faisant, par exemple, prendre conscience à nos enseignants et diplômés des universités islamiques de la nécessité de complètement refonder notre charî'a, en la désacralisant, et de renouveler pour notre époque et avec les outils intellectuels de celle-ci l'effort d'ijtihâd *déployé, pour leur temps, par nos* imâms *et* 'ulamâ'. *Elle doit permettre à notre société de s'approprier et intérioriser les sphères de la culture universelle, en un mot de "répéter" en elle-même, en les parcourant à son tour, les étapes d'un itinéraire déjà tracé et aplani par les sociétés humaines les plus avancées...*

Et le berbère dans tout cela ?

Il est un fait d'évidence : que les parlers amazighs *aient survécu aux vicissitudes de l'histoire tourmentée de notre pays et de ses populations, prouve qu'ils font partie des besoins essentiels de ceux de nos concitoyens et de nos régions qui les ont jalousement cultivés. Il était dans la logique de notre mouvement d'affirmation nationale que fussent levées les étroitesses et suspicions qui entouraient l'expression* amazighe *chez nous, et que des efforts sérieux aient commencé à être déployés pour la réhabiliter et la développer. Rendons hommage à tous ceux qui ont*

déployé, en ce sens, des trésors de sérieux et patience, depuis le temps de la nuit coloniale jusqu'à nos jours. Personnellement, je suis reconnaissant au labeur talentueux de l'un d'eux d'avoir eu à ma disposition pour apprendre le kabyle, dans le maquis, puis en prison, les chants patriotiques dont il avait adapté avec art les paroles sur des airs modernes. C'est Aït Amrane, cet homme modeste, que j'ai été heureux de voir honoré par sa nomination comme président du Haut Conseil de l'amazighité.

Faut-il regretter qu'une certaine conception de cette réhabilitation ne prétende pas moins qu'à réapprendre cette langue à ceux de nos concitoyens qui en ont perdu l'usage, avec l'idée qu'ils auraient, en conséquence, perdu leur personnalité historique ? La revendication d'institutionnaliser tamazight *comme langue nationale au même titre que l'arabe ne revient-elle pas à exiger la consécration indue de deux types de citoyens algériens, ceux qui ont gardé leur langue et donc LA personnalité d'origine, et ceux qui ont perdu ces deux éléments pour en adopter d'autres d'emprunt étranger ?*

Laissons avec confiance la vie confirmer ou démentir cette vision qui semble reprendre à son compte d'autres prétentions à ré-islamiser ou à ré-arabiser notre peuple ; prétentions qui tirent leur substance de l'isolement des diverses composantes de notre identité nationale les unes des autres, et de leur absolutisation pour les opposer entre elles...

En fait, cette réhabilitation dont un des actes premiers a été la perpétuation têtue de ce patrimoine, me semble recouvrir un sens beaucoup plus profond que la mesure formelle de généralisation de l'enseignement de tamazight.

Elle vise à confirmer, de façon irréversible et solennelle, l'amazighité, *une* amazighité *liée indissolublement à l'arabité et l'islamité, de notre personnalité nationale.*

Ces différentes déterminations semblent se refouler « comme mutuellement incompatibles ». Mais ils sont « en même temps des moments de l'unité organique » qu'est notre personnalité nationale, « dans laquelle l'une est aussi nécessaire que l'autre et cette égale nécessité constitue seule la vie du Tout »[1].

1. Hegel, *Préface à la phénoménologie de l'esprit*, Aubier, Paris 1966, p.17.

Car notre personnalité est, non pas amazighe, *arabe et musulmane, mais bien amazigho-arabo-musulmane. C'est cette confirmation solennelle et irréversible de* l'amazighité *de notre personnalité nationale qui fonde, d'ailleurs, la justesse de l'effort en vue d'un développement concomitant de l'arabe supranational et, en appui sur lui, de l'arabe national.*

J'ai dit plus haut la place du français dans la pensée arabo-musulmane moderne qui s'est déployée dans notre pays depuis le début du siècle, pour animer le combat libérateur. Je mesure l'importance du rôle que continue à jouer le français pour notre jeune édification nationale. Cependant, je suis fier de voir l'essentiel de la vie politique et socio-économique de mon pays se faire en arabe. Et je ne partage absolument pas l'idée du bilinguisme arabe-français, idée ne prenant pas assez en compte le caractère encore "impérialiste" de la francophonie dont était conscient J. Berque.

Le grand islamologue attirait l'attention des dirigeants de son pays sur les conditions auxquelles ils devaient consentir pour que la culture française puisse avoir une place et une influence dans les pays arabes après leur libération. Il s'efforçait de convaincre les tenants des positions tutélaires que « la culture occidentale n'a qu'à gagner à ce que des équilibres mieux fondés dans le sens d'une personnalité nationale, remplacent les déséquilibres de l'éducation coloniale. On peut dire, à cet égard, que l'avenir de la francophonie en ces pays passe par leur ré-arabisation. »[1]

Mais l'idée même de francophonie, telle que développée par la France en direction de ses ex colonies, tient-elle compte de ces judicieuses indications ? Il ne nous semble pas. En guise d'« équilibres mieux fondés », l'ex puissance coloniale cherche à mieux fonder sa tutelle dans le but avoué de promouvoir ses exportations économiques et culturelles dans ce qu'elle considère toujours comme sa "chasse gardée".

Pour éclairer la question, reportons-nous à l'importance de l'anglais, pour les Français. On sait que la science française, comme celle de tous les pays, ne peut se développer et faire connaître ses résultats les plus pointus hors de l'anglais. Mais a-t-on jamais entendu vanter

1. J. Berque, *Maghreb*, ..., Op. cit., p.223

en France, la nécessité, pour là-bas, d'un bilinguisme français-anglais ? Au contraire, on œuvre à promouvoir toujours plus la culture et la langue françaises, y compris à coup de ridicules décrets Toubon visant à stopper l'envahissement des anglicismes ! Pourquoi ce qui est bon Outre-Méditerranée ne le serait-il pas ici ?

Par ailleurs, l'apprentissage de l'anglais par les Français a-t-il quelque chose à devoir à une quelconque tutelle paternaliste de l'Angleterre, ni même des omnipotents Etats-Unis ? N'est-il pas du seul ressort de l'école française et le fruit du propre effort des utilisateurs de cette langue ? Pourquoi l'Algérie devrait-elle alors se remettre sous la tutelle d'un pays qui, pendant plus d'un siècle de colonisation, a été si parcimonieux à nous prodiguer l'enseignement du français, tout en nous interdisant celui de l'arabe ? Et pourquoi devrait-elle avoir, à l'égard des dirigeants de ce pays une quelconque reconnaissance pour une maîtrise du français, sur une large échelle de masse, qui ne leur doit pratiquement rien ?

Dire cela n'a rien à voir avec une quelconque ingratitude envers les coopérants français venus relativement nombreux dans notre pays à l'indépendance. Ils ont aidé à la bonne marche des anciennes écoles désertées par leurs directeurs et enseignants, et les nouvelles ouvertes pour accueillir les millions d'élèves à qui était enfin ouverte la possibilité de s'instruire. Nous leur devons reconnaissance éternelle... que nous ne soldons pas par le fait qu'il y avait parmi eux nombre de saboteurs, venus avec l'idée de poursuivre leur Guerre d'Algérie en débauchant les cadres que l'Algérie avait difficilement trouvés et mobilisés, en leur offrant des postes en France, en Tunisie ou au Maroc !

A propos de bilinguisme, M. Lacheraf nous donne à connaître les idées développées par le cinéaste chercheur argentin Fernando E. Solanas, que je m'excuse de citer longuement. Cela, me semble-t-il, en vaut la peine.

« La culture devient bilingue, dit Solanas, non pas en raison de l'utilisation d'une double langue, mais à cause de la contiguïté de deux modèles culturels de pensée, l'un, national : celui du peuple, l'autre, étranger : celui des classes soumises à l'influence extérieure. (...) La culture d'un pays néocolonisé est (...) l'expression d'une dépendance globale génératrice de modèles et de valeurs nés de l'expansion

impérialiste. Pour s'imposer, le néocolonialisme a besoin de convaincre le peuple du pays dépendant de son infériorité. Tôt ou tard, l'homme "infériorisé" reconnaît l'homme supérieur ; cette reconnaissance signifie la destruction de ses défenses (...) »[1] *Solanas précise que la situation néocoloniale met en conflit deux conceptions de la culture, de l'art,... : la conception dominante et la conception nationale (...) La non-conscience de cette dualité porte le dominé à prendre les expressions artistiques et scientifiques dans le sens et la conception des classes qui dominent le monde en y apportant, dans le meilleur des cas, des corrections...*

Voilà pourquoi l'idée de bilinguisme, qui plus est, sous l'égide de la francophonie, me semble irrecevable non seulement pour notre dignité nationale et l'équilibre psychologique de notre société, mais aussi pour la modernisation et l'efficacité de notre système d'éducation et de formation des cadres, et, plus généralement, pour la défense vigilante de notre culture que le néocolonialisme menace par la culpabilisation, le noyautage et l'emprise insidieuse.

A côté de cette idée de dualité des conceptions, Lacheraf insiste sur une seconde, mise en relief par le chercheur argentin : « *En ramenant, dit-il, toujours, obsessionnellement, la culture dans les pays dominés à sa vocation nationale, Solanas la lie, non pas à une spécificité sectaire et à ses origines bien caractérisées, mais au rôle concret qu'elle doit jouer au double plan de la libération politique et du développement socio-économique.* »

Ceci dit, il est aussi absurde de dire des citoyens algériens s'exprimant en français, qu'ils s'expriment dans une langue étrangère que de le dire de Massinissa, parlant punique et en faisant la langue officielle de son royaume ou de saint Augustin et d'Apulée, s'exprimant en latin. Punique et latin ont été "nationalisés" par nos illustres ancêtres, comme le français, aujourd'hui, est devenu "propriété" de notre société.

Et il faudra qu'un jour, pas trop lointain espérons-le, l'on réhabilite les lettres et humanités algériennes dans leur ensemble et qu'on y inclue et anime l'étude des chefs-d'œuvre dont le génie algérien,

1. M. Lacheraf, "La culture entre l'idéologie coloniale dominante et l'idéologie de libération des peuples", in *Ecrits didactiques...*, Op. cit., pp.63 et 64.

antique et moderne, a enrichi la pensée universelle. Je rêve de ce jour où l'épreuve du bac ou de licence de lettres ou de philosophie posera au candidat algérien le problème de disserter en arabe, sur un texte, en version originale, de saint Augustin, de Haddad ou de Dib ! Mais pour l'heure, le problème posé devant ce candidat est d'apprendre à disserter en arabe !

Une telle vision ne ferait que renouer avec la tradition arabo-musulmane qui a puisé dans le fonds classique grec, pour atteindre au firmament du renouvellement de la pensée universelle ; elle renouerait également avec le fonds historique des humanités classiques gréco-latines, accumulé dans notre pays et dans notre aire sud-méditerranéenne, grâce aussi à la contribution avérée de nos ancêtres penseurs de façon beaucoup plus grande et beaucoup plus riche que dans les pays d'Europe conquis par la Grèce et Rome, ainsi que le fait justement remarquer le philosophe égyptien 'Abdurrah'mân Badawî.

* * *

La Marseillaise de Cheikh Bensari

Embrasse la main que tu ne peux couper

Proverbe populaire.

Le collège de Slane faisait pleinement partie de la vie de Tlemcen. Parce qu'il contribuait, avec l'école Décieux[1] et la Médersa, à la constitution d'un véritable bouillon de culture que l'élite tlemcénie avait investi hardiment et sans complexe, pour s'équiper en vue d'un « recyclage de sa propre identité », et de l'identification et du « dépassement du périmé », en un mot, pour s'armer en vue du « combat de l'homme dans le siècle ». Malgré les obstacles, les Tlemcénis fréquentaient le lycée en nombre relativement important : pour illustrer cette réalité, et en parlant de ma classe, nous étions en 6ème classique, ma première année de collège, plus de quinze Algériens, dont deux internes, sur cinquante-quatre élèves ! et en Sciences Ex., ma dernière année, à égalité avec les Européens, seize sur trente-deux.

Le collège faisait pleinement partie de la vie de la cité parce qu'aussi il employait, pour ses besoins propres, un grand nombre d'enseignants algériens, acteurs efficaces de ce travail d'acculturation critique, et porteurs des signes et idées qui agitaient la ville et son élite en gésine. Parce qu'enfin, à travers son propre programme de formation et sa vie interne même, il contribuait à sa façon à notre éveil national. J'ai dit, par exemple, plus haut, les réactions de mon cœur et de mon esprit aux leçons de littérature française, mais il n'y avait pas, je crois, une seule matière où l'on ne sentait, à travers son enseignement, battre le pouls fiévreux de notre société en quête des plus infimes possibilités de se transposer sans aliénation dans le monde.

Je n'évoque pas en particulier, dans ce sens, les joutes passionnées qui nous opposaient à notre professeur de philosophie, M. Minne, lors des deux heures de *Civilisation arabo-islamique* qu'il nous donnait,

1. Cette école indigène a été le creuset dans lequel se sont instruits des jeunes, comme Messali, issus du petit peuple de Tlemcen, qui ayant atteint ou dépassé le niveau du CEP, ont continué leur formation autodidacte, et qui ont constitué le terreau sur lequel a pris le mouvement national moderne dans la cité. Certains ont pu rejoindre soit la Médersa, soit même le collège de Slane, et atteindre à un niveau universitaire...

bénévolement, chaque jeudi matin. Car il s'agissait là de quelque chose qui, immédiatement, chatouillait notre sensibilité. De même concernant la géographie ou l'histoire, où la frustration nous touchait directement au traitement qui y était réservé à notre propre pays : je me rappelle l'humiliation que j'ai ressentie à l'oral du BEPC ou du baccalauréat (?) lorsque j'ai pu très difficilement répondre à la question de dessiner la carte du Sahara, tant ses frontières me semblaient engluées dans le magma des colonies et protectorats français qui l'entouraient. Mais étions-nous en cours de Mathématiques, qu'au détour de l'historique, par exemple, de notions, comme les logarithmes ou le zéro, on apprenait avec fierté que les premiers devaient leur nom à l'hommage rendu au mathématicien arabo-musulman el-Khawârizmî, et que le second était une géniale invention des Arabes qui facilita extrêmement la transcription des nombres.[1]

Abordions-nous, en classe de musique, l'histoire de cette matière, que nous nous sentions dépossédés, pour ainsi dire, en voyant qu'on ne parlait pas du tout de notre musique arabe et de son évolution avec les changements qui se produisaient dans la société. Pourtant, cette musique était reconnue, y compris officiellement, puisque lors des soirées culturelles organisées conjointement par le collège et la Médersa, l'administration invitait le grand Cheikh Larbi Bensari pour les animer. Je le vois encore, à l'arrivée du sous-préfet, invité d'honneur à ces soirées, passer avec virtuosité, de la *touchia* qu'il était en train de diriger à l'exécution d'une Marseillaise qui n'en était pas moins martiale d'être interprétée au *rebab*.

Les autorités coloniales, satisfaites, voyaient là un signe de soumission.

Leur suffisance ne leur permettait pas de saisir la fine impertinence qui marquait cette façon dont notre société retournait contre elles ce chant nationaliste révolutionnaire, cette "Marseillaise tlemcénienne"[2] réappropriée pour les défier sur le propre terrain de la défense de la Nation... Un peu comme le fera, dans le beau film de Yamina

1. «Les chiffres arabes, nous dit V. Monteil (dans son introduction à la traduction des Robâ'îs –Quatrains – de O. Khayyâm), sont introduits en 773 à Baghdad par un traité d'astronomie offert par une ambassade indienne au calife al-Mansûr, qui le fait traduire en arabe. D'origine indienne, ils sont connus eu moins au 10ème s., des Arabes d'Afrique et d'Espagne... Le célèbre mathématicien Leonardo da Pisa ira en Algérie jusqu'à Bougie, chercher ces fameux chiffres qu'il donne (zéro compris) dans son Liber Abbaci en 1202. »
2. C'est la même « Marseillaise boomerang » qu'a utilisée la communauté tlemcénie de Remchi, comme signalé plus haut.

Benguigui, *Mémoires d'immigrés*, cette femme déracinée qui s'appropriait la chanson d'Enrico Macias *Ah, quelles sont jolies les filles de mon pays !* C'est la même "Marseillaise boomerang" qu'a façonnée Mahieddine Bachtarzi, en la traduisant en arabe. Cette initiative, je ne sais quel publiciste patriotard, qui, précisément, n'a pas saisi, me semble-t-il, l'intelligent instinct politique subversif qui la sous-tendait, a eu le mauvais goût de la lui reprocher à titre posthume...

De même, nous étions touchés par l'ambiance conviviale et sympathique que notre professeur de français, M. Millecam, entretenait dans sa classe et dans son enseignement. Nous avons beaucoup appris avec ce jeune écrivain-poète à la vaste culture, que nous nous permettions de le chahuter amicalement, pour la voix toute féminine qui le caractérisait. Il ne s'en offusquait nullement, au contraire, et allait même jusqu'à nous raconter un jour la "mésaventure" qui lui était arrivée : une dame rencontrée, au bas de l'immeuble où il habitait, lui avait demandé un renseignement. Sursautant à sa réponse, elle s'excusa, auprès de... la *demoiselle*, de l'avoir « *prise pour un monsieur* » ! En fin de trimestre, les compositions terminées, c'était un bonheur de suivre les séances que M. Millecam réservait à nous faire écouter de la musique classique et des chansons poétiques sur un tourne-disque ramené de chez lui. Il animait également le ciné-club du collège, nous faisant découvrir le 7ème art et ses techniques et nous faisant réfléchir avec et sur les œuvres qu'il sélectionnait. C'était là, pour nous, une excellente école de formation et d'animation culturelle dont profitaient nos camarades externes, pour leur action dans les divers *nâdîs* de la ville.

Le même processus se reproduisait lorsque, sous l'amicale férule de notre professeur d'Anglais, M. Verlingue, nous apprenions les rudiments du journalisme en confectionnant le canard du collège. Cet homme chaleureux, fin et créatif nous traitait en adultes, et nous avait aiguillés pour donner à notre feuille le titre spirituel et sans prétention de *Sl'âneries*. Tout de suite, notre curiosité fut attirée par ce "de Slane" dont se prévalait notre collège, et dont nous apprenions que sa fortune avait été faite par l'auteur des *Prolégomènes*. Et sans rien connaître de l'œuvre d'Ibn Khaldoun, nous ne pouvions alors, dans un élan vengeur, que nous convaincre qu'il était plus grand que le parrain de notre établissement. L'indépendance réparera effectivement ce qui nous apparaissait là comme une offense à notre dignité nationale, puisque le collège portera désormais

le nom de l'auteur de la grande œuvre plutôt que celui de son traducteur, même si ce dernier n'avait pas démérité autant que nous l'avions décidé.

* * *

Je sais qu'il est difficile pour les jeunes d'aujourd'hui de se faire une idée juste et précise de l'état d'esprit des Algériens de leur âge durant la période qui préludait à la guerre de libération, et que j'essaie d'évoquer ici dans mon témoignage.

Malgré tout ce qu'on en peut dire et qui en a pu être dit, ils ne sont pas loin, me semble-t-il, de croire que la situation du pays était très claire, qu'il y avait, d'un côté, un ennemi bien défini, l'ennemi colonialiste, et de l'autre côté, tout le peuple bien conscient et campé sur des positions de rejet de cet ennemi et décidé à en découdre avec lui ; que tout le peuple et donc tous les jeunes comprenaient parfaitement et également cette situation et les conséquences pratiques qu'elle aurait commandées, et qu'ils étaient, de ce fait, dans l'attente du signal du 1er Novembre 1954. Eh bien pas du tout. Les choses étaient aussi peu, sinon peut-être moins, claires pour les jeunes et les moins jeunes hier, qu'elles ne le sont aujourd'hui pour nos concitoyens.

Hier, comme aujourd'hui, les gens étaient sollicités par des idées politiques et sociales diverses, portées par des hommes et des personnalités politiques qui se battaient pied à pied et souvent de façon héroïque contre le système colonial et son implacable répression. Mais, comme j'ai essayé de le montrer plus haut, pour ce qui est de Tlemcen, ces idées étaient, en même temps, contradictoires entre elles concernant le contenu et des moyens de la lutte anticolonialiste. Elles poussaient leurs porteurs à se battre aussi les uns contre les autres, et souvent aussi âprement que contre l'administration coloniale.

Il n'était pas facile de voir où était la vérité. Etait-elle du côté du couple 'Ouléma-*UDMA, auquel des fois les communistes apportaient leur soutien, pour dénoncer le radicalisme du PPA et donc son "manque de réalisme"? Etait-elle du côté du PPA qui des fois s'alliait aux autres partis et des fois dénonçait leurs illusions à l'égard de la France ? En vérité, comme les jeunes d'aujourd'hui, nous ne pouvions envisager l'opposition du vrai et du faux que d'une façon rigide. Nous ne pouvions pas concevoir la diversité de ces idées « comme le développement*

progressif de la vérité, mais dans la diversité », nous voyions « seulement la contradiction. »

C'est ce que j'ai compris bien plus tard, auprès de Hegel qui explique le processus de façon lumineuse : « Le bouton, dit-il, disparaît dans l'éclosion de la fleur, et on pourrait dire que le bouton est réfuté par la fleur. De même, par le fruit, la fleur est dénoncée comme un faux être-là de la plante ; et le fruit prend la place de la fleur comme sa vérité. Ces formes ne sont pas seulement différentes, mais encore elles se refoulent comme mutuellement incompatibles. Mais leur nature fluide en fait en même temps des moments de l'unité organique dans laquelle l'une est aussi nécessaire que l'autre, et cette égale nécessité constitue seule la vie du Tout. »[1]...

* * *

Pour ce qui me concerne, mon attitude face à ces luttes d'idées était, évidemment, conditionnée par mon "histoire" particulière, car je "montais" à Tlemcen avec une "histoire" particulière : celle d'un fragile adolescent ayant grandi dans un village tout soumis à l'arbitraire illimité de l'Administration, et maillé par une véritable toile d'araignée de mouchards tout prêts à rapporter à cette autorité le moindre gémissement de mécontentement ; une Administration dont la lourde poigne vous dissuadait de prétendre à une quelconque velléité d'expression politique.

Mon "histoire" était, justement cette année-là, marquée par les graves menaces d'emprisonnement qui pesaient sur mon père, jusque-là soumis à un interdit de travail et à des tracasseries policières incessantes.

Cette angoisse de nous le voir enlevé me torturait ; cependant, je n'étais pas peu fier de le voir faire face, de défendre sa dignité, de ne pas faire amende honorable devant les gendarmes, l'Administrateur et ses *sicriya*. Son comportement me paraissait proprement héroïque ! Je n'étais pas peu fier non plus de la chaude solidarité dont l'entouraient ses amis *'ouléma* à Tlemcen ; d'autant que grâce à elle, justement, il m'était possible d'aller au collège ; et d'être ainsi près de ces gens qui n'avaient pas froids aux yeux et ne se laissaient pas faire par la police. J'étais impatient de les connaître, de les approcher.

---

1. Hegel, *Préface* ..., Op. cit., P.17.

Une telle "histoire" personnelle, confortée, d'ailleurs, par le contenu objectif de la fonction du collège, où je vivais désormais, – n'était-il pas, malgré tout, un des établissements clés du système colonial et de sa défense ? – ne pouvait donc que conditionner ma vie sociale et, petit à petit, politique à Tlemcen. C'est tout "naturellement" vers les milieux de l'Association des *'Ouléma* que j'étais attiré. D'autant que l'autorité intellectuelle et morale de Bachir Brahimi, allait grandissant, notamment à travers l'intense activité culturelle de *Dar el-H'adîth* – la belle médersa libre que l'Association avait construite juste à côté du collège. Le Cheikh y animait un enseignement plus moderne que celui des écoles coraniques et que fréquentaient de nombreux jeunes n'ayant pas eu la chance de suivre l'école française ou en ayant été rejetés trop tôt ; il y assurait ou faisait assurer des *durûss*, conférences politico-religieuses très suivies par un public diversifié. Bien que le régime d'internat du collège qui nous occupait pleinement par son programme propre, ne m'en laissât pas souvent le loisir, il m'arrivait de participer, en certaines occasions solennelles où j'accompagnais mon père, à ces véritables meetings et à leur chaude ambiance toute de ferveur plus patriotique que religieuse.

Mais l'activité de l'Association prenait un aspect tout à fait spectaculaire avec les grandes manifestations d'inauguration des médersas libres à travers tout le pays. J'ai eu plusieurs fois le grand plaisir d'y assister avec mon père. C'étaient, à chaque fois et dans chaque localité qui avait pu réunir les moyens pour édifier sa médersa, des foules énormes qui se réunissaient dans un enthousiasme indescriptible et avec suffisamment de discipline pour déjouer les provocations de l'Administration.

Il est vrai que Remchi avait eu toutes les difficultés pour se doter d'une médersa et pour assurer une inauguration somme toute plus modeste que dans les autres localités de l'arrondissement ; mais il n'en restait pas moins que le sentiment de fierté et de force que je ressentais lors de ces journées de fête, me convainquait de la justesse de la ligne suivie par les *'Ouléma* par rapport à celle tout "irréaliste" développée par les nationalistes du PPA : le dépit impuissant de l'Administration devant ces manifestations de force, mais respectueuses de la légalité républicaine, n'était-il pas une preuve suffisante pour confirmer cette conviction ? Nous éduquer en récupérant notre culture et notre langue sur lesquelles s'était acharné le colonialisme pour nous en déposséder, défendre notre personnalité religieuse qu'il voulait

annihiler sous prétexte d'incompatibilité avec la modernité, n'était-ce pas le meilleur chemin pour imposer notre dignité et arracher notre égalité de citoyens avec les Européens moins pourvus que nous en matière de profondeur civilisationnelle et culturelle ?

Dans le cadre de ma vie de collégien, il aurait été difficile de m'attirer vers la "dangereuse" politique nationaliste radicale, si tant est qu'il ait pu exister, parmi les Algériens internes venus du dehors de Tlemcen, des partisans de ce parti. Dans l'internat, et même parmi mes amis tlemcéniens externes, je trouvais un climat et des camarades tout à fait à mon diapason, qui m'invitaient dans leurs familles et que j'invitais de mon côté chez moi ou avec qui nous organisions des vacances en bord de mer ou en montagne. Je fréquentais avec certains de ces amis, des librairies, comme celle qui se trouvait, si je me souviens bien, dans la rue Benziane... Mais jamais, parmi les gens et les lieux que je fréquentais, je ne me rappelle avoir été mis au contact d'une idée ou d'une propagande autres que celles véhiculées par ce nationalisme modéré, "réaliste", que défendait l'Association des *'Ouléma*.

Il y avait bien, dans le collège, des communistes, comme Abdelkader Guerroudj et le regretté Ahmed Inal[1] ! Mais ils me dépassaient de plusieurs classes, et je n'ai pas eu l'occasion de les fréquenter ou même de les connaître, et quand j'arrivais en terminale, ils n'étaient déjà plus au collège. Et nous étions, de toute façon, d'autant plus prévenus contre eux, qu'ils étaient les amis de M. Minne notre professeur de philosophie ! Celui-là (!) n'étions-nous pas, en effet, convaincus qu'il était là, soit pour nous séduire par son idéologie "néfaste", comme il l'avait fait pour nos deux aînés, soit pour nous saboter l'année et la préparation du baccalauréat, par sa façon tout à fait "douteuse" de nous enseigner sa matière ?

Je n'ignorais pas non plus l'existence du courant nationaliste, ne serait-ce que dans la personne de Benmansour, notre vénéré professeur de Maths, dont il était de notoriété publique qu'il était PPA ! Je l'admirais pour le courage de ne pas cacher cette appartenance. Non qu'il se permît d'exprimer ses idées au collège ou d'y diffuser la littérature de ce parti ! Nous ne l'y connaissions que comme notre merveilleux prof...

1. Guerroudj et Inal s'engageront dans la guerre de libération. Le 1er échappera, avec sa femme Jacqueline, à la mort à laquelle ils ont été tous deux condamnés. Inal, lui, tombera au champ d'honneur dans les maquis de l'ALN qu'il avait rejoints.

Un des amis de mon père était également connu pour être un militant PPA : c'était le docteur Tebbal, un fils de caïd ! Mais cette amitié chaleureuse entre eux deux n'avait aucun prolongement partisan. Ce médecin sympathique m'estimait et m'encourageait, chaque fois que mon père me conduisait à son cabinet quand j'avais des problèmes de santé. Et en particulier lors d'une alerte, en seconde où j'avais postulé pour l'entrée à l'Ecole normale d'instituteurs à Oran : à la visite médicale préalable que j'avais dû subir, on avait, m'avait-on dit, décelé chez moi une primo-infection (tuberculeuse). Tebbal avait alors calmé nos inquiétudes en infirmant ce diagnostic pour le moins précipité.

Dans le vieux quartier du Medress où habitaient mes correspondants, j'avais l'occasion de bavarder avec les petits commerçants et artisans, lors de mes sorties hebdomadaires, mais je ne me souviens pas non plus qu'il ait été question de sujets abordés à la façon communiste ou PPA.

Par contre, nous subissions, nombreux, l'ascendant de Mokhtar Haddam, militant proto-islamiste, déjà ! qui était répétiteur dans le collège. Au point qu'en cette année 1953-54, je me trouvais embarqué dans une organisation ultra-secrète dont je ne connaissais que celui qui avait sollicité mon adhésion, mais dont je soupçonnais fortement qu'elle devait quelque chose à l'activité de Haddam en notre direction ; un prosélytisme qui, pour être discret, n'en était pas moins efficace ! Nous admirions son frère chirurgien dont la réussite exemplaire nous amenait à aspirer à le suivre dans le chemin qui l'a mené à la modernité, dans la stricte fidélité où il s'était tenu, nous expliquait-on, à l'authenticité islamique...[1]

C'est, par exemple, dans cette atmosphère, et devant la décision de notre professeur de philosophie de ne pas aborder la partie du cours, selon lui inintéressante, concernant la morale, que nous nous sommes, mon regretté ami Kouider Kerroum – qui tombera au champ d'honneur – et moi, rabattus sur *La Morale du Coran* de Haïdar Bamate. Nous avions acheté ce livre pour nous préparer de sorte à savoir au moins quoi dire au cas où nous serions confrontés à un sujet de morale.

* * *

1. Tedjini, celui qui après plusieurs responsabilités assumées, sera membre du Haut Comité d'Etat (HCE) à la suite du départ de Chadli de la Présidence de la République ! Mokhtar, lui, est le père du Haddam qui a longtemps tenu la vedette comme représentant du FIS aux Etats-Unis !

CHAPITRE III

Les années-lumière

Le Docteur Nekkache

... Il vint soudain à l'Assemblée
et dit :
« Vous qui, avec vos longues pipes allumées
glosez, en regardant au travers
du miroir des enseignements,
Sachez que le mérite consiste à voir
ce qui se transforme et à s'y plonger
en le transformant.
Et ne croyez pas que le devenir
est une flèche hasardeuse
sans loi ni règle...»

Nazim Hikmet, *Lui et les Barbes blanches.*

Je devais souvent me remémorer cette fin d'année scolaire 53-54 où je clôturais en beauté ma vie de collégien. J'avais eu le bac Sciences Ex. – notre promotion avait été des plus fameuses : sur les trente deux élèves de la classe, nous étions vingt-quatre ou vingt-cinq à avoir réussi, dont quinze sur seize Algériens ! Je m'étais inscrit en Faculté de Médecine et de Pharmacie à Alger. De plus, on avait confirmé la prorogation de la bourse qui m'avait permis de faire mon Secondaire. Enfin, j'avais pu avoir une chambre à la cité universitaire de Ben Aknoun, à Alger, ce qui me dégageait de tout souci pour la rentrée. J'avais également préparé mon trousseau pour cette nouvelle vie d'étudiant, là-bas ! dont j'appréhendais un peu ce qu'elle me réservait.

J'entamais donc mes dernières vacances d'été d'adolescent. Nous en avions terminé avec les réceptions des parents et amis venus nous congratuler et se réjouir avec nous de mon succès. Je voulais faire un peu le point : je savais ce que j'allais faire.

Je m'étais fait un solide bagage grâce auquel je m'apprêtais à affronter avec confiance les études médicales. J'hésitais encore sur la spécialité que j'allais choisir... Cependant, ce dont j'étais convaincu, c'était le genre de médecine que je voulais exercer. J'avais lu plusieurs

romans dont les héros sont des médecins, et j'avais été conquis par ce que pouvait avoir de noble la pratique de l'art de soulager les maux de nos semblables. Je me souviens, par exemple, que la vie du *Docteur Ibrahim* de J. Knittel avait suscité en moi un sentiment ambigu : l'humanisme de ce médecin de la vallée du Nil me semblait digne d'être endossé, mais nous avions des prétentions autrement plus exigeantes, concernant la qualité de la pratique par rapport à celle que pouvaient permettre les conditions du dénuement du pays où ce médecin était censé exercer.

Nous rêvions, avec le groupe de camarades reçus au bac cette année, de faire faire un progrès qualitatif à l'exercice de notre futur métier. La médecine de cabinet montrait l'exiguïté de l'espace dans lequel se mouvait le praticien : il se trouvait à la longue réduit à un travail routinier coupé du souffle vivifiant de la recherche universitaire. La médecine hospitalière, par contre, était la voie à suivre : le médecin y est un acteur pouvant apporter sa contribution au réseau pluridisciplinaire qui maillait l'établissement, et compter sur le savoir de ses confrères dans le cadre d'une pratique toujours assistée de la recherche médicale, elle-même nourrie des progrès de la science. Malheureusement, nous le savions, les places de médecin d'hôpital étaient strictement réservées aux Européens, aux filles et fils de patrons de service particulièrement, et les Algériens terminaient souvent leurs études sans avoir pu toucher un seul malade. Nous pensions donc nous organiser dans un établissement privé, pour une médecine de groupe où nous engagerions des efforts en vue de rester en contact avec la science et la recherche.

Nous pensions ainsi renouer avec la pratique de nos grands savants, qui ont fait l'âge d'or de notre civilisation arabo-islamique, et qui, outre qu'ils furent de grands médecins, étaient aussi de grands philosophes et de grands juristes. Dans le monde moderne où n'avait plus place l'encyclopédisme, et où l'accumulation des connaissances scientifiques imposait la spécialisation, nous nous promettions de faire profiter notre pratique de toutes les potentialités de la modernité à laquelle nous nous abreuvions.

Tel était le système d'idées que, depuis assez longtemps déjà, j'avais bâti comme devant guider mon chemin vers l'avenir. Je me les repassais en revue pour bien m'assurer du sérieux de mon choix et

mieux asseoir mes convictions,... en compagnie de Rousseau dont je m'étais procuré quelques œuvres : je m'étais aménagé un coin dans le jardin, à l'ombre d'un figuier pour réfléchir et lire, et avais entamé les *Confessions*...

"Tu viens, tu viens, il y a notre ami le docteur Nekkache qui veut te voir ! – Qui c'est, ce docteur Nekkache ? – Un ami très proche de la famille, installé à Oran. Il est venu chasser dans le coin. Nous lui avons parlé de toi et il a demandé à te voir."

Mustapha, l'ami qui avait chaperonné mon entrée à la maternelle, était tout excité, et encore tout essoufflé de la course qu'il venait de faire pour m'apporter la nouvelle. Il m'expliquait que leur hôte était d'une grande famille connue de Nedroma, "comme nous, tu le sais bien !", ajouta-t-il. "Il désire te connaître et te parler. Je ne sais pas exactement pourquoi. Mais nous lui avons parlé de toi avec tant de fierté..."

Tout de suite, le docteur Nekkache me prit en sympathie et ce fut le début d'une amitié indéfectible. Il avait l'habitude, me dit-il, de prendre en stage des étudiants qui débutent ou terminent leur médecine, pour les mettre dans le bain, et leur faciliter les premiers pas dans les études ou dans la carrière. Il me proposa donc, si j'étais d'accord, de le rejoindre à Oran dès que possible, pour le reste des vacances d'été. Pour le gîte et le couvert, il m'offrit de m'héberger chez lui... C'était le style du bonhomme ! Par sa façon de faire son offre, il avait l'air de vous être redevable et d'attendre de vous que vous lui rendiez service en acceptant ! Je décidais de dire oui.

Oran me sortait de la coque tlemcénienne et de son atmosphère oppressée. C'était une ville plus ouverte, moins cloisonnée, où la pression policière, surtout, semblait moins pesante, faisant que le compagnonnage entre les diverses tendances du mouvement national était plus convivial, moins heurté. J'y rencontrais d'autres façons de vivre et de voir que celle sur laquelle je m'étais édifié ; j'y fréquentais des milieux qui auraient osé difficilement s'affirmer à Tlemcen, sans parler de Remchi ; j'y faisais la connaissance de gens qui s'adressaient, sans ostentation ni zèle, à votre sentimentalité et à votre esprit pour vous mettre à l'aise, pour prendre de vous ce que vous voulez bien donner ; j'y vivais dans un climat plus politisé, sans que, paradoxalement, il ne fût jamais question de politique.

Le foyer des Nekkache, d'abord, m'a vite et chaleureusement adopté. J'avais une chambre à moi, et la maîtresse de maison faisait tout pour que je me sente comme chez moi. Je n'étais pas du tout considéré comme un stagiaire, mais comme un membre de la famille. J'étais dans un foyer musulman moderne où l'on vit, mange et dort comme j'en avais pris coutume au collège. Nous quittions la maison pour nous rendre au cabinet, à huit heures trente, conduits par le frère du docteur qui assurait le service de chauffeur, et qui venait nous chercher en voiture. Le cabinet se situait en pleine *M'dina J'dida*, la ville arabe, populaire, dans une rue pittoresque, enjambée par un passage, qui me rappelait le Pont des soupirs, faisant communiquer deux petits immeubles situés de part et d'autre de la rue... La clientèle, très nombreuse et très fidèle, était aussi populaire. A midi, interruption et retour, pour déjeuner, à la maison que nous quittions de nouveau pour être au cabinet à deux heures précises. Le soir, la journée de travail se terminait des fois bien tard, vers vingt heures. Après un dîner familial léger, nous devisions ensemble un moment et nous rejoignions nos chambres pour nous reposer. Le dimanche, en fin d'après-midi, j'accompagnais le docteur au bain maure. Les séances de relaxation et de massage nous faisaient un bien extrême et nous délassaient des fatigues de la semaine.

Je m'installais dans la bibliothèque située à l'arrière du cabinet. Je m'étais fixé un programme de travail, de découverte des matières de propédeutique médicale, de culture générale et de révision de mes cours de terminale. J'avais de quoi meubler, de façon aussi agréable que studieuse, les longues heures pendant lesquelles le docteur recevait ses malades. En milieu de matinée et d'après-midi, il prenait le temps de nous préparer du thé à la menthe que nous accompagnions de pâtisseries achetées en route. Nous profitions pour échanger quelques idées : il me parlait des problèmes d'ordre médical et social, qu'il rencontrait chez ses malades, et de la façon dont il se prenait pour les régler. Les liant à ce qu'il avait reçu comme enseignement et à la pratique qu'il a dû acquérir pour le mettre en œuvre, ou pour en pallier les manques, il s'arrangeait pour m'aiguiller vers les directions de recherche dans les manuels et livres qu'il mettait à ma disposition. Je ne pouvais espérer mieux : j'avais devant moi une concrétisation du modèle, du héros que je m'étais échafaudé à la lecture des romans humanistes que j'avais aimés.

Le docteur Nekkache était l'animateur d'un véritable foyer culturel ouvert. Il était au confluent d'activités très diverses. Son cabinet se transformait les matinées du dimanche et jours fériés en une espèce d'université populaire où s'organisaient toutes sortes de cours et de conférences : séances de révision et de préparation des examens par des élèves de lycées et collèges ; causeries, animées par des spécialistes, sur des problèmes d'hygiène divers, sur des questions de musique, de peinture ou autres, où l'enseignant d'une matière était l'élève dans une autre. C'est ainsi que l'on pouvait voir, par exemple, Blaoui Houari disserter sur la chanson oranaise, puis s'initier lui-même aux secrets de l'hygiène dentaire ou respiratoire, livrés à l'assistance par tel chirurgien dentiste ou tel spécialiste d'oto-rhino-laryngologie. Tel praticien venait vous faire découvrir les dangers des "maladies des mains sales" ou comment nos mères, roulant le couscous, en croyant s'être bien lavé les mains, pouvaient transmettre de graves maladies dues aux salmonelles, dont l'insuffisante conscience d'une réelle hygiène ne leur avait pas permis de se débarrasser...

Mais là où cette activité a été l'occasion d'un large travail de vulgarisation des notions d'hygiène, c'est quand elle a concerné la cinquantaine de jeunes gens et jeunes filles, dont des groupes de scouts très actifs, réunis pour des séances de formation aux gestes de secourisme, et particulièrement les injections, intramusculaires et intraveineuses. Ces séances étaient préparées par des leçons d'hygiène pratique, où l'on apprenait qu'une injection était, par elle-même, une agression contre l'organisme, puisque l'introduction d'une aiguille à travers la peau constituait une possibilité, pour les germes microbiens qui se trouvaient normalement sur la peau, de pénétrer dans l'organisme par la lésion ainsi créée. Que le secret d'une injection bien faite, c'est de limiter au maximum ce danger potentiel, en se nettoyant d'abord bien les mains, les doigts et les ongles au savon ; en évitant de toucher l'aiguille avec ses doigts ou avec le coton même imbibé d'alcool, en désinfectant bien, ensuite, l'endroit de l'injection, et enfin, pour les intramusculaires, en choisissant correctement l'endroit de la piqûre sur la fesse ; pour que même si, malgré toutes ces précautions, on introduisait un germe, l'abcès, qui pût en résulter, puisse facilement être évacué, au lieu qu'il s'insinue dans des profondeurs plus difficiles

à atteindre... Une fois cette base acquise, il ne restait qu'à dépasser l'appréhension que chacun d'entre nous pouvait avoir à l'idée de se faire piquer par sa ou son camarade. On avait commencé à se faire la main sur... des pommes de terre ! L'entracte qui permettait aux participants, en milieu de matinée, de couper l'effort d'étude, était un des moments les plus appréciés et les plus attendus : c'était un délicieux moment de détente et d'échanges fructueux où l'on pouvait siroter du thé à la menthe et déguster de succulents gâteaux qu'on nous servait alors ! Le docteur n'oubliait jamais, pour ces séances éducatives, d'en faire préparer une bonne centaine par une pâtisserie dont il était un des clients favoris ; il passait les prendre sur son chemin...

Certains dimanches où notre présence là n'était pas indispensable, j'accompagnais le docteur Nekkache aux "puces" d'Oran, qu'il visitait assez régulièrement. Je l'y voyais acquérir tout un bric-à-brac, des chaussures et des tenues de chasse des surplus américains, des gibecières, des havresacs, des sacs et du matériel de camping, et même de la bâche et du matériel de bourrellerie, pour travailler le cuir et la bâche. Quand il trouvait un établi ou des outils de menuiserie ou autres, il les achetait. Dans la maison de sa mère, il avait équipé un grand hangar d'établis de menuiserie où venaient apprendre le métier les jeunes de la section scoute de la ville, sous la conduite de scouts dont c'était la profession. Je n'ai pas fait attention à la destination du produit de leurs travaux (encadrements de petits tableaux, étagères, bibelots,...), jusqu'au jour où j'ai accompagné un groupe d'entre eux, chargé par le docteur d'une besogne inhabituelle.

Je dois d'abord dire que le docteur entretenait avec certains de ses confrères, médecins ou pharmaciens, des relations d'amitié et de solidarité professionnelle, qu'il faisait fructifier au bénéfice de ses malades. L'un d'eux, un oto-rhino d'origine grecque ou maltaise, je ne m'en souviens plus, avait un cabinet qui... chômait. Ce confrère n'avait pas beaucoup de clients, vu le tarif, prohibitif notamment pour les Algériens modestes, des consultations de spécialistes. Nekkache fit avec lui un marché : "Je t'envoie mes clients, lui dit-il, mais... pour ceux qui ont la sécurité sociale, tu ne leur fais payer que la somme qui leur est remboursée par la caisse. Pour les autres, tu les consultes ou les opères, le cas échéant, gratuitement ! Ça te va ?" L'autre était aux

anges ! La clientèle de Nekkache, vous vous rendez compte ! "Mais avant, je t'envoie une équipe de jeunes qui vont un peu arranger et égayer ton cabinet." Il en avait bien besoin, son cabinet ! C'est à cette besogne que nous avait envoyés le docteur : en une journée, le cabinet était nettoyé, repeint, et décoré par nombre de petits tableaux joliment encadrés, des petites étagères, des petites tables basses, etc. Et bientôt, nous sommes tous passés, les premiers, pour une consultation, gratuite ou payée au prix du ticket modérateur, devant assurer que nos cloisons nasales, notre gorge, et autres oreilles n'avaient aucun problème. Et depuis, chaque bébé qui arrivait au cabinet avec des signes d'otite avait droit à la consultation, et souvent à l'opération adéquate (paracentèse...) d'un authentique spécialiste. Idem pour chaque adulte qui venait se plaindre de troubles respiratoires. "Cette pathologie tire, dans la plupart des cas, son origine d'une atteinte de la sphère oto-rhino-laryngologique", me dit Nekkache. "Ne l'oublie pas !"

Un pharmacien de sa connaissance lui a demandé de lui adresser ses clients, en retour de quoi " je partagerai avec toi ma marge bénéficiaire", a-t-il proposé. "Je n'ai pas besoin de partager avec toi quoi que ce soit. Je t'envoie mes clientes, mais tu leur feras des cadeaux utiles (sacs à main, biberons, etc.) Je m'inquiéterai de ce que tu leur donneras ». Il était comme ça, Nekkache !

De tels arrangements étaient interdits par la loi, et l'Ordre des médecins était très à cheval sur la question. Cet organisme colonialiste avait d'ailleurs notre docteur à l'œil : il l'a un jour passé en conseil de discipline, lui reprochant de donner à ses malades des ordonnances trop chargées et trop coûteuses pour la caisse de sécurité sociale !

Il s'agissait d'anciens combattants, perclus de rhumatismes attrapés dans les tranchées, à qui il refusait de ne donner que de l'aspirine pour soulager leurs douleurs. "Il n'est que juste, messieurs mes confrères, que je leur prescrive des vitamines et autres antalgiques "nobles", en plus de l'aspirine !" s'était-il défendu...

Qu'elles furent importantes pour moi, ces quelques semaines de l'été 1954, passées dans ce milieu culturel fécond que m'ouvrait le docteur Nekkache ! Les riches discussions que j'avais avec lui et avec les amitiés nouvelles que je me faisais, n'étaient jamais directement politiques, mais portaient sur les questions sociales; mises à jour à travers

le contact avec sa clientèle, sur la modernité et la civilisation arabo-islamique, sur la situation des femmes dans notre société colonisée et la nécessité de leur évolution, sur nous, intellectuels, et les limites à nos ambitions... Je faisais l'expérience d'une pédagogie par l'action, qui renouvelait mon édification personnelle. J'ai alors totalement oublié la sombre aventure sectaire dans laquelle j'avais commencé à m'engager dans le plus grand secret. Je relativisais mes convictions sociales édifiées à l'ombre de l'enseignement paternel et de la vision de l'Association des *'Ouléma*. Je n'avais jamais fait autant de découvertes, ni autant discuté, ni si profondément, avec des gens de conditions et de convictions diverses, et surtout avec un aîné doté d'une telle expérience de la vie...

Ce n'est que bien des années plus tard que je prendrai conscience que cette période particulière de maturation de ma personnalité concordait avec celle où des développements cruciaux marquaient la situation internationale et particulièrement la vie du mouvement national. La défaite du colonialisme français à Dien Bien-Phu avait coïncidé à quelques jours près avec notre succès au bac ; je ne garde cependant pas de souvenirs précis des sentiments qu'elle a pu susciter en moi. Par contre elle a certainement eu un impact considérable sur les décantations au sein des partis nationaux. En effet, elle n'est pas passée inaperçue la déclaration faite par Abderrahmane Kiouane, devant le conseil municipal d'Alger, dont il était un des élus MTLD, à propos de cette déconfiture, qualifiée par lui de "malheureuse affaire". Cette déclaration a provoqué des polémiques dans les milieux politiques, cependant je n'en ai pas eu alors connaissance, ni a fortiori de la fiévreuse préparation du 1er Novembre. *Mais, j'allais me rendre compte bientôt que l'esprit de toute cette activité d'animation culturelle et d'initiation au secourisme procédait de ce même projet national ; elle nous préparait potentiellement – pour peu qu'on en eût le désir – à contribuer à faire face aux gros besoins, en la matière, de ceux qui bientôt allaient affronter par les armes le colonialisme ; et j'allais comprendre également, sans que Nekkache ne m'en ait jamais rien dit, que ces achats qu'il faisait aux "puces" d'Oran, étaient, en grande part, déjà destinés à ces mêmes qui, sur le terrain, se préparaient à l'assaut final du système colonial...*

C'est avec des ambitions consolidées par ce véritable bain de convivialité studieuse et patriotique que je rejoignais Alger début septembre de cette année 1954. Ma chambre universitaire était très confortable, et la cité se trouvait dans un merveilleux cadre verdoyant et tranquille ; dès les premiers jours nous avons été invités par le tuteur de la résidence : logeant dans un petit pavillon dans l'enceinte même de cette dernière, c'était une sorte de médiateur entre nous et la direction de la cité. Il nous souhaita la bienvenue et se mit à notre disposition pour tous problèmes qui pourraient se poser à nous concernant notre hébergement et notre restauration. Nous étions bien gâtés ! J'étais, là aussi, parmi la minorité admise en cité universitaire avec les Européens, par rapport au nombre desquels nous ne dépassions pas le dixième. La plupart des Algériens étaient logés dans la résidence de la Robertsau, sur les hauteurs du Télemly : ils y disposaient de boxes étroits séparés par des cloisons en bois, dans des salles communes... Toilettes et douches étaient également communes.

Chaque cité avait son restaurant universitaire ouvert à tout étudiant quel que soit son lieu de résidence. Il y avait aussi le restaurant de l'AG (Association générale des étudiants) du boulevard Baudin (aujourd'hui Amirouche), proche de la Faculté. Cependant, le vendredi midi, nous ne manquions pas de nous retrouver, pratiquement tous les Algériens, à la Robertsau, attirés par l'excellent couscous qui constituait le menu de ce jour-là. Les *Groupes Laïques* (GLEA) sur la rue Yussuf (aujourd'hui Ghermoul) faisaient fonctionner, dans leur complexe sportif, également un restaurant universitaire que fréquentaient surtout leurs sociétaires, pour la plupart Européens. Nous y avons vu comme une ségrégation, et avec deux amis de Slane, nous avons juré, un jour, de défier un tel ostracisme. Nous nous sommes donc pointés ce midi-là, et au moment où nous avons présenté nos tickets, on nous a informés que le restaurant avait ses propres tickets, vendus par carnets de dix, et qu'il fallait que chaque client ait son propre carnet. Confirmant notre appréciation, ces difficultés ne firent qu'accroître notre volonté de ne pas nous laisser faire. Nous avons donc acheté chacun un carnet et nous avons pu "nous imposer". Au menu ce jour-là, on servait des côtes de porc. Nous avons demandé un substitut à ce mets qui nous était interdit par notre religion. A ce moment arrivent trois étudiants Européens qui s'assoient

à notre table. Après le hors d'œuvre, on nous apporta le plat de viande : nos trois steaks avoisinaient trois belles côtes de porcs pour nos camarades européens, baignant dans le même jus de cuisson ! Ereintés par tous les efforts précédents et par un tel manque de tact et d'attention des cuisiniers et du serveur pour nos "bizarreries" religieuses, nous n'avons même pas protesté et les plus agréablement étonnés étaient nos compagnons de table qui se régalèrent de leurs parts et des nôtres ! Nous avons décidé, le ventre creux et un peu tard qu'on ne nous y prendrait plus à revenir en ces lieux !

Alger élargissait encore plus mon horizon. Je retrouvais quelques aînés du collège de Slane qui m'avaient précédé. Mais si jusque-là, je n'avais eu à faire qu'à des gens de ma région ou, au plus, de mon département (Oranie), j'étais dorénavant devant un concentré kaléidoscopique de l'Algérie. Des noms de villes et de villages, de l'Est, du Centre, du Sud et même de l'Ouest, que je connaissais à peine ou que j'ignorais même prenaient pour moi, existence concrète à travers ces nombreux amis que j'apprenais à connaître. Cependant, c'est le phénomène kabyle qui a été ma découverte la plus singulière. Certes, je connaissais des *Zouaoua*, comme ce Bouzouane à qui l'Administration, à Remchi, avait accordé la concession du marché hebdomadaire. Il était, dans le village, comme "immigré" et vivait en célibataire seul ou avec quelques parents... Plus tard, il ramènera sa famille et j'ai entendu une des mes sœurs, qui les côtoyait à l'école, dire que ses petites filles baragouinaient entre elles un idiome incompréhensible ressemblant à la *chelh'a* marocaine, qu'on ne les rencontrait jamais avec leur mère au bain maure. Quant à mon ami et condisciple Aït Abderrahim Belkacem, je n'ai jamais soupçonné qu'il pût être *zouaoui* et se distinguer de moi comme Bouzouane et ses enfants ! N'était-il pas de Tiaret, et sa famille n'était-elle pas appariée à des familles tlemcéniennes ?

Et voilà que je trouvai à Alger une réalité distincte si "massive" que c'était moi qui semblais "immigré"! J'enrichissais donc ma perception diversifiée de la réalité nationale, et m'attachais d'amitié avec nombre de condisciples kabyles ; dépassant l'étroitesse de ma formation *islahiste*, je serai même séduit par la gentillesse d'un Mécili prénommé Claude ! Et, avec mon ami Abdallah M., je m'initierai aux secrets du kabyle en apprenant à conjuguer avec une joie malicieuse le verbe "vechch – pisser" : "adh vechchegh, ath vechchedh, adh ivechch,..."

Le coup de tonnerre de *Novembre* nous a surpris en plein effort universitaire, mais ne nous doutant pas des conséquences considérables qu'il allait avoir, nous n'avons fait que l'enregistrer parmi les autres faits de l'actualité – avec peut-être un peu plus de gravité, à cause de cette simultanéité des "troubles" et cette coordination de l'action d'Oran à la frontière tunisienne. Ce n'est que plus tard, au retour des vacances des différentes régions du pays, que ses suites et développements sont de plus en plus devenus un des sujets de nos conciliabules complices et de notre sympathie grandissante.

Quelque chose s'était déclenché, qui tenait bon et semblait grossir, et l'Administration semblait, pour la première fois, impuissante à le contenir. On le subodorait à la lecture des journaux qui dénonçaient ces dangereuses menées des nationalistes "radicaux" ou tentaient de déterminer les responsabilités d'une telle "dérive". On le sentait à la pression policière mise sur les gens connus pour leurs sympathies nationalistes, et bloquant toute information sur l'opposition à la guerre qui commençait à se faire jour en France : on entendait dire qu'un journaliste, Robert Barrat, avait rendu visite au maquis d'un certain Ouamrane et avait écrit un article à ce sujet dans un journal en France, ce qui lui a valu d'être arrêté ; qu'un couple, les Jeanson, avaient publié un livre soutenant la lutte des insurgés ; mais on ne pourra pas lire ces écrits interdits ; on apprenait en sous-main que des intellectuels en France manifestaient contre la guerre... C'est sans doute tout cela qui avait mené au vote de la loi, fin mars, sur l'état d'urgence et son application en Algérie... mais aussi le ralliement de F. Abbas, Ahmed Francis et Toufiq el-Madani au FLN.

Mais nos études nous accaparaient et l'examen de fin d'année était précoce : en mai. Notre classe de PCB comptait plus de deux cents étudiants, et le nouvel amphithéâtre, l'amphi C, flambant neuf, arrivait difficilement à nous contenir ; particulièrement le jour du cours de chimie. Si l'on pouvait se permettre de s'absenter de certains cours (physique, biologie), il n'était pas question de "sécher" ceux de ce grand monsieur, Berlande. Avec son allure sèche et austère, il était réputé pour sa sévère exigence notamment concernant l'assiduité à son enseignement. Et l'on craignait le coup d'œil grâce auquel il arrivait, disait-on, malgré le fait que l'amphi était toujours plein à craquer, à se rendre compte

de votre absence, qu'il ne manquerait pas de vous reprocher le jour de l'examen au cas où vous auriez des difficultés à répondre à la question sur laquelle vous seriez interrogé. Son "*Vous, là-bas !*" lancé un jour avec beaucoup d'autorité en direction d'un de nos camarades assis au milieu d'un des derniers gradins du haut, à qui il demandait de cesser de perturber le cours, retentit aujourd'hui encore à mon oreille, et l'on peut être sûr qu'il en avait glacé plus d'un ! On ne le voyait se dérider qu'une fois dans l'année : c'était le jour où il faisait sur la paillasse, l'expérience de la synthèse de l'eau, en combinant de l'oxygène et de l'hydrogène. Tout l'amphi sursautait au moment de l'explosion produite par la flamme du bec Bunsen qui assurait la combinaison des deux corps simples. Et son sévère visage s'éclairait alors d'un petit sourire narquois des yeux, pendant qu'il regardait l'assistance par-dessus ses verres...

Ce que je retiens de cette année d'étude menée tambour battant, ce sont les courses de la cité à l'arrêt de bus pour prendre la voiture qui nous menait en ville, pour être à l'heure au cours et avoir une place assise à l'amphi. On descendait aux Tagarins, pour prendre un raccourci par lequel nous tombions juste sur la porte du haut de la Fac... Ce sont aussi les courses pour avoir une place assise à la belle et confortable Bibliothèque universitaire, la fameuse BU qui sera incendiée, juste à la veille de l'indépendance, par l'OAS (*Organisation de l'Armée secrète*, organisation paramilitaire des extrémistes de l'*Algérie française*) ! Dans ces chevauchées, nous étions sûrs d'être toujours coiffés au poteau par notre ami B. A. qu'on voyait toujours avec sa lourde serviette, vaste bibliothèque ambulante. Il travaillait tellement qu'il a été terrassé par le surmenage et empêché ainsi de passer son examen, à la première session et même à celle de septembre. Ce sont encore les courses pour avoir une place au restaurant de l'AG qu'on rejoignait en tram en sautant dangereusement en marche au moment où il ralentissait légèrement au virage en bas de la Grande poste vers le boulevard Baudin ; quand nous ne déjeunions pas chez le crémier de la place de la Cathédrale (aujourd'hui redevenue Mosquée Ketchaoua) : on y dégustait un succulent *râyeb* (lait caillé) servi dans de grands pots, avec une galette toute chaude et une part de beurre ! Ce sont enfin les repas de Ramadhan dans un restaurant djidjeli de l'avenue qui porte

aujourd'hui le nom du 1er Novembre 54 ; ou, quand on était dans une période de dèche, à la cité de Ben Aknoun où mon condisciple Lahrèche, étonné un jour de trouver des courgettes dans notre soupe de rupture de jeûne, m'étonna en me demandant en arabe de sa région, si chez nous, on mettait des *jriwêt* (courgettes) dans notre *jêrî* (*chorba*-soupe). Et il lui a fallu, pour se faire comprendre, qu'il me traduise sa question en français.

Ce que je retiens également des examens de fin d'année, ce sont les fiévreuses semaines et nuits de révision avec mon ami Youcef Khatib, grand joueur de foot de la fameuse équipe de l'AS Orléanville, et futur chef de la Wilaya IV de l'ALN. C'est l'interminable attente des quatre premiers jours où composaient les quelque cent vingt de nos camarades du premier groupe et l'angoissant suspense où l'on était à chaque fin de journée pour savoir le genre de questions qui leur avaient été posées ; et c'est aussi, notre tour venu, cette magnifique journée de mai où je devais passer devant Berlande. J'avais rejoint la fac. en moto, conduit par Abderrahman B. – qui en avait déjà terminé avec le 1er groupe – en passant par un Ravin de la Femme sauvage tout verdoyant et fleuri. Je me vois, dans un coin de la salle d'examen, préparant mes réponses à la question que j'avais tirée au sort, près d'éclater de bonheur tant je maîtrisais le sujet, alors que, à une table près de son pupitre, Berlande interrogeait Médioni (Albert ?), mon prédécesseur alphabétique. Après lui avoir tendu plusieurs fois la perche, le professeur lui dit d'un air désolé : "Mais, mon ami, j'essaie depuis un moment de vous mettre sur le doit chemin, et vous, vous persistez dans l'erreur !" Mon camarade était sorti en larmes.

Quant à moi, j'obtins la meilleure moyenne de l'amphi et mon succès allait être la sensation de l'année. Après m'être inscrit rapidement en 1ère Année de Médecine, je rentrai chez moi à Remchi pour voir mes parents et leur annoncer, en plus de ma réussite, que je reprenais mon stage chez Nekkache, qui m'avait renouvelé son offre des vacances passées... A peine avait-on fait attention à la décision du gouvernement français de l'envoi de troupes en renfort en Algérie.

Je retrouvais donc Oran et sa chaleureuse ambiance de travail et d'échanges, où l'on m'a accueilli avec fierté pour les excellents résultats de ma scolarité. Le docteur mit, cette fois, entre mes mains de fantastiques

fascicules d'anatomie tout nouvellement édités dont les auteurs étaient d'excellents dessinateurs. Que ce soit pour les fascicules d'ostéologie (se rapportant aux os), ou de myologie (aux muscles), qui étaient déjà parus ou pour ceux, en voie de parution, que j'aurai au cours des premières semaines de la rentrée, concernant le cœur et les vaisseaux sanguins ou encore les nerfs, les dessins étaient d'une telle clarté et d'une telle perfection qu'ils vous donnaient du plaisir à étudier l'anatomie. Ils feront sensation lorsque je les mettrai sous les yeux de mes camarades de classe, y compris Européens dont certains étaient même fils et filles de médecins. Personne n'avait vu pareille merveille... Leur étude a occupé tous les instants réservés à préparer ma rentrée de 1re année, me permettant une sacrée avance sur mes camarades. Je participais également aux autres activités éducatives et culturelles qui étaient aussi riches et foisonnantes que celles de l'année précédente.

On n'avait pas l'impression que les événements du *1er Novembre* avaient changé quelque chose pour notre petite communauté et nos activités. C'était la même ambiance de ruche et d'échanges où il n'était jamais question de politique. Cependant, vers les dernières semaines des vacances, on a commencé à sentir une pression policière plus pesante sur la ville, et on ne tarda pas à voir convoquer le docteur pour un interrogatoire serré. Quand il en est sorti, il m'a dit, sans donner trop de précisions, qu'"ils" l'avaient tellement cuisiné qu'il en avait eu soif. Mais "ils" ont dû le relâcher et j'ai pensé que s'agissait là d'une simple intimidation pour qu'il se tînt plus tranquille. Je me doutais néanmoins que cela était lié aux difficultés que rencontraient les autorités à bloquer les progrès de l'insurrection. A un moment que mon souvenir ne peut préciser, le docteur a pris en stage un étudiant en dernière année de médecine, qui s'occupait avec lui directement de la clientèle.

La rentrée approchait. Je rendis visite encore une fois à mes parents puis pris le train pour Alger. Je trouvai l'atmosphère un peu plus tendue. Nos copains de l'Est ramenaient avec eux des récits de scènes apocalyptiques : les "frères" ont attaqué au cours du mois d'août des villes et villages du Nord Constantinois (Skikda) et la riposte des autorités et des forces colonialistes a été des plus féroces. Je sentais que cette année-là n'allait pas être comme les autres. Je ne savais pas en quoi ni comment, mais c'était comme un gros orage qui s'amoncelait. Je n'en

décidais pas moins, avec mon ami Youcef Khatib, que nous forcerions par notre travail les portes de la médecine d'hôpital. Nous avions l'exemple de Chitour qui était déjà interne, le seul interne algérien ! Nous voulions suivre son chemin en mettant comme premier objectif, en parallèle avec l'examen de fin d'année, le concours d'externat.

Nous étions deux fois moins nombreux en classe de 1ère année de médecine qu'au PCB. Nous restions une vingtaine d'Algériens, car beaucoup de nos camarades de l'an passé étaient allés tenter leurs chances en France, notamment ceux qui avaient échoué à leur propédeutique. La compétition s'annonçait, cependant, aussi serrée que l'année précédente, car, plus que l'examen de fin d'année, ce qui était en jeu, alors, c'étaient les places à l'hôpital ou dans les laboratoires, en nombre beaucoup plus restreint. Et nous comptions nous battre pour elles... Comme pour l'année précédente, le stage que j'avais fait à Oran me donnait un avantage certain qui me faisait aborder l'année avec assurance. J'avais déjà une bonne partie de mes bouquins, avant même de nous en voir indiquer la liste en classe...

Cette année-là j'allais compléter ma connaissance de l'Algérie : je découvrais des amis dans les couches bourgeoises d'Alger. J'étais en présence d'une frange policée de notre société, héritière des bonnes manières de ces beaux esprits férus de culture arabo-musulmane et de musique andalouse, qui, dès le début du siècle, étaient « *frottés d'Occident* », de ces dignes lettrés à l'esprit très ouvert dont l'un des représentants, Mustapha al-Kamâl l'imâm de Sidi 'Abderrahmân at-Tha'âlîbî, patron d'Alger, avait même jeté les bases d'un des premiers mouvements féministes du monde arabe[1].

Les descendants de ces *a'yân*, de ces élites érudites, possesseurs aujourd'hui de capitaux, prenaient conscience des possibilités ouvertes par la révolution de Novembre : celle-ci ne remettait-elle pas en cause des réalités auxquelles leurs aïeux, pour se maintenir, ont dû, peut-être plus que les autres couches de la société colonisée, consentir la part du feu devant l'impossibilité de s'insurger efficacement contre elles ?

Dans cette frange de notre société, j'ai eu le bonheur de connaître beaucoup de gens de valeur, dont j'évoquerai le souvenir plus loin

1. Cf. Jacques Berque, *Maghreb*, ..., Op. cit., p.165

chaque fois que l'occasion se présentera. Sans doute en oublierai-je, mais je me suis fait un ami qui a beaucoup compté pour moi, Mustapha K. Mon séjour studieux et militant dans la capitale ne m'aurait valu que cette satisfaction, l'amitié de Mustapha, je serais heureux de l'avoir vécu. Entre nous, une confiance totale s'était nouée. Sans Mustapha, j'aurais côtoyé cette composante vraiment civilisée de notre société, les Algérois, sans bien les connaître, sans pouvoir en apprécier les qualités d'esprit et de cœur ; bien sûr, ils ont leurs défauts, mais chez eux la mesure va de pair avec l'aisance et ils ont la discrétion des gens qui sont sûrs des valeurs sur lesquelles ils vivent, celles dont le chantre populaire Madjid Meskoud a su justement dire la nostalgie dans l'Alger défiguré par l'envahissement "bédouinique" anarchiste et la résignation populiste de l'Etat à ce débordement...

Mustapha avait un je ne sais quoi de hautain dans l'abord qui n'empêchait pas son œil de s'humecter de douceur dans les moments d'effusion. La dose de cynisme quelque peu misogyne dont il essayait d'empreindre son attitude envers sa compagne, n'arrivait pas à cacher sa profonde tendresse pour elle ; j'étais assez proche de lui pour comprendre qu'il souffrait de l'état d'infériorité où notre société maintenait la femme, même dans ces couches privilégiées, malgré la liberté, réelle pourtant, qu'elle y affichait. Il était, lui, très lucide et critique à l'égard de ces valeurs familiales qui étaient pour moi très avancées. Il y trouvait des restes encore très pesants de l'arriération générale de la société, en même temps que des fuites en avant porteuses de danger pour ce qu'il y a de plus sain dans nos traditions dans ce domaine. Ses relations avec son frère aîné, qu'il adorait, m'avaient frappé ; de solides relations exprimant l'état d'une famille très équilibrée autour de leur vieille mère qui les comblait d'une indulgente autorité aux couleurs plutôt de l'amitié : c'était la première fois que je voyais, dans un foyer algérien, que le respect entre deux frères n'empêchait pas qu'ils n'aient rien, tout comme deux amis, à cacher l'un à l'autre, par *hichma* (pudeur)... Cette façon familiale de vivre m'a fait toucher du doigt la différence entre la décence, c'est-à-dire tout ce qui touche les bonnes mœurs, les convenances, d'un côté, et, de l'autre, la morale en tant que convention privée, celle dont Pascal disait que "la vraie morale se moque de la morale"...

Mais avant d'aller plus loin, il est nécessaire de revenir un peu en arrière pour voir d'où venait ce mouvement qui a débouché sur *Novembre 54* et qui allait nous emporter sur sa vague de plus en plus puissante vers l'indépendance.

* * *

De votre temps, c'était plus simple...

Ce qui est décisif vient " malgré".

F. Nietzsche.

Les grands hommes se caractérisent justement par leur position extrême, où leur héroïsme est de se tenir toute la vie. Ils sont nos pôles, ou nos antipodes...

M. Yourcenar, *Mémoires d'Hadrien*

Que s'était-il passé dans le mouvement national et dans le parti le plus conséquent de ce mouvement ? Comment en était-on arrivé au déclenchement de la lutte armée ? On entend souvent dire aujourd'hui que c'était la suite logique de la longue lutte menée par le parti indépendantiste, sous la conduite de Messali, contre les illusions qu'on pouvait réformer le colonialisme et obtenir de lui des améliorations. Pour certains, les élèves de Messali, faisant preuve de la pire des ingratitudes, vont confisquer le mouvement qu'il a animé, le combattre, lui, pour l'évincer du pouvoir qui devait lui revenir et finalement l'exclure tout à fait de l'histoire...

En réalité les choses sont un peu plus compliquées que cela.

L'exemple de Tlemcen nous a montré qu'au sortir de la guerre 39-45, et sous le poids de la répression,[1] il se produisait une double évolution contradictoire.

Que d'un côté, le mouvement national se radicalisait, et, de l'autre côté, se renforçait la tendance réformiste en son sein. La grande victoire du MTLD aux municipales d'octobre 1947, signe probant de la popularité de l'idée d'indépendance, aura des prolongements paradoxaux : permettant de défendre en grand la revendication d'indépendance, la légalité induira la tendance redoutable, chez les dirigeants, à tout faire pour sauvegarder ces possibilités légales et donc, bon gré mal gré, à sous-estimer le soutien dû à l'OS, et même à ne pas hésiter, pour sauvegarder le parti de l'interdiction, à la dissoudre au lendemain de son

1. L'on ne doit pas oublier un seul instant de prendre en compte ce facteur de la violence répressive dans la longue histoire des années de la colonisation, à l'inverse des tenants de la thèse de la violence qui marquerait naturellement notre mouvement national et notre insurrection.

démantèlement par la police colonialiste. Si bien que la question du réformisme se posera dorénavant non plus seulement dans les autres formations politiques réputées réformistes, mais au sein même du parti qui a toujours combattu cette tendance chez les autres.

Le malaise va aller grandissant, de même que la suspicion, au sein de la direction du parti, entre le président du parti, Messali et certains de ses adeptes, d'une part, et, d'autre part, le reste du Comité central. Les premiers accusant les autres, non sans raison, de réformisme, et Messali exigeant, pour en sauver le parti, d'être doté des « pleins pouvoirs » aux dépens d'un Comité central qu'il accuse d'avoir pris la « résolution de s'approcher de plus en plus du colonialisme pour se consacrer à la politique de compromission dans un climat de sécurité et de compréhension » ; mais les seconds protestant, non sans sincérité pour leur part, de leur fidélité à l'idée d'indépendance et à celle de la possibilité d'utiliser toutes les formes de lutte, y compris violentes ; refusant « la prétention de Messali de "retirer sa confiance" à tous les membres du Comité central qui sont l'émanation de la volonté souveraine du Congrès » ; et réfutant « les accusations gratuites » d'« un homme qui a été mêlé pendant des dizaines d'années à la vie politique et aux expériences de lutte du peuple algérien sans en avoir rien retenu...», d'un homme qui fait preuve d'un « infantilisme politique inquiétant » et qui « craint qu'une alliance avec d'autres mouvements fasse passer sa personnalité au second plan »[1].

Cette crise connaîtra son apogée avec la scission qui se consommera lorsqu'en juillet 1954, la tendance messaliste tiendra son Congrès à Hornu, en Belgique, suivie un mois après, par la réunion en août à Alger, du Congrès de la tendance centraliste. Quant aux hommes dont l'existence même, en clandestinité ou au maquis, le fusil au poing, personnifiait l'objet du litige entre les deux tendances, ils redoutaient un tel aboutissement. Aussi avaient-ils investi certains des leurs dans une mission désespérée de recoller les morceaux de l'organisation en laquelle ils avaient mis tous leurs espoirs et pour laquelle ils avaient tout sacrifié. C'était le but, en mars 1954, du

1. Rapports de Messali au Congrès d'Hornu (14.07.54), et du Comité central au Congrès d'Alger (13-16.08.54), in M.Harbi, *Aux origines du FLN*, C. Bourgois, Paris 1975, p. 229 et 233-34.

Comité révolutionnaire d'unité et d'action *(CRUA), où ils ne furent rejoints que par certains membres de la tendance centraliste, Messali considérant cette initiative comme une manœuvre tendant à l'empêcher de crever l'abcès et de reprendre en main le parti. L'issue funeste les amena, de guerre lasse, à reprendre leur liberté d'action pour mettre tout le monde devant ses responsabilités en décidant de poser la question du réformisme ou du non-réformisme sur son vrai terrain : celui du déclenchement de la lutte armée, qui ne permettait ni équivoque politique ni échappatoire.*

Cependant, sur cette question précisément, chacune des deux tendances consacrées par la scission estimait que c'était à elle de décider s'il fallait déclencher la lutte armée et quand le faire. Ces prétentions, ceux qui donneront le signal de Novembre en ont pris connaissance dans les textes adoptés par les deux congrès de la scission. Messali estimait que : « Au point de vue tactique, ce moment psychologique est extrêmement favorable pour tenter de lier le problème algérien à celui du Maghreb arabe et par-là même internationaliser le problème algérien et œuvrer en faveur de l'Union nord-africaine. Cela est du domaine de la diplomatie qui, pour réussir, doit être appuyée par une politique intérieure révolutionnaire. Il n'y a pas plusieurs façons d'internationaliser un problème, il faut s'y mettre ou se démettre. La bureaucratie a choisi de se maintenir et de collaborer avec le néocolonialisme en vue de réalisations économiques et sociales... »

De son côté le Comité central considérait que si « sur le plan doctrinal, le 2ème Congrès a reconnu la nécessité de n'exclure aucun moyen pour parvenir à notre objectif », il n'en restait pas moins que « vouloir lancer le parti et le peuple dans des actions pour lesquelles ils n'auraient pas été formés et sans qu'au préalable les conditions indispensables n'aient été réalisées, c'est agir en aventuriste » et que « n'est pas révolutionnaire mais gauchiste celui qui, tout en recherchant un changement radical des institutions recourt inconsidérément aux seuls moyens illégaux. »

Devant de telles positions, les Novembristes *ont estimé pour leur part qu'en déclenchant la lutte armée, on pouvait refaire l'unité du parti, et en tout cas, on répondait à la volonté exprimée par Messali d'appuyer la démarche d'internationalisation du problème algérien*

sur une insurrection en action ; dans le même temps, on convainquait le Comité central que les conditions de cette insurrection armée étaient réalisées. Mais aucun des deux camps opposés ne voulait leur reconnaître le droit de prendre une telle initiative.

Messali, tout à son objectif de reconquérir le parti à travers l'organisation qu'il venait de mettre sur pied, ne donnait pas l'ordre d'insurrection ; et quand celle-ci se déclenchera, il la jugera d'abord comme une provocation essentiellement destinée à saboter son projet : elle ne pouvait qu'entraîner une répression à l'encontre des militants sur qui il comptait, et qui n'y étaient pas préparés. Il introduisait, par cette appréciation tendancieuse, des interrogations chez les militants qui, sur le terrain, étaient sollicités pour prendre les armes.

Prenant acte de l'impossibilité de différer l'insurrection devant la volonté manifestée sur le terrain, il a tenté, en faisant organiser un soutien matériel aux groupes armés, de se faire reconnaître comme l'unique chef de la guérilla, contre ce FLN qui, selon lui, prétendait l'avoir déclenchée.

Puis fin décembre 1954, il décidait de lancer sa propre armée de libération, avec pour objectif primordial d'imposer cette reconnaissance sur le terrain et l'allégeance des groupes armés au Mouvement national algérien *(MNA) et à "son chef", Messali. Il pensait ainsi réunir les conditions pour négocier, en chef de nouveau incontesté, l'internationalisation du problème algérien.*

Ce faisant, en se fermant aux arguments de ceux qui, parmi les promoteurs de Novembre, l'appelaient à les rejoindre et même à les patronner, tels que Ben Boulaïd et Krim, en mettant tout le monde dans le même sac réformiste, il cristallisait et prolongeait la crise au sein même de l'insurrection.

Quant aux centralistes, ils essaieront par tous les moyens de bloquer l'initiative, qu'ils qualifieront d'opération suicide, allant jusqu'à menacer d'isoler les promoteurs de façon à ce qu'ils ne trouvent personne avec qui faire leur coup. Ce qui a amené le regretté Boudiaf à leur rétorquer : "Nous le ferons, s'il le faut, avec les seuls singes de la Chiffa !" Ils enverront leurs représentants au Caire pour tenter d'obtenir le report de l'insurrection à une date ultérieure, mais ces derniers y apprendront qu'elle a été entre temps déclenchée. Ils finiront, bon gré

mal gré, par se rallier au mouvement, avec la plupart des autres responsables des partis et organisations réformistes, quand tout le monde se convaincra quelques mois après, que la révolution prenait un tour irréversible « malgré » tout.

Mais bien que ce mouvement fût mûr, il n'a pas été facile de le lancer et de le maintenir. Il fallait évidemment que tous les militants impliqués dans le lancement de l'insurrection eussent assez de courage pour ne pas en manquer au moment de vérité. Ils en avaient eu suffisamment pour s'engager dans cette gageure, il était sûr qu'ils iraient jusqu'au bout. On dit que, parmi les "22", deux ont fait défaut, non par peur, mais parce qu'ils en ont été convaincus par leurs amis centralistes...

Une fois exécuté le programme arrêté pour la nuit du 31 octobre au 1er novembre, il fallait faire face à la réaction des autorités coloniales. Elles avaient été surprises, c'était une bonne chose, mais elles allaient certainement réagir, et durement.

Les autorités coloniales étaient parfaitement au courant de la crise qui secouait le parti le plus important du mouvement national, le parti qui a toujours revendiqué l'indépendance, qui a toujours abrité dans ses rangs des "excités". Mais la répression avait été si efficace que ces derniers avaient été mis à la raison par leurs propres chefs. Et on continuait d'avoir à l'œil les deux courants qui venaient de se séparer définitivement, en organisant chacun son propre congrès. On estimait que ce parti maintenant divisé était dans une sorte d'impasse qui permettait presque de dormir sur les deux oreilles, malgré certains appels "hystériques" du Caire pour secouer les Algériens de leur apathie... Néanmoins là, on s'était fait presque avoir : cette coordination des actions, leur dispersion sur tout le territoire national, leur simultanéité sur un espace allant de l'Oranie à la frontière tunisienne, tout cela ne laissait aucun doute : il y a là dessous une organisation assez puissante pour déclencher ainsi au même moment des troubles importants dans tout le pays. "Heureusement, les dégâts ne sont pas très importants". Il n'y a que dans les Aurès où la situation semble un peu plus sérieuse. Il faut coûte que coûte éviter l'embrasement. Il faut très vite envoyer des renforts pour étouffer dans l'œuf ce mouvement qui peut avoir des suites dangereuses...

Les Novembristes *prévoyaient cela. Aussi s'attachèrent-ils à consolider le pas décisif réalisé par le lancement de la lutte armée. Mais en*

dehors de l'Aurès, où la personnalité de Ben Boulaïd était le drapeau derrière lequel se mobilisaient tous les militants dont il avait lui-même pris en main la formation et la préparation à la lutte armée, les responsables de l'insurrection allaient rencontrer bien des obstacles. Pour tenter de prévenir de telles difficultés, ils avaient cherché à gagner à leur initiative une des personnalités connues du Parti, en dehors de Messali dont ils avaient enregistré la réaction hostile à leurs efforts pour l'unité du parti et l'action révolutionnaire. Ils s'étaient donc adressés au docteur Debbaghine dont ils avaient apprécié la forte personnalité au sein de la direction. Mais il aurait voulu poser des conditions remettant en cause le principe de leur initiative... Et quand ils se présentèrent aux militants auprès de qui ils vivaient pourtant leur vie clandestine ou de maquis, ils se sont vus demander de quel côté ils étaient – avec ou contre le Comité central, avec ou contre Messali.

Le jour où, de la bouche d'un vieux militant qui a vécu cet accouchement pénible, j'ai appris la mésaventure arrivée à Si-M'hammed, j'en avais les larmes aux yeux. Je n'arrivais pas à m'imaginer l'état d'esprit de cet homme lucide et courageux – auquel même Bigeard rendra hommage !– quand, arrivant au douar er-Rîch, si je ne me trompe, dans la Mitidja, en ces premiers jours de novembre 1954, pour donner le signal de l'insurrection, il s'est vu éconduit : ce douar et ces gens, il les connaissait bien, il les savait prêts pour le combat, ayant contribué avec eux à cette préparation. Ils se sont dans un premier geste inquiétés de quel bord il était. Puis ayant pris des renseignement à Alger, où ils avaient dépêché un émissaire, ils ont montré de l'hostilité à la proposition de Si-M'hammed. J'essaie, chaque fois que j'y pense, de me représenter la rage et le désespoir dans lesquels une telle déconvenue l'aura mis, lui et ses amis, et ce qu'ils ont pu penser des responsables d'un tel coup bas, d'une telle vilenie qui brisait au moment crucial les efforts et les sacrifices de tant d'années.

De quelle grandeur d'âme, de quel esprit de responsabilité, lui et ses amis ont dû être pourvus, pour ouvrir leurs bras, quelques mois plus tard, au nom de l'intérêt supérieur de la patrie, à ceux qui, commettant une grave faute d'appréciation de la volonté et des capacités de lutte du peuple, les avaient ainsi poignardés dans le dos, en tentant de bloquer cette volonté et ces capacités pour prouver la "justesse" de leur analyse.

De quelle magnanimité et de quelle patience politique n'ont-ils pas dû faire preuve pour supporter la présomption de ceux qui se rendant enfin à leur position, n'en prétendaient pas moins s'ériger en direction "politique" devant primer les "activistes", les simples "militaires" qu'ils étaient censés être ! Une hiérarchie qui s'était imposée au nom et à l'ombre de la lutte légaliste et qu'on voulait transposer dans la situation de la lutte armée. Et comme Bentobbal avait raison de rappeler que lui et ses amis étaient des politiques qui s'étaient investis dans la tâche politique de l'heure, la lutte armée !

Quant à l'erreur politique du vieux chef Messali, elle devait s'avérer autrement plus grave, à la mesure de la grandeur qu'il avait montrée dans la défense de l'idée indépendantiste : cette idée, mise à mal par la répression et le réformisme, il pensait la réhabiliter en refondant un parti qu'il voulait représenter le Mouvement national. Contrairement aux jeunes que son magistère exigeant avait forgés pour personnifier cette idée, Messali n'a pas saisi la nécessité de rupture qu'elle impliquait. Loin de se suffire d'un parti, fût-il nominalement investi du titre de Mouvement national algérien, *cette rupture nécessaire devait se concrétiser en un espace où toutes les forces nationales pussent déployer leurs potentialités, au service de l'idée d'indépendance dépêtrée de l'hypothèque réformiste.*

Ce fut le Front de libération nationale.[1]

De n'avoir pas saisi ce nouveau besoin de l'idée indépendantiste, ce tournant radical du mouvement national, Messali allait être poussé tout droit à organiser ses partisans pour combattre, y compris par les armes ceux qui, sur le terrain, avaient préparé puis mis en branle les conditions et les forces pour donner enfin corps à l'idée pour laquelle lui et eux avaient tant sacrifié. Et bien sûr, des drames irréparables vont se produire dans ce combat plus que fratricide, puisque c'est la nation elle-même qui se déchirait ainsi...

J'ai souvent réfléchi à ce singulier retournement de l'histoire qui, au moment où je m'engageai enfin dans la lutte pour réaliser l'objectif pour lequel Messali avait sacrifié toute sa vie, m'a fait me retrouver

1. Il faut noter que les forces nationales, réformistes et révolutionnaires, s'étaient sincèrement escrimées en vain pendant de longues années à essayer de constituer un tel espace. Une seule chose les gênait qu'elles ne pouvaient percevoir : l'hypothèque réformiste qui s'imposait devant la réalité d'une répression drastique !

à le combattre. Je n'arrivais pas à comprendre que le vieux leader se mît au service d'un ennemi qu'il a toujours fermement dénoncé.

En réalité, je lirai plus tard des documents internes du MNA où s'expliquait tout son drame. Il s'est aperçu que le parti qu'il avait constitué pour contrecarrer le réformisme du MTLD avait été pris en main par les services du pouvoir colonial, tout comme ce qu'il a cru être son armée de libération, pour les opposer au FLN et à l'ALN.

Tel a été le devenir des moyens politiques et militaires dont lui voulait se doter pour être reconnu, aux côtés des autres, comme interlocuteur, par la France. Celle-ci lui a toujours fait miroiter cette reconnaissance par l'entremise de personnalités liées aux services policiers chargés de le surveiller.

Bien sûr, avec quelques fidèles comme Memchaoui, quand il s'est aperçu de la forfaiture, il s'est dressé contre ces responsables de son organisation, retournés par les services français et dont on lui avait signalé des rencontres louches à l'hôtel Aletti.

Il a tenté de les empêcher d'utiliser le MNA et l'USTA[1] contre le FLN ; et il s'est élevé contre leurs manœuvres souterraines pour vider ces deux organisations de leurs militants et les verser dans un FAAD tout au service du projet colonialiste. Tout cela finissant dans une débâcle lamentable !

En effet, dans un discours prononcé le 22 janvier 1961 devant des cadres du MNA, parlant « des journalistes, des personnalités politiques, syndicales, venant même des milieux gouvernementaux », Messali, pathétique, constate[2] :

« Tous nous ont pressés comme un citron et soumis à des manœuvres et à certains actes que nous avons rejetés avec indignation (...) A Melun, nous avons été (...) ignorés et humiliés (...) Nous voici maintenant (...) devant les négociations franco-FLN... Une fois de plus nous sommes ignorés, ce qui n'empêche pas que déjà une sirène est venue nous consoler en nous promettant que jamais le général de Gaulle ne traitera avec le FLN. On ne peut mieux se moquer du MNA, de ses dirigeants et de son

1. Union Syndicale des Travailleurs Algériens : syndicats messalistes, concurrents de l'UGTA et opposés à elle. – FAAD : Front algérien d'action démocratique.
2. *Les Archives de la révolution*, réunies par M.Harbi, éd. Jeune Afrique, Paris, 1981, p. 360-61.

passé glorieux. Allons-nous indéfiniment (...) subir de telles humiliations ? ... »

Dans un rapport aux cadres du PPA (étiquette reprise à la place de MNA) en mars 1963, Messali informait de la confusion qui régnait dans le MNA du fait des agissements de Belhadi « chargé de représenter notre parti auprès des partis politiques, des milieux gouvernementaux et du gouvernement », qui « en réalité appartenait à un réseau de "bénis-oui-oui" et de courtiers français » et qui « jouait de tous les moyens pour entraîner le parti dans la ligne politique du gouvernement français » en plaidant « la modération, l'importance de la 3ème voie et la volonté du gouvernement de ne pas traiter avec le FLN. »

Messali expliquait que « l'objectif recherché par le gouvernement était de s'emparer des forces politiques, syndicales et ALN-MNA, pour utiliser le parti comme moyen de manœuvre contre le FLN » et que « Belhadi et son clan voulaient à la fois travailler pour cette politique au-dedans et au-dehors du MNA, de l'USTA et des maquis ALN-MNA » en présentant « le FAAD comme une organisation sympathisante du MNA, laissant même croire qu'elle était sa créature. »[1]

Mais qui était ce Belhadi ? Ancien délégué MTLD à l'Assemblée algérienne, il avait été exclu du parti pour positions jugées incompatibles avec l'appartenance partisane. Il a été parmi ceux qui ont profité de l'amnistie imprudemment décrétée en mars 1954 par Messali lors de la crise du MTLD, et a pu intégrer le MNA.

« Il est en France depuis le début de 1956 », nous dit Messali, qui ajoute : « Les dirigeants de l'époque lui avaient donné la responsabilité des Relations extérieures et intérieures. Par la suite, il a pris le titre de porte-parole de Messali... Il est venu, pour la première fois, me voir à Belle-Ile-en-Mer au printemps 57. Depuis, il est revenu (...) tous les 3 et 6 mois, me faire une visite pour me mettre au courant. Il me fallait donc un certain temps pour comprendre cet homme. »

Au cours d'une visite en juillet 57, Belhadi, juste avant de quitter Messali, lui laisse des documents, dont un rapport d'un nommé Clavel, adressé au général de Gaulle « en accord avec Belhadi ». Messali qui n'en prendra connaissance que tard dans la nuit, s'en désolidarisera

1. *Les Archives...* , Ibid. , Pp. 371 & Sq

auprès du général par lettre recommandée. Mais, curieusement – sans doute soupçonnait-il quelque chose déjà ? – il ne le portera à la connaissance du Bureau politique consultatif provisoire que trois ans après, « les 4 et 5 juin 1961 » et il précise alors que « ce rapport n'a soulevé aucun étonnement et pas la moindre indignation chez les membres présents à cette réunion, et pour cause, car ces derniers, à l'exception de deux ou trois, étaient déjà engagés dans le fadisme[1]. »

De fait, Belhadi et ses complices avaient, au cours des premiers mois de 1961, engagé le MNA dans des contacts avec un représentant du cabinet du Premier ministre français et il pensait mettre la direction devant le fait accompli. Mais ayant à répondre le 6 juin à une demande française de reprise des contacts, en vue des négociations, « le bureau politique a décidé de décliner cette invitation... jugée contraire à la dignité du MNA, aux intérêts supérieurs de la révolution algérienne... Le MNA, précise Messali, n'a pas voulu se prêter à cette manœuvre du colonialisme français qui consistait à utiliser notre parti comme moyen de pression sur le FLN. » Messali et la direction ont obligé Belhadi à faire lui-même, devant eux, cette réponse « par téléphone », avant de l'exclure du MNA...

Ces soubresauts internes d'une organisation que les services français avaient vampirisée, ce drame incommensurable d'un géant qui n'en finissait pas de payer son erreur de géant, le pouvoir colonial en suivait et manipulait les développements. Quant à nous, nous ne pouvions alors en percevoir que les côtés ennemis pour notre propre combat ; ce combat qui, aux yeux de l'histoire, le vengeait, lui, l'aigle aux ailes brisées, l'inventeur de l'idée de l'indépendance.

Décidément, de notre temps, les choses n'étaient pas plus simples... quoi que l'on pense ou dise de la situation que l'on connaît aujourd'hui. La révolution, en effet, ne pouvait pas démarrer dans des conditions pires. Et c'est un premier miracle qu'elle n'ait pas été étouffée par ses propres moyens, par ses propres hommes, avant même d'être en mesure de résister à la répression colonialiste.

Ce drame véritable, qui se commettait silencieusement depuis le 1er novembre 1954 et durant toute l'année 1955, c'est-à-dire la période de mes débuts universitaires et de mes premiers pas d'homme, je ne

1. C'est-à-dire dans la trahison avec le FAAD.

l'apprendrai que dans le cours du développement des nouveaux combats de l'indépendance.

* * *

Ce qui en sourdait, pour nous, jeunes étudiants à l'époque, c'étaient les progrès irrésistibles de la révolution, dont le moindre des signes n'était pas cette montée infernale de la répression, qui avait fini par apparaître comme ce qu'elle était, la *Guerre d'Algérie*, la guerre impitoyable faite à notre peuple. Tous les échos que chacun de nous rapportait de sa région d'origine quand nous revenions de vacances, faisaient état des prodiges de notre déjà glorieuse Armée de libération nationale, dont les trois initiales, A.L.N., claquaient au vent de la victoire.

Nous interprétions "scientifiquement" certains de ces miracles, invraisemblables pour un esprit cartésien ; comme celui de ces *djounoud* qu'un commerçant a dû transporter dans sa camionnette bâchée. Devant la crainte qu'il affichait pour cette tâche périlleuse au cas où on l'arrêterait à un barrage, ils lui ont demandé de dire alors qu'il transportait des moutons. C'est ce qu'il avait prétendu, expliqua-t-il en rapportant le fait à son village, "et les soldats ont bien regardé avant de me laisser passer !" ajoutait-il, encore tout à son incrédulité. Bien évidemment, ce que les soldats avaient vu en relevant la bâche, ce n'étaient pas des moutons, mais bien les bouches de canons des fusils braqués sur eux, et qui les ont logiquement convaincus qu'ils n'avaient pas intérêt à y voir autre chose que de paisibles moutons. Cette anecdote a tellement frappé les esprits que même les terroristes intégristes, exécutants de l'horrible drame qui endeuille aujourd'hui notre pays martyr, ont singé ce coup de maître propagandiste en le reprenant à leur compte plus de quarante ans après : dans leur vaine tentative de ressembler aux héros d'hier, le prenant au pied de la lettre, ils n'en ont gardé que le côté "miraculeux"!

Chaque aggravation des mesures répressives, nous convainquant de l'avancée de la révolution, nous gagnait encore plus à la cause de cette dernière. Et voilà que tombait sur moi, comme un coup de massue, en cet automne 1955, la nouvelle de l'arrestation de mon père ! Nul n'est donc à l'abri, si mon père, qui a toujours été un "légaliste", n'est pas

épargné. Plein d'amertume, ma résolution est prise sur-le-champ : Finies pour moi les études. Je vais rejoindre les vrais hommes et leur combat. Ai-je pensé alors à Ghaouti Ben Memcha ? Toujours est-il que la révolution récoltait, ce jour, en moi, le fruit des sacrifices que ce Don Quichotte sublime et ses pairs avaient endurés pour elle. De tels sacrifices constituent la sève nourricière de l'arbre vivace de la vérité.

Beaucoup de jeunes d'aujourd'hui, pourtant dépassés par une situation politique difficile dont ils n'arrivent pas à déchiffrer les tenants et les aboutissants, subissent, sous le coup d'un événement fortuit, une métamorphose telle que celle que j'ai vécue alors ; ils y ont été préparés, à leur insu, par les sacrifices des anciens et des nouveaux Don Quichotte du combat de la dignité nationale. Ils en deviennent alors des acteurs actifs, et leur conscience illuminée fraîchement vient ajouter sa force à la conscience nationale en train de façonner l'Algérie moderne...

J'informai mon ami Youcef Khatib de ma décision, et le trouvai, sans en être étonné, dans les mêmes dispositions d'esprit que moi. Je décidai de rentrer voir ma famille qui, privée du pivot sur lequel elle s'était toujours appuyée, devait être dans une situation facile à imaginer. Je passai par Oran pour mettre au courant le docteur Nekkache de ce qui m'arrivait. Il mit un peu de baume sur mon cœur ulcéré, en dédramatisant les choses : "Ton père, me dit-il, ne subit que le sort des hommes debout de ce pays. Il n'y a rien d'infamant à ce qu'il soit arrêté, au contraire. On reconnaît par-là qu'il est de ceux qui n'ont jamais baissé les bras devant l'adversité qui frappe notre malheureux pays. C'est un honneur qu'on lui fait !". Quant à ma décision de m'engager dans le combat sans plus penser aux études, il me dit de prendre le temps d'en discuter, à mon retour de chez moi. Il m'apprit que, pour lui aussi, les pressions policières se sont faites plus grandes : "Ils ne me laissent pas tranquille ! Ils sont tout le temps après moi. Je t'en dirai plus à ton retour."

Je revins de chez moi déprimé de n'avoir pas pu voir mon père à Bossuet. Ce qui a accru ma haine du colonialisme et renforcé ma résolution d'aller mettre les moyens que je pouvais maîtriser au service des hommes qui le combattaient. De son côté, le docteur Nekkache m'a mis au courant des problèmes qu'il avait avec la police. "Ils ne me lâchent

pas d'une semelle ; ils jouent avec moi au chat et à la souris", me dit-il. Je me confirmai dans l'idée qu'il était pleinement engagé dans le soutien à la lutte armée. Il se faisait remplacer auprès de ses malades par son stagiaire en fin d'études. Il m'a fait comprendre qu'il a refusé de se déplacer pour soigner un blessé. Il y a tellement à faire, avait-il expliqué, et il est plus juste et plus profitable d' "apprendre aux gens à pêcher plutôt que de leur donner du poisson". Il a proposé de s'employer à former un grand nombre de jeunes qui pourraient très bien faire les premiers gestes indispensables dans ces situations, au lieu de se déplacer et de se mettre en danger chaque fois qu'il y avait un blessé. "C'est d'ailleurs, me fit-il remarquer, ce que nous avons fait en grand ces dernières années et tu y as participé."

La plupart des jeunes que je voyais autour de lui pendant les vacances passées n'étaient plus là. Peut-être étaient-ils retournés chacun à ses occupations habituelles. Mais déjà, nombreux étaient sans doute engagés dans la lutte clandestine. C'est à cette période-là que j'ai fait la connaissance d'un ami du docteur Nekkache ; il était son invité. J'ai compris qu'il était recherché. Il devait se rendre à Alger et le docteur s'affairait à le déguiser. Une des sœurs du docteur l'accompagnera par le train, comme si elle était sa femme. C'était Hadj Ben'alla, que je rencontrerai, plus tard, au bagne de Lambèse parmi le groupe des condamnés à mort graciés ou à perpétuité. Il sera le président de l'Assemblée nationale sous la présidence de Benbella...

Pour ce qui était de mon engagement, le docteur me conseilla d'attendre : "Je te ferai certainement contacter par quelqu'un pour quelque chose d'utile pour le mouvement", me dit-il. Je rejoignis Alger plus rasséréné, repris mes habitudes normales, tout en attendant impatiemment le signe de Nekkache. En effet, les choses commençaient à évoluer et la machine n'allait pas tarder à s'emballer...

* * *

Le 19 mai...
« Encadrer quoi ? des cadavres ?... »

Quiconque ose de grandes choses risque inévitablement sa réputation.

Vauvenargues, *Réflexions et Maximes*

Un tourbillon bariolé, telle sera la période qui commençait dans ma vie et les souvenirs que j'en garde, font une folle farandole et se mêlent, sans que j'arrive à les bien évoquer dans leur chronologie. D'abord, j'avais repris le collier, que ce soit à l'université ou à l'hôpital : je prenais beaucoup de plaisir au cours de biochimie où l'on nous décortiquait les subtiles constructions et combinaisons moléculaires grâce à quoi la matière prenait vie. On nous rendait intelligibles les légères modifications des structures chimiques qui différencient l'état de santé de celui de maladie.

Je portais également intérêt au cours d'histologie du professeur Kehl dont la sévère droiture et le respect qu'il portait à ses étudiants nous avaient conquis autant que l'immense savoir qu'il s'efforçait de nous inculquer. Je crois me rappeler que c'est lui qui, dans son cours d'embryologie, nous a parlé de ce chercheur belge qui a provoqué *in vitro* la parthénogenèse, c'est-à-dire le processus de division, sans fécondation, de l'œuf, sous microscope, en l'*agressant* avec un cheveu de sa fille dont il se servait comme minuscule couteau. Le hasard a voulu que cet illustre chercheur fût mon professeur lorsque, cinq années plus tard, à ma sortie de prison, je repris mes études à l'Université libre de Bruxelles... Il était significatif qu'aux moments les plus chauds de cette année-là, le professeur Kehl tînt à assurer son cours à nous seuls Algériens, sans prendre en compte l'absence des Européens, cinq fois plus nombreux que nous, qui faisaient grève politique ; et qu'inversement il ne nous tînt pas rigueur du même geste à notre tour. Tout comme était déjà révélateur qu'il ait pris pour assistant un Algérien, Slimane-Taleb : nous regardions ce dernier, aussi, comme un exemple, et une certaine complicité nous liait à lui quand nous rentrions dans ce temple de solennité qu'était le laboratoire d'histologie pour les travaux pratiques. Il sera le futur professeur d'histologie de la Faculté de Médecine de

l'Algérie indépendante, et il s'efforcera d'imprimer à sa chaire et à sa discipline la tenue compétente et le sérieux scientifique dont il a hérité.

J'étais impressionné par le cours d'anatomie du professeur de Ribet : avec lui, nous avions le grand privilège de fréquenter un des plus beaux musées d'Anatomie de l'Université française. Il offrait au visiteur une des plus importantes collections de coupes et de figures anatomiques que l'on eût pu imaginer : où que fût située la partie d'un organe du corps humain que l'on voulait examiner, une coupe bien exposée dans une vase plein de formol la visualisait dans tout son environnement musculaire, nerveux, vasculaire, conjonctif ; et tout un mur était tapissé par des spécimens de peaux d'homme portant de magnifiques tatouages... Pour nos travaux pratiques d'anatomie, aucune faculté de médecine de France ne pouvait rivaliser avec le laboratoire dont nous disposions pour nos exercices de dissection et d'initiation à l'anatomie du corps humain que nous devions intimement connaître pour pouvoir en soigner les atteintes... Cet excellent professeur nous a copieusement morigénés le lendemain du jour où, en cette fin d'année 1955, sortant de TP, et pour tromper l'attente d'un assistant qui n'était pas à l'heure pour son cours, nous avons transformé l'amphithéâtre en une arène de gladiateurs d'un nouveau genre : c'était hallucinant ! Nous nous défoulions de la tension qui montait dans le pays, la ville et la faculté, en nous bombardant les uns les autres avec des morceaux de macchabée, qu'instinctivement nous avions sortis avec nous du laboratoire, comme si nous prévoyions ce retard. Il me semble sentir encore la pestilence âcre du formol qui s'était, en même temps que le projectile, collée à ma joue droite, et dont je n'ai pu me débarrasser, en dépit de multiples savonnages et désinfection à l'eau de Cologne et même à l'alcool pur, qu'au bout de trois ou quatre jours. De Ribet a, le lendemain, vilipendé notre irresponsabilité collective qui a mis en émoi la police alertée par ces restes de cadavre dispersés jusqu'en dehors de l'amphithéâtre. Cet éducateur respecté, grand défenseur de la moralité publique, se transformera en vulgaire potache chahuteur, organisant la révolte de ses étudiants européens contre Guy Mollet, tout nouvellement investi à la tête du gouvernement, en ce mémorable 6 février 1956 : son laboratoire deviendra un centre de directives et de ralliement pour eux et leur assurera le ravitaillement en sandwiches pour se restaurer, et en tomates pour lapider le Premier ministre pendant la manifestation ! Il

nous éconduira, nous, ses étudiants algériens, quand nous nous présenterons ce jour-là à son cours, alors qu'il avait noté nos noms deux semaines auparavant : nous faisions, le 20 janvier, grève de protestation contre l'enlèvement et la disparition d'un de nos camarades étudiants...

Nous suivions avec assiduité et sérieux nos stages à l'hôpital, que ce fût en cardiologie, chez le professeur Taddeï ou en chirurgie, chez le professeur Goinard. Il me reste le souvenir qu'un cours d'un des assistants de ce dernier sur les affections du genou, avait inquiété mon ami Youcef : l'assistant nous avait parlé des lésions résultant, chez les footballeurs particulièrement, des sollicitations du genou soumettant les tendons à rude épreuve. Immédiatement après le cours, nous avons frappé à sa porte pour une consultation sur cette grave question : après examen, et tout en souriant, il nous a prévenus que nous ressentirions tout au long de notre scolarité de nombreux symptômes des différentes maladies que nous aurons l'occasion d'étudier...

* * *

La situation évoluait rapidement ; la tension allait grandissant, perturbant notre attention et notre effort universitaire. Déjà certains de nos camarades étaient engagés dans la lutte, signe que *Novembre* commençait à étendre son influence et son impact sur les milieux et couches intellectuels et bourgeois de la société. Et bientôt, même les communistes allaient faire un coup d'éclat, début avril 1956, par la désertion avec un camion plein d'armes, du lieutenant Henri Maillot !

Le grand fleuve tranquille allait bientôt nous emporter, nous aussi, sur ses flots majestueux. La pression policière se faisait plus présente y compris autour de l'enceinte universitaire et même à l'intérieur, où travaillaient de nombreux petits blancs acquis à l'hostilité aux Arabes. Aussi, la méfiance était-elle grande, même entre Algériens. Mais nous ne pouvions cacher dans nos discussions, entre nous, notre sympathie pour les valeureux qui avaient relevé le défi.

Une véritable effervescence se faisait jour parmi nous : d'abord pour nous organiser indépendamment de l'Association Générale des étudiants, l'AG d'Alger qui regroupait tous les étudiants indistinctement, européens et musulmans, de l'Algérie ; l'on parlait de plus en plus de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA). Des tracts du FLN

commençaient à circuler parmi nous. Dans cette effervescence, des personnalités commençaient à émerger, telles que Alloua Ben Baatouche et Rachid Amara, et surtout Mohammed Benyahia, dont je garde le souvenir et une forte impression de l'allocution de protestation au cercle du Progrès, place Ketchaoua, où nous nous étions réunis, autour de Me Dechezelle, pour je ne sais plus quelle manifestation : notre dirigeant et futur diplomate s'élevait contre l'ordre "arbitraire" de dispersion qu'avait donné la police qui déclarait interdite notre démonstration pacifique.

Les étudiants européens, de leur côté, étaient de plus en plus nerveux. J'ai déjà évoqué plus haut l'accueil réservé à Guy Mollet, et leur participation vigoureuse à cette réception pittoresque, après avoir pris part aux "adieux inoubliables", quatre jours auparavant, au ministre-résident Soustelle, grand défenseur de leurs privilèges, sous couvert "d'intégration".

Quant à nous, même s'il n'y a jamais eu de heurts entre eux et nous, à cette époque, nous voyions apparaître, comme signes de provocation – en réalité de peur et mesure de dissuasion ? – des panoplies d'armes automatiques et de poing accrochées aux murs de nos voisins de chambres européens à la cité. Quand la tension sera à son maximum, nous craindrons pour nos vies de la part de groupes extrémistes qui auraient pu s'attaquer à nous dans nos chambres. Aussi prendrons-nous l'habitude de dormir au moins à deux par chambre. Mais pour le moment, leur pilier de grève n'essayait pas de nous empêcher de pénétrer à l'université le jour où ils imposaient la grève à ceux parmi eux qui auraient voulu ne pas suivre leur mot d'ordre...

* * *

Je ne me souviens plus quand, exactement, fin 1955, une belle demoiselle s'est présentée à moi dans ma chambre... de la part du docteur Nekkache. C'était le docteur Nefissa H.[1] dont j'allais partager l'activité débordante et audacieuse pendant de longs mois. J'entrais, avec

1. Pour ceux des militants et militantes à qui j'ai eu alors affaire et qui sont encore en vie au moment où j'écris ces souvenirs, le lecteur me pardonnera de n'en donner que les prénoms suivis de l'initiale du nom : je ne suis, en effet, pas en mesure de m'inquiéter auprès d'eux s'ils ne voient pas d'inconvénient à ce que j'en fasse mention. Ce qui n'est pas le cas, bien sûr, de mes amis Mohammed-Seghir Nekkache et Youcef Khatib...

mon ami Youcef, dans la révolution par la grande porte. Nous devenions des militants, des propagateurs actifs des mots d'ordre FLN, des organisateurs du soutien à la lutte armée, avant de la rejoindre à notre tour.

J'étais mis en contact avec des militants, connaissances ou amis du docteur Nekkache, dont un pharmacien d'El-Biar et un commerçant de la Casbah ; j'en gagnais d'autres à la cause, et contribuais à étoffer l'organisation qui travaillait déjà sous la direction de notre nouveau "contact"...

Notre activité se déploiera dans le sens politique d'abord, pour populariser la ligne d'action du FLN pour l'indépendance nationale, pour contrecarrer, notamment dans le milieu étudiant, l'action et la propagande des communistes qui, contrairement aux autres courants du mouvement national, prétendaient s'organiser de façon indépendante du FLN, constituer et conduire leurs propres maquis, même si, à l'inverse des messalistes, ils ne s'attaquaient pas au FLN auquel ils reconnaissaient la paternité du déclenchement de la lutte armée. De plus, ils étaient handicapés, à nos yeux, par le vote des communistes à l'Assemblée française, en faveur des *pouvoirs spéciaux* au gouvernement Guy Mollet, qui s'en servait pour accentuer la répression et la guerre.

Notre action politique connaissait son point culminant dans le meeting qui devait décider de la "grève des étudiants". Cette assemblée générale des étudiants musulmans algériens de la section d'Alger, dans une salle du local de l'UGTA, situé alors place de la Cathédrale (Ketchaoua), puis reprise le lendemain, je crois, à la Robertsau, avec les lycéens en renfort, a été houleuse : nous y avions pour mission de faire adopter la décision de grève illimitée des études, geste probant des couches privilégiées et éduquées, de rupture avec la France coloniale, et de soutien au combat de l'ALN. Ce geste était dirigé symboliquement vers l'Assemblée générale de Nations unies pour la convaincre du rejet de l'ordre colonial par un peuple unanime. La diplomatie du FLN avait déjà eu un premier succès, lorsqu'en septembre 55, l'A.G. de l'ONU avait inscrit à son ordre du jour, la *question* algérienne, à la majorité d'une voix. La délégation française, obligée de quitter l'Assemblée, avait dû déployer de gros efforts pour regagner le terrain

ainsi perdu et amener l'Assemblée à se dessaisir deux mois plus ta la *question* algérienne...

L'affaire n'a pas été simple pour nous au cours de notre asse générale : si, en effet, pour nous qui étions décidés à rejoindre N, l'objectif était clair, il n'en était pas de même pour une grand masse d'étudiants inquiets pour leurs études et leur avenir. En ce qui nous concernait, il s'agissait de fournir au FLN un argument de poids grâce à quoi il pouvait combattre l'idée, défendue auprès de l'opinion mondiale par la propagande française, que l'Algérie était la France et qu'il n'y avait donc pas de *question* algérienne, que c'était là un problème interne strictement français. Nous avions distribué largement l'appel du FLN aux étudiants et aux intellectuels à ce sujet, et je crois me souvenir que j'avais été chargé d'en servir aux secteurs suivis par Hachem M., Sadeq K. et Salah B.

Mais il nous a fallu répondre nous-mêmes à des arguments sérieux : *L'Algérie, qui va avoir l'indépendance, manque déjà cruellement de cadres. N'est-il pas irresponsable de prendre cette décision de faire courir à ceux qui sont en train de se former le risque de se faire tuer ? Ceux qui peuvent combattre par les armes sont assez nombreux pour ne pas mettre en danger la vie de ceux, en très petit nombre, dont la formation sera indispensable à l'Algérie demain.* C'est vrai, rétorquions-nous, ce danger existe mais, ajoutions-nous non sans raison, si nous continuons à ne penser qu'à notre formation et à ne pas prendre position face au véritable génocide qui se commet devant nos yeux, nous risquons non seulement de faire le jeu de la France qui s'appuie sur notre silence pour continuer sa politique d'extermination, mais surtout de nous apercevoir à la fin de notre formation qu'il n'y a plus rien à encadrer dans ce pays.

Il faut croire que c'est notre argumentation qui a convaincu, puisque les participants ont voté dans leur majorité, pour la grève illimitée des études, et qu'un grand nombre parmi eux, et surtout de lycéens après eux, ont choisi d'affronter le risque de mourir au maquis plutôt que de continuer à aller sur les bancs de l'université ou du lycée... Je me rappelle qu'au cours de cette AG, Khatib me désignait un "Européen" parmi les participants, se proposant déjà d'aller " lui régler son compte" : "ce ne peut être qu'un provocateur !" C'était le regretté

Ahmed Bouderba que j'avais eu, mais pas Youcef, l'occasion de connaître dans l'organisation clandestine et qui sera l'organisateur et le chef du service de santé de l'ALN de la zone 1 de la Wilaya III. Avec sa haute stature, son air et ses moustaches de gentleman anglais, ses fines lunettes cerclées d'or, Nani – c'était le diminutif dont le prénommait sa famille et ses intimes – détonnait dans cette assistance nord-africaine...

Je me remémore encore l'ambiance grave régnant dans le bus qui nous "montait" à Ben Aknoun, ce 19 mai, jour où devenait effective la décision. J'étais avec Nekkache et nous écoutions les conjectures des uns et des autres sur la durée probable de la grève, sur ses développements et ses résultats possibles. Les plus optimistes pensaient que la France, devra rapidement se rendre aux arguments du FLN ; et qu'on reprendrait certainement les cours sinon à la rentrée prochaine, du moins avant un an ! Ces propos, par lesquels ceux qui les énonçaient tentaient sans doute de se rassurer, avaient provoqué chez le docteur une moue et un hochement de tête très dubitatifs...

* * *

Nefissa H.

... Dans la nuit trempées encore,
Femmes fabuleuses qui
Fermez vos portes, rêvez...

Mohammed Dib, *Ombre gardienne*

A côté de notre activité politique et de recrutement de nouveaux adhérents, il nous incombait de collecter des antibiotiques et autres médicaments, ainsi que des instruments de petite chirurgie, dont l'ALN avait grand besoin. Le docteur Nekkache nous rendait souvent visite et nous le logions alors dans une de nos chambres, la mienne ou celle de Youcef, pendant que nous nous installions, tous deux, dans l'autre. Nous passions avec lui une bonne partie de la nuit à compléter notre apprentissage du secourisme auquel je m'étais initié à Oran et dont j'avais fait profiter Youcef ; nous devions adapter alors ce savoir-faire pour des besoins plus précis : envisager des ordonnances pour les affections les plus probables (diarrhée, toux,...) ; conditionner les doses de médicaments dans des petits sachets en plastique transparent – nous avions acheté une thermo-colleuse pour les fermer hermétiquement – ; réfléchir aux besoins d'un *djoundi* de l'ALN, à ce qu'il faudrait lui emballer dans le plus petit empaquetage possible – nous apprenions également à confectionner, en nous initiant à la bourrellerie, des sacs en bâche pour de telles exigences. "N'oubliez pas, nous disait-il, les besoins de toilette" – ; nous avions acheté une provision de brosses à dents en forme de doigtier en caoutchouc hygiénique, muni de pointes de la même matière : placées sur l'index, on pouvait très bien se brosser avec les dents et les gencives. Nous nous étions également procuré un bon stock du *Manuel du sous-officier* qu'on trouvait en vente dans les librairies : "Il sera très utile là-bas. Chaque frère qui monte au maquis doit en prendre un avec lui", nous conseillait le docteur...

Concernant la collecte de médicaments, nous formions un des réseaux de la fourmilière qui s'affairait à cela. Je n'oublierai jamais la déchirure à mon cœur ressentie au coup de sifflet par lequel le responsable d'un barrage établi, ce jour-là, au carrefour de l'Agha, sur la rue de Lyon (auj. Hassiba Ben Bouali), intimait l'ordre de s'arrêter au bus dans lequel j'étais. Ce signal, avant même que le chauffeur

n'entamât son coup de frein, j'ai compris qu'il nous était destiné. J'avais à la main un paquet de médicaments que je venais de récupérer chez un médecin de la rue de la Lyre. "Tout le monde descend, les papiers à la main !" nous commanda-t-on. Au lieu de "papiers" j'ai compris "paquets" et j'ai pensé abandonner discrètement le paquet dans le bus mais, de peur que quelqu'un me vît m'en délester, je mis, finalement, la mort dans l'âme, pied à terre avec mon colis, puis... profitant du passage, sur le trottoir de descente, d'une dame suivie de ses deux enfants, j'eus l'idée de leur emboîter le pas, le plus naturellement du monde ! J'eus le bonheur, le cœur battant la chamade, de voir réussir mon petit stratagème et de sortir sain et sauf de la souricière. J'avais la chance de paraître plus jeune que mon âge, surtout avec le short que je portais, ce jour-là.

Des mésaventures de ce genre, avec les barrages multipliés aux endroits les plus invraisemblables de la ville, nous les redoutions même lorsque nous n'étions pas encombrés de pareils chargements. N'importe quoi, même la plus petite des futilités, pouvait vous valoir d'être embarqué comme suspect, pour enquête plus approfondie, ainsi qu'il arrivait souvent à un de nos camarades étudiants dont le simple tort était d'être un peu trop brun ! Nous en avons fini avec les sueurs froides le jour où, par les soins du regretté Mustapha Lyassine, nous avons gagné à notre cause et à nos rangs deux ou trois jeunes coursiers des laboratoires de pharmacie, munis de leurs triporteurs : leur travail, c'était le transport officiel des médicaments pour les livrer aux pharmaciens. Mustapha, étudiant en pharmacie et Algérois de Belcourt, avait pu approcher ces jeunes, belcourtois comme lui et dont les laboratoires qui les employaient se situaient également dans ce quartier. Grâce à ces recrues de valeur, nous avons pu, par exemple, convoyer en toute sécurité, jusqu'au lieu discret d'où il devait être embarqué, un important chargement destiné à mon ami Bouderba, dans le maquis de la région d'Akbou. Je me souviens que nous y avons inclus la boite toute neuve d'instruments de petite chirurgie que j'avais récupérée des mains du docteur Timsit – Meyer, le frère aîné de Daniel que je retrouverai à Lambèse. J'ai appris par la suite que cette "contribution" faisait partie des décisions prises au cours de la rencontre qui a eu lieu, en ce juillet 1956, entre la direction communiste et celle du FLN, autour de la question de la remise à cette dernière des armes emportées par Maillot.

L'adoption du mot d'ordre de grève des études posait à notre organisation clandestine une tâche autrement plus considérable que celle qui nous incombait jusque-là : notamment concernant la formation aux gestes de secourisme. Ce que nous avions appris pour nous préparer nous-mêmes aux besoins du maquis, on nous chargeait d'en faire le programme à inculquer aux dizaines de jeunes étudiants et lycéens qui avaient déjà fait acte de candidature pour le maquis. Sous la direction discrète de Nefissa H., notre petite organisation va s'atteler à cette tâche exaltante.

La Cité U. avait pris un air de vacances en cette fin d'année universitaire qui se terminait pour nous en queue de poisson ; nous nous étions arrangés avec les garçons d'étage pour occuper, sur toute une aile de pavillon, des chambres contiguës dont les locataires étaient partis ; nous gardions les clés de celles qui appartenaient à ceux de nos amis qui partaient au maquis ou rentraient chez eux, en prenant bien soin de nous acquitter de leurs loyers pour rester en règle avec la direction de la cité ; nous affichions l'attitude de fêtards, de vacanciers avant l'heure, organisant des après-midi agrémentés de discussions amicales, de lecture et d'écoute de musique, des veillées dansantes qui nous réunissaient dans nos chambres jusque tard dans la soirée. Une de nos chansons préférées alors était celle du *Déserteur* de Mouloudji. J'en avais acheté le disque chez un disquaire de la rue Bab Azzoun. Je ressens encore l'émotion, la chair de poule, à la phrase, criée à tue-tête dans les grandes baffles : « *Monsieur le Président / Je ne veux pas la faire* (la guerre) */ Je ne suis pas sur terre / pour tuer de pauvres gens !...* ». Cette belle chanson, écrite par Boris Vian, reflétait alors mon état d'âme et mon état d'esprit, moi qui allais au maquis : je n'allais pas faire la guerre. La guerre c'étaient eux, les colonialistes, qui nous la faisaient. Moi, j'allais y résister et aider mon peuple à résister...

Tous les amis, garçons et filles, qui participaient à cette activité conviviale, plus ou moins acquis au FLN et à la cause nationale, nous entouraient de leur sympathie sans être tous au courant de notre travail clandestin. Je ne me rappelle plus comment nous nous y sommes pris pour mener notre ouvrage dans une base de travail et de vie aussi large sans que la police n'ait pu découvrir notre activité réelle ni même en avoir de soupçons : cette formation que nous avons menée par vagues de sept à

dix "élèves", pris complètement en charge, pendant le stage, pour ce qui est du gîte et du couvert, que ce fût chez nous à la cité ou, à la fin de leur stage, dans de belles villas bourgeoises, à travers Alger, dans des familles. On les vaccinait[1] contre le tétanos, la diphtérie, la typhoïde et la paratyphoïde A et B (DT-TAB) – on leur servait alors un repas léger, une bonne soupe chaude, pour qu'ils puissent bien dormir. Puis, équipés chacun de son matériel nécessaire et des médicaments de première nécessité, le tout bien conditionné, sans oublier l'exemplaire du *Manuel du sous-officier*, ils étaient dirigés vers des endroits où les attendait le guide qui devait les mener jusque là où ils avaient été affectés.

Notre petite colonie fondait comme neige au fil des jours, au fur et à mesure des affectations : j'ai vu partir Youcef parmi les premiers, en réponse à une demande de la Wilaya IV. Il m'apprendra qu'il était bien arrivé et fera état de certains besoins précis que je lui ferai parvenir. Puis ce fut le tour de Nani, bientôt suivi de Mustapha Lyassine, de B., étudiant en sciences, et Ramdane Redjouani, étudiant en maths. Il était décidé que je les suivrai bientôt. Nani aussi nous informera des besoins de la région de la Soummam où il avait atterri et me demandera instamment de le rejoindre pour compléter l'équipe, dès la fin du travail qui me retenait encore à Alger... Nous avons eu la désagréable surprise, un jour de voir revenir Amrane, étudiant en chirurgie dentaire, de la Kabylie vers où il avait été dirigé : la liaison n'était pas au rendez-vous, et il a fallu tout réorganiser pour lui assurer un nouveau départ. Mais la surprise a été plus désagréable encore le matin où Samir I. a frappé à ma porte. Quelques jours plus tôt, à la fin de son stage – c'était un des derniers lycéens candidats pour le maquis –, je l'avais convoyé jusqu'à son rendez-vous d'où on devait le conduire vers la région d'Orléansville (El-Asnam, auj. Chlef). Par malchance, il avait été arrêté avec son guide, par une patrouille de militaires rencontrée par hasard, avant d'arriver à son point de chute. Abderrahmane Farès, un ami de son père – tous deux (?) dépu-

1. C'est sans doute à cette vaccination que j'ai dû personnellement d'avoir résisté à l'épidémie de typhoïde qui s'est déclarée quelques années plus tard, en l'été 1959, au bagne de Lambèse et qui a emporté plus d'une dizaine de mes compagnons pourtant jeunes et paraissant bien portants, avant que les autorités pénitentiaires ne décident, sous la pression organisée des détenus, de procéder à une campagne de vaccination au DT-TAB justement..

tés à l'Assemblée algérienne –, l'a fait libérer. Et ne voilà-t-il pas qu'il revenait, comme une fleur, m'informer de sa mésaventure, et demander à repartir… Heureusement, les flics ne l'avaient pas filé !

Toute cette activité était menée sous la direction diligente de Nefissa H. : celle-ci assurait, avec l'aide de ses deux assistantes Salima B. et Malika M., et également de Nani, avant son départ au maquis, la supervision du travail de formation, des besoins de l'infrastructure de l'organisation et de ses autres activités, en même temps que la liaison avec les familles qui accueillaient nos pensionnaires, et enfin avec la direction de la révolution. Comment dire le bien que cela m'a fait de travailler sous la férule d'une femme ! Cette expérience m'a tellement marqué qu'un jour, au hasard de mes lectures, tombant sur une lettre écrite par Nietzsche à une de ses amies qu'il admirait, ma pensée est d'elle-même revenue à Nefissa H. « *Que doit faire un homme si, comparant sa vie à la vôtre, il veut n'être point taxé d'invirilité ?* » demandait le philosophe à sa correspondante, et il répondait : « *Il doit faire tout ce que vous avez fait et rien de plus.* » Je fais mienne cette appréciation pour l'expérience que j'ai vécue à connaître cette grande dame, à travailler, à militer sous son égide. Je n'ai jamais eu avec elle l'impression d'avoir affaire à un chef ; elle a toujours eu avec nous, avec moi, une attitude fraternelle, attentionnée ; elle savait faire grand cas de votre contribution, de vos efforts, vous encourageant d'autant qu'elle n'hésitait pas, elle-même, devant les risques.

Comme ce jour, mais ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres, où nous devions récupérer un maquisard, de l'hôpital Parnet, du service d'un chirurgien qui l'avait opéré pour lui extraire la balle qui l'avait blessé – ce praticien européen faisait partie du réseau de soutien à notre lutte. Nous devions transférer de là notre opéré vers l'infirmerie clandestine installée dans une propriété d'un notable algérois en plein El-Biar, à Poirson. On nous avait chargés du suivi de cette installation où étaient soignés nos blessés opérés, en attendant qu'ils récupèrent et puissent retourner à leur poste de combat. Nous avions mis notre opéré à l'arrière d'une belle voiture américaine. Et Nefissa H. avait pris place à côté du chauffeur. Nous espérions arriver sans encombre à notre destination. Mais le suspense était à son comble. Voilà que, débouchant dans une rue calme d'El-Biar, nous nous heurtons presque à un camion militaire stationné. A notre approche, un soldat sénégalais en descend

et nous fait signe d'arrêter, puis, voyant cette belle dame qui avait tout l'air d'une Européenne conduite par son chauffeur, et sans faire attention à ceux qui étaient à l'arrière de la voiture, fait le geste que nous pouvons poursuivre notre chemin. Nous avions eu chaud... Mais quel sang froid chez Nefissa !

N'est-ce pas de Nefissa et de ses semblables que Mohammed Dib parle quand il dit : « *Au temps des supplices, toi seule*

« *Fille de lavande au cœur sombre,*

« *Toi seule peux chanter ainsi* » ?

J'avais comme responsable une femme et je prenais beaucoup plaisir à en apprendre, à échanger mes idées avec elle et avec ses deux collaboratrices Salima et Malika. Nous parlions de l'avenir, de nos espoirs, et c'était très instructif pour moi d'entendre leur avis de femmes, de militantes sur ces questions et d'autres, sur la situation de la femme dans notre pays. Elles avaient leur idée sur nos chefs, et c'est ainsi qu'indirectement, j'apprendrai leur appréciation sur l'un d'eux avec qui, sans doute, elles étaient en contact : elles m'ont demandé un jour, avec un petit sourire malicieux, comment s'appelait l'égérie de Louis XIV, le Roi-soleil et absolu de France. "C'était la Montespan, répondis-je, pourquoi cette question ?" Toujours souriantes, elles ont refusé de m'en dire plus. Mais le contexte de la discussion m'a fait penser qu'il s'agissait de Abbane Ramdane, réputé pour avoir une très forte personnalité...

C'est par Nefissa H. que passaient toutes les analyses politiques, les tracts et directives pour notre petite organisation ; elle était l'âme de notre équipe, son esprit toujours attentif à prévoir ses besoins de développement. Pourtant j'avais l'impression d'être moi-même en contact direct avec la direction, et d'élaborer moi-même mes tâches, au fur et à mesure que se posaient à nous les problèmes de la lutte. En effet, je ne me rappelle pas que Nefissa H. m'ait chargé d'aucune mission. Sans doute, y avait-il communion parfaite et clarté des lignes de conduite, en cette période d'essor de la révolution. Mais il y avait plus : il y avait le doigté de la femme responsable, le tact dont elle savait faire preuve, toutes qualités dont était normalement empreinte la personnalité de Nefissa H. au point que je n'en étais pas particulièrement frappé au cours de la période où j'ai milité sous sa direction. Mais c'est par réflexion comparative sur d'autres expériences moins fructueuses au plan des liens de fraternité

affective et de l'accord de pensée, qui devraient se tisser lors d'une œuvre vitale commune, que je prendrai conscience de telles qualités chez Nefissa H. et que son souvenir s'imposera à moi chaque fois plus significatif. C'est d'elle qu'il était question, pour moi, dans les belles pages qu'a écrites Frantz Fanon sur la femme dans la révolution...

L'un des problèmes sur lesquels nous eûmes à réfléchir en cette période, a été celui d'étudier la possibilité – abandonnée par la suite, car trop complexe à mettre en œuvre – de trouver le poison indécelable susceptible de permettre de mettre fin aux jours et aux méfaits de certains dirigeants messalistes : des rencontres avaient été signalées régulières, entre ces derniers et des représentants des autorités coloniales à l'hôtel Aletti, alors que quelques semaines auparavant, en février, le vieux chef de MNA avait suggéré la réunion d'une table ronde pour régler le problème algérien. Cette question du poison avait été posée à tous nos amis étudiants en pharmacie : c'est à cette occasion que, par l'intermédiaire de Lyassine, j'ai fait connaissance avec Tewfiq B., que j'ai eu à fréquenter sa famille et sa maison, et à apprécier sa gentillesse et ses qualités de cœur. Ce fils de famille bourgeoise, lorsque son engagement sera découvert, fera l'objet d'un traitement particulièrement sauvage de la part des autorités, comme si on se vengeait d'une trahison dont il se serait rendu responsable envers des intérêts auxquels on croyait les siens définitivement soumis et attachés. Il affrontera les sévices qu'on lui fera subir avec une dignité et un courage qui en ont imposé même à ses bourreaux ! ...

L'essentiel de l'activité qui nous était impartie avait été mené à bien. Tous les jeunes qui s'étaient déclarés prêts à rejoindre le combat armé avaient été pourvus d'un minimum de savoir-faire secouriste et de matériel puis dirigés sur les lieux. Ma tâche finie, je me préparais à rejoindre moi aussi le maquis. Je savais que c'était aux frères Hamid et Seddiq T. qu'avait été confiée la tâche de m'y faire convoyer. Aussi passais-je le plus clair de mon temps dans leurs entrepôts sur le port d'Alger, avec mon ami Mustapha K. qui travaillait chez eux. C'étaient des industriels bien assis dont l'engagement aux côtés de la révolution constituait pour celle-ci un acquis considérable. Ils faisaient en effet partie de ces couches sociales cultivées, connaissant bien le colonisateur pour avoir marché sur ses plates-bandes et empiété quelque peu sur son domaine économique et institutionnel. Leur basculement franc dans le camp de la révolution, tout

en portant un coup très dur aux projets du colonisateur, apportait à cette dernière leurs moyens financiers et matériels, leur compétence et leur savoir-faire sociaux, ainsi que leur important réseau de connaissances. Sans oublier la qualité et la profondeur de leur engagement. J'entends encore Seddiq nous confier sa haine du colonialisme français et affirmer qu'une fois l'indépendance du pays conquise, il irait en Afrique continuer le combat pour la libération du continent. Quant à Hamid, il nous faisait part de ses préoccupations pour les suites de l'indépendance et les problèmes qui allaient se poser à notre économie et à notre commerce extérieur du fait de la domination française totale sur ces secteurs.

Pour m'être rendu utile à quelques tâches de service auprès de mes nouveaux camarades de lutte, je découvrais, comme cela a été le cas pour Nekkache, que leur activité professionnelle et les ouvertures qu'elle leur permettait étaient mises à contribution pour des missions importantes au service de la révolution. En y réfléchissant après coup, j'étais convaincu qu'ils étaient alors, entre autres, un des plus importants points d'appui pour les liaisons et communications entre la direction de la révolution dans le pays et les différents centres qu'elle se constituait à l'étranger...

Les conditions de mon voyage vers le maquis étant en préparation, j'en profitai pour aller rendre visite à ma famille à Remchi que je risquais de ne plus revoir... A mon retour à Alger, on m'informa d'un rendez-vous avec quelqu'un de la direction. C'était Ben Khedda qui demandait à me rencontrer. Je le retrouvai dans une des ruelles que surplombe la rue Ghermoul, en bas de sa première portion descendante. Il m'informa du désir du docteur Nekkache de me voir le rejoindre à l'étranger. "Je suis d'avis que tu seras plus utile là-bas qu'ici au maquis", ajouta-t-il. Je répondis que c'était quand même ici que je désirais servir. Il ne chercha pas à me forcer la main, et nous nous quittâmes.

Il était vrai que, quelques semaines auparavant, au moment où je l'accompagnais à l'aéroport, le docteur Nekkache m'avait dit qu'une fois installé, au Maroc sans doute, il me ferait signe... Mais, de mon côté, avant que ce signe ne me parvînt, je m'étais déjà engagé auprès de mes amis, partis avant moi en Kabylie, sur les hauteurs pétries d'histoire, bordant la Soummam.

* * *

La gendarmerie d'el-Asnam

... Les cris des mourants, des vieillards, des femmes, des enfants, des petits bergers sous les bombes dans les djebels, des jeunes filles algériennes dans les supplices, le cri d'un peuple détruit pour de l'or ou pour que soit préservé l'orgueil d'une race, avait retenti sur toute la terre...

Le père Davezies, *Lettre au général de Gaulle*

Puis vint le grand jour ! Je devais profiter du voyage d'un camion vers Bougie pour être rendu à destination. Auparavant, j'avais mis en ordre mes affaires, notamment mes livres, dont j'ai laissé en dépôt deux valises : j'avais remis l'une d'elle à mon ami Rachid K., que j'aurai l'occasion de revoir à l'étranger par deux fois, avant et après l'indépendance, mais jamais à Alger, pour pouvoir penser à récupérer mon bien ; quant à l'autre, je l'avais confiée à celle qui allait devenir Mme Benkhedda, que j'aurai le plaisir de retrouver après la guerre, le jour où elle m'a invité... entre autre, pour me rendre mes affaires.

Alger sortait d'une période de canicule particulièrement pénible ; il avait perdu depuis quelques jours la chape d'humidité qui l'étouffe habituellement en juillet et à laquelle s'était ajoutée, cette année-là, la suffocation due au gros nuage de fumée s'élevant de l'incendie qui a ravagé la forêt de Baïnem. Il me revient à l'esprit que cette touffeur incommodait beaucoup nos blessés de l'infirmerie clandestine d'El-Biar, et que la bombe glacée que je n'oubliais pas de leur apporter quand je leur rendais visite, était toujours bienvenue...

C'était un sentiment ambigu et très étrange qui dominait mon âme et mon esprit au moment du départ. Il s'y mêlait l'insigne fierté d'être sur le point de participer à une grande circonstance : j'allais enfin rejoindre *notre armée* ! Et le regret de quitter les nombreux amis avec lesquels je venais de vivre des moments intenses : nous avions tissé des liens dont la solidité était à la mesure de notre conscience d'être des acteurs d'un mouvement qui affirmait son caractère humaniste par son rôle éminent dans la marche de l'histoire, par le coup de pouce décisif qu'il donnait à cette avancée...

Une matinée lumineuse, ensoleillée et chaude d'un mois d'août allant vers sa fin, que celle où je prenais congé de Mustapha et de mes

autres amis. Je prenais place dans le camion qui devait rallier Bougie, et le chauffeur avait pour consigne de me déposer à Seddouq, chez un commerçant de ce village. Le voyage se passait bien et, malgré les nombreux barrages sur la route, il était même agréable. La nature était humectée déjà de cette fraîcheur automnale qui, dans notre pays, habille généralement ces jours de l'été finissant des atours d'un deuxième printemps. Je découvrais avec ravissement les paysages pittoresques que nous traversions au fur et à mesure que nous avancions en pays kabyle. Mais voilà qu'après Bouira, je n'étais pas encore sorti de mon étonnement de me trouver à el-Asnam ("C'est Lasnam echcharg" [de l'Est], précise le chauffeur), que nous sommes arrêtés par un barrage de gendarmerie. On est étonné de trouver un étudiant de médecine comme passager dans ce camion. On nous fait descendre et on m'emmène au poste pour m'interroger.

"Que fais-tu dans ce camion ? Où vas-tu comme ça ? me houspille-t-on sans égard pour mon niveau universitaire. – Je vais travailler. Vous savez que le FLN nous a imposé une grève, me défendis-je, et comme je n'ai pas de quoi vivre, je suis obligé de chercher du travail. – Et quel est ce travail que tu vas faire ? – Je vais faire le comptable, chez un petit industriel de Seddouq. – Ce n'est pas vrai ! Toi, tu vas chez les Fellaghas ! Mais tu ne sais pas ce qui t'y attend. Demande un peu à ceux- là, demande-leur ce qu'on leur fait avec les avions ou lors des ratissages..."

Le gendarme me montrait de pauvres fellahs éreintés, humiliés et apeurés, amenés là pour des interrogatoires, eux aussi. Il essayait de me terroriser à mon tour, et de fait, je n'en menais pas large ; mon sang s'était glacé d'autant que je prenais au sérieux ces menaces, mais je tremblais surtout à l'idée de voir terminée là mon expédition. Par contre, ma haine de la France, de sa puissance utilisée contre de pauvres paysans, plus lâchement encore qu'auparavant, n'en était que plus forte, de même que ma résolution à aller jusqu'au bout... si toutefois on me permettait de poursuivre ma route. Pendant que j'étais soumis à ces intimidations terroristes dans les couloirs du poste, on était en train de s'informer auprès d'Alger si je n'avais pas d'antécédents "criminels". Heureusement, mon activité algéroise n'avait : aucune attention policière. Et l'on nous laissa... repartir.

Ouf ! J'avais eu chaud ! Ainsi que mon "convoyeur" et toute l'organisation qui veillait à mon acheminement vers le maquis. A part cet intermède, j'étais rendu à bon port. C'était l'essentiel. Je ne me souviens plus comment, ni en combien d'étapes, de chez mon hôte à Seddouq, je me retrouvai enfin avec les maquisards. Sauf qu'au bout de ce périple, les jolis mocassins très souples que j'avais achetés la veille de mon départ avaient rendu l'âme. Mon premier contact avec l'ALN allait être on ne peut plus impressionnant : je tombai en plein dans un regroupement important de *djounoud* dont, de surcroît, on m'informa qu'il s'agissait d'un tribunal. L'on avait réuni, sous la direction du capitaine Si-H'mimi, chef de notre zone 1, Wilaya III, les différents responsables de la zone avec leurs soldats, pour juger deux jeunes, l'un pour avoir rançonné des citoyens de Sétif et de Bordj-Bou-Aréridj prétendument au nom du FLN, l'autre, un *djoundi*, pour avoir suborné une fille en contravention grave aux règles strictes de l'ALN en la matière. Tard dans la soirée et après de longues plaidoiries – mais je n'y entendais goutte, puisque le procès se tenait en kabyle –, les deux accusés ont été reconnus coupables et condamnés à mort.

On les sortit pour exécuter la sentence, mais... catastrophe ! Profitant de la nuit noire, ils ont faussé compagnie à leurs gardiens et se sont évanouis dans la nature. Si-H'mimi donne immédiatement l'ordre de dispersion. Certainement, les deux échappés vont se rendre au poste militaire le plus proche et l'on ne va pas tarder à subir quelque coup tordu des Français, trop heureux d'avoir là des informations crédibles et toutes fraîches sur l'ALN dans ce village. On s'éparpille donc dans l'ordre, et je retrouve, le lendemain, dans un groupe beaucoup moins important de maquisards, et avec le plaisir qu'on devine tous les amis d'Alger qui m'avaient précédé. Nani, bien sûr, notre chef, plus insolite, plus détonnant que jamais dans ce lieu, avec son air de Major Thompson transplanté en une lointaine colonie, mais aussi Lyassine, devenu pharmacien-chef de la zone et B. son adjoint, Ramdane Redjouani, le matheux.

Bien que ne m'ayant devancé que de quelques semaines, ils font tous figure d'anciens, de vieux de la vieille, devant le bleu, le néophyte que je suis. Ils avaient passé déjà par de dures épreuves. Et en les entendant raconter certains épisodes, dont ils rigolent d'ailleurs des frayeurs qu'ils en avaient connues, je comprends que les menaces du gendarme

d'el-Asnam n'étaient pas exagérées. Nous sommes en effet dans une zone décrétée "interdite" par l'armée française. Cela veut dire que ceux qui habitent dans la région le font à leurs risques et périls, qu'il n'est pas question pour eux de travailler la terre ou d'élever des bêtes, qu'ils doivent se cacher dès que l'armée pointe le nez, ce qu'elle fait à tout bout de champ, notamment avec les redoutables T6 : ce petit avion, peint en jaune, volant en rase-mottes, sème la terreur et la mort. On l'appelle *le mouchard* (*el-mouchâra*). Rien qui bouge, ni être humain, ni animal domestique, n'échappe à la vue perçante de son pilote, et au danger des rafales de sa mitrailleuse 12-7, dont la balle est un véritable petit obus. Il peut vous surprendre en arrivant de derrière la crête qui vous cache le bruit de son moteur et il fond sur vous avec son miaulement caractéristique, avant que vous n'ayez pu esquisser un seul geste pour vous dissimuler.

C'est ce qui est arrivé au regretté Mouloud, dont on nous avait annoncé l'arrivée pour renforcer notre groupe d'infirmiers. Surpris sur une piste à flanc de montagne par le miaulement funeste, il crut pouvoir se cacher sous un caroubier solitaire ; mais le pilote l'avait repéré et l'a mitraillé à profusion, le touchant à mort. Nous sommes allés voir l'endroit où il avait été assailli ; l'arbre était non seulement tout effeuillé, mais la plupart de ses branches – et certaines d'une bonne quinzaine de centimètres de diamètre – étaient tout éclatées, déchiquetées... Il me revient en mémoire un autre cas de froide fureur meurtrière par T6 : C'était, dans ce village, l'heure de la prière du *dhohr*, à la mi-journée. *Es-safra* (l'avion jaune) à tire-d'aile surprend des fidèles allant à la mosquée, et, première rafale sur la place centrale pleine de gens qui n'ont pas eu le temps de se dissimuler, un homme tombe ! Mais, seulement blessé, il tente de se relever. *El-mouchâra* s'acharne sur lui en plusieurs piqués, allers et retours, jusqu'à ce qu'il ne bouge plus. L'avion parti et le danger passé, les gens accourent vers la victime. Miracle ! Elle n'est pas morte, mais grièvement blessée. Son mollet droit a été arraché mais les os de la jambe sont intacts. Son fémur gauche est brisé. Près du blessé, un plein seau de balles. Alertés, nous arrivons pour le soigner, et nous constatons les dégâts : le pied qui n'était plus irrigué commençait à gangrener. Nous décidons de l'amputer pour lui éviter la mort par septicémie. Mais, alors que nous avions tout réuni (moyens, compétences), et passé une nuit à préparer et stériliser nos instruments pour l'opération, nous avons eu tout juste le

temps d'échapper à un encerclement par l'ennemi... qui a néanmoins eu "l'humanité" de l'évacuer vers un hôpital pour l'opérer...

Nos infirmeries de maquis accueillaient souvent des victimes, civiles ou militaires, du T6, que ce dernier avait prises pour cibles parce qu'elles étaient isolées dans un endroit découvert. Mais personne ne le craignait plus que notre ami B. Il en avait une peur bleue. Quand il entendait le sinistre miaulement, il perdait tous ses moyens et, souvent, se mettait en danger : il n'arrivait pas à rester tapi, sans bouger. Il y avait certainement de quoi avoir peur, mais j'étais sidéré par un tel manque de sang-froid. C'est sans doute pour cela, me dis-je, qu'il avait marqué une certaine hésitation quand le moment était arrivé pour lui de "monter" au maquis ; mais, il ne nous avait pas été trop difficile de lui faire comprendre qu'il était un peu tard pour se désengager. Il lui arrivera un grand malheur que j'évoquerai plus loin, et dont je me sens un peu responsable, pour avoir trop fait peser notre amitié afin de le dissuader de faire faux bond...

L'encerclement par surprise, le ratissage, était également une autre des hantises des gens dans cette *zone interdite*, surtout lorsque les hélicoptères "bananes" se mettaient de la partie, si les premières troupes envoyées sur le terrain rencontraient une quelconque résistance armée. Ils déversaient alors des flots de soldats pour renforcer l'encerclement et assurer à ce dernier une supériorité quantitative en plus de celle, qualitative, de l'armement et du métier... B. avait déjà échappé à la mort, un jour où son groupe arrivait à sortir de l'encerclement qui les avait surpris : une rafale tirée en sa direction a cassé la canne sur laquelle il s'appuyait dans sa fuite !

Enfin, une autre des plaies par lesquelles se distinguait la *zone interdite*, c'était le bombardement. Non pas seulement celui, "compréhensible", qui, lors d'un accrochage entre l'armée française et l'ALN, s'en prend "normalement" à celle-ci, avec souvent des bombes au napalm, pour faciliter la tâche des soldats... Non, ce dont je veux parler, c'est le bombardement qui, froidement, au mortier, vise tel village, le plus souvent la nuit, parce qu'à la jumelle, on avait cru y déceler une activité "anormale". Que de fois n'avons-nous pas dû accourir à l'appel au secours lancé par ceux qui, au plus profond de leur sommeil, après une journée harassante à se cacher du T6, ont cru subir... l'épreuve du Jugement dernier ! De tels bombardements pouvaient préparer aussi – nous avons appris à nous en méfier – une incursion, le lendemain, de

l'armée colonialiste : c'était alors comme une invasion de furets dans un terrier de lapins ! Les femmes brutalisées, les hommes pourchassés, torturés ou tués ou emmenés au poste, les jarres contenant les maigres réserves de grains, de semoule ou d'huile éventrées, sous prétexte que ces provisions servaient à nourrir les rebelles... La politique de la terre brûlée, en somme. Au point que ces populations acculées à la famine, devaient déployer des prodiges de débrouillardise, d'organisation et d'activités de survie ; et en liaison avec l'ALN et les réseaux de soutien FLN dans les villes et agglomérations, elles contribuaient à déjouer le blocus imposé à ces *zones interdites* en matière d'approvisionnement, pour acquérir grains, semoule, huile, sucre, etc. et les faire parvenir là où on en avait besoin. Chaque village avait son ravitailleur attitré, qui veillait à la collecte et à la distribution de ces produits, et à la restauration des *djounoud* quand il en arrivait au village. De temps en temps, un groupe de l'ALN conduisait dans la zone un troupeau de moutons, que les ravitailleurs des différents villages "dispatchaient" vite parmi les familles, comme réserves, et éviter de le laisser groupé à la merci d'un T6 ou d'un ratissage.

Situation insupportable pour l'ALN et pour les populations ! Et elle durait déjà depuis deux ans quand j'arrivais dans la région. Elle avait toutes les chances de s'éterniser encore, l'effort de guerre ennemi ne semblant pas devoir fléchir. On le voyait non seulement au nombre grandissant des actes de guerre ; mais aussi à celui des villages occupés et transformés en postes militaires, vu leur situation sur des pitons, servant de points d'observation... C'est ce qui amenait les gens à désespérer et à penser à se rendre à l'ennemi. Cela s'est produit pendant que j'étais dans le coin. Il fallait alors réunir la population, discuter et débattre, expliquer les raisons de cette guerre, informer de l'évolution de cet état des choses et des progrès de notre cause dans le monde. De quels dons de persuasion, de quelle culture devaient faire preuve les commissaires politiques pour regonfler le moral des plus fatigués et les dissuader de ces décisions suicidaires ! Ils pouvaient cependant s'appuyer sur la situation des villages occupés. Là non plus on ne pouvait vaquer normalement aux occupations habituelles, le travail de la terre ou l'élevage ; activités strictement surveillées, pour éviter qu'un surplus ne fût dégagé et dirigé vers l'ALN...

* * *

Le « violent » coup d'éventail

Et c'est de la justice la plus éternelle et la plus sacrée, que de pardonner peut-être pour tous ceux d'entre nous qui sont morts sans avoir parlé, avec la paix supérieure d'un cœur qui n'a jamais trahi, mais de frapper terriblement pour les plus courageux d'entre nous dont on a fait des lâches en dégradant leur âme, et qui sont morts désespérés, emportant dans un cœur ravagé leur haine des autres et leur mépris d'eux-mêmes.

Albert Camus

...Nous sommes partis, nous leur avons laissé, contraints et forcés plus que de notre gré, cet énorme joyau de la planète et peut-être du cosmos...

Jules Roy, *Adieu ma mère, adieu mon amour*

Souvent les tenants d'une certaine psychologie sociale tentent d'expliquer "scientifiquement" que notre société est violente en conséquence de la violence avec laquelle l'Algérie a été obligée d'arracher son indépendance, et que cette violence-là marque, profondément et de façon quasi indélébile, la société et, plus particulièrement, le pouvoir qui s'est installé, par la violence, en 1962 !

Tous les universitaires qui ont eu ou ont encore à travailler sur cette question ne sont certes pas partie prenante, en tous cas pas consciemment, de l'entreprise idéologique des services et des pouvoirs français mise en branle, parallèlement à une impitoyable violence systématisée, pour combattre la volonté de liberté de notre peuple. Cependant, rares sont ceux qui s'en démarquent. Pourtant, ce dada de la violence n'a-t-il pas été enfourché dès le "violent" coup d'éventail dont il a fallu punir le Dey Hussein par l'occupation violente et vengeresse de l'Algérie ? Ce dada de la violence n'a-t-il pas été modulé et sophistiqué au fur et à mesure, dans une guerre "punitive" sans lois, à coups de raids de terreur, d'enfumades de tribus entières, de dévastations systématiques des récoltes et des arbres fruitiers, de législations d'exception, pour asseoir définitivement la colonisation de peuplement dans notre pays ? puis pour intimider ou tuer dans l'œuf toute velléité de remise en cause du système colonial ? pour contrecarrer enfin l'affirmation d'un mouvement national qui n'a été radical qu'en rapport à la fermeture du système colonial vis-à-vis de ses plus élémentaires revendications ?

Ces universitaires peuvent être animés d'une réelle volonté de comprendre et d'expliquer les évolutions complexes de notre société en proie à la violence coloniale. Ils font de la violence – celle endossée hier par notre mouvement de libération nationale ou celle qui frappe notre pays depuis une dizaine d'années – leur objet d'étude. Mais leurs recherches et leur curiosité scientifique sont mises à contribution pour faire l'impasse sur la violence, dont l'aperçu donné plus haut, quelle que fût la force de ses termes, est incapable de traduire réellement « les ravages difficiles à effacer et les plaies très lentes à guérir » de la société victime du « d'un tel génocide colonial », sur lesquels M.Lacheraf a attiré l'attention. Leurs travaux sont enrôlés pour qu'on n'aille pas penser, en toute logique, à trouver là une origine probable aux violences que subit notre peuple aujourd'hui.

En tout cas, la violence dont le gendarme d'el-Asnam m'avait menacé sans phrase, je la trouvais dans toute sa nudité dans cette zone interdite dont j'avais rejoint les hommes qui ne s'agenouillaient ni ne rampaient plus par sujétion et docilité, mais pour mieux échapper au miaulement du T6 ou à ses rafales, aux bombardements et aux encerclements de l'ennemi. La même violence que celle que j'avais quotidiennement vécue dans ma chair et dans les souffrances de ma famille, dans la commune mixte de mon enfance. Hier omniprésente, revêtue du manteau de la normalité, ne montrant ses griffes que pour étouffer toute velléité de protestation et maintenir les gens dans la soumission absolue ; alors que celle que je trouvais pesant sur le maquis kabyle de tout le poids de sa force de frappe, se déchaînait sans fard, montrant le vrai visage de cet Occident "civilisateur", dans sa fureur de voir s'affirmer la rébellion de ceux qu'il croyait soumis à jamais.

« Entendons-nous bien, devons-nous préciser avec Mostefa Lacheraf, les Algériens n'étaient pas des agneaux, et, comme tous les peuples qui défendent leur pays et leur liberté face à un envahisseur puissant et dénué de scrupules moraux, ou même dans des conflits internes et régionaux, de vives tendances à la cruauté pouvaient se produire chez eux »[1]*. Mais « on ne juge pas de la même façon le défenseur désespéré d'une patrie et l'occupant étranger qui l'opprime ».*

---

1. M. Lacheraf, *Algérie et tiers-monde*, Op. cit., p.45

Cependant, en admettant même que l'on mesure à la même aune, la violence de l'armée coloniale et celle de notre ALN, qui peut soutenir sans tomber dans le ridicule que c'est la seconde qui a été la plus forte ? Que ce fût par le nombre ou par la gravité des lésions qui en ont résulté, les actions de guerre de l'ALN-FLN peuvent-elles soutenir la comparaison avec celles de l'armée coloniale ? On pourrait peut-être, du côté français, chercher une réponse à cette question chez tous ces soldats (qu'un reportage a évoqué, un jour, sur une chaîne de télévision française) qui ont été si profondément choqués par les abominations auxquelles ils ont participé ou simplement assisté, qu'ils meurent à petit feu dans l'oubli et le silence d'hôpitaux psychiatriques, enfermés dans un tête-à-tête poignant avec leur conscience torturée.

On n'a pas pu longtemps soutenir l'argument que par son effort de guerre, la France protégeait les populations européennes, mais aussi musulmanes prétendument soumises à la violence du FLN. La conduite, elle-même, de cette guerre de reconquête a mis en déroute la propagande selon laquelle le peuple algérien était entre le marteau de la répression et l'enclume du FLN. Pourquoi a-t-on tenté de couper l'ALN du peuple, sinon pour empêcher que la révolution soit "comme le poisson dans l'eau" ?

Mais alors, et les harkis *? pourrait-on demander.*

Il faut d'abord dire que le phénomène harki *– présent même dans la colonisation romaine qui a usé des mêmes procédés – n'est pas né avec la Guerre d'Algérie, mais qu'il est consubstantiel au colonialisme, système inhumain, tératogène (au sens premier de ce terme), c'est-à-dire fabriquant des monstres.. Cependant, ce système n'est pas tel seulement parce qu'il produit, comme l'a fait remarquer Fanon, « un type particulier facilement reconnaissable » d'hommes mauvais, qui se font tueurs et tortionnaires ; ce système est monstrueux parce qu'il corrompt la totalité des forces qu'il fait s'opposer à l'existence de la nation colonisée, par le façonnage historique qu'il leur inflige, et dont Camus a brossé un tableau saisissant dans son œuvre posthume,* Le Premier homme. *Et par conséquent, il aliène l'Etat et les pouvoirs français, bien évidemment, y compris des gens aussi "bien intentionnés vis-à-vis du peuple vaincu" que, par exemple, Jules Ferry ; et même des humanistes tels que Camus.*

Le phénomène harki *est l'aboutissement ultime, pour les besoins de la guerre de reconquête entreprise en 1954, de tout le processus de violence coloniale institutionnalisée en vue de désintégrer la structure intime de notre société.*

Suivons, dans ses grandes lignes, le développement de ce processus qui a épousé, sans en être perturbé dans son essence, les soubresauts de la politique française – tant au niveau de l'Etat que de la société.

Sous la pression de la colonie de peuplement qui s'est affirmée depuis le milieu des années 1850, exprimant l'essence du système colonial, s'est imposée de Paris, une politique d'"assimilation"[1] *devant laquelle faisait figure de paradis "le régime du sabre" mis en place avec les méthodes expéditives que l'on sait :*

« Nous sommes en présence d'une nationalité armée et vivace qu'il faut éteindre par l'assimilation » décidait en août 1858 le ministre-résident chargé de l'Algérie, Napoléon-Jérôme. Pour cela, on a dû « sabrer l'aristocratie indigène, affaiblir l'autorité des caïds, "désagréger la tribu" (...) Il en résulta une désorganisation de l'économie indigène et surtout des liens d'assistance traditionnelle dont les effets allaient durement être ressentis en 1867 », année de terrible famine qui dura jusqu'en juin 1868.

Des lois, des sénatus-consultes, furent promulgués dont l'objectif visait, d'une part, à briser l'organisation originale de la propriété de la terre des tribus non encore spoliée à titre de tribut de guerre, ou sous prétexte qu'elle restait inculte, afin de faciliter son appropriation par les colons ; et d'autre part, sous couvert de démocratisation, à casser l'autorité des chefs, les djouad, *en les noyant dans des assemblées où ils perdaient tout prestige et tout pouvoir de commandement ; ce dont un Augustin Berque a donné un témoignage documenté et consciencieux. Ces atteintes ont créé une situation telle qu'« il fallut faire venir des renforts pour contenir le pays et écraser l'insurrection la plus grave que le pays ait connue depuis 1845. »*

Pendant la conquête, on avait dû jeter un peu de lest, en estimant (Bugeaud) que la noblesse - militaire ou religieuse - exerçant « encore

1. Nous nous appuierons ici sur le Que sais-je ? de Ch.-R.Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Dahlab, Alger, dont nous faisons de nombreuses citations.

un grand empire chez les indigènes » devait « toujours être prise en grande considération », mais « le recours à l'aristocratie traditionnelle – celle du moins qui voulait bien nous servir (sic) – devint la règle de notre politique indigène. Encore fallut-il du temps pour faire admettre à nos turbulents vassaux (...) qu'ils n'étaient plus que des fonctionnaires révocables. »

La répression de l'insurrection de 1871 « visa à obtenir un effet de terreur destinée à dompter définitivement les indigènes, mais aussi à procurer terres et argent à la colonisation ». Et de fait, nos grands-pères ont compris que la voie des insurrections, ici et là, en réaction à des abus qui sont la chair du système, n'était pas la plus fructueuse et qu'il fallait mieux s'adapter pour une réponse globale à ce grand malheur qui frappait la patrie ; d'autant que cette tragédie allait, après la sanction du soulèvement de 1871, devenir plus radicale et s'exprimer en volonté de « ne pas perpétuer la nationalité indigène », et de « désagréger définitivement les forces de l'organisation arabe. » (Amiral de Gueydon).

Concrètement :

- « On annexa le M'zab, "enclave vivant depuis 1853 sous un régime de liberté illimitée du plus mauvais exemple". »

- Le code de l'indigénat créa un véritable apartheid où même l'algérianité était confisquée au seul profit de la colonie étrangère de peuplement.

- Le décret Crémieux vint forcer la main à la composante israélite de notre société, pour l'en détacher. Car si le sénatus-consulte, promulgué en1865, donnait la possibilité à l'indigène d'obtenir les droits de citoyen français en demandant individuellement sa naturalisation, cinq ans après cette date, seuls 142 israélites, se sont "naturalisés". Et « c'est pour tourner l'abstention des Israélites que fut préparé un décret de naturalisation collective; Emile Olivier l'envoya au Conseil d'Etat en mars 1870, Crémieux ne fit que promulguer le texte ».

- Un autre décret Crémieux supprima en 1875 la représentation qui avait été reconnue aux Musulmans aux conseils généraux par des élus et les remplaça par des assesseurs nommés. Mais même ces derniers, on « avait tenté d'obtenir leur suppression "car leur présence était une atteinte à la dignité des citoyens français"(sic) »

- Une politique de division visa à dresser Arabes contre Kabyles. « Le particularisme kabyle, grossi par les effets d'une littérature polémique, donna bientôt naissance à un véritable mythe kabyle. Le peuple kabyle était censé descendre des Gaulois (!), des Romains, des Berbères chrétiens de l'époque romaine (...) Certains ne désespéraient pas de lui "rendre sa foi chrétienne", et c'est ce qui explique les tentatives de conversion menées par Mgr Lavigerie (...) Elles échouèrent totalement.

« La Kabylie "Auvergne de l'Afrique", devait, contradictoirement, recevoir nos lois et conserver ses coutumes. Les juges musulmans furent supprimés ou réduits au rang de notaires, les écoles coraniques fermées, l'obligation scolaire imposée dans les écoles françaises. Pourtant, (...) on se préoccupa surtout de défendre les qânûn *kabyles contre la* charî'a, *de conserver au pays ses chefs particuliers, les* amîn, *(...) et son système d'impôts traditionnels. On toléra les* djemâas *de village, supprimées en droit ; on favorisa l'usage des dialectes kabyles.*

« En 1868, les Kabyles reçurent une représentation spéciale aux Délégations financières "pour que les deux peuples de l'Algérie ne s'habituent pas au contact l'un de l'autre". En fait, cette politique de division impériale fut impuissante : avec le développement des communications, l'arabisation des cantons kabyles progressa ; la francisation ne détacha que quelques individus avant la grande émigration des ouvriers kabyles en Métropole. L'échec de cette politique devait alimenter jusqu'à nos jours de constantes récriminations contre l'Administration accusée, bien à tort, "d'avoir islamisé et arabisé le peuple kabyle". »

- Le système des "rattachements" inauguré en 1881 fit des députés "algériens" « les véritables maîtres » du pays, réglant les questions à leur convenance avec les ministères parisiens concernés, directement par-dessus la tête des gouverneurs. Et si un de ceux-ci montrait plus de décision à appliquer une politique qui ne leur allait pas, ils obtenaient son renvoi.

- La loi Warnier (1873) aggravée en 1887 par une loi complémentaire, appliquée à 224 tribus qui n'avaient pas été touchées par le sénatus-consulte de 1863, disloqua l'indivision des terres melk, *permettant « avec la complicité de notaires et d'agents d'affaires, de ruiner une communauté et d'acquérir à peu de frais de vastes domaines... »*

Et si, de 1830 à 1870, la colonisation avait accaparé seulement (!) 481.000 hectares, elle raflera de 1871 à 1898, un million d'ha., chiffre qui atteindra, en 1934, les 2.462.537 ha. Entre temps, en 1928, une nouvelle législation « francisait » les terres 'arch *restées jusque-là « difficilement négociables ». Avec cette ultime mesure touchant le régime des terres*[1] *la colonisation venait enfin à bout du judicieux système agraire qui, grâce à la civilisation arabo-islamique, avait évité à notre pays d'être pris dans le glacis du féodalisme, comme le lui promettait la colonisation romaine ; ce système lui a permis, au contraire, de connaître une des ères les plus fécondes de sa marche civilisationnelle.*

A l'issue de ce calvaire, « la société musulmane, (...) ses cadres brisés, (...) s'effondra littéralement. La décadence des grandes familles (...) s'accéléra après 1870. (...) L'aristocratie traditionnelle, tenacement combattue et dans l'incapacité de se réadapter paraît avoir totalement disparu vers 1900. Les "grands chefs" ne furent jamais remplacés ; seules surnagèrent quelques familles maraboutiques ou quelques dynasties patriarcales du Sud. L'infime bourgeoisie traditionnelle des cités (...) disparut, elle aussi, sous le choc colonial. Elle ne devait se reconstituer, très lentement, qu'à partir des années 1900 et sous une forme nouvelle. »

---

1. C'est ce système qu'avait entrevu Marx lors de la cure qu'il a faite dans notre pays pour soigner son foie, et qui lui a fait classer l'Algérie parmi les régions ayant évolué selon un mode de production qu'il a qualifié, sans avoir pu l'analyser, d'« asiatique ». Cette analyse sortait des préoccupations de Marx. Des chercheurs marxistes occidentaux ont tenté de la mener. Mais cet effort n'a pas abouti à des résultats éclairants. Ce problème mérite une étude pluridisciplinaire (économie, sociologie, histoire, anthropologie,...) moins enfermée dans la vision qui semble avoir complètement ignoré la fécondité de la période conquérante de l'aire civilisationnelle arabo-islamique, au moment où l'Europe était prise dans le glacis féodal, et qui semble avoir été marquée par la tendance à ne garder de notre histoire arabo-islamique que sa période décadente, vite assimilée à « l'asiatisme », pris dans un sens péjoratif, pour tout dire bloquant l'issue vers le capitalisme. Cette étude devra approfondir le rôle, dans le blocage de la voie de la modernité, du néo-féodalisme ottoman, appuyé, à l'image de l'Eglise romaine, sur un véritable clergé musulman mis en place autour du sultanat, dans le cadre d'un empire imitant dans sa structure et son fonctionnement, les empires occidentaux. Cette étude devra également apprécier la lutte de la Turquie des "tanzimat" et de l'Egypte de Mohammed-'Ali contre ce néo-féodalisme et les issues prometteuses que cette lutte avait ouvertes, mais que malheureusement les impérialismes anglais et français ont étouffées dans l'œuf. Elle devra faire enfin le bilan de l'expérience d'Ataturk qui a fini par abattre ce régime.

Coupée de l'arrière-pays, comme nous l'avons vu pour Tlemcen, cette bourgeoisie était obligée, pour se renouveler, de se greffer sur le capital colonial qui ne lui laissait qu'une mince marge de manœuvre. Elle n'en profita pas moins, sollicitant les énergies enfouies dans les tréfonds de son être civilisationnel, pour s'emparer de la modernité française et forger l'outil moderne de la libération, le mouvement national.

La première tâche de ce mouvement national a été de faire récupérer par l'homme algérien, sa « dignité naturelle» : il devait libérer nos concitoyens de la sujétion qui les liaient aux élites, notamment religieuses, soumises et ployées, par la terreur, au service des intérêts de la colonisation ; il devait battre et dissiper les illusions que d'autres élites « inquiètes et pusillanimes » semaient sur une possible réforme du système colonial, sur une probable amélioration du sort du peuple à l'ombre de ce système prédateur. Pour cela, ce mouvement a dû reconstituer le tissu national en renouant le lien vital, rompu par plus d'un siècle de manipulation et de persécution, entre des élites renouvelées dans la confrontation avec la modernité coloniale, et les populations des villes et des campagnes ; il a dû redonner confiance aux forces nationales en leurs capacités de lever l'hypothèque de la terreur, et de reposer, sur des bases plus offensives, la question nationale, plus vivante que jamais parce que portée par la nécessité.

Evidemment, l'Administration coloniale inquiète du développement de cette nouvelle élite, remettait encore une fois son métier sur l'ouvrage, pour la disqualifier : tortures, emprisonnement, exil intérieur et extérieur, privation de droits civiques, interdiction de travail pour affamer le récalcitrant et sa famille, etc. Ce sont des siècles de prison dont ont écopé les nationalistes. Et pas seulement les plus radicaux d'entre eux, tel Messali. Des plus tièdes jusqu'aux plus dociles, tout le monde y a passé... On exhibait sa force pour ne pas avoir à s'en servir. Et dans des périodes de crise, on n'hésitait pas devant l'assassinat. Mais on usa aussi de la carotte : envers ceux qui avaient des moments de faiblesse et que l'on retournait contre leurs camarades. Il y avait là également, toute une gamme de moyens de manipulation, d'abaissement des individus.

J'ai essayé, à travers mon expérience, celle de ma famille, de mes connaissances, d'expliquer comment cette chape, pesant sur notre

société, a fini par marquer cette dernière et y compris son fer de lance, le mouvement national.

Plus il devenait évident que la seule solution pour que l'Algérien retrouve sa dignité dans ce pays, c'était de se délivrer du système colonial, d'arracher l'indépendance à la nation française qui couvait ce système, plus il se trouvait des gens, des forces, des organisations, pour imaginer mille et une manière de s'en défaire, hormis l'insurrection. La contrainte utilisée par la France était si puissante qu'un nouveau soulèvement ne pouvait, pensait-on, que finir dans le sang. Comme toujours ! Contentons-nous donc de ce que nous avons pu acquérir, de ce que nous pouvons encore avoir en comptant sur le peuple français, sur ses forces de progrès qui peuvent nous aider à supprimer les inégalités, mais n'allons pas à des extrémités qui remettraient tout en cause !

Mais quand le glas de Novembre *a sonné pour elles, les autorités coloniales n'ont pas saisi qu'un changement nécessaire s'était enclenché. Malgré, cette fois-là le caractère national, coordonné, de l'insurrection qui donnait à cette dernière une consistance autrement plus solide que les précédentes, elles ont, comme à l'accoutumée, répondu par la guerre et tous les moyens habituellement mis en œuvre.*

Et comme par le passé, fut mis en pratique l'adage qui avait fait ses preuves : "si tu ne veux pas subir cette guerre, démontre que tu es du côté des autorités, contre les hors-la-loi." Particulièrement interpellés, ceux qui avaient un certain pouvoir, une influence sur les leurs : les chefs religieux soumis, par exemple, ont dû organiser des groupes de supplétifs pour les mettre à la disposition de l'armée coloniale.

Pour les responsables de cette dernière, tout en s'en tenant à la règle de la méfiance vis-à-vis de l'indigène, ces recrues étaient du cru, adaptées au contexte de la guerre ; elles avaient l'avantage sur le soldat français, d'une meilleure connaissance du terrain et de l'adversaire, de la mentalité et de la langue des habitants et pouvaient en obtenir des renseignements utiles.

D'ailleurs, on avait une longue expérience des méthodes grâce auxquelles on pouvait les compromettre irrémédiablement. M.Lacheraf relate le drame, au début de la guerre de conquête déjà, de ces grandes familles de chefs traditionnels porteurs de valeurs nationales authentiques, que « le colonialisme entendait (...) utiliser comme de simples

"sources" de mercenaires » et qu'il « tenait à (...) dévaluer moralement en les discréditant auprès des collectivités rurales par une participation directe et systématique à des expéditions répressives et à des actes infamants... » Pour les supplétifs de cette ultime guerre, on les "brûlait" aux yeux des leurs, non seulement en les faisant participer au combat, au " nettoyage" des zones d'implantation du FLN, mais aussi en les faisant torturer des prisonniers, ou se livrer à des réjouissances, comme celles auxquelles ont été "conviées" les femmes de ma famille autour des cadavres de parents morts au combat...

Pour ces recrues et ceux qui les ont engagées aux côtés des Français, ce "choix" n'était pas le premier du genre, il s'était déjà imposé par le passé, comme résultat logique de la défaite devant un ennemi trop puissant. D'ailleurs, nombre d'entre eux pourraient se racheter en fournissant à ceux d'en face, des munitions et peut-être des armes, en tout cas des informations utiles sur l'armée française et ses mouvements...

Mais à mesure que la "tache d'huile" de l'insoumission s'étendait, ouvrant la voie de l'honneur, et donc de la rédemption, à de nombreux citoyens "larbinisés" par le système colonial, l'armée coloniale rouvrait, elle, la plaie. Par sa politique d'abaissement des individus, elle en aggravait la purulence en élargissant le cercle de recrutement des harkis *par l'enrôlement des prisonniers retournés, des habitants des villages transformés en postes militaires ou en camps de concentration des populations arrachées à leurs terres, auxquelles il n'était permis qu'une seule façon de gagner sa vie : s'engager aux côtés des Français.*

Ce douloureux problème, j'en parle – au nom de tous mes compagnons de maquis – en connaissance de cause, puisque je l'ai vécu dans ma chair, par la torture, après mon arrestation, pour m'amener à accepter de me montrer solidaire de l'ordre français en conduisant les militaires, en hélicoptère, dans les villages, afin de leur indiquer ceux qui m'avaient donné l'hospitalité en tant que maquisard. Aurais-je faibli sous la torture, que l'on m'aurait exhibé comme un harki *ayant fait un "choix pro-français" et que j'aurais moi-même certainement défendu ce "choix" devant quiconque aurait montré un doute !*

J'ai vécu également cette cruelle réalité dans la personne d'un de mes amis, celui dont j'ai dit que je portais une part de la responsabilité

du drame qu'il a connu, pour lui avoir quelque peu forcé la main, au nom de l'amitié, à ne pas renier son engagement : on l'a brisé après son arrestation, on en a fait un délateur puis un tortionnaire de ses frères d'infortune. Par la suite, on l'a "rapatrié" en France où il a repris ses études et obtenu son diplôme. Après l'indépendance, je l'ai revu, de loin, sans avoir jamais eu le cœur à lui adresser la parole ; ni lui d'ailleurs. La plaie est toujours à vif...

C'est ainsi que, face à des effectifs limités de l'ALN pour toutes sortes de raisons (manque d'armement, difficultés de ravitaillement, sécurité, etc.), ont été recrutés un nombre de supplétifs bien supérieur. Là se situe le nœud du drame incommensurable noué autour du phénomène harki *; créés de façon routinière, pour ainsi dire, en vue de mater, comme d'habitude, cette énième insurrection, sans se soucier, comme d'habitude, des états d'âme de ceux qu'on embrigadait pour une guerre menée contre les leurs, contre leur société, ces groupes de pauvres êtres malmenés par la besogne qu'on leur faisait faire, allaient finir par poser un gros problème humain. On les avait compromis dans un "choix" contraire à leur être civilisationnel, dont les effets, cette fois, ne pouvaient plus être "digérés" dans le cadre d'une société dominée et sous le sceau de "l'on n'y peut rien !" : ils allaient se retrouver au bout du compte, le dos au mur, face à leur société libérée.*

Il y aurait, peut-être ici, un rapprochement à faire avec les souffrances morales des prisonniers juifs utilisés comme kapos dans les camps de concentration pour conduire leurs frères d'infortune au supplice ; même si, dans ce cas, la solution finale avait un caractère définitif et concentré qu'il n'était ni aussi facile ni dans l'objectif du colonisateur de donner à son entreprise en Algérie, le parallèle pourrait cependant donner une idée de ce qu'ont pu ressentir de nombreux Algériens transformés en harkis. *Tout comme ces juifs, ils étaient emportés par une machinerie qui visait à anéantir leur être civilisationnel et dont ils étaient un des horribles rouages.*

Il faut remonter loin dans l'histoire pour trouver un cas qui, d'une autre façon, puisse donner une idée de l'état d'esprit des harkis. *C'était celui des soldats du général Tareq, lorsque ayant abordé la terre d'Espagne, leur chef fit brûler les vaisseaux qui les avaient débarqués, en leur disant : " Dos à la mer et face à l'ennemi, vous*

n'avez d'autre alternative que de vous battre pour votre foi et de vaincre !" Encore que nos ancêtres avaient l'âme fièrement gonflée par le message civilisateur dont ils allaient illuminer le ciel d'Andalousie. Mais les harkis, *pour qui semble avoir été lancé l'émouvant cri de colère justicière de Camus, avec leur « âme dégradée » et leur « cœur ravagé par leur haine des autres et leur mépris d'eux-mêmes », quel message avaient-ils à transmettre ?... Sans doute cette vacuité idéologique a-t-elle poussé le colonel Leroy, un des artisans de cette politique de mise sur pied des troupes* harkies, *à préconiser de « donner un idéal à ces gens-là ».*[1]

Mais quel idéal pouvait-il leur être fourni par cet expert du retournement de « prisonniers fells », et qui avait été chargé par l'état-major de cette mission au vu « des résultats extraordinaires » qu'il avait obtenus en Indochine dans la formation des « commandos indigènes », ou par un Hentic, dont « la spécialité était les "coups tordus" », ou par un Jean Servier, ce Mengele pied-noir, ethnologue qui a mis avec jubilation, sa science et sa pratique de terrain, au service de cette opération où il expérimentait in vivo, non sur les corps mais sur les âmes et les esprits des victimes ?

De fait donc, les harkis *avaient le dos au mur. La France concluait sa guerre par un accord de cessez-le-feu qui lui permettait de se dégager du conflit ouvert par l'agression de 1830. Mais eux, que pouvaient-ils espérer de cet arrangement, eux que la logique de ce dernier obligeait à désarmer, alors que toute une politique insensée les avait mis sur le pied de guerre contre les leurs, les compromettant de façon irrémédiable dans leur société ?*

On croit avoir fait son devoir en veillant à obtenir des clauses de sauvegarde pour les harkis. *On croit en être quitte envers sa conscience en faisant stipuler dans les Accords d'Evian que « tout Musulman pourrait opter pour la nationalité française, rester en Algérie en bénéficiant de l'amnistie totale ou rejoindre la métropole ». En admettant que l'on ne puisse mettre en doute la sincérité des uns et des autres, de telles garanties, consignées dans le texte aucune des parties n'était en mesure de les assurer dans les faits. Les négociateurs*

1. Y. Courrière, *La Guerre d'Algérie, T.3,L'Heure des colonels*, Fayard, Paris, 1968, p.44.

français ne pouvaient être dupes, sachant d'expérience que les futures autorités algériennes allaient affronter sur ce plan, une situation autrement plus difficile que celle de la France à la libération : là on avait pu contenir les "bavures" dans le cadre d'une opération de défoulement d'une certaine lâcheté sociale qui s'était accommodée de l'occupation, sur de pauvres femmes tondues en "punition" de coucheries avec l'occupant !

Ici l'affaire allait être beaucoup plus complexe ; d'autant qu'allait manquer l'outil essentiel pour assurer la passation et, dans ce cadre, les garanties stipulées par l'accord, à savoir : un Etat et une Administration. Ces instruments, l'Algérie allait devoir les mettre sur pied ex nihilo. Et il ne fallait pas être grand clerc pour voir qu'elle n'allait pas être en mesure d'assurer les garanties que les accords lui faisaient assumer.

On espérait bien, du côté français, qu'à l'occasion des gros besoins qui allaient se faire sentir dans ce sens, quelques-uns parmi les plus débrouillards ou les plus formés des supplétifs, arriveront à s'intégrer dans la nouvelle Administration, mais on ne se faisait pas trop d'illusions ; pour le gros des troupes, dont on avait inclus une bonne partie, avec les appelés algériens, dans la force locale que les accords avaient mise à la disposition de l'Exécutif provisoire franco-algérien, on allait laisser faire les choses et voir venir...

Quant à la capacité des autorités françaises de garantir ces droits, on avait conscience qu'elle était réduite par le fait qu'elles n'ont pas pu maintenir l'Algérie française. On avait tout fait pour que les Français d'Algérie y croient et ceux-ci se sont impliqués dans l'aventure coloniale avec leurs tripes. La France officielle, par toute la conduite de la guerre, paraissait attachée à défendre cette Algérie-là... jusqu'au moment où il a fallu choisir entre les avantages qu'elle représentait et la sauvegarde des intérêts néocolonialistes de la France.

Seul le maintien de cette Algérie française aurait pu, comme par le passé, en même temps satisfaire cette communauté pied-noir, dont elle était la monstrueuse raison d'être, et rendre "supportables", aux harkis, *la « dégradation de leur âme et leur mépris d'eux-mêmes. » L'indépendance, au contraire, mettait à vif les souffrances de l'âme et du cœur de ces deux victimes expiatoires de l'équipée coloniale.*

A.Camus, dans une page saisissante de son œuvre posthume Le Premier homme, *arrive à faire toucher du doigt l'abîme de rage et de désespoir dans lequel la perte de l'Algérie a jeté les Pieds-Noirs. Je ne résiste pas à le citer longuement.*

Jacques, le héros du livre, rend visite à un colon qui évoque le souvenir de son père, obligé par la guerre, de quitter sa terre : « ...Le préfet avait eu le malheur de dire aux agriculteurs assemblés qu'il fallait reconsidérer (...) la manière de traiter les Arabes et qu'une page était tournée (...). Il s'est entendu dire par le vieux que personne au monde ne ferait la loi chez lui. Mais, depuis, il ne desserrait pas les dents. (...) Quand l'ordre d'évacuation est arrivé, il n'a rien dit. Ses vendanges étaient terminées, et le vin en cuve. Il a ouvert les cuves, puis il est allé vers une source saumâtre qu'il avait lui-même détournée dans le temps et l'a remise dans le droit chemin sur ses terres, et il a équipé un tracteur en défonceuse. Pendant trois jours, au volant, tête nue, sans rien dire, il a arraché les vignes sur toute l'étendue de la propriété. Imaginez cela, le vieux tout sec tressautant sur son tracteur, poussant le levier d'accélération quand le soc ne venait pas à bout d'un cep plus gros que d'autres, ne s'arrêtant même pas pour manger, ma mère lui apportait pain, fromage et [soubressade] qu'il avalait posément, comme il avait fait toute chose, jetant le dernier quignon pour accélérer encore, tout cela du lever au coucher du soleil, et sans un regard pour les montagnes à l'horizon, ni pour les Arabes vite prévenus et qui se tenaient à distance le regardant faire, sans rien dire eux non plus. Et quand un jeune capitaine (...) est arrivé et a demandé des explications, l'autre lui a dit : "Jeune homme, puisque ce que nous avons fait ici est un crime, il faut l'effacer." Quand tout a été fini, il est revenu vers la ferme et a traversé la cour trempée du vin qui avait fui des cuves, et il a commencé ses bagages. Les ouvriers arabes l'attendaient dans la cour (...) "Patron, qu'est-ce qu'on va faire ? – Si j'étais à votre place, a dit le vieux, j'irais au maquis. Ils vont gagner. Il n'y a plus d'hommes en France."

« Le fermier riait : "Hein, c'était direct ! – Ils sont avec vous ? – Non. Il n'a plus voulu entendre parler de l'Algérie. Il est à Marseille, dans un appartement moderne. (...) Il tourne en rond dans sa chambre. – Et vous ? – Oh, moi je reste, et jusqu'au bout. Quoi qu'il arrive, je

(...) crèverai ici. On ne comprend pas ça à Paris. A part nous, vous savez ceux qui sont seuls à pouvoir le comprendre ? – Les Arabes. – Tout juste. On est fait pour nous entendre. Aussi bêtes et brutes que nous, mais le même sang d'homme. On va encore un peu se tuer, se couper les couilles et se torturer un brin. Et puis on recommencera à vivre entre hommes. C'est le pays qui veut ça. Une anisette ? – Légère", dit Jacques »...

Quant aux harkis *désarmés, par surprise pour éviter des révoltes, un profond désarroi civilisationnel, dont on ne trouve pas de semblable, par exemple, chez les collaborateurs de l'occupation dans les différents pays où elle a sévi, était nettement sensible chez eux, à la fin de la guerre : bon nombre d'entre eux auraient aimé prolonger la guerre, leur guerre. Comme ce chef* harki, *B., de ma région d'origine, qui avait fui en France et en est revenu pour prêter main forte, de l'autre côté de la frontière, à nos adversaires et voisins marocains, lors du conflit qui a opposé nos deux pays en 1963. Mais il ne faut pas croire qu'il avait mis une croix sur l'Algérie, et envisagé définitivement son avenir en France : on ne peut pas couper des racines civilisationnelles de façon absolue ! Un jour, dans les années 1980, ne le voilà-t-il pas revenu dans la région, assuré par on ne sait quelle autorité qu'il n'avait rien à craindre. Gros émoi dans la population, au nom de qui un notable est allé voir le* Wali *pour le mettre devant ses responsabilités pour les suites qui risquaient d'en découler. Il a alors été conseillé à B. de déguerpir, ce qu'il fit sans demander son reste.*

Devant ces tourments, et cet horizon bouché par la perte irrémédiable d'une Algérie où ces deux humanités, la pied-noir et la harkie, *avaient lové leurs corps et leurs cœurs, quelle dérision que ces garanties que l'on prétendait leur assurer ?*

Pour les négociateurs français, il était facile d'avancer cette "exigence" que l'insurrection avait inscrite dans sa Proclamation du 1er novembre 1954 : dans la logique de justice humaniste qui la caractérisait fondamentalement, elle avait, en effet, tenu compte à l'avance du fait que ces « 1.200.000 autochtones français » monstrueusement greffés sur le corps national, avaient acquis, de par une histoire dépassant tout le monde, « le droit à l'existence, et à l'existence dans leur patrie algérienne » ainsi que le revendiquera Camus dans son mémoire

de 1958 ; avec cependant, la correction dont la France allait enfin convenir, en 1962, que cette patrie n'était pas la France et était séparée de la France.

En avançant donc cette exigence, on voulait passer à bon compte pour le défenseur des vaincus. Mais en réalité, en faisant de la communauté pied-noire (et de celle des harkis*) les vaincus, on sacrifiait leur droit à « leur patrie algérienne », pour éviter de reconnaître la défaite du colonialisme, dont on ne se résolvait qu'à accompagner la destruction de la façade pour en sauvegarder l'essence.*

La détresse des Pieds-Noirs, étroitement liée au désarroi des harkis *– pour ne parler que de ces deux populations, sans y ajouter l'extrême épuisement de l'Algérie – cette détresse, donc, aurait mérité un autre traitement prenant en compte les hommes en chair et en os et leurs intérêts profonds. Il aurait fallu que l'Etat français reconnût sa responsabilité dans la politique qui a créé de tels problèmes existentiels aux hommes en Algérie. Et qu'en conséquence, il proposât, sans porter tort aux intérêts légitimes de la nation française, des solutions à la mesure de la gravité de ces problèmes. Avec la volonté sincère d'aider à panser les plaies profondes qui marquaient le corps pantelant de l'Algérie martyre...*

Mais cela aurait demandé que la France eût à sa tête des dirigeants animés du réalisme humaniste d'un de Clerck pour faire pendant au mandélisme du FLN, et pour que les discours généreux sur la décolonisation ne se perdent pas en pure démagogie devant les froides exigences des intérêts néo-colonialistes.

Loin de moi l'idée de vouloir nier le rôle joué par de Gaulle dans cette période cruciale de notre histoire commune. Le grand chef d'Etat français a été l'homme de la rupture : à contre-courant de plus d'un siècle et quart d'imprégnation colonialiste de la société française, il a eu le réalisme et le courage de renoncer au mythe de l'Algérie française, et Dieu sait s'il a eu des difficultés à faire entériner cette rupture à son peuple et aux autres dirigeants ! D'avoir eu à utiliser une certaine ruse pour arriver à ses fins, il en a exaspéré plus d'un, et surtout les officiers et services de cette armée sur lesquels il s'est appuyé, en continuité avec la politique colonialiste mise en œuvre jusque-là, pour réduire le plus possible l'insurrection algérienne, et modérer d'autant ses prétentions.

Or, en plus de cet objectif d'affaiblissement du FLN, où il était en phase avec l'armée, le général poursuivait un autre but, plus essentiel : donner à la France sa place de grande puissance dans un monde en voie de décolonisation et dans une Europe de l'après-guerre en voie d'unification. Il traçait dans ce sens une politique d'ensemble centrée sur la modernisation de la société et de l'économie, et s'efforçait de réunir une majorité solide capable de supporter cette politique.

Pour cela il lui fallait lever l'obstacle de l'Algérie française qui voyait ses effets négatifs s'accroître dangereusement : cette question divisait les forces politiques les empêchant de s'unir autour de l'effort de modernisation du pays et d'agir ensemble à la réalisation de cette tâche ; elle politisait l'armée et tendait à la dresser contre le gouvernement de la République et les libertés individuelles ; elle ternissait l'image de la France, portant tort à son redéploiement dans le tiers-monde.

Dans le cadre de ce second volet de son action, le général de Gaulle œuvrera à gagner à lui les officiers qui, sans exception, s'étaient tout impliqués dans la défense de l'Algérie française. Il s'efforcera de leur rendre moins douloureux le sentiment d'avoir été trahis : en leur ouvrant des perspectives de mutation en une armée investissant les qualités et capacités de ses officiers et de ses hommes dans la maîtrise de la technologie, notamment nucléaire, justement un des points nodaux de l'effort national de modernisation ; une armée moderne qui défendrait mieux les intérêts de la France, au lieu de gaspiller ses forces dans la fonction obsolescente qui l'enfermait dans le cercle vicieux de l'impuissance à vaincre la résistance de peuples démunis mais résolus, malgré les impressionnantes carrières de ses officiers d'élite, ceux dont on se glorifiait – y compris parmi l'élite intellectuelle – qu'ils fussent des « docteurs ès liquidations en tout genre »[1]*...*

---

1. Titre admiratif que donne, au général Gambiez, Y. Courrière, in *La Guerre d'Algérie, les Feux du désespoir*, Fayard, p.277. Une admiration avec laquelle montrait de la connivence un J. Kessel de l'Académie française qui a préfacé ce livre. Il a été heureux et appréciable que face à de telles positions pro-coloniales de l'intelligentsia française se soient exprimés un P. Vidal-Naquet pour présenter et dénoncer « Les crimes de l'armée française » ou un F. Mauriac pour dire sa « honte » devant les massacres d'Algériens du 17 octobre 1961 en plein Paris, et surtout le grand Sartre !

Quant à ceux des officiers incapables d'assumer cette reconversion et d'y adhérer, le général s'efforcera de limiter la nocivité de leur action prévisible, pour qu'elle soit dirigée dans le sens d'une simple catharsis des forces les plus charnellement attachées à l'Algérie française, dans l'armée, parmi les Pieds-Noirs et les harkis. *Il arrivera à mettre en échec le « pronunciamiento militaire » d'avril 1961 dont il démontera avec justesse le mécanisme devant la nation : « Les coupables de l'usurpation, dira-t-il, ont exploité la passion des cadres de certaines unités spécialisées, l'adhésion enflammée d'une partie de la population de souche européenne qu'égarent les craintes et les mythes, l'impuissance des responsables submergés par la conjoncture militaire. »*

Mais le général avait, semble-t-il, compris l'inanité des efforts pour dissiper les craintes des Européens : les mythes colonialistes les imprégnaient si profondément qu'ils ne pouvaient que s'enflammer aux aventures tentées par certains cadres spécialisés justement dans la besogne de liquidation du mouvement indépendantiste et de création d'une "Algérie musulmane attachée à la France". Ce sont ces cadres qui, devant l'échec du putsch, allaient animer l'OAS et son entreprise désespérée de détruire l'Algérie si on ne pouvait pas la garder française. Ils ont planifié une politique de terre brûlée visant les infrastructures et les hommes, y compris européens, qui pouvaient permettre à l'Algérie indépendante de démarrer avec quelque chance de succès. Ils ont ainsi ruiné l'avenir algérien de l'immense majorité des Pieds-Noirs et de nombreux harkis, *plus que jamais compromis par ces actes insensés et par leur attachement à ces hommes en qui ils ont placé tout leur espoir pour leur opposition aux autorités occupées à négocier la paix et l'indépendance.*

La panique créée par l'OAS au sein des Européens et des harkis *s'explique, en effet, plus par la conviction que ces actes de guerre et de vandalisme ne pouvaient pas ne pas susciter des représailles à la mesure de leur gravité, que par les actes d'autodéfense et de vengeance désespérées commis par les Algériens, en cette période – entre cessez-le-feu et indépendance – où ne les protégeait ni ne les tenait plus aucune autorité. Ce sauve-qui-peut, de Gaulle semblait s'en accommoder, comme l'ont constaté certains de ses collaborateurs qui*

s'étaient beaucoup impliqués dans la préparation et la mise en œuvre du plan de Constantine.

Déjà, celui-ci n'avait pas suscité l'enthousiasme des industriels français, et l'on voyait se préciser "l'évaporation" de l'élément humain, pied-noir, qui devait en constituer la chair. De Gaulle semblait avoir réduit l'objectif attendu de ce plan aux possibilités de créer une 3ème force, cette bourgeoisie algérienne avec laquelle il serait possible, comme dans d'autres ex colonies, de s'entendre.

Mais il était difficile au général de réparer au pied levé les dégâts causés par la politique de colonisation menée, durant plus d'un siècle, pour annihiler la bourgeoisie nationale. Et voilà que l'OAS, indirectement, venait lui donner un coup de main dans ce sens. En faisant fuir les Pieds-Noirs, c'est tout l'encadrement économique et administratif dont l'Algérie indépendante se trouvait privée, ce qui y accroissait les chances et le poids de la 3ème force. De plus, on ne pouvait cracher sur les possibilités de faire peser sur cette Algérie, les rancunes et les haines de ceux, pieds-noirs et harkis, *qui se voyaient arrachés à la "patrie perdue". Ni certaines possibilités de manipulation de ces sentiments : ce à quoi semblent s'être attelés les "experts" dont la colonisation et la guerre avaient affûté les capacités, si on se réfère à la similitude des crimes de l'OAS et ceux perpétrés, trente ans après, par le terrorisme islamiste, où se sont investis de nombreux rejetons de* harkis.

A ce propos, que ne peut-on imaginer du geste par lequel les harkis ont été officiellement honorés, en novembre 1996, "pour services rendus à la France"? L'Etat français n'aurait-il pas dû, plutôt, comme il l'a fait à juste titre pour les Juifs, leur demander pardon pour le déracinement pas tant géographique que civilisationnel auquel on les a condamnés, après leur avoir fait trahir leur peuple et leur patrie ?

L'Algérie, pour ce qui la concerne, a vécu cet exode de populations comme une amputation d'un organe gangrené ou, plus précisément, cancérisé par une sorte de manipulation génétique. Un arrachement nécessaire pour la sauvegarde du corps social, mais une amputation très lourde de séquelles graves, organiques et psychologiques, métastatiques pourrait-on dire !

Notre société garde en mémoire la mutilation profonde subie quand le décret Crémieux l'a amputée à vif de sa composante juive qui n'a

pas, elle-même, surmonté les effets de cet arrachement. Mais la douleur s'est réveillée, plus grande encore à l'indépendance : l'opinion venait d'assister à un comportement, vécu comme une tare honteuse, jamais dénoncé ni regretté, celui du Consistoire d'Oran recevant officiellement le général Jouhaud, le numéro 2 de l'OAS, lors de son équipée clandestine, et pressant les juifs d'adhérer en masse à son organisation ; et c'est alors que des descendants de l'ex communauté israélite d'Algérie se sont inquiétés si notre pays allait être... laïque pour voir s'ils y avaient encore une place ! L'Algérie avait très grand besoin de leurs capacités – sur les 135 000 qui ont rejoint la France, on comptait, dans les années 1970 : 20% de fonctionnaires, 35% de commerçants et 25% travaillant dans le secteur privé. Mais cette "inquiétude" n'était-elle pas un alibi tentant de cacher un alignement sur les positions des Pieds-Noirs d'origine européenne ?

Le fait est que, dans un réflexe dicté par une promotion sociale payée au prix du déracinement socioculturel, ils pouvaient faire semblant d'ignorer que leurs ancêtres avaient vécu, depuis plus de deux millénaires – et donc durant treize siècles arabo-musulmans – en membres à part entière du peuple de ce pays, avant que le Conseil hébraïque, leur organe politico-religeux spécifique, ne soit supprimé par le laïque régime colonial et remplacé par un Consistoire intégré aux organismes cultuels du judaïsme français ! Et que malgré leur francisation, c'est auprès de leurs frères de civilisation arabo-musulmans qu'ils ont trouvé la solidarité face aux persécutions dont ils ont pâti de la part des Français anti-juifs sous Vichy...

Le petit fils de Ya'qûb Lalou, un Juif de Laghouat, en a porté témoignage, dans un reportage diffusé par une chaîne de télévision française en 1997, et l'on pourrait en citer mille autres exemples : Ce Lalou était un gros éleveur dans cette capitale du Sud où était enracinée sa famille depuis des siècles. Celle-ci n'avait "accepté" le décret Crémieux qu'après en avoir référé au patron de la confrérie Tijânî, dont l'influence s'enfonce au-delà des frontières Sud jusqu'en pays noir. Le cheikh leur avait dit que les vaincus ne pouvaient que se soumettre à la loi du vainqueur. Et il argumenta encore en disant que devenant citoyens français, les Lalou défendraient mieux leurs frères restés "indigènes". Et c'est sur l'insistance du cheikh que Ya'qûb, réticent,

s'est présenté aux élections municipales contre le candidat de l'Administration. C'est avec le soutien du cheikh et les voix des Arabes qu'il est devenu maire de la ville. Et quand en 1940, le nouvel officier, intronisé commandant de la ville par Vichy, est venu annoncer au cheikh qu'il a été "chargé de vous débarrasser des Juifs, et nous allons commencer par faire sauter le maire", il a été éberlué de s'entendre fermement répliquer par le cheikh : "Avant de faire du mal à notre Ya'qûb, ni même au dernier des Juifs ici, il faudrait me passer sur le corps !"...

Quand notre Ya'qûb a quitté l'Algérie pour s'installer avec ses enfants à Paris, il s'est plaint en ces termes : "J'étais comme un palmier à Laghouat et vous m'obligez à vivre ici dans cet appartement où je me sens comme une plante dans un pot !"...

C'est donc de leur fait et non pas de celui de l'Algérie indépendante que les Juifs en ont été réduits, en France, à réfugier dans l'univers domestique, leur mémoire et leur personnalité de peuple déraciné ainsi que la tradition juive menacée.[1]

Reste, il est vrai, le problème d'Israël. Je me souviens de la question que nous ont posée les Etudiants Juifs progressistes de Belgique rencontrés au festival de la jeunesse et des étudiants à Helsinki (Finlande) en juillet 1962 : Quelle sera la position de l'Algérie indépendante vis-à-vis d'Israël ? Nous avions répondu que cela dépendait avant tout d'Israël lui-même, et que ce dernier avait déjà montré, en 1956, sa position à l'égard de notre révolution, en participant à l'agression tripartite contre l'Egypte, dont un des objectifs était de "punir" Nasser de son soutien à l'Algérie combattante...

Nous ne connaissions pas encore, alors, les éléments qui ne seront versés au débat que beaucoup plus tard par Rédha Malek[2]*, dans son livre* L'Algérie à Evian.

Il y rapporte que le Premier ministre Ben Gourion voulait convaincre de Gaulle, en juin 1960, de "créer un nouvel Israël en Algérie", parce qu'il redoutait les difficultés qu'aurait à affronter

1. Cf. à ce sujet ce que dit R.Ayoun, dans *En nouvel exode, les Juifs d'Algérie au lendemain de l'indépendance*, in *Les Accords d'Evian* de R. Gallissot, Casbah, Alger,1997, p.115
2. R.Malek, *L'Algérie à Evian*, Dahleb, Alger 1995, pp.166, 248 et249.

Israël si la France quittait l'Algérie. Il y avait, plus grave encore, l'épisode du débarquement en Algérie, en mai 1962, de deux cents membres de l'Irgoun israélien de Menahem Begin pour entraîner l'OAS aux actions subversives, ce qui avait amené un de Gaulle "choqué" à dépêcher un émissaire auprès du gouvernement israélien avec un message ferme pour le rappel immédiat de ces... indus intervenants.

Il faut cependant remarquer que seuls un peu plus de 6% des Juifs d'Algérie ont choisi de rejoindre Israël, ce qui indiquerait qu'ils n'ont pas voulu renouveler l'expérience du colonialisme de peuplement qui leur a valu leur déracinement...

Ces quelques éléments d'une vérité que l'ennemi d'hier fait tout pour faire passer au compte Pertes et Profits, et que sur lesquels nous revenons avec le même entêtement qu'il a mis à accabler notre peuple d'une répression toujours recommencée, on se devait de les rappeler pour plusieurs raisons.

D'abord, comme indiqué plus haut, pour faire toucher du doigt le prix exorbitant payé pour la liberté de l'Algérie et la dignité de l'Algérien.

Pour faire comprendre la gravité et la profondeur des blessures qui ont été portées « au corps de la nation, à sa réalité sensible, à ses espérances et à son rapport à l'histoire »[1] ; ce dont les drames qui ont frappé notre pays du fait du terrorisme intégriste ne sont qu'une illustration, à retardement, des difficultés sinon de l'impossibilité de ces lésions à guérir.

Pour montrer encore que l'épreuve que subissaient nos ancêtres, leur a fait garder dans les pires moments, « la tête froide et la vision, plus maîtrisée et sereine, de la riposte et cela sans esprit de vengeance, mais en tant que parade à un regain de violence et de monstrueuse cruauté. » Ce doit être là une ligne de conduite dont nous devons nous imprégner pour les épreuves d'aujourd'hui.

Et parmi les plus illustres de ces ancêtres, l'émir Abdelkader : même de son exil damascène, à travers son action pour faire avorter la discorde suscitée par des intrigues européennes (1860) entre les Druzes et leurs frères Arabes chrétiens, et empêcher le massacre de ces

---

1. M. Lacheraf, *Algérie et tiers-monde*, Op. cit., p.26.

derniers, il montrait à son peuple martyrisé l'importance qu'il y avait à se soucier « de la compassion et de la miséricorde », de « tout ce qui assure la cohésion sociale et préserve de la dissension » ; cette indication, d'une actualité brûlante en cette fin de millénaire, se trouve dans la réponse faite à Mgr Pavy, évêque d'Alger, qui le remerciait de cette action humanitaire.

Enfin, ces rappels, nous les faisons non pour répondre du tac au tac aux interpellations paternalistes que ne peuvent s'empêcher de nous adresser, à chaque difficulté rencontrée, certains politiques français et leurs porte-parole médiatiques, dans le but d'exorciser sans doute le trouble inquiet dans lequel les a mis notre combat libérateur. Ces rappels, nous les faisons par devoir humanitaire, civilisationnel, pour que notre peuple, mais aussi tous les hommes, et les Français en particulier, n'oublient pas la grave atteinte portée de leur fait à l'intégrité de l'homme dans notre aire méditerranéenne.

Ce faisant, nous voulons être fidèles aux recommandations que, de son exil oriental, l'émir Abdelkader a fait parvenir à nos deux peuples dramatiquement réunis par l'histoire ; nous voulons faire entendre, enfin, la voix de la sagesse qu'il préconisait et que les dirigeants français qui ont eu à gérer notre destinée commune, n'ont pas su entendre ; nous pouvons le faire aujourd'hui que la principale divergence entre nous – celle de l'indépendance de notre pays – a été réglée, même si cela s'est fait, malheureusement, « par le sabre et la lutte à mort », ainsi qu'il s'y est résigné à regret.

L'Emir avait immédiatement compris que cette tragique histoire commune créait entre nos deux peuples, et nos deux civilisations, des liens objectifs qu'aucun mur de Berlin ne pouvait rompre. Avec le peuple français, nous voulons aller « jusqu'à la voie de la vérité » à laquelle l'Emir avait vu son espoir déçu de nous conduire : comment ? Dans le sens qu'il nous a indiqué pour l'action en direction du peuple français : « non en le poussant à adopter (nos) idées, mais en faisant apparaître la vérité à ses yeux de telle sorte qu'il ne puisse pas ne pas la reconnaître ».[1] Ainsi l'avons-nous amené à admettre notre indépendance !

---

1. Abd el-Kader, *Lettre aux Français*, Phébus, Paris,1977, p.164.

Les Français également, ont besoin de cette vérité parce qu'ils portent, eux aussi, les stigmates indélébiles de cette guerre de 132 ans qu'ils nous ont faite ; eux aussi souffrent, ne serait-ce qu'à travers les douleurs ressenties par ces lambeaux arrachés à la terre algérienne qui se sont plus ou moins intégrés à eux. Ce dialogue, encore boiteux et si dramatiquement entamé entre nos deux civilisations, nous voulons l'approfondir en déblayant la voie de la vérité, en amenant le peuple français à faire preuve de jugement, d'esprit mûr, et à reconnaître les conséquences de « cette fièvre et ce besoins de pouvoir, si naturel aux médiocres » que Camus demandait de « nous faire pardonner » envers ce « peuple plus sage » dont le destin est « de donner des leçons de sagesse aux conquérants que nous sommes »[1]

* * *

1. A. Camus, *Actuelles III*, Gallimard, Paris, 1958, p.90.

C'est ça le travail arabe, mon lieutenant !

...Mais toujours les Arabes d'Algérie donneront l'exemple de la manière dont il faut lutter pour l'indépendance, et l'exemple d'Abdelkader démontrera comment avec de faibles forces d'insurgés, l'on peut résister longtemps et efficacement à une armée régulière expérimentée, combative, plus nombreuse, représentant une nation de 35 millions d'habitants et un budget de 1,5 milliards de francs-or.

Comte Ludwik Bystrzanowski.
Cité par M. Lacheraf, in *Algérie et Tiers-monde*. p.22.

Nani est heureux : son groupe d'*infirmiers* commence à être conséquent. Voici donc reconstituée, sous sa direction, une bonne partie de l'équipe qui avait activé à Alger, de la fin 55 à l'après-19 mai 56. Avec pour mission : mettre sur pied le service de santé de la zone 1. Il avait déjà pris contact avec des responsables de ceux des autres zones de la wilaya dans le sens d'une coordination des efforts et d'une mise en commun de l'expérience. Malheureusement, l'un de ceux qu'il devait rencontrer dans la zone située au Nord, sur l'autre rive de la Soummam, notre camarade Amrane, était tombé au champ d'honneur. Décidément, il n'avait pas eu de chance, lui pour lequel nous avions dû à deux fois nous reprendre pour qu'il puisse rallier le maquis ! "J'étais en route pour le joindre, quand on m'a appris qu'il était mort dans un accrochage", me dit Nani, le cœur serré...

Mais il n'y avait pas que des nouvelles accablantes. Bientôt j'aurai l'immense plaisir d'accueillir Mustapha que j'avais laissé à Alger. Un bonheur ! Il ne m'avait pas informé de sa décision et la surprise n'en a été que plus agréable. Puis nous "récupérerons", avec autant de satisfaction, Doudja, une des amies étudiantes, que j'avais bien connue dans le cadre de notre noyau militant à Alger.

Doudja faisait partie d'un groupe plus nombreux de filles qui, faute de structures adéquates, tel ce service sanitaire qui n'avait pas encore commencé alors à prendre forme, n'avaient pu trouver où être affectées. Impossible, pour des questions faciles à comprendre, de les verser directement dans les groupes de combat, alors que les conditions de lutte devenaient de plus en plus dures dans cette "zone interdite" ; elles avaient dû accepter, à contrecœur, d'être dirigées sur la Tunisie. Cela se

passait au moment où j'arrivais dans la région, et j'ai pu retrouver un souvenir photographique immortalisant ma rencontre avec l'une d'elles, Aïcha, qui était en partance. Sur ce document, elle est au milieu des *djounoud* où l'on reconnaît le colonel Ouamrane, qui devait, lui également, nous dit-il, rallier la Tunisie. Mais nous avons eu la chance de retrouver Doudja qui, après moult déboires et pérégrinations, était, elle aussi, très heureuse de rester parmi nous. Et comme cette structure en formation rendait tout à fait possible la présence de l'élément féminin, nous avons été contents d'accueillir également Louiza, de Béjaïa. L'ancienne capitale hammadite nous envoyait aussi une quinzaine de jeunes lycéens, pour lesquels nous organisions un séminaire de formation au secourisme, comme ceux que nous avions réalisés à Alger, avant de les verser dans le service de santé de la zone.

Le colonel Amirouche veillait lui-même à la mise en place de notre service de santé, qui ne comprenait, avant l'arrivée de Nani, que trois ou quatre aides-soignants du terroir ayant acquis quelques notions de secourisme lors de leur service dans l'armée française, au cours de la dernière guerre mondiale. L'un d'eux, d'ailleurs, avant notre arrivée, sans doute rebuté par les difficultés et les dangers, avait, m'a-t-on dit, déserté son poste pour rejoindre l'armée française. Amirouche s'inquiétait de tout ce qui pouvait aider Nani dans son travail, et avant tout, des conditions politiques et d'autorité. Nani est promu officier faisant partie du Conseil de zone, et nous, ses assistants, Mustapha Lyassine, B., Ramdane Redjouani et moi-même, tous quatre universitaires, aspirants. Mais l'essentiel était que les malades ou blessés, quel que fût leur grade, étaient sous l'autorité du chef du service de santé où ils étaient admis. Tous les colis de médicaments et de matériels sanitaires qui arrivaient au maquis étaient de la responsabilité exclusive des membres du service de santé. Et à ma connaissance, ces dispositions n'ont jamais été enfreintes par quiconque. Bien au contraire, nous, du service de santé, jouissions du plus grand respect parmi les *djounoud* comme parmi la population.

L'on a beaucoup glosé sur les contradictions entre les différentes populations de notre grand pays, entre les citadins et les ruraux, et la méfiance prétendument "innée" de ceux-ci vis-à-vis de ceux-là, et sur les problèmes qui en auraient découlé durant la guerre de libération.

Mon expérience personnelle dans le maquis kabyle s'inscrit en faux contre de telles analyses, dont il faudrait disséquer quelque peu le montage.

J'arrivais dans une région du pays où je devais me sentir tout à fait étranger : n'étais-je pas un universitaire au milieu de paysans pour la plupart analphabètes ? Et n'ignorais-je pas totalement la langue qu'ils pratiquaient ? Mais je me souviens avec émotion de cette scène où, entouré de beaucoup de sympathie, j'étais en face d'un grand rouquin qu'on aurait dit venu tout droit des pays nordiques, qui ne pouvait dire sa joie de m'accueillir chez lui qu'en kabyle. Nous avions besoin, pour communiquer, de traducteurs de l'arabo-français où je me faisais comprendre, à *tamazight*, son seul moyen à lui, pour s'exprimer. Tout le monde riait de ce paradoxe qui nous trouvait, tous, réunis dans la même communion patriotique.

J'étais heureux – et je sentais que tout le monde autour de moi partageait cette félicité intense – de participer à une grande œuvre où notre mouvement national renouait avec bonheur des liens ancestraux qui faisaient notre cohésion sociale. J'éprouvais une profonde gratitude envers mon peuple "kabyle" pour sa façon d'héberger, de "couver" chaleureusement ce bonheur de me sentir chez moi dans ce coin de ma patrie, si différent de celui qui avait bercé mon enfance et mon adolescence, et pourtant si semblable, si familier. Sans doute retrouvais-je la familiarité des lieux qui abritèrent les chevauchées de Syphax, sillonnant son empire entre ses deux capitales Siga, là-bas sur les berges verdoyantes de la Tafna, près de mon lieu de naissance, et Cirta vers laquelle ouvraient les *Portes de fer* à travers cette chaîne qui en porte le nom, les *Bibans* ; ces lieux que les hasards (?) de cette guerre allaient me faire moi-même parcourir. Quel meilleur symbole que cette permanence des racines profondément ancrées dans les vicissitudes même de l'histoire !

De même, je ressentais chez mes *hôtes* kabyles une reconnaissance affectueuse envers ce choix que j'avais fait de "leur" pays pour mon engagement : je consolidais, si besoin était, leur confiance en la justesse de notre cause ; moi si manifestement intrus au double plan social et linguistique, sans parler de la fragilité de mes capacités physiques. ma présence parmi eux concrétisait à leurs yeux la force invincible de

l'idée nationale revivifiée par notre mouvement national moderne. Et quand je parle de moi, je m'exprime au nom de tous mes camarades venus ici des villes, universitaires ou lycéens, qui pouvaient dire les mêmes choses ou éprouver les mêmes sentiments ; et en particulier les filles.

Notre présence dans ce coin malmené d'Algérie était une négation absolue des espoirs du colonisateur acharné à la ruine de notre tissu social, et qui se sentant perdu devant l'inéluctabilité de notre victoire, accablait notre peuple avec l'audace désespérée de la peur d'une nouvelle déconfiture.

L'ennemi avait vivement ressenti, en ce milieu de l'année 1956, la vigueur nouvelle de l'insurrection dans la région. Il l'avait déjà vu triompher des grandes difficultés que, dès le début, lui avaient causées certains groupes de maquisards se réclamant de Messali, ainsi que des troupes *harkies* levées dans la région par des notabilités soumises au colonialisme. Tous les efforts militaires et policiers, déployés tant contre les *moudjahidin* de l'ALN que contre les civils soumis à un quadrillage de plus en plus serré, n'avaient en rien entamé la vitalité du mouvement ; et voilà que parviennent ces révélations sur l'arrivée de médecins et d'infirmières dans le coin.

Si les autorités répressives avaient accordé tant soit peu de sérieux à la thèse de l'existence de contradictions antagoniques entre citadins et ruraux, elles se seraient frotté les mains au lieu de s'inquiéter, et auraient attendu que cette prétendue incompatibilité débouchât nécessairement... sur l'implosion du maquis, ainsi "corrompu". Mais elles avaient bien saisi le sens de ce sang nouveau injecté dans l'insurrection. Elles y avaient vu un signe de consolidation qualitative du mouvement, pire, d'organisation quasi-étatique. Notre présence dans la région mettait en effet un doigt accusateur sur les manques, dorénavant reconnus à "l'œuvre civilisatrice" que la France était sensée y réaliser. Nous étions, dans ces coins désolés, un des éléments porteurs de la modernité devant laquelle le système colonial avait constitué un obstacle insurmontable ; et, dans le dispositif de la Révolution, nous étions un important catalyseur de la conscience nationale et de l'Etat national s'affirmant face à la puissance colonisatrice et la niant : nous donnions chair à la prise en charge d'une fonction étatique moderne, la santé

publique, que l'Etat colonialiste n'a jamais assuré. C'est pourquoi l'ennemi a pris très au sérieux le danger que ce nouveau développement matérialisé par notre apparition dans la région, constituait pour l'avenir de la présence française en Algérie.

Quand, après notre arrestation, on nous a conduits devant le général qui, d'Akbou, était chargé de coordonner la lutte contre les maquis où nous étions, il n'a pu s'empêcher de nous montrer, avec un air de bravade, une carte d'état-major collée au mur, où était indiqué en rouge le tracé exact, au jour le jour, de nos déplacements depuis que l'on avait appris notre présence dans la région. Nous avons été confirmés alors dans l'idée que nous étions un point fort de la révolution, et avons compris que les nombreuses alertes que nous avions eues et les diverses opérations auxquelles nous avions pu échapper, faisaient partie d'un plan spécialement élaboré pour nous éliminer.

Cet objectif était, aux yeux de l'ennemi, doublement justifié. En plus de cette importance qu'il nous reconnaissait dans le dispositif de la Révolution, nous étions, dans le maquis, l'élément le plus fragile : contrairement aux groupes de combat, nous n'étions que très faiblement armés et n'avions pas les mêmes capacités d'évolution sur le terrain ; d'autant que nos tâches impliquaient certaines exigences (nécessité de nous porter là où le besoin de nos services se faisait sentir, difficulté à ne pas tomber dans une certaine routine pour visiter la zone, etc.) dont la conséquence était de nous trouver souvent isolés des groupes armés et sans protection. Face à nous, l'armée colonialiste avait moins à craindre. D'où la résolution de l'ennemi de nous éliminer au plus tôt. Quitte, pour tenter de regagner la population, à nous remplacer par des médecins, comme cela prétendra se faire avec le programme des fameuses *sections administratives spécialisées* (SAS).

Ce programme devait, aux dires de ces concepteurs, pallier les graves insuffisances de l'administration coloniale dans la prise en charge des besoins des populations. On estimait nécessaire de mettre en application les dispositions, et même un peu plus, du statut de 1947 auxquelles s'était obstinément opposée la minorité européenne. On pensait, pour cela, copier l'organisation du FLN et ainsi lui couper l'herbe sous les pieds.

Quel aveu, même édulcoré, puisque rejetant sur les seuls Européens d'Algérie la responsabilité du système colonial dont le cœur battant se

trouvait à Paris ! Et surtout quelle justification, même paradoxale, de notre lutte armée puisque l'on proposait, un peu tard, tout un programme socio-administratif prétendant faire ce qu'elle réalisait, la rendre ainsi inutile et la faire rejeter par le peuple ! Enfin quelle reconnaissance du fait que l'initiative avait été arrachée à la puissance colonisatrice par cette Révolution au point que l'on fût obligé de l'imiter dans son organisation comme dans son action ! D'autant plus que, devant l'incapacité de regagner la confiance du peuple, si on l'avait jamais eue, les SAS ne pouvaient que devenir clairement ce qu'elles étaient réellement, une machine à détruire la personnalité du peuple, à casser ses ressorts, à éliminer les cadres formés dans la lutte, par les pires moyens de la torture, de l'abaissement des individus, de l'assassinat, etc. C'était encore une nouvelle mouture des *Bureaux arabes* et autres institutions de la colonisation, spécialement apprêtée ici pour les besoins de la guerre de reconquête.

Bien évidemment, notre présence révolutionnaire parmi ces populations recroquevillées sur leurs traditions et accrochées à elles comme à une bouée de sauvetage, ne pouvait que bousculer les usages et créer des perturbations. Mais notre peuple était tellement assoiffé de modernité et si prêt à en cueillir les bienfaits, qu'il faisait pleinement confiance à cette révolution qui lui en montrait le chemin, même si elle le dérangeait quelque peu. J'ai évoqué plus haut les difficultés qu'avaient rencontrées les étudiantes pour s'insérer dans le maquis. Elles ont même subi des mesures vexatoires de certains responsables, tel que le colonel Si-Nacer (que Dieu ait son âme !) qui ne savait qu'en faire et poussait à les faire partir ailleurs.

* * *

Je sais ce que ces merveilleuses moudjahidate ont supporté, comme j'ai conscience qu'elles mettent un point d'honneur à supporter encore de se taire sur ces faiblesses de la révolution de peur d'en ternir l'image. J'espère cependant que l'une d'elles, au moins, écrira un jour son histoire, en comprenant toute la valeur didactique de ce témoignage. Je souhaite particulièrement qu'elle dise la force de caractère et l'esprit de responsabilité qu'elle et ses compagnes ont dû investir, pour ne pas se laisser désarçonner par la mise en doute de leur moralité et

par d'autres comportements machistes, le calme qu'elles ont dû s'imposer, le sang-froid dont elles ont dû faire preuve pour ne pas s'abandonner au découragement et déserter le terrain de la lutte ou même se rendre à l'ennemi.

Ce témoignage est capital pour mieux apprécier les qualités que la révolution a développées chez l'Algérienne et qui lui ont été nécessaires pour ce front insoupçonné de la lutte anticolonialiste. Là aussi, il s'agissait de faire reculer, chez des compagnons de lutte, « l'appréciation restreinte du statut de la femme, disponible exclusivement pour le mariage et la maternité. » Ces restrictions, bousculées dans la société par le développement de la lutte, continuaient à sévir, y compris à certains niveaux de responsabilité, car « nulle révolution ne fait table rase, définitivement et sans séquelles, de mécanismes presque instinctifs » parce que « les prohibitions sont inscrites au centre même de la personnalité ».[1]

Informer de cette lutte spécifique de nos compagnes de maquis, grâce à quoi elles ont cessé « d'être un complément pour l'homme, et arraché littéralement leur place à la force du poignet », même si cette lutte a été menée contre des responsables de la révolution, loin de porter tort à cette dernière, la sert au contraire : d'une part, l'on donne à voir non un mythe mais une action humaine faite par des hommes en chair et en os, avec leurs défauts parfois graves, et aussi leurs qualités souvent sublimes ; d'autre part, on met en exergue son caractère total de mouvement anticolonialiste radical faisant – si je puis me permettre de paraphraser F. Fanon – émerger dans le ciel mouvementé de l'histoire, un peuple qu'il convie à une sorte de mutation, d'arrachement à soi-même.

Cela est si vrai que, malgré le grade que lui valait son importance et sa compétence pour la lutte armée, Si-Nacer, qui était le numéro 2 de la wilaya, n'a pas pu annuler une orientation et une décision importantes de la révolution : celles de faire confiance à l'élément féminin pour la lutte. Et si des jeunes filles volontaires pour le maquis de la région en ont été éloignées à une période où il n'y avait pas encore de structures pour les accueillir, la vallée de la Soummam en a recueilli de nouvelles dès que le service de santé a commencé à se mettre en place. Il en accueillera d'autres après notre arrestation.

---

1. F. Fanon, *L'An V de la révolution algérienne*, Maspéro, Paris, 1966, pp. 98-105.

Certains ont poussé le ridicule jusqu'à reprocher le fait que les infirmières des maquis, quelles que fussent leurs compétences professionnelles et universitaires, n'ont pas été promues aux grades équivalents à ceux de leurs homologues masculins. Comme si les états-majors occidentaux pullulaient de gradées ! Mais n'est-ce pas une sorte d'hommage du vice à la vertu que d'exiger de notre révolution les avancées les plus extrêmes sous peine de ne pas lui reconnaître l'estampille moderne qu'elle mérite ? C'est ce qui se passe encore avec ces chicaneries concernant le processus de démocratisation auquel s'attelle notre société : c'est que l'on voudrait tellement faire croire que l'indépendance sous parti unique était moins démocratique que la période coloniale avec son multipartisme !

Malheureusement pour ces espoirs impossibles, notre peuple n'a pas la mémoire courte. Il a un souvenir si horrifié de ce "pluralisme" et de ce "démocratisme" colonial, qu'il l'a tout de suite reconnu dans le "pluralisme" islamiste que lui concoctait, sous les applaudissements épanouis de nos grands donneurs de leçons de démocratie, un de leurs amis, président parjure, édificateur infatigable et sournois de la naissance et du renforcement de la mouvance intégriste, dans le but de démanteler les institutions de l'Etat moderne, arraché et imposé au colonialisme.

Mais alors, et la "bleuite"? Cette "affection" n'a-t-elle pas touché les maquis, notamment kabyles ? N'a-t-elle pas fait "des milliers" de victimes parmi les intellectuels tenus en suspicion puis liquidés par des chefs frustes et ignorants ? C'est bien la version qui court depuis que les services français de la guerre parallèle l'ont peaufinée, puis livrée à leurs « mercenaires de la plume ». Ce scoop n'avait pas pour objectif, bien évidemment, de se consoler de la défaite politique en mettant en exergue les « résultats extraordinaires » obtenus par des « Attila » (sic), par des « spécialistes de "coups tordus" », dans la guerre parallèle contre l'organisation et l'implantation du FLN.

La diffusion de cette version, avec tout un luxe de détails, visait plus loin. Elle avait pour but essentiel de mettre sur la sellette les victimes précisément de ces "coups tordus", de les présenter comme des gens ignares, jalousant et haïssant, au point de les tuer, ces intellectuels venus violer leur esprit et leurs mœurs rétrogrades... et de laisser cette

bombe à retardement faire son effet à long terme. Car ce « coup » de la "bleuite", loin d'être une maladie de notre révolution, n'est qu'un des sinistres « exploits », à base de retournement et d'abaissement de braves tombés dans les filets, dont j'ai essayé de décrire plus haut la généalogie depuis l'agression de 1830, en tant qu'arme pour assurer la soumission de notre peuple.

Mais, au contraire d'autres gardés secrets, ce « coup », devait être dévoilé, malgré des inconvénients certains, pour des résultats attendus plus tard. Plus que les dégâts immédiats, causés dans l'organisation des maquis comme dans les rangs de ses dirigeants, on pouvait jeter le discrédit, aux yeux des générations montantes, sur les chefs qui s'en sortiraient. C'est comme si on manigançait pour qu'un individu haï attrapât le sida, et qu'on le culpabilisait pour s'être laissé avoir par la machination. Mais il paraît que c'est cela la guerre moderne ! Et, les anciens colonisateurs semblent s'être dit : "Battus pour battus, on va leur faire payer très cher leur victoire ! Ils ne s'en sortiront pas indemnes ni à bon compte ! Il faut qu'ils portent longtemps la souffrance, pour avoir osé se libérer !"

En tout cas, la douleur qui brûlera mon cœur jusqu'à la fin de mes jours, d'avoir, dans le cadre de ce vil complot, perdu mon frère Mustapha Lyassine, je ne la mets absolument pas sur le compte de Amirouche ou d'un autre des valeureux dirigeants du maquis avec lesquels j'ai lutté ! Je n'en tiens même pas pour responsable le capitaine Léger qui n'en a été, malgré tout, que l'instrument zélé. Mais je ne le pardonnerai jamais à la France, tant qu'elle gardera cette tache sur son titre de patrie des Droits de l'homme, tant qu'elle n'aura pas fait repentance pour ce crime et pour tous les assassinats de tous les Mustapha Lyassine, tombés, depuis le 5 juillet 1830, pour la dignité de l'homme sur cette terre : cette terre qui vous « donne l'orgueil de (votre) condition d'homme », ainsi qu'en a témoigné Camus, de fort belle façon, dans Noces.

* * *

Pour en revenir au service de santé, déjà Mustapha et B., avaient commencé à mettre sur pied la pharmacie centrale de la zone, avec différents dépôts et stocks. Ils s'occupaient également de pourvoir de ce

dont ils avaient besoin, les infirmiers ambulants ou à demeure dans les diverses infirmeries où nous avions des blessés et des malades graves.

Parallèlement à cela, ils tenaient leur rôle de soignants chaque fois que la situation l'exigeait. Nani (Si-Ahmed), Ramdane (Si-Moh) et moi avions la responsabilité de l'ordonnance générale du service, de l'organisation des tournées et visites que chaque membre itinérant du service devait effectuer en direction de l'ALN ou des villages ou de la réponse à toute demande de secours urgent.

Autant par nécessité de service que par exigence des conditions de lutte, nous étions toujours par monts et par vaux, passant d'un village à un autre, d'un groupe de *djounoud* à un autre, d'une infirmerie à l'autre, sur tout le territoire de notre zone, toujours aux aguets pour n'être surpris ni par *el-mouchâra*, ni par une embuscade ou un tir de mortier à partir d'un poste militaire. De ces crapahutages de jour, ou de nuit le plus souvent, je garde peu de souvenirs précis, mais plutôt des sensations fortes. Comme ce jour où, en visite dans un village, j'ai diagnostiqué chez une jeune femme, moi qui avais à peine entamé ma médecine, un mal de Pott (une tuberculose osseuse) au genou ! Après en avoir référé à Nani, nous avons soumis notre patiente à un traitement rigoureux et suivi... Pour l'anecdote, cette jeune femme, "kabylisée" jusqu'au bout des ongles, était française d'origine, ainsi que me l'ont appris les habitantes du foyer visité. Mais elle était tellement intimidée que, pour l'interrogatoire comme pour les réponses, le dialogue s'est fait en arabo-kabyle, avec elle et les autres femmes de la maison ; elle et moi n'avons pas échangé un seul mot en sa langue maternelle...

Reste fort également le souvenir de cette nuit où nous nous dirigions vers Il-Mayen, un village martyr, qui avait subi auparavant un bombardement nocturne. Cette nuit-là, on nous avait appelés à la suite d'une autre catastrophe : un des obus lancé sur le village n'avait pas éclaté, et des *moussebbilin* et des *djounoud* avaient essayé, quelques jours après, de le désamorcer, autant pour en annuler le danger que pour en récupérer la poudre. Il a explosé entre leurs mains tuant plusieurs parmi eux et en blessant d'autres.

La marche, par cette nuit noire, avait été très éprouvante pour moi, car je n'y voyais goutte. J'avais la sensation de m'enfoncer, de m'engloutir dans un monde ténébreux sans dimensions. Je suivais comme

un aveugle mes compagnons, essayant de diriger mon pas hésitant sur celui de la mule qui portait nos affaires, craignant à chaque moment de tomber dans un ravin. Comment le guide pouvait-il reconnaître son chemin, lui qui allait d'un pas plus assuré que celui de la mule ? Enfin, des lucioles trouent le noir épais de la nuit ; nous sommes arrivés... mais le spectacle est hallucinant : les gens sont abattus, les rescapés ont le corps noir comme brûlé, boursouflé, et tout couvert de petits trous ; une multitude de petites plaies qui avaient été causées par la projection d'éclats de terre... Dieu, tout puissant ! Comment soigner de telles blessures ? Nous faisons de notre mieux pour nettoyer les plaies et comptons sur les antibiotiques et la robustesse des blessés... Pour l'anecdote également, notre mule était borgne. Elles étaient deux à avoir été capturées quelques temps avant mon arrivée, au cours d'une embuscade tendue à l'armée française, par un groupe armé venu des Aurès, dirigé par Omar, le frère du grand Mostefa Ben Boulaïd, de passage dans la région. On avait fait prisonnier aussi un Père Blanc que l'on a libéré un peu après, sur les ordres de Amirouche ; celui-ci avait veillé à ce qu'il soit traité avec respect pendant sa détention. Quant aux mules, elles ont été mises à la disposition de la direction de la wilaya, jusqu'au jour où, au cours d'un accrochage avec l'armée française, l'une d'elles, se trouvant sans surveillance, a préféré rejoindre le poste militaire où elle avait été en service. Malheureusement, elle portait un chargement précieux : les documents préparatoires de ce qui va devenir, pour l'histoire, le Congrès de la Soummam. C'est sans doute suite à cette fâcheuse expérience que sa congénère borgne a échu au service de santé...

Et à propos du Congrès, il va de soi que dans le maquis, le secret a été bien gardé, et ce n'est qu'à l'indépendance, que j'ai appris sa tenue, et cette histoire cocasse de la "trahison" de la mule... et que j'ai compris le rôle important qu'avait assuré Amirouche pour la protection de ces assises capitales : ce chef, je ne l'ai jamais vu, de toute la période que j'ai passée au maquis. Il était sans doute en escorte de la direction nationale nouvellement constituée. Mais, on m'en a tellement parlé, et avec tant de respect et d'affection ! Son portrait, tel qu'il m'apparaissait à travers les dires de mes compagnons, rappelait étonnamment ceux de nos héros depuis Jugurtha, en passant par l'émir Abdelkader,

passés maîtres dans l'art de la guérilla. Je ne trahirais pas cette représentation en reprenant les termes avec lesquels Bugeaud parlait de l'Emir, « *qui fait 15 ou 20 lieues dans une nuit, qui trouve partout des sympathies, des vivres et des renseignements certains sur notre position, passe où nous ne sommes pas, où nous ne sommes plus. Il faudrait être sorcier pour deviner ses mouvements, et que nos soldats eussent des ailes pour l'atteindre. Il réunit les cavaliers des tribus qui fuyaient devant moi et il va tenter un coup dans l'Est, dont on ignore le but et la suite...* » De même, Amirouche était sans cesse en déplacement, n'avertissant jamais de son arrivée ni de son départ, dirigeant les groupes armés vers tel ou tel point, les faisant passer à travers les lignes ennemies déployées en force – sans doute après la capture des documents informant de la tenue dans la région, d'une réunion nationale des dirigeants – engageant des escarmouches avec l'ennemi pour faire diversion; pour l'éloigner du lieu de la réunion... C'est de ce moment-là que date l'occupation de plusieurs villages qui lui servaient, à lui et aux *djounoud*, de lieux de passage, de points d'appui... et que nous devions éviter prudemment depuis, pour assurer notre mission...

Nous étions, un jour de décembre, en tournée dans la région du *hammam* de Sidi Yahia, dans le Guergour. Nous venions d'être avertis de la présence de l'ennemi sur le lieu que nous voulions inspecter et qui avait été investi : nous avons vu la noria des hélicoptères Cikorsky, les fameuses "bananes". Ce n'était que partie remise, et, après cette épuisante cavalcade, nous fondions déjà de plaisir à l'idée de réchauffer nos os transis et de nous délasser bientôt dans les eaux des sources thermales du *hammam*... quand une nouvelle alerte nous obligea à changer encore de direction. En fait de bain, nous en avons pris un dans les remous glacés de l'oued Bousellam en crue que, pour nous éloigner du danger, nous avons dû traverser à gué avec toutes les peines que l'on peut imaginer. Tout trempés, nous grelottions. Enfin, une maison, là devant nous. Des voix de femmes à l'intérieur. Nous frappons à la porte. Un instant d'hésitation. La peur ! Nous nous faisons connaître et... la porte s'ouvre timidement. On nous informe que les hommes sont dans la forêt, depuis que, deux jours auparavant, les soldats ennemis ont fait irruption, saccageant tout et emportant la paire de bœufs de trait que le foyer possédait... On nous reçoit chaleureusement

cependant, on attise le feu pour nous réchauffer, faire sécher nos vêtements et nous préparer de quoi nous sustenter...

Nos pérégrinations nous ont amenés dans la région de Medjana–Bordj-Bou-Aréridj. Nous avions traversé un village, étonnamment flot, en plein pays berbérophone, où l'on ne parlait qu'arabe, un arabe fleurant bon les Hauts-Plateaux. Un indice de la symbiose des populations pendant la lutte contre l'occupation coloniale, menée sous les ordres des khalifas de l'Emir, Ben Salem ici dans le Hodna et les Bibans constantinois...[1] Nous arrivions aux abords de Bordj de nuit. Le ciel était, comme il l'est souvent dans notre pays en décembre, dégagé, d'un bleu noir intense, constellé d'étoiles. Cela faisait des semaines que nous avions pris l'habitude des soirs, tôt venus en ces mois d'hiver commençant, où nous étions cernés par les ténèbres, par cette noirceur que rendaient plus définitive encore les lumières – camouflées pour n'être pas visibles des postes ennemis – de lampes à acétylène ou les feux allumés dans l'âtre des maisons où, de passage, nous étions hébergés. Nos sens de citadins, atrophiés par les bruits et les lumières des villes modernes, avaient commencé à se réhabituer à leurs fonctions naturelles ; et voilà qu'au détour d'un chemin apparaît à nos pieds, presque à portée de main, comme un amas de perles scintillantes dans un écrin noir, la ville, brillant de toutes ses lumières ! Cela me reportait à mon enfance, lorsque j'allais chez mon oncle à Bni Ouarsous. De nuit, par temps clair, nous arrivions à voir scintiller, là-bas au loin dans un coin du ciel, Tlemcen, que je ne connaissais pas encore, et qui nous paraissait être d'un autre monde.

J'étais en proie à des sentiments contradictoires : d'un côté, ému, soufflé par la beauté du spectacle, qu'on ne peut apprécier qu'à partir de ces régions laissées à l'ensauvagement, sans électricité, comme était l'Algérie rurale en ce moment-là ; d'un autre côté, n'en maudissant que plus le système qui excluait la majorité écrasante de notre peuple de ces bienfaits de la civilisation moderne, réservés aux seuls Européens...

C'était la deuxième fois que nous profitions de ce beau spectacle d'une ville brillant de ses mille feux la nuit. Quelques semaines auparavant, nous avions pu admirer Akbou, sur l'autre versant de la vallée de la Soummam ; mais il y avait de cela une éternité.

---

1. M. Lacheraf, *Algérie, nation et société*, Op. cit., p.113.

Le temps, au maquis, était réglé d'étrange façon. Tout à fait rebelle à l'avance régulière de l'aiguille de l'horloge, à ses paramètres civils, il s'accélérait et prenait des coordonnées autres, se boursouflait, se gorgeait de faits, d'occurrences se bousculant au gré des alertes, des esquives auxquelles nous contraignaient les incursions ennemies terrestres ou aériennes, des passages de tel ou tel groupe de *djounoud* avec leurs lots de nouvelles sur les péripéties de leur jeu de cache-cache avec l'ennemi, sur les coups qu'ils lui ont portés ou qu'ils en ont reçus, sur ce qu'ils lui avaient arraché comme armes, munitions ou habillement, bref de toute la vie frénétique de la lutte armée, scandée également, pour nous, par les appels au secours des blessés ou des malades... Il nous arrivait aussi de vivre de grandes plages étales de calme, de paix et, pourrait-on dire, d'indépendance, dans cette zone qui devenait alors, pour l'armée française, selon l'un de ses « *plus brillants officiers ... le colonel Buis* », une des « *zones interdites... à nous-mêmes* »[1].

Comme ce jour où nous devions répondre à une invitation excitante. Un vieux militant nous faisait une surprise, nous du service de santé, pour nous souhaiter la bienvenue et pour nous dire sa considération et sa fierté de nous voir dans la région. Jouant au chat et à la souris avec le guet de l'ennemi, nous étions passés, profitant de l'obscurité du soir, à proximité du poste de Tamokra, si je ne me trompe, pour nous rapprocher d'Ighil Ali, (ou de Tazemalt ?) où habitait notre hôte qui nous attendait pour le lendemain. Nous étions là, un bon groupe autour de Nani, avec les deux Mustapha, B., Si Moh, les deux infirmières et moi-même... Notre hôte habitait un petit pavillon dépendant des CFA (Chemins de fer algériens), situé sur un domaine par où passait la voie ferrée Alger-Bougie, un peu après la bifurcation qui, par les Portes de fer, menait à Bordj, Sétif et Constantine. Nous arrivions chez lui de très bonne heure, pas du tout mécontents de faire ainsi un pied de nez à l'armée française en passant une journée entière dans ses murs, pour ainsi dire. Cependant, si la direction du maquis avait donné son feu vert pour cette invitation, c'est qu'il n'y avait pas beaucoup de risque.

En fait de surprise, c'en était bien une, et de taille ! Notre hôte était retraité des Wagons-lits, la société qui s'occupait de la restauration

1. Y. Courrière, in *La Guerre d'Algérie, l'Heure des colonels*, Fayard, p.183.

dans les trains de France et d'Algérie. Il avait été l'un de ses maîtres–coqs, et il nous avait préparé un repas royal, digne d'un restaurant 5 étoiles ! Même le pain avait été fait à la maison, pour éviter d'en acheter à la boulangerie en quantité suffisante pour un aussi grand nombre d'invités ce qui n'aurait pas été sans attirer l'attention. Un festin pareil, je n'y avais eu honneur qu'à l'invitation du docteur Nekkache, quand il me conviait à de grands restaurants sur la corniche oranaise (à Canastel) ou à Alger (le fameux *el-Baçour* et autres Petit-chez-soi) ! Dieu, que c'était sublime ! Cela nous changeait de la galette et de l'huile, qui avaient été, depuis notre arrivée au maquis, l'essentiel de beaucoup de nos repas, rarement agrémentés d'oignons... et même des quelques couscous garnis dont nous avions profité à certaines occasions.

Le temps s'étalait agréablement aussi quand nous avions la chance de croiser les groupes armés, de Seddiq Oumahfir, de Hammou M'likech ou, plus particulièrement, de Salah l'Aurès. Salah était, comme nous, "étranger" à la Kabylie. Ainsi que son surnom l'indique, c'était un *moudjahid* des Aurès, ramené de là-bas par Amirouche.

Je ne résiste pas à rapporter son histoire parce qu'elle illustre parfaitement la grandeur dramatique de notre révolution. Je le rencontrai, dans le village de Chekbou, le lendemain de mon arrivée mouvementée parmi les *moudjahidin*.

Nani me le présentait ce matin-là au moment où je retirai de mon sac l'exemplaire du *Manuel du sous-officier* que j'avais ramené avec moi. En le voyant, et comprenant ce que c'était, Salah l'Aurès se lève et m'embrasse chaleureusement. "C'est d'un livre comme ça que l'on a besoin ! Tu as eu une idée magnifique de l'avoir amené. Il va bien nous servir", me dit-il.

Salah était en charge de la formation des sous-officiers de la région, dans le cadre d'un groupe dit "de choc", réunissant les *djounoud* les plus doués. Nous étions gonflés de fierté de voir s'exercer ces jeunes, en rangs impeccables, ou en mouvements bien coordonnés, réagissant tous ensemble aux ordres donnés, en arabe, s'il vous plaît ! par Si-Salah, à l'ombre de notre drapeau national flottant au vent. Quand on était en pareille compagnie, on se sentait en pleine confiance, et on ne craignait aucune incursion des Français. Le groupe était pourvu du

meilleur armement, le plus souvent récupéré sur l'ennemi. Et c'est dans l'affrontement avec ce dernier, au cours d'embuscades ou même d'accrochages, qu'il perfectionnait la formation acquise dans les exercices auxquels nous aimions assister.

C'était un groupe redoutable dont les éléments étaient au bout d'un temps de formation, versés dans la direction de groupes plus restreints auxquels était laissée l'initiative de leurs actions. Parmi les jeunes de ce groupe émergeaient quelques individualités dont le regretté Abdelhamid, tombé au champ d'honneur. De telles pertes étaient très rares chez ce groupe, et je me souviens de l'atmosphère de deuil qui avait étreint la zone à l'annonce de la perte de Abdelhamid et, je crois, de deux de ses compagnons.

Au cours de la conversation qui s'est engagée entre nous autour du livre que je venais de lui remettre, Salah va nous raconter un récit incroyable ! La discussion roule sur le problème, crucial pour la région, de l'armement. Salah exhibe, devant nos yeux ébahis, un magnifique pistolet. « *L'histoire de ce pistolet,* nous dit-il, *est étrange, singulière. Il appartenait à un lieutenant saint-cyrien de l'armée française qui commandait un poste militaire dans la région de Batna. J'étais son ordonnance. En tant qu'ancien d'Indochine, j'avais plus d'expérience militaire que lui, mais lui, bien sûr, avait eu une formation solide. Dans ce poste, en plus de soldats du contingent, dont un certain nombre de jeunes compatriotes appelés, il y avait des engagés, comme moi, dans l'armée française bien avant la guerre que nous vivons. Nous étions un jour, le lieutenant et moi, en inspection à travers le poste. Nous passons devant de jeunes appelés algériens affectés ce jour là à la garde.* "Au lieu de rester comme ça à glander, leur dit le lieutenant, vous devriez renforcer le poste de garde, en élevant une murette de défense avec le tas de grosses pierres que vous avez là devant vous !"... *Notre tour d'inspection fini, nous repassons par le poste de garde, et le lieutenant, avisant l'ouvrage quelque peu riquiqui que les soldats avaient réalisé par-dessus la jambe, l'ébranle d'une légère poussée du pied. Evidemment, la murette s'effrite.* "Çà, un mur de protection ? C'est du travail arabe que vous avez fait là ! *dit-il en colère.* Vous allez me faire quelque chose de plus solide, et que ça saute !" « *J'ai ressenti,* poursuit Salah, *cette remarque et ce manque de tact comme une morsure de*

vipère à mon cœur. Je pris immédiatement une résolution. Nous avions un contact assez lâche avec l'organisation du FLN dans le coin, à laquelle nous rendions de menus services dans le domaine où il nous était possible d'être utiles. J'informai que si l'ALN le désirait, et si elle était prête, on pourrait organiser une attaque du poste dont on pourrait s'emparer de toutes les armes. L'idée a plu, et bientôt un plan est dressé : l'ALN attaquera tel jour à telle heure, et nous, du dedans, nous aiderons à l'investissement du poste...

« *Le jour J, l'ALN attaque. Dans le poste, on pense que c'est un harcèlement de routine. L'attaque, cependant, se révèle plus sérieuse. Le lieutenant organise la défense, mais celle-ci s'avère insuffisante, à cause du "coup de pouce" que, de l'intérieur, selon un plan bien concocté, nous donnons aux assaillants...* » Au fur et à mesure que le récit de Salah avance, qu'il s'étoffe de détails précis, je m'aperçois que cette histoire, je la connaissais, où l'avais-je entendu ? Ouiii ! Je l'avais lu quelques mois plus tôt dans la presse algéroise qui s'était lamentée longuement sur le saccage du poste militaire, suite à la "félonie" d'un adjudant algérien. Incroyable ! C'était lui, Salah ! Lui, devant nous là, racontant calmement, sans fanfaronnade, ce haut fait fantastique ! « *Puis tout le dispositif de défense s'effondre*, continue Salah. *Le lieutenant, désemparé, se tourne vers moi. Je lui dis alors :* "tu vois, mon lieutenant, c'est ça, le travail arabe !" *Je lui loge une balle dans la tête, et lui prends son pistolet, ce pistolet que vous voyez là...* »

Nani me racontera plus tard qu'après avoir embarqué toutes les armes et munitions et mis le feu aux bâtiments du poste, Salah et ses compagnons rejoignent l'ALN... Mais bientôt, un différend éclate entre lui et les dirigeants de l'ALN du coin. On l'arrête et le condamne à mort... Il n'a dû la vie sauve qu'au passage de Amirouche dans la région qui a proposé qu'on le lui remette. "J'ai besoin de gens comme lui, dans ma wilaya." Et c'est ainsi que, grâce à Amirouche, à sa connaissance des hommes, à sa sollicitude envers eux, à son génie de saisir en eux ce qui pouvait apporter un plus aux populations qu'il avait sous sa responsabilité, nous avons eu le bonheur de connaître Salah, d'apprécier son patriotisme, son esprit d'initiative et ses capacités didactiques et organisatrices, son courage et sa fermeté face à l'ennemi. C'était un compagnon doté d'une grande expérience de la vie, dont on

apprenait toujours quelque chose. D'un esprit vif et curieux, il était très agréable à vivre. Et il y a eu entre lui et nous des relations de respect et d'estime réciproques, plus, d'amitié, qui ne se sont jamais démenties...

C'est au cours d'une mission vers les Aurès, pour aller quérir des armes qui manquaient cruellement dans notre zone, que Salah allait être grièvement blessé. Il était dans le *djebel* Boutaleb dans le Hodna, en janvier 1957. Il était arrivé de nuit dans un village où stationnait un groupe assez nombreux de *moudjahidin*. Après s'être restauré et reposé un peu, il sortit faire un tour pour voir si la garde était bien assurée. Il s'aperçut que l'ennemi était en train d'encercler le village. Il alerta le groupe et organisa le repli des *djounoud*. Le matin se levait mais le groupe avait déjà étayé une issue et était quasiment hors de l'encerclement. L'ennemi allait renfermer son piège sur du vide. Salah assurait la couverture du repli. Et c'est au moment où, à son tour, il décrochait, sans être probablement suffisamment couvert par les *djounoud* à leur tour, qu'il a été atteint par un tir de ses poursuivants.

Le projectile, entré par l'arrière de la joue droite, sortit par l'œil en l'éborgnant. Il réussit quand même à échapper et à rejoindre les *djounoud* qui organisèrent son retour chez nous en lui assurant l'accompagnement pour les étapes qui étaient hors de leur circonscription. La nouvelle de sa blessure nous arriva avant lui. Nous l'avons reçu à Il-Mayen où nous soignions les blessés de la bombe. Il souffrait de façon atroce, physiquement et, je crois, moralement. Nous lui avons donné des calmants et l'avons laissé poursuivre le chemin vers Nani qui, à Dja'afra, regroupait les membres et moyens du service de santé et préparait l'opération où nous devions amputer le blessé en danger de septicémie. Notre mission terminée, nous avons rejoint, nous aussi, le groupe. Nous y avons retrouvé un Salah calmé, mais souffrant encore ; il n'arrêtait pas de gémir.

Bien tard dans la nuit, après une dernière récapitulation des éléments du scénario de la grande première que nous nous apprêtions à vivre le lendemain, nous avons pu prendre enfin quelque repos. Pas pour longtemps, puisque Salah nous réveille en sursaut : "Debout ! Debout ! L'ennemi est là !" Evidemment, dans son état, nous avons pensé qu'il délirait. Mais il avait raison. Les sens toujours en éveil du guerrier qu'il était, avaient capté les indices imperceptibles que sa

longue expérience du combat, avait enregistrés dans toutes les fibres de son corps, comme les signes d'une opération d'encerclement ennemie. Je sortis pour me rendre compte par moi-même de ce qu'il en était. Et voilà qu'une fusée éclairante s'élance vers le ciel, là-bas au sommet de la crête, pour redescendre doucement, baignant cette dernière d'une lumière blafarde. Je rentrai précipitamment pour confirmer l'alerte de Salah et nous avons organisé le repli...

Nous avons tous réussi à échapper à l'encerclement, mais c'était la dernière fois que je voyais Salah. Quelques mois après, dans les camps d'internement, j'apprendrai qu'il avait été bien soigné à Sétif, puis qu'il s'était rendu en Tunisie, où on lui avait placé une prothèse.

J'apprendrai encore qu'il était revenu dans la zone où il avait repris son activité, après être passé par cet Aurès, resté cher à son cœur malgré les déboires qu'il y avait connus ; là, il avait contribué, m'a-t-on dit, à régler un premier démêlé opposant des maquisards entre eux. Mais, on aurait refait appel à lui pour un nouveau différend, et alors que cette seconde affaire avait semblé heureusement réglée, il aurait été traîtreusement victime d'un règlement de compte...

Tels sont les faits bruts qui m'ont été rapportés par des sources dont je n'avais aucune raison de mettre en doute la bonne foi ; mais je n'ai pu en connaître plus sur les circonstances concrètes qui auraient aidé à comprendre le pourquoi d'une fin si injuste pour ce héros au parcours lumineux. Ce qui rend hasardeux tout jugement abrupt sur cet immense drame.

Si je me suis si longuement étendu sur le cas de cet ami à qui je me devais de porter un hommage, c'est pour mettre en relief, à travers son expérience exemplaire et douloureuse, un des caractères qui ont fait la grandeur de notre révolution, notamment dans sa phase armée de libération. Ce dessein cosmique emmenait dans son mouvement vers un même objectif de renaissance nationale moderne, des millions de volontés singulières, entreprenantes, créatrices, résolues et souvent marquées, cependant, par les séquelles de l'abrutissement colonial, ou porteuses de contradictions dont on ne pourra jamais déterminer la part qu'y ont prise les « *coups tordus* » tramés par les maîtres ès manipulations des services colonialistes ; de telles discordances – qui ont emporté le MNA de Messali comme un fétu de paille – auraient pu être

fatales à la révolution, mais elles ont, en l'occurrence, fait sa vitalité et sa richesse. Les drames qui ont marqué son cours invincible, loin d'entacher sa gloire, illustrent, au contraire, sa force et sa capacité à triompher des pires adversités, et à forger le destin national au feu du sacrifice des meilleurs de ses enfants.

En tout cas, le sentiment que j'ai gardé de mon passage par le maquis kabyle, c'est que l'action du colonel Amirouche avait un effet bénéfique sur ce plan. Il veillait à ce que les différences de point de vue dans la direction de la zone – pour ce que j'ai pu en savoir – ne pussent pas connaître de telles dérives. Il y veillait en donnant l'exemple, en payant de sa personne, en étant très humain avec ses subordonnés et avec le peuple, en les écoutant et en les faisant très intelligemment profiter de son expérience.

Sur ce plan, je retrouverai beaucoup de facettes de sa personnalité dans celle d'un héros des romans d'Alexandre Beck sur la guerre de partisans autour de Moscou. Ce correspondant de guerre soviétique pendant le dernier conflit mondial, a fait apprécier à ses millions de lecteurs, le général Panfilov qui, avec les débris de l'armée Rouge et des groupes de partisans, a barré aux nazis *la chaussée de Volokolamsk* menant à Moscou. Il réussissait à se faire aimer comme chef, par ses hommes et par les populations écrasées par la machine de guerre nazie, grâce à son style très humain de mener la résistance, de faire la guerre en se souciant beaucoup de la vie du soldat, du peuple et de leurs souffrances, même quand il était dur concernant la discipline...

L'encadrement qui secondait Amirouche pour la direction de notre zone, était à l'image du chef de cette dernière, Si-H'mimi, aussi discret qu'efficace. Les mêmes qualités "amirouchiennes", si je puis dire, avaient déteint sur ce dernier et sur ceux qui formaient avec lui le Conseil de zone. C'est cet encadrement que l'armée française va s'efforcer de casser, de détruire, en y mettant tous ses moyens, militaires et " *parallèles*". Ce but sera poursuivi non comme un objectif normal d'une guerre normale, où l'on doit battre, dans le cadre précis de règles de guerre, un adversaire pour l'amener à reconnaître sa défaite et lui imposer ses conditions. Non, il n'y aura ni "guerre", ni règles de guerre, mais de simples "*opérations de police*", et, à l'image de ce qu'on avait fait en 1830, il ne faudra pas seulement que l'adversaire

soit battu, mais qu'il soit éradiqué ! Comme l'avait été l'Etat de l'émir Abdelkader. Il faudra que disparaissent ces élites qui ont réussi, malgré tous les obstacles, à se reconstituer ! Sans doute est-ce l'affaiblissement relatif de l'encadrement de la wilaya de Amirouche et de celui d'Alger, sous les coups de la "bataille" qui a éreinté la capitale, et de la guerre totale qui leur a été livrée, qui a permis que la pernicieuse opération de la "bleuite" pût être conduite et produire les dégâts que l'on sait.

Cette fureur destructrice s'en prendra tout aussi radicalement à l'ossature de soutien de la lutte armée, ces "ravitailleurs" de village, ces collecteurs de fonds, de denrées (alimentaires, vestimentaires et autres) nécessaires à la vie de tous les jours, ces agents de liaison dont l'activité vitale maillait la zone et la maintenait en contact avec les zones voisines et avec le corps global de la révolution. Bientôt même, c'est cette ossature que la répression ciblera de façon privilégiée, plus que les *djounoud*. Et si un *djoundi* tel que moi, arrêté les armes à la main, ne va pas tarder à être reconnu comme "brave" et à n'être condamné qu'à une peine ne dépassant pas les cinq années d'emprisonnement, l'ennemi ne fera pas de quartier à ces centaines de milliers de téméraires qui portent à bouts de bras leur armée de libération : on les condamnera à de très lourdes peines, quand on ne les fera pas "disparaître" sans autre forme de procès. C'est d'ailleurs cette ossature de soutien que l'ennemi va, dans une tentative grotesque, copier en dépensant une énergie considérable et une ingéniosité diabolique, dans le cadre de sa *guerre parallèle*. Et pris au piège de ses désirs insensés, il va être "froidement douché" par la réalité de ce qu'il croyait être un succès définitif, un certain mois de décembre 1960 !

On ne rendra jamais assez hommage à la patience, à l'endurance, à la fermeté de la masse de notre peuple pris entre le marteau des ratissages, des bombardements, des arrestations, tortures et assassinats collectifs... et l'enclume des SAS et de leur besogne de destruction de l'individu et de la société travaillés au corps par une armée de scientifiques et d'experts.

Que je n'oublie pas de dire combien certaines décisions de la direction de la révolution compliquaient les conditions de la lutte par leur volontarisme. Comme cette interdiction de fumer et de priser lancée dans l'euphorie de l'adhésion grandissante des différentes couches de

notre peuple à la ligne du FLN et de la lutte armée. Dans leur volonté de convaincre une opinion internationale abusée par la propagande française, nos dirigeants ont décrété cette interdiction en copiant sans doute une expérience qui avait eu, dans d'autres conditions et sous d'autres cieux, des résultats spectaculaires : cette grève du sel conduite par Gandhi en Inde, qui a mobilisé, en une procession majestueuse, des dizaines de milliers d'Indiens allant directement ramasser le sel sur la côte, et ridiculisé l'occupant anglais tentant en vain d'interdire ce geste simple.

On n'a certainement pas mesuré la gravité des problèmes qu'un tel volontarisme allait poser sur le terrain concret de l'action des hommes, où l'on allait être placé devant des cas de violations de cet interdit non par des ennemis, ni même des gens se cantonnant dans une certaine neutralité vis-à-vis de la révolution, mais par des militants.

Tel ce cas de conscience à propos de discipline qui se posera à Amirouche passant en revue un groupe, où on lui aurait signalé que certains de ses membres s'adonnaient au tabagisme en infraction de l'interdit : il avait fait appel au sens de la responsabilité et de la discipline des *djounoud* pour que les "fautifs" se signalent d'eux-mêmes. Silence, qui entraîna une fouille et... la découverte sur un *djoundi* d'une boîte de tabac à priser. Force a-t-il alors été d'appliquer la dure loi sanctionnant un grave manquement à la discipline et à la responsabilité individuelle : le *djoundi* fut passé par les armes !

Depuis que j'ai été mis au courant de cet épisode, je tremblais pour mon ami Mustapha K. que je connaissais, incapable de se passer de cigarettes. Dès qu'il arrivait dans un village, il cherchait à s'en procurer auprès de sympathisants, de militants ou même de responsables des services de la lutte armée. Je le savais observateur, doué d'un regard aigu, et il me disait qu'il pouvait du premier coup d'œil, reconnaître qui, dans une assemblée, avait l'habitude de fumer ou priser ; et comme, ajoutait-il, il y a une véritable solidarité entre amateurs de tabac...

* * *

Saint Augustin fait, dans une réflexion sur "le Maître", un développement sur le malentendu pouvant naître de l'inattention humaine ; il ne faut pas, dit-il, « sembler calomnier les mots pour la négligence de

l'auditeur ». Selon lui, ceux qui écoutent l'explication d'un maître doivent « regarder en eux-mêmes si ce qui a été dit est vrai, contemplant selon leurs forces cette vérité intérieure. »[1]

Cette méditation vaut pour l'interdit portant sur la consommation du tabac, reçu par les militants comme une vérité puisque venant de la direction : même quelqu'un comme Amirouche qui pouvait bien en saisir le sens dans sa propre « vérité intérieure » a été "piégé" dans sa mise en œuvre. A un sympathisant qui n'aurait pas été soumis, comme le djoundi, à la responsabilité et à la discipline de guerre, aurait-il appliqué cette sanction extrême ? Certainement pas, me semble-t-il. Mais, qu'en était-il alors chez d'autres militants moins formés que Amirouche, mais portés par la lutte à des responsabilités exécutives ? On peut se demander dans quelle mesure cette directive n'a pas été à la base de l'encouragement de tendances à la cruauté chez ceux qui en ont fait une application zélée que ne pouvait pas tempérer cette force que le chef de la Wilaya III possédait de « regarder en lui-même » pour saisir la vérité. Ces tendances, couvertes, à l'insu même de ceux qui les portaient, par la croyance et la volonté de servir la révolution, se sont exprimées dans certaines décisions d'infliger des mutilations infamantes à des citoyens convaincus de tabagisme. Elles aliénaient certainement pour de bon, à la révolution, des citoyens qui, peut-être, en étaient même sympathisants ; et de plus, l'ennemi avait beau jeu de s'en emparer pour circonvenir les sympathies internationales que la révolution mettait beaucoup d'efforts à gagner...

* * *

Nous passions cette nuit-là à Chekbou, avec Si-Hamou M'likèch, qui était sans son groupe. Nous nous remettions des frayeurs de l'encerclement, à Dja'afra, auquel la vigilance de Si-Salah l'Aurès nous avait permis d'échapper, et nous nous préparions à reprendre le fil de notre travail. Du rassemblement général des gens du service de santé, nous étions cinq à être restés regroupés autour de notre chef, Si-Ahmed, les deux infirmières, Doudja et Louisa, Si-Omar et moi-même.

1. Saint Augustin, *Les Confessions*, Œuvres I, Gallimard, 1998, p.407.

Quelques heures plus tard, l'aube commence à peine à poindre quand un crépitement nourri nous réveille, surpris : un nouvel encerclement ? Eh, oui ! Nous apprendrons que c'est la garnison de Guelaâ voisine, au Sud, qui mène l'opération.

Nous devons vite abandonner le refuge, mais il faut aller au village chercher les deux infirmières qui y passaient la nuit. Quand nous les récupérons, Si-Hamou était parti. Nous quittons en toute hâte les lieux en compagnie de quelques *moussebbilin*. Le poste de Tassirra, en face au Nord, nous observe et deux T6 mitraillent déjà les ravins autour du village. En ce matin de février glacial, nous avons la chance d'être quelque peu protégés par une brume dense qui, s'accrochant au terrain, rend cependant notre progression difficile. Nous sommes d'autant moins à notre aise pour dévaler les pentes escarpées des ravins, que nous avons parmi nous deux citadines qui n'ont pas eu le temps de se débarrasser des robes kabyles camouflant leurs tenues de maquisardes. Nous sommes, à notre tour, la cible des piqués des deux T6, à un moment où nous étions en difficulté sur une pente très escarpée. Par quel miracle n'avons-nous pas été atteints ?

Nous arrivons enfin au fond du ravin où nous sommes hors d'atteinte des avions. Nous avançons pour échapper à nos poursuivants. Mais au bout d'un moment, nous entendons en aval des tirs de mitraillettes et des échanges d'ordre. L'encerclement ! Nous nous blottissons tous les cinq ensemble dans une anfractuosité et attendons. Le soleil est haut dans le ciel et nous spéculons sur le temps que va durer le ratissage. Peut-être que... Nous espérons ne pas être découverts, mais nous craignons que le T6 ait pu donner des indications assez précises sur l'endroit où nous nous trouvons...

Tout à coup, le bruit de quelqu'un qui saute dans le ravin, un peu en amont de nous. Nous nous terrons. Plus d'espoir ! Les dès sont jetés ! Nani arme sa mitraillette, de même que Si-Omar son pistolet 7.65. Quant à moi, pris d'un tremblement incoercible, j'ai d'énormes difficultés à faire de même du mien... Je suis tout à coup ébranlé par la rafale tirée par Nani. Le soldat, qui était apparu au détour du coude qui nous cachait à sa vue, a juste le temps de replonger vers l'arrière pour éviter la rafale. S'ensuit alors une confusion dans mon esprit où se perdent les petits tac-tac de nos deux pistolets dans l'éclatement de la

fusillade et l'explosion de grenades lancées par nos poursuivants, de cris et des ordres. Nous sommes abasourdis. C'est l'enfer...

Lorsque nous reprenons nos esprits, nous sommes cernés de toutes parts. Mais nous sommes tous les cinq vivants et sains et saufs apparemment. La "mitraillette" de Nani est inutilisable, elle s'est enrayée dès la première rafale. Des soldats nous désarment en nous malmenant, mais un officier, vite arrivé, veille, me semble-t-il, à limiter les dégâts et surtout à calmer l'éclaireur, hors de lui d'avoir été la cible du tir de Nani. Son excitation d'en avoir réchappé de justesse peut lui faire commettre quelque acte de vengeance. Nous avons compris que nous étions une prise de qualité dont il fallait prendre soin. La journée est bien avancée. L'officier donne l'ordre de lever l'opération. Commence alors une sorte de procession pour rallier le poste de Guelaâ, la Kalaâ des Beni Abbès : on nous met au milieu d'un carré où se trouvent l'officier, le radio, qui est en liaison avec les deux T6 tournoyant dans le ciel pour signaler un danger éventuel ; nous sommes encadrés par des soldats mais nous sommes libres de toute entrave, contrairement à une vingtaine de civils arrêtés eux aussi lors du ratissage : eux ont les mains ligotées dans le dos avec une seule corde qui va du premier jusqu'au dernier. Nous sommes précédés et suivis par la troupe, chaque soldat maintenant une certaine distance entre lui et celui qui le précède.

Le radio est un Algérien engagé : il nous dit que nous avions eu de la chance, la mitrailleuse du T6 s'étant enrayée lors d'un piqué où nous étions bien en vue. Sans doute, voyant les égards que nous marquait son officier, a-t-il voulu en profiter pour nous montrer un peu de sympathie. Mal lui en prend, car Doudja lui fait une leçon de patriotisme en lui montrant tout le tort qu'il fait en participant à notre capture, alors qu'il aurait dû être au service de la libération de sa patrie ; faut-il que les faibles femmes te libèrent, lui dit-elle, alors que tu as des moyens formidables que tu mets au service de ceux qui enchaînent ton pays ? Le radio est estomaqué par ce courage et cette franchise et comprend certainement pourquoi son officier est plein de respect envers nous. Il ne fuit pas la leçon et essaie d'expliquer sa situation, mais tout en sachant qu'il n'est pas convaincant... Il faut noter que ce dialogue a lieu à voix haute et intelligible, et en profitent tous ceux qui nous entourent et qui comprennent ce mélange d'arabe et de français.

Nous arrivons au poste dans la fin de l'après-midi. C'est un plaisir, quand même, d'être dans cette Kalaâ des Beni Abbès, dont on m'avait tant parlé. Depuis son occupation au milieu de 1956, nous ne pouvions plus que la regarder de loin : ce nid d'aigle était visible de différents coins de la zone. Je porte une *qachabiya* en laine brune très chaude et très légère tissée par les mains de fée des artisanes de Guelaâ et qui m'a été envoyée clandestinement.

A ses belles constructions en dur et dans un style très soigné, on voit que la Kalaâ est une cité cossue. Malgré son statut de localité occupée par l'ennemi, elle a donné et continue de donner beaucoup à la révolution.

A notre arrivée, on nous sépare des prisonniers civils qui sont entassés dans une cellule. Quant à nous, l'officier, un jeune saint-cyrien, tient à nous rendre hommage dès qu'il a pris les renseignements sur notre état civil, notre niveau d'instruction, etc. Il savait la prise importante, mais ne s'attendait certainement pas à se trouver en face de deux étudiants en médecine, et aussi deux belles jeunes filles. Il nous pose des questions sur notre action dans le maquis et se plaint que les gens ne veuillent pas se faire soigner par son service de santé. Nous lui expliquons l'évidence, pour nous, mais que lui ne voit pas : "Vous allez à eux précédés de l'avion qui mitraille et des tirs d'obus qui font des dégâts. Vous les réprimez, vous vous conduisez en armée d'occupation, c'est normal qu'ils ne veuillent pas de vos soins !" Il en convient et se dit dépassé par le problème...

On nous installe dans deux cellules, les filles dans l'une et nous trois dans l'autre. On nous nourrit de la tambouille de l'armée, et pendant la journée, on nous donne la presse à lire nous laissant sous bonne garde prendre de l'air dans la cour du siège de l'état-major du poste. Nous avons alors le loisir de contempler, le cœur serré, les vastes espaces où nous nous étions sentis des hommes libres, des *amazighs*. Notre nostalgie n'a aucun caractère de larmoiement, mais est l'expression de notre regret de voir trop tôt stoppée notre contribution à la lutte. Un vieil adjudant, chargé de toute la haine accumulée au cours des guerres coloniales perdues, n'est pas content de ce traitement, et tourne autour de nous en maugréant. Mais l'officier se met sur le pas de la porte de son bureau, à titre de dissuasion. L'adjudant s'éloigne en râlant.

Un soldat photographe, sans doute utilisé dans sa spécialité pour le service de l'état civil de la SAS, nous demande la permission de garder de nous un souvenir et nous prend en photo. Et il le gardera, dans son esprit et sur la pellicule, ce souvenir qui l'a tellement frappé... Quelques trente années après, il était dans une grande surface à Nice, quand le hasard a voulu qu'il entende une jeune femme demander qu'on lui empaquette bien son achat, parce qu'elle devait l'emmener en Algérie. Cette jeune femme lui rappelle son souvenir. Il s'en ouvre à elle : "J'ai fait mon service en Algérie, et voilà qu'un jour..." et il raconte son histoire, celle de notre capture. "Vous me rappelez la jeune fille qui était dans le groupe. – C'est sans doute ma sœur", lui rétorque son interlocutrice. Et c'était vraiment la sœur de Doudja dont la personnalité lui avait fait si forte sensation. Ils n'en reviennent pas tous deux ! Il propose alors de lui donner les pellicules des photos qu'il avait prises de nous...

* * *

Séance de lecture de la presse, dans la cour du siège de l'Etat-major du poste de Guel'a. Je suis entre Si Ahmed à ma gauche et Si Omar.

En route pour le poste de Guel'a, après notre capture, je suis entre Doudja qui me précède et Louisa...

Photos souvenir, autour, du colonel Ouamrane au maquis kabyle. Ouamrane a passé sa main droite sur l'épaule de Si-Abdelhamid 6ème à partir de la gauche parmi les gens debout. Les 3 infirmières Louisa, Doudja et Aïcha sont accoupies *malheureusement* cachées par *l'ombre. je suis debout derrière Doudja* Si Ahmed-Nani est à l'extrême droite

Nous discutons Nani et moi du soldat en train de nous photographier et que Djouda fusille du regard...

Les cuves de Tichy

DEPUIS QUE JE SUIS LÀ DEDANS ! ...
Dix fois le monde a tourné
autour du soleil
depuis que je suis venu choir
dans cette prison
Demandez-lui ce qu'il en pense
« Cela n'a aucune importance
Un temps microscopique »
sera sa réponse
Demandez-moi mon avis
« dix années de ma vie » ...

Nazim Hikmet

Près d'une semaine après notre arrestation, nous sommes transférés vers Akbou puis Bougie. Certainement, notre capture a posé des problèmes à l'armée : les parents de Nani sont des notables sur lesquels les autorités comptent pour faire passer leur politique anti-FLN. Nous passons quelques jours ensemble dans les locaux de la gendarmerie de Bougie, où nous sommes séparés de Doudja et Louisa, que je ne reverrai plus... jusqu'à l'indépendance.

A Bougie, il n'est plus question de sortir à l'air libre. Nous restons enfermés dans une cellule. L'un des gendarmes, algérien, nous apporte, en cachette, la presse. C'est là que nous apprenons l'arrestation puis le "suicide", de Larbi Ben M'hidi à Alger... Puis, un matin, un officier civil de la police "secrète", connu pour ses méthodes cruelles dans l'interrogatoire des détenus, le commissaire Voisin, si je ne me trompe, vient prendre Nani. "Après viendra votre tour, vous ne perdez rien pour attendre !", nous dit-il sur un ton menaçant...

Nous restons dans une attente inquiète, Si-Omar et moi, jusqu'à un soir où l'on nous transfère... dans un camp militaire à Aokas. Et la police ? Nous a-t-elle "oubliés" ? Nous trouvons dans le camp des prisonniers rentrant de corvée ; ils nous reçoivent fraternellement. Ce sont des civils, dont certains sont retenus en otage (?) depuis plus d'un an !

Dans ma naïveté, notant ce mépris vis-à-vis des droits de l'homme, je pense à mes cours sur l'*habeas corpus*[1]. Passe encore que l'on nous

1. Nom donné à l'institution garantie par la loi anglaise de 1679 (communément appelée Habeas corpus Act) en vue d'assurer le respect de la liberté individuelle.

arrête, nous qui avons pris les armes, mais ceux-là, pourquoi les séquestrer ainsi, sans aucun recours pour eux que la patience et... la chance de ne pas tomber sur un individu de mauvais poil pouvant décider de les écraser comme une mouche importune ? J'aurai l'occasion de me "déniaiser" sur ce plan, plongé que je vais être dans ce monde hasardeux du non-droit. Nous passons la nuit avec nos nouveaux compagnons.

Le lendemain, corvée dans les cuisines du camp, jusqu'en fin de matinée, où l'on vient nous chercher pour nous emmener... vers un autre camp. C'est une propriété de colon, la ferme Tourneux, située juste à l'embouchure du petit oued de Tichy et transformée en cantonnement militaire. On nous enferme, Si-Omar et moi, dans un réduit humide, un cellier à demi enfoncé dans le sable de la plage. Nous sommes soumis à un régime disciplinaire strict. On ne nous donne à manger qu'une fois par vingt-quatre heures, en quantité trop insuffisante pour assouvir notre faim. Nous passons notre temps à parler mangeaille, à nous raconter des gueuletons que nous avons faits à telle ou telle occasion, à échanger des recettes de cuisine... Nous sommes isolés des autres détenus que nous voyons, de notre soupirail, occupés à des corvées pour le casernement. Une ou deux fois par semaine, on nous fait sortir de notre réduit pour nous faire prendre un peu d'air. Au cours de ces sorties, il y a toujours des soldats curieux voulant voir l'étudiant en médecine arrêté avec les "rebelles". Tous veulent se faire confirmer cette chose incroyable, tous veulent savoir pourquoi j'avais été au maquis ; et malgré mes explications, ils s'en repartent incrédules...

Jusque-là, nous n'avions subi aucun interrogatoire. Et un beau jour voilà que l'on me fait sortir de ma cellule : le commissaire Voisin de Bougie s'était "souvenu" de moi. Il veut m'interroger. On me laisse seul avec lui dans une véranda. J'ai peur. Je suis sur mes gardes. Je sens que ça ne va pas être une partie de plaisir. Il me pose des questions sur mon activité à Alger. Je réponds que je faisais des études, et qu'après la grève, je suis monté au maquis en Kabylie. "Et comment es-tu monté au maquis ? - C'est par mon ami Bouderba, que j'ai connu à la faculté : il m'a envoyé quelqu'un qui m'a amené au maquis." Il revient sur le sujet de différentes manières. Ma réponse est toujours la même. Il m'avait cuisiné pendant au moins une heure et demie, quand perdant

patience, il me donne un gifle magistrale. Il se lève menaçant : "Je crois que je perds mon temps ici, dit-il ; mais attends, mon bonhomme. Quand je t'interrogerai là-bas, à Bougie, on va voir si tu feras le malin !" Il me remet à mes geôliers, qui me remettent dans ma cellule.

J'en suis tout retourné. Si-Omar essaie de me réconforter. Je tente de comprendre. Pourquoi la police ne m'a-t-elle pas fait transférer chez elle à Bougie ? Pourquoi est-ce le commissaire qui est venu ici ? Nous tournons ces questions dans tous les sens, mais l'avenir demeure sombre et incertain. Et voilà que notre gardien parle de moi au téléphone dans le poste de garde. On lui demande de préparer l'étudiant en médecine pour un transfert le lendemain. Mon cœur bat à rompre. Je suis effondré. C'est donc demain ma "fête"! La nuit, angoissante, dure un siècle. Je ne ferme pas l'œil. Vers neuf heures, après un café que l'on nous sert chaud, contrairement aux autres jours, – c'est comme la cigarette du condamné, me dis-je – on m'extrait de la cellule.

Dehors, une Jeep militaire m'attend, avec des soldats dedans. Dès que je suis monté, elle se place dans un petit convoi, derrière une autre voiture où a pris place un colonel, et l'ensemble s'ébranle. Il fait un temps radieux en cette fin de mars. L'air est agréable, les arbres d'un vert tendre. Les oiseaux, les papillons sont en fête... Mais voilà que notre direction n'est pas Bougie. Je pose la question aux soldats : on va à Sétif. Je ne comprends plus rien. Je m'en remets à Dieu et je laisse venir. Le voyage est un des plus agréables que j'aurai faits dans ma vie. Je suis saisi par la majesté des gorges de Kherrata. J'en oublie mes soucis de la nuit, je suis détendu, d'autant que je sens beaucoup de sympathie chez les soldats qui m'accompagnent. C'est là qu'ils me disent leur étonnement désolé concernant mon engagement dans une entreprise aussi aléatoire et qui risque de toutes façons de ne déboucher sur rien. C'est là également que j'explique notre cause, la justifie et me montre plein d'optimisme...

Nous sommes à Sétif en milieu de journée. C'est la première fois que je vois cette ville, mais je suis trop déjà à m'inquiéter de ce qui m'attend pour avoir le cœur à apprécier ma découverte. Nous entrons dans une caserne, et là... je vois Nani. Je suis heureux. Nous nous embrassons. Je profite pour lui dire vite l'interrogatoire du commissaire et les réponses que j'ai faites sur le comment j'étais arrivé au

maquis. Mais les soldats viennent nous séparer. Puis on l'emmène. Je ne le reverrai qu'à l'indépendance. Je reste à attendre dans la cour, sous la garde des soldats. Il fait bien chaud maintenant. Quelque temps après on me fait rentrer dans le bureau d'un général : c'est là où il commence à me faire la leçon et à me reprocher de m'être laissé, moi l'intellectuel, l'universitaire, entraîner par des gens qui brûlent les écoles... et où je réplique que ces écoles-là sont transformées en casernes... Ma réponse le met en colère, et mettant de côté son paternalisme condescendant, il me dit tout ce qu'il pense de gens comme moi qui ne méritent aucune considération, et il me renvoie de son bureau...

Je ne suis pas mécontent de moi après cette entrevue, mais le sens de toute cette opération m'échappe. M'a-t-on fait venir avec tout ce tralala pour simplement essayer de me raisonner, et fallait-il un général, à Sétif, pour cette affaire ? Ne pouvait-on juger de mon état d'esprit sur place, là où j'étais détenu ? Et pourquoi la présence de Nani ici ? A un moment, je me dis qu'on a dû se tromper sur l'étudiant en médecine à déplacer sur Sétif. Mais alors pourquoi nous trouvons-nous tous deux ici en même temps ? Je suis encore trop remué pour pouvoir tirer des conclusions acceptables. Plus tard, j'apprendrai que Nani, sans doute eu égard à la position de sa famille, avait été libéré après cette entrevue avec le général à Sétif ; et je me dirai que l'on avait dû être pour moi dans la même disposition d'esprit, et que celle-ci a dû être contrariée par mon rejet des reproches moralisants que l'on m'a faits. Mais je n'en serai pas sûr et je ne regretterai rien de mon attitude...

Je suis ramené dans les mêmes conditions et avec le même convoi vers Tichy où nous arrivons en fin d'après-midi. On me remet dans ma cellule où nous essayons, Si-Omar et moi, de démêler tout cet écheveau. L'essentiel est que j'avais échappé au sort que je croyais m'être promis par cette convocation rattachée à tort à la visite, la veille, du commissaire Voisin. Nous passons quelques jours dans une attente pleine d'incertitude, puis, au début d'un après-midi, on vient me chercher. On m'emmène dans ce qui était la cave de la ferme, avec ses grandes cuves à vin... C'est une grande et haute bâtisse où règne une pénombre sinistre. Dans un coin de la cave, un bassin rempli d'eau sale. Il y a là un officier venu pour m'interroger. Je n'ai pas besoin de dire l'humiliation de se voir commander de se mettre tout nu... et la question commence.

L'on voudra que j'accepte de conduire l'armée dans la région où j'exerçais, pour désigner les gens qui m'avaient hébergé. Je suis révulsé à l'idée de ce qu'on veuille faire de moi un traître par la faute duquel souffriraient des gens qui m'avaient fait confiance en m'ouvrant leur maison et leur cœur. Je dis l'impossibilité matérielle de donner suite à cette exigence vu que j'étais étranger à la région et que je ne m'y déplaçais qu'avec un guide. Je n'ai pas besoin de dire non plus l'horreur d'être ligoté en pendeloque autour d'un pieu, de sorte que, quand il est soulevé, on ait la tête en bas, ni l'angoisse d'être plongé ainsi dans l'eau noire du bassin jusqu'à étouffer, de ne sentir, au bout d'une éternité, qu'on vous ressort la tête de l'eau que pour ressentir une immense détresse après l'insuffisante demi-bouffée d'air que vous aviez à peine aspirée que l'on vous a déjà recouvert le visage d'un chiffon gluant et arrosé de plus belle, pour vous boucher encore plus hermétiquement les yeux, les narines et la bouche... J'aurai quelques jours plus tard l'occasion de revivre ce cauchemar plus dramatiquement encore, quand je serai enfermé dans l'une des cuves à vin qui dressaient leurs hautes formes cylindriques, de part et d'autre du couloir central : je serai alors le témoin, malgré moi, d'une séance de torture d'un gosse, je le sentais à sa voix juvénile, à qui l'on arrachera l'aveu d'avoir tué quelqu'un qu'on lui nommait.

En cellule, où l'on m'a ramené, Si-Omar me réconforte encore, m'aide à me sécher ; il me masse le corps, les pieds, les mains pour y faire revenir le sang qui avait reflué vers les entrailles. Puis il me couvre de tout ce qui est disponible dans le cachot pour me réchauffer. Mon état le préoccupe d'autant qu'il n'augure pour lui rien qui vaille. Il pense, je le sens, à ce qui l'attend après ce que je viens de passer. Cependant, on ne nous interrogera plus, ni moi ni Si-Omar qui sera donc épargné. Quand, plus tard, j'y ai réfléchi, je n'étais pas loin de penser que cette unique séance de torture que l'on m'a infligée et dont on devait sans doute se douter qu'elle serait stérile après ce qu'a été mon entrevue à Sétif avec le général, a été une sorte de leçon dont on a cru devoir me punir pour n'avoir pas été sensible à la perche que le général me tendait. Car, si l'on avait besoin de renseignements que l'on a essayé de m'arracher, rien n'empêchait d'insister une ou plusieurs fois encore. Et puis, Si-Omar, était plus indiqué pour cela, étant du cru, et on l'a, lui, épargné !

Le lendemain, d'ailleurs, on nous soumettra à une nouvelle épreuve, gratuite puisqu'elle n'aura pas pour finalité de nous soutirer des renseignements. Il est midi et il fait beau. On nous sort, Si-Omar et moi, de la cellule pour nous diriger vers la cave où j'avais été supplicié la veille. Nous n'en menons pas large. Mais voilà que l'on nous sert notre unique repas quotidien et aujourd'hui on nous le donne chaud, une sorte de ragoût de pommes de terre. Je suis tellement perturbé que je glisse sur la première marche de l'escalier par lequel on descend à la cave, et adieu ma gamelle ! J'en ramasse ce que je peux après m'être ramassé moi-même. Et voilà aussi que l'on ne va pas jusqu'au coin où se pratiquent les interrogatoires. On s'arrête devant l'une des cuves.

Je connaissais ces installations qui existaient dans presque toutes les grandes fermes, et à Remchi, j'habitais pas loin d'une cave coopérative où les colons qui y étaient affiliés, apportaient leurs vendanges. Les cuves d'une hauteur de près de quatre mètres sont alignées sur une espèce de parapet en ciment de sorte que soit à hauteur d'homme la petite porte dont elles sont munies à leur base, ce genre de sas qui porte un embout sur lequel on fixe le tuyau pour en vider le vin qui y a mûri. Mais j'ignorais totalement comment elles étaient faites à l'intérieur.

Profondément intrigués et inquiets, nous voyons notre gardien ouvrir le sas de la cuve. Et il me commande de m'engager dans l'ouverture. J'hésite ; il me soulève par derrière et me pousse dans la cuve en fermant la porte après moi.

Je ne pense pas à Si-Omar qui doit passer la même épreuve et connaître les mêmes inquiétudes que moi. Je n'entends même pas l'ouverture et la fermeture de la cuve où il est englouti. Malgré la pénombre qui règne dans la cave, je suis happé par le noir de la cuve. Je commence par manger ce qui me restait de ma gamelle. Puis, la déposant là, j'essaie à tâtons, de reconnaître mon nouveau logis. Mes doigts ne lâchant pas le mur gluant d'humidité, je commence une exploration très précautionneuse. Il me semble que la cuve est circulaire, et que son mur est tapissé de carreaux de verre, d'autant qu'avec l'accommodation au noir, j'aperçois le halo rond de l'ouverture du haut, située juste sous les tuiles de la bâtisse. Je tamponne à chaque instant des ustensiles en fer blanc qu'ont dû utiliser ceux qui m'ont

précédé dans ce gouffre. Je ne fais pas attention à l'odeur pestilentielle : car quand on est enfermé là, on y reste jusqu'au jour où il plaît à nos persécuteurs de nous en faire sortir. On y survit, on y dort malgré le froid poisseux, on y fait ses besoins, on y attend le "repas" quotidien (le vingtième d'un pain, quand c'est le jour du pain, sinon un fond de gamelle des restes fermentés d'un repas des soldats de l'avant-veille), comme on attendrait le croissant de fin de Ramadhan. Un jour on nous fera la fleur d'accompagner la bouchée de pain avec un petit carré de chocolat. Cette odeur de chocolat ! J'étais atrocement partagé entre immédiatement avaler mon "repas" et me goinfrer de sa fragrance exquise. Un autre jour ce sera un fond de gamelle d'un résidu infect de cassoulet qui me fera, un tout petit instant, problème de conscience... religieuse : à la lumière entrée par l'ouverture du sas avec la gamelle, j'ai reconnu les haricots et aussi deux ou trois petits morceaux de saucisse nageant dans l'eau avec laquelle on avait mouillé les restes ; de plus, mes yeux s'étaient, à la longue, habitués à la pénombre et j'avalai en un clin d'œil ces misérables et succulents morceaux, tout en tournant dans ma tête des idées telles que Dieu ne peut me demander des comptes pour ce cas de *légitime subsistance* ou encore que nous n'étions pas assez précieux pour nos geôliers pour qu'ils nous nourrissent de cassoulet, même sous forme de restes avariés.

Une longue nuit, comme celle où nous étions plongés, dans le monde civilisé, les spéléologues l'étudieraient pour déterminer ses effets sur les rythmes de leur horloge biologique. Ici, on y est condamné jusqu'à ce qu'au plus fort de la journée, une lueur blême arrive difficilement à la percer en soulignant le halo de l'ouverture du haut. Il y a, heureusement, ce "repas" quotidien qui la scande, et l'on peut dire qu'elle est essentiellement une attente infinie de ce moment délicieux !

Combien a-t-elle duré, cette nuit ? Un mois ? Plus ? Moins ? Je ne saurais le dire. Le jour où l'on nous extrait enfin de nos cuves, nous sommes hirsutes, incroyablement sales ; nous avons fondu, nous tenons difficilement sur nos jambes. Nos compagnons d'infortune nous diront qu'un frère qu'on avait fait rentrer difficilement à travers le sas de la cuve en est sorti au bout de trois mois avec trente kilos en moins !

Si-Omar me reconnaît à peine. Dehors où l'on nous mène, il fait un temps splendide de printemps. Quel jour ? Quel mois sommes-nous ? On nous fait passer devant une poubelle : nous nous précipitons pour ramasser de délicieuses épluchures de pommes de terre, et aussi quelques frites que nous engloutissons sans même les débarrasser de la terre et autres saletés qui s'étaient collées à elles... On nous mène à l'oued qui passe au milieu de la ferme pour nous nettoyer un peu avant de nous asperger de DDT : la vermine nous bouffait...

Notre isolement est terminé. On nous verse avec les autres détenus du casernement installés dans de grandes guitounes. Nos frères nous reçoivent avec chaleur. Ils nous donnent d'abord à manger pour assouvir cette faim du fond des âges, en nous recommandant d'y aller doucement. Vains conseils, puisque nous ne pouvons nous restreindre et attrapons une diarrhée carabinée : nos intestins, qui avaient résisté aux pires saloperies ingurgitées, ont perdu l'habitude de jouer convenablement leur rôle. Nous avions également besoin de vêtements pour nous changer. La solidarité là aussi est à fleur de cœur. On nous ramasse même une petite somme d'argent pour nous permettre d'acheter à la cantine ce dont nous pourrions avoir besoin. Un *harki*, ancien infirmier de notre zone, était affecté au camp. Il reconnaît Si-Omar et offre de l'aider. Il nous propose un peu d'argent. Nous nous méfions. C'est peut-être une aide sincère, mais ce peut être aussi une approche indirecte par laquelle l'ennemi veut nous amener à "coopérer". Nous rejetons l'aide malgré l'insistance. Dès que nous sommes un peu requinqués, on nous intègre aux corvéables. Vu mon niveau d'instruction, on m'affecte à la cuisine du mess des officiers ; comme aide au cuistot, un troufion du contingent, analphabète, d'origine bretonne. Tout de suite, nous nous entendons bien ; il est tout respect pour moi ; le *bachelier*, qu'il m'appelle. C'est lui qui m'a protégé contre la haine d'un adjudant qui décidait de me coller des corvées humiliantes dès qu'il me voyait. Ainsi le jour où, de bon matin, ce juteux, plein de fiel, m'a alpagué pour m'emmener vers un chien crevé qui commençait à se décomposer près de la caserne, m'ordonnant de l'enterrer. Des compagnons détenus qui étaient occupés dans le coin ont, par respect pour moi, voulu m'aider, en réalité faire la corvée à ma place. Il les en a empêchés. Mais le cuistot, mon

"patron", avait vu de loin la scène. Il est venu vers moi, et a enterré lui-même le chien. Puis nous sommes repartis ensemble au mess, sous le regard mécontent de l'adjudant.

Mon gardien-cuistot aimait beaucoup discuter avec moi et nous abordions divers sujets où il me demandait mon avis. Je le lui donnais volontiers, sans cacher mes sentiments politiques, et il m'en était reconnaissant. Il ne me traitait pas comme un prisonnier, mais presque comme une connaissance. Je le voyais à plusieurs attitudes, comme celle qu'il a montrée pour la corvée du chien crevé. C'est cette sensibilité à la situation injuste qui nous était faite, dont feront montre de nombreux soldats du contingent, qui permettra à de Gaulle de faire échouer le putsch des généraux quelques années plus tard. Mais elle était en gésine dans des attitudes comme celle de mon "patron"-cuistot. Quand nous préparions le repas, il choisissait les meilleurs morceaux, les meilleurs steaks par exemple, en me disant : "On va garder ça pour nous. On mérite bien ça, non ?" Mais bien sûr, il y en avait toujours trop pour nous deux et il me disait, avec un clin d'œil : "Prends ce qui reste à tes copains de la guitoune..."

C'est que les détenus, par leur courage patient, par leurs efforts pour garder leur dignité dans les conditions de purgatoire que leur faisait un camp militaire comme celui de Tichy, continuaient le combat pour lequel ils ont été emprisonnés. Ils montraient à cette France populaire qui formait le contingent de l'armée envoyé pour réprimer un "terrorisme sauvage", que le véritable terrorisme était celui de la puissance occupante. D'où cette sourde sympathie qui s'exprime quand elle le peut par des petits riens qui signifient beaucoup. En tout cas, j'ai été touché par l'émotion qui a frappé mon "patron" le chef cuisinier, le jour où la petite rivière de Tichy en crue à inondé nos tentes et failli nous emporter pendant notre sommeil. De bon matin, il est venu s'inquiéter du sort de son "aide"... et de ses copains de guitoune...

Cela fait plus de trois mois que nous avons été arrêtés et nous commençons à croire que l'on va nous oublier dans ce camp militaire, comme nombre de nos compagnons d'infortune, qui ont peut-être eux-mêmes oublié quand ils ont été arrêtés. Mais un jour de juin, nouveau transfert. Direction Bougie. Une variation dans cette monotonie de la vie de prisonnier d'un camp militaire est toujours bienvenue, mais

l'aléatoire même de cette existence, l'incertitude de ce qui vous attend, surtout quand survient un changement qui peut vous faire tomber de Charybde en Scylla, vous poussent à craindre le pire ; d'autant que nous revenons vers le domaine du commissaire Voisin, dont l'ombre sinistre ne cesse de me hanter. Nous échouons encore dans un camp militaire, le camp de *Mardj-el-beylek*, un camp de transit, dans la petite banlieue de Bougie.

Comme une de ses désignations l'indique, c'est un camp par où transitent des détenus dont l'affaire est en cours d'instruction, pour qu'ils soient dirigés ensuite soit vers une prison, soit vers un autre camp ou encore, des fois, pour qu'ils soient libérés, quand ce n'est pas pour être liquidés et portés disparus. C'est pourquoi il y a toujours du mouvement. Si-Omar et moi, nous allons y séjourner deux mois environ, pendant lesquels nous allons y connaître beaucoup de monde ; notamment des Bougiotes citadins dont nous retrouverons un certain nombre à la prison de Bougie, quelques mois après. Deux mois qui vont nous paraître une éternité, justement à cause de ce mouvement incessant des occupants du lieu, qui passent alors que nous restons... Pourtant, la vie dans ce camp de toile est moins pénible que celle qui a été la nôtre à Tichy. Nous vivons dans de grandes guitounes installées dans un vaste espace plat (aujourd'hui une annexe du stade de la ville), enclos d'un grillage de plusieurs rangs en fil de fer barbelé et surveillé par des guérites haut perchées d'où la vue des soldats qui nous gardent embrasse tout le camp. Nous sommes libres de notre temps, et ne sommes pas astreints à des corvées. Nous recevons des visites familiales et pouvons être plus au courant de la vie du pays, notamment au plan politique ; de plus, les parents sont autorisés à nous amener de la nourriture apprêtée. Là aussi la solidarité est de rigueur, et moi, dont la famille est trop loin pour me venir en aide, je ne manque pas de secours de la part de mes compagnons.

Bref, sans cette incertitude lancinante du lendemain, nous nous sentirions presque en vacances ! Mais le danger est toujours présent, et je ne peux oublier ce compagnon qui s'attendait toujours au pire, au point qu'un jour, s'entendant convoquer dans le haut-parleur, il eut immédiatement une diarrhée phobique incoercible qui l'a obligé à courir aux toilettes... Ce danger toujours menaçant va nous tomber sur

la tête un jour où il y a eu une tentative d'évasion. Pour nous dissuader de refaire le coup, les soldats ont commencé à tirer dans tous les sens, sans sommation, et c'est miracle qu'il n'y a pas eu de victimes. On nous a mis au garde-à-vous pendant une bonne partie de la journée et on a instauré un climat d'intimidation dont nous ne savions pas sur quoi il allait déboucher... La discipline s'est resserrée pendant quelques jours, avec un plus grand temps d'astreinte sous les tentes, aux dépens du temps libre... Puis les choses ont repris petit à petit un cours plus "normal".

A la mi-juillet, un officier de la police judiciaire militaire vint instruire enfin notre affaire, et une semaine plus tard, nous sommes dirigés de nouveau sur Akbou, cette fois pour comparaître devant le Procureur ; il ordonne notre mise sous mandat de dépôt à la prison de la ville. Enfin, nous quittons le monde de l'incertitude et du non-droit, pour intégrer celui régi, relativement, par des règles de droit. Jusque-là je n'avais pas écrit à mes parents, de peur que quelque chose de grave m'arrivant, un nouveau silence épistolaire les inquiétât encore plus. C'est seulement alors que je leur ai donné signe de vie et que j'ai pu avoir de leurs nouvelles, et apprendre, par exemple, que mon jeune frère était tombé au champ d'honneur, que mon père était toujours au camp... En réalité, l'incertitude et le danger, nés de l'arbitraire, jamais ne disparaissent tout à fait.

Nous en aurons la preuve justement dès cette étape de la prison d'Akbou. Un de nos compagnons, un commerçant aisé de la ville, condamné à quelques années d'emprisonnement bénéficiera d'une remise de peine. Nous sommes contents avec lui de la bonne nouvelle. Avant de sortir, il me laisse en souvenir, moi *l'hôte* venu de loin, un burnous, cher à son cœur, que lui avait tissé sa femme : une merveille ! Ce cadeau, déjà précieux en ce qu'il exprimait tout l'amour d'une femme pour son mari emprisonné, va voir sa charge symbolique s'alourdir d'un sens supplémentaire : notre ami ne reverra ni sa femme, ni sa maison. Disparu ! ...

Ce burnous, je veillerai à ne pas m'en séparer durant toute ma détention. Puis, à l'indépendance, quand je reprendrai ma place à l'université d'Alger, certains camarades qui ne pouvaient connaître ce qu'il représentait pour moi, penseront que je faisais dans le folklore en le

portant... C'est sans doute sa "baraka" qui m'a protégé lors d'un grave accident de la circulation : nous revenions de nuit d'une mission à Constantine dont nous avait chargés la direction de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA). Notre chauffeur s'étant endormi au volant, nous avons percuté un arbre et versé dans le fossé. J'ai été violemment projeté, tout emmitouflé dans mon burnous, à quelques cinq mètres en avant par la portière qui s'était ouverte. Sain et sauf, c'est moi qui ai pris en charge, le chauffeur et mon collègue de la direction, blessés et groggys.

Je me dessaisirai pourtant de ce burnous, au profit du docteur Marot à qui je l'ai offert à mon tour pour lui exprimer mon amitié. Cet Algérien d'adoption, sympathisant de la lutte armée, a eté le premier directeur de l'hôpital Mustapha à l'indépendance. Nous nous sommes retrouvés, lui et moi, en prison à el-Harrach, avec de nombreux autres, pour notre opposition au coup d'Etat du 19 juin 1965. Nous avions mené une grève de la faim pour protester contre nos conditions de détention, et l'on avait décidé de nous disperser à travers diverses prisons du pays. Je lui ai donné alors mon cher burnous avant notre séparation...

La densité du souvenir attaché à ce burnous donne une idée de la chaude sympathie dont j'ai été entouré dans la prison d'Akbou pendant les quelques mois que j'y ai passés, parmi de simples paysans, pour la plupart analphabètes. Je n'oublierai jamais cette portion de ma vie, pour ce qu'une telle ambiance à imprimé dans mon cœur ; j'étais comme dans une famille, parmi la cinquantaine de détenus, partagés entre deux salles, et venus de ces contrées de Kabylie surplombant les rives de la Soummam.

Il régnait, en effet, un esprit quasi familial dans cette prison, et même les disputes qui pouvaient éclater entre nous du fait de l'enfermement, ne dépassaient pas en gravité celles qui pouvaient opposer les membres d'une famille. J'étais là aussi le seul *étranger* à la région. Et là aussi, mon expérience contredit complètement la fameuse thèse de la méfiance et de l'hostilité envieuse des ruraux ignorants vis-à-vis des citadins cultivés... Faut-il ajouter que lorsque l'imam qui conduisait la prière commune dans notre salle, le vieux 'Ammi Mokrane, a été libéré, la salle unanime m'a choisi pour le remplacer, car j'étais, parmi

mes compagnons, le plus lettré en arabe, donc normalement le plus connaisseur des choses de la prière.

Cette communauté s'exprimait le plus souvent en kabyle. Le soir, les veillées nous retenaient tard à l'écoute de merveilleux conteurs de *timouchouha*. Et à l'occasion de ce discours ludique qui ne m'impliquait pas car, évidemment, il ne m'était pas destiné, j'étais complètement immergé dans cette jungle verbale ; je commençais alors à me guider, d'un pas de moins en moins hésitant, sur certains signes de la parole *étrangère* qui m'imprégnait en profondeur... Dans le même mouvement je pénétrais petit à petit l'intimité de la phrase kabyle, sa logique syntaxique et la signification globale du langage échangé autour de moi. Je consolidais la base de mon champ lexical lors des séances de discussion politique collective. L'on s'y exprimait dans un mélange arabe-kabyle ne déparant aucunement l'harmonie de l'énoncé, autour d'une information glanée auprès d'un parent en visite ou dans la revue de la presse dont j'étais chargé ; et l'on terminait ces exercices par des chants patriotiques, en kabyle et en arabe, que l'on entonnait dans une atmosphère édifiante de recueillement.

Je redis encore ici l'importance qu'a eue pour moi la chanson patriotique, pour l'acquisition du langage et sa manipulation. A la Maison d'arrêt de Bougie, j'aurai également beaucoup de plaisir à écouter les femmes détenues chanter de belles mélodies religieuses et folkloriques. Quel bonheur que d'avoir été là quand, de leur cour voisine, nous parvenaient ces voix toutes de nostalgie qui coloriaient de touches délicates ma découverte de mots nouveaux, et en fixaient l'empreinte dans ma mémoire !

J'évoquai plus haut la revue de presse dont mes camarades d'Akbou, m'avaient chargé. Il faut dire que la presse, toute colonialiste qu'elle était, nous était interdite. Cette exclusive relevait de la volonté des autorités de nous couper de la vie du pays et des échos de la lutte de nos frères pour nous saper le moral. Et c'est grâce à la complicité militante, il faut le dire, de certains gardiens que nous pouvions nous procurer les journaux dont la lecture nous permettait de nous soustraire à cet enfermement supplémentaire. Je me dois ici de porter un hommage particulier à l'un des gardiens, dont je n'ai retenu que le prénom, Salah, qui non seulement nous fournissait en journaux mais nous don-

nait en plus des informations sur ce qui se passait dans la région. Il faut signaler que c'était moi que mes compagnons avaient chargé de ce contact de confiance avec Salah, dont pourtant ils étaient pour la plupart plus proches puisque de la même région, sinon de la même ville, que lui.

Les relations de confiance avec Salah le gardien de prison sont arrivées à un point tel que, sollicité pour faire parvenir une lettre de ma part aux frères du maquis de la zone 1, il n'a pas hésité à acquiescer. Et c'est ainsi qu'avec l'accord de mes compagnons, je lui ai remis une lettre, tout en prenant en compte le fait qu'il ait pu donner suite positive à notre sollicitation par bravade ou qu'il puisse avoir peur et la détruire à un moment, alors qu'il était sincèrement décidé de nous rendre service ou encore qu'il ne trouve pas facilement la voie pour la faire acheminer...

J'avais écrit cette lettre où je relatais à mes amis restés après notre arrestation dans la zone, le récit de notre capture, de nos tribulations et misères, pour qu'ils sachent une réalité dont on se doute de ce qu'elle est faite quand on est libre, mais qu'il vaut mieux connaître par son vécu. Et, jetée ainsi comme on jetterait une bouteille à la mer, en espérant que quelqu'un la ramassera, sans en être tout à fait sûr tant les aléas sont nombreux sur son chemin, cette lettre arriva à bon port, ce qui me sera confirmé d'une façon dramatique.

Cela arrivera le 3 mai 1958, soit le lendemain exactement du jour où ma condamnation à cinq années d'emprisonnement était, heureusement, confirmée par la Cour d'Appel de Constantine. Je précise "heureusement", car je me faisais à peine à ma condition de condamné quand, ce matin-là je suis convoqué au bureau du directeur de la Maison d'Arrêt de Bougie. Je me trouve nez à nez avec... le commissaire Voisin ! Que me veut-il encore ? Est-ce que ça va recommencer ? Et de fait, il veut m'interroger.

Le directeur assiste à l'interrogatoire. Je suis sous sa responsabilité, il le sait. Le commissaire commence par me demander si je connaissais Raymonde Peschard. Pourquoi cette question, alors que j'avais lu plus de trois mois auparavant, à Akbou, l'information sur sa mort au maquis, au cours d'un ratissage de l'armée française, dans la région de Medjana. En même temps qu'elle et un docteur Belhocine que je ne

connaissais pas, j'avais eu la douleur d'apprendre la mort de mon ami Redjouani. Je ne comprenais pas pourquoi, ne l'ayant jamais vue, on m'interrogeait à son sujet et je le dis. Le policier insiste ; je confirme. Il me donne une feuille et un crayon et commence à me dicter un texte anodin. Je réfléchis très vite, tous mes sens en alerte. A quoi tout cela rime-t-il ? L'écrit terminé, il le prend et me tend une autre feuille. Il commence à me dicter un autre texte, en arabe cette fois-ci. Par un réflexe immédiat de défense, je dis : "je ne connais pas l'arabe !" Il ricane et me traite de menteur. Puis il insiste ; je persiste. Il tire son pistolet et le pointant vers mon front, menace de me "faire sauter la cervelle" si je n'écris pas en arabe. Je réalise la précarité de l'Etat de droit ! Je prends la menace au sérieux puisqu'il la profère devant témoin, un témoin sous la responsabilité duquel je me trouve et qui devrait me protéger ! J'en fais timidement la remarque au directeur à titre de protestation. Je ne crains pas tant la mise à exécution de la menace, que le risque que le directeur, qui assiste à ces faits illégaux dans son bureau, n'accepte de me livrer, aussi illégalement, pour un interrogatoire, hors des murs de la prison. D'ailleurs, le commissaire promet qu'il reviendra me chercher pour m'emmener chez lui, en me faisant part de la lettre trouvée sur le cadavre de Raymonde Peschard, signée Abdou. "Il faudra bien que tu nous dises que c'est toi qui l'a écrite", ajoute-t-il, menaçant. Je n'aurais pas hésité à revendiquer la responsabilité de la lettre, s'il n'y avait le risque d'impliquer dangereusement Salah, ainsi que toute la chaîne par laquelle ma lettre était arrivée au maquis ! Je suis rendu à mes compagnons de salle où l'on m'entoure pour savoir le pourquoi de cette convocation. Je dis que la police m'a interrogé sur quelque chose de bizarre que je ne comprenais pas. Mais que l'illégalité du geste doit être soulignée. On décide de ne rien faire pour l'instant en attendant des développements éventuels de l'affaire. Si cela se reproduit, on protestera collectivement. Mais je ne divulgue rien de la question de la lettre. Je remercie en moi-même Salah qui avait tenu parole, et je jure que je ne le trahirai pas, quoi qu'il arrive. L'affaire en est restée là. Cela faisait la seconde fois que j'échappais aux griffes du commissaire Voisin...

Cette information sur la mort de Raymonde Peschard, de Si-Moh-Redjouani, du docteur Belhocine, et de l'arrestation des docteurs

Laliam et Nefissa Hamoud, ainsi que de Danièle Minne, a été relatée par les journaux, vers la fin novembre. Elle avait fait l'objet d'une discussion autour de la revue de presse que j'avais présentée sur cette question.

Dans notre lecture de cette information, tout en rendant hommage à nos compagnons tombés au champ d'honneur, nous avons noté qu'après notre arrestation qui était censée avoir décapité le service de santé, ce dernier s'était au contraire enrichi d'éléments de valeur, comme ce docteur Belhocine mort en héros ou les deux autres docteurs arrêtés, Laliam et N.Hamoud. Et que ce nouveau coup dur ne pouvait qu'être réparé par de nouvelles recrues de valeur elles aussi... Je garde le souvenir d'une autre revue de presse, quelques semaines auparavant, se rapportant à une information qui m'a également affecté : celle de la mort, dans la région de Oued R'hiou, du chef de la Wilaya V, Si-Tariq ; l'article du journal laissait entendre que le colonel *chahid* avait avec lui au moment où il avait été encerclé, nombre de compagnons dont un étudiant du nom de Hassan, qui n'était autre que mon ami Youcef Khatib. On ne disait pas que ce dernier était parmi les *chouhada*, mais je craignais fort qu'il en fût. Ce n'est que quelques semaines avant l'indépendance, que j'ai été heureux de lire dans la presse qu'il était toujours vivant et qu'il était même le chef de la Wilaya IV. Quant à Si-Tariq, le vrai nom qu'on en donnait, Kerzazi, et le lieu de naissance, Bni Ouarsous, m'apprenaient que c'était un parent par alliance. Son secrétaire, originaire de Mostaganem, en a fait le portrait dans un témoignage, *Les Chemins de l'indépendance*, écrit après la libération. Il avait été frappé par les qualités organisationnelles et humaines de ce héros, par sa mémoire phénoménale, sa connaissance des hommes, et en a parlé avec beaucoup de respect.

* * *

J'ai alors pensé à la fameuse phrase de Ben M'hidi, lancée au moment où se préparait le 1er Novembre : "Mettons la révolution dans la rue, le peuple la prendra en charge et la portera." J'en pénétrai mieux le sens et la justesse. Car voilà quelqu'un issu d'une famille qui était loin de faire partie de l'élite nationale. Et Novembre l'a fait émerger parmi la nouvelle élite en laquelle le peuple se reconnaissait de

plus en plus. Elle l'a même hissé à l'un des sommets de la lutte de libération, à la tête d'une Wilaya, dirigeant, lui qui n'avait pas été à l'école française, l'activité de lycéens et même d'universitaires qui le respectaient comme chef ! Je me consolais alors de la perte de Si-Tariq en me disant que la Révolution, puisant dans les ressources fondamentales de notre peuple, forgera d'autres chefs de la trempe de ce héros et colmatera les terribles saignées que l'ennemi continuait encore à faire subir à l'élite de notre société. Par cette œuvre constructrice, la Révolution exprimait son caractère nécessaire et moderne au regard d'un colonialisme rétrograde qui devait, lui, nécessairement disparaître...

* * *

Fin décembre 1957, je suis transféré à la Maison d'arrêt de Bougie. Mais j'ai laissé mon cœur à Akbou... et des amitiés indéfectibles ; mes compagnons m'avaient adopté comme leur petit frère. Même si l'occasion ne m'a pas été donnée, depuis, de les revoir, nous ne nous sommes jamais oubliés. Ils ne laissent passer aucune occasion pour me faire parvenir leur salut fraternel et chaleureux. Il faudrait les citer tous, un par un, mais je parlerai de deux d'entre eux à titre symbolique, car c'est comme si je rappelais n'importe lequel, Tayeb, Arezqi, Brahim, etc., parmi les autres : j'évoque d'abord "Marseille", de son petit nom Salah, un "droit commun", mais dont le patriotisme était égal à celui du meilleur d'entre nous. Marseille était notre mascotte et notre cuistot ; serviable, toujours le mot qu'il faut à la bouche pour détendre une situation pénible, il était d'un naturel bon. Je ne suis pas près d'oublier sa cuisine et surtout le plat de pois cassés qu'il réussissait mieux que tous les autres. Nous en mangions nos gamelles... Quant à Zerzour, que le sourire ne quittait presque jamais, il était d'une profondeur forgée à la dure école de l'émigration et à son expérience de paysan-ouvrier. Je le vois encore me raconter mi-grave, mi-moqueur, ses déboires lors de sa rencontre avec la modernité française. Qui lui donnait l'occasion de relativiser les valeurs de son monde. "J'arrivai là-bas, disait-il, le premier jour de Ramadhan. Le diable est alors venu me chuchoter à l'oreille : "Tout ce monde que tu vois là et qui ne fait pas carême, tu penses qu'il va aller en enfer ; et que toi seul iras au Paradis ?" J'ai récité la formule consacrée pour le maudire et l'éloigner de moi, et j'ai

fait courageusement ma journée de Ramadhan tout en vaquant à mes affaires. Le lendemain, il remet ça en insistant sur le fait que je ne pouvais avoir, seul, raison face à un si grand nombre de gens. Je le maudis et demande à Dieu de l'éloigner de moi, et je fais ma deuxième journée de carême avec plus de difficultés que la veille. Et voilà qu'il revient le troisième jour et se montre si convaincant que j'ai fini par lui donner raison. Et j'ai arrêté de faire le Ramadhan ! Pourvu que Dieu me pardonne !"...

* * *

Les « Juifs de Mohammad »

DEPUIS QUE JE SUIS LÀ DEDANS !...
(Suite)

...J'avais un bon crayon
lorsque je tombai là-dedans
A force d'écrire, d'écrire !
il s'est usé en une semaine
Questionnez-le
« toute une vie »
répondra-t-il
Questionnez-moi
« allons donc, rien qu'une semaine »
vous dirai-je...

Nazim Hikmet.

Bougie nous reçoit comme de "vieilles" connaissances, car nous avions déjà côtoyé, au camp de *Mardj-el-beylek*, nombre de Bougiotes qui y étaient de passage et qui nous accueillent ici, dans leurs "pénates", pour ainsi dire. La population de la Maison d'arrêt est formée de citadins aussi bien que de ruraux. Jusqu'ici, que ce fût au maquis ou dans les camps militaires, je n'avais eu l'occasion de fréquenter que des gens de la campagne. Et de me sentir bien parmi eux, bien reçu et adopté. Là, j'allais enrichir ma connaissance de la géographie humaine de mon pays en ayant affaire également à des citadins, et quels citadins ! Les héritiers de la brillante civilisation *hammadite* dont Béjaïa était la capitale ! Et aussi des descendants des *Kotamas* dont l'histoire a été mêlée à l'épopée des *Fatimides* en *Ifriqiya* et en Egypte.

Je retrouve chez les couches citadines bougiotes et djidjelies les mêmes caractéristiques que j'avais notées chez celles de Tlemcen et d'Alger : habitudes, langage, mode de vie, vêtements, physionomie même, dans ce milieu carcéral qui tend à niveler les individus ; tous éléments portant l'empreinte impalpable de l'histoire, d'une culture réfractant les prestiges édulcorés du passé mais revivifiés au feu d'une modernité empruntée sans complexe à l'ennemi, et répandant l'autorité d'une vie distinguée conquise de haute lutte, et mise en fin de compte au service de la libération du pays. L'on est en présence d'un échantillon très varié de l'encadrement sur lequel l'ennemi comptait pour asseoir définitivement son système : policiers, enseignants, directeurs d'établissement scolaire, fonctionnaires, à côté de commerçants et de petits industriels...

L'ambiance de la prison en est changée, par rapport à celle que j'avais vécue dans les camps d'internement militaires ou dans l'annexe d'Akbou. Elle se fait plus culturelle et, au niveau du langage, plurielle, sans compartimentage puisque l'on passe de l'arabe, au français et au kabyle, selon l'interlocuteur et le parler qu'il maîtrise le mieux. De plus, le militantisme et les souffrances communes aident à unifier la substance humaine de la ville et de la campagne. Pour moi, c'est une expérience très riche : il est rare de vivre une circonstance où ces deux humanités, citadine et rurale, sont condamnées, pas seulement à se côtoyer, comme dans la vie de tous les jours, mais à mener une existence commune, qui plus est dans le même enfermement, dans des conditions donc où l'individu est quasiment nu devant les autres, où qualités et défauts, grandeur et petitesses finissent par apparaître dans le cours des épreuves partagées et face à elles.

En prison, on vit en "*gourbis*", c'est-à-dire en groupes dont les membres s'assemblent par affinités de caractère, de parenté quand il y en a, encore que l'on puisse trouver deux frères ou deux cousins qui, pour diverses raisons, s'intègrent à des *gourbis* différents... Ce regroupement a une explication toute simple : certains détenus reçoivent du secours de leurs familles, alors que d'autres non ; soit que leur famille est trop loin ou qu'elle est démunie même des moyens de leur rendre visite ou encore qu'elle est dans ces zones interdites d'où il est difficile de sortir et qu'il est plus difficile encore de réintégrer. On s'agrège donc pour que la solidarité des uns envers les autres ne prenne pas l'allure de charité, pour que tous ressentent qu'ils ont comme un droit plein et entier sur les biens du *gourbi* dont il font partie. D'autant que les secours peuvent provenir du comité FLN de solidarité avec les détenus démunis qui existe en ville.

Ceci est la règle, généralement suivie. Mais bien évidemment il y a des cas où l'individu ne peut maîtriser, par exemple, le défaut de pingrerie dont il est affligé et qu'il dissimule certaines denrées aux autres membres de son *gourbi* ; tel ce compagnon si friand des gâteaux qu'on lui envoie qu'il les cache : il ne peut ni les manger seul sans se découvrir aux yeux de ses copains, ni se résigner à les partager avec eux, jusqu'à ce que tout devienne impropre à la consommation et que la pourriture le trahisse ou qu'à sa grande honte, une fouille impromptue des

gardiens les mette à jour. Mais c'est toujours avec beaucoup de délicatesse que de telles faiblesses sont abordées, et toute la leçon et son efficacité se situent précisément dans ce tact indulgent vis-à-vis du vice relevé. D'autant qu'à l'inverse, le "défaut", si je puis dire, de prodigalité n'est pas rare, et l'on a souvent l'occasion de voir certains ne pas se suffire de répondre aux besoins de leur seul *gourbi*, mais étendre leurs largesses, par exemple, à toute la salle...

Il faut dire que cette attitude anti-individualiste n'est pas conséquente au seul esprit de solidarité développé dans notre société face à la cruauté de la guerre, mais elle ressortit aussi à la philosophie de la vie de notre peuple à qui l'expérience a enseigné que la fortune va et vient, que rien n'est éternel.

Parmi les mesquineries qui apparaissent forcément dans cette atmosphère où l'on est exposé comme sous une cloche de verre, une attitude que n'a pas pu totalement éliminer la position de principe de solidarité, et non de charité, qui servait de base à notre vie communautaire : l'on a eu l'occasion de relever que certains de nos compagnons citadins ne pouvaient vaincre une sorte de mépris vis-à-vis de leurs frères ruraux ; conviant certains parmi ces derniers à partager leur repas, ils n'avaient pas assez de délicatesse pour ne pas paraître leur faire "payer" cette invitation par la corvée de vaisselle. La chose a été assez nette pour que dès qu'elle menaça de se répéter, il y eût des interventions énergiques court-circuitant l'invitation et montrant que ces frères, trop timides pour ne pas se laisser faire, étaient déjà les hôtes de *gourbis* plus prévenants.

Mais de telles petitesses sont loin d'empêcher que l'ambiance de la prison soit productive, au plan politique et culturel. Des échanges assez profonds sont menés soit en groupes, soit entre individus, autour des désormais traditionnelles revues de presse, de notes de lecture, des cours d'alphabétisation et de culture générale dans les deux langues, arabe et française, des *khotbas*-prêches et autres séances de *wa'dh*-sermon. Les initiatives en ce sens jaillissent des deux sources de notre micro-société captive, les citadins et les ruraux. Le plus souvent, cela marche à la grande satisfaction de tous et de chacun ; mais cela peut grincer, nous amenant les uns et les autres à profondément réfléchir sur les tenants et aboutissants de ces accrocs.

C'est ainsi que nous sommes déconcertés, mon ami le regretté Abdelkader Mékidèche et moi-même, par la réaction défiante de nos "ouailles" à l'un de nos cours. Mon "collègue" avait une longue carrière derrière lui, d'éducateur menée à travers toute une chaîne d'écoles indigènes et couronnée par son accession à la tête de l'une d'elles. C'est donc sous sa férule compétente que nous avons élaboré un cycle de leçons pour nos compagnons et en concertation avec eux.

Un de ces cours porte sur des notions générales de géographie visant à situer notre monde dans son environnement galactique le plus proche. Nous ressentons beaucoup de curiosité à l'égard de ce que nous disons, et dont l'assistance prend connaissance pour la première fois avec un intérêt étonné : le cours précédent avait appris que la terre faisait partie du système solaire, qu'elle en était une des planètes tournant en satellites autour du soleil, et voyant graviter autour d'elles-mêmes, des satellites, comme la terre, la lune autour d'elle. Nous avions pris soin de donner l'équivalent arabe du nom des différentes planètes, ce qui avait placé les notions présentées en pays de connaissance, pour ainsi dire.

Ce jour-là, il est question de mesures relatives : celle de la circonférence équatoriale de la terre, de la distance de la terre à la lune, de la terre au soleil, etc. Déjà, il nous avait semblé que la rondeur de la terre avait suscité un petit mouvement de malaise chez l'imam de notre salle, un jeune campagnard lettré en arabe. Mais les mesures ? Avec quelle chaîne d'arpenteur les avait-on faites ? Il se tourne alors vers l'assistance et bougonne en kabyle : "Bientôt, ils vont nous dire qu'ils ont tenu une réunion avec le Bon Dieu !"...

Une simple défiance murmurée et le courant ne passe plus ! L'imam s'est exprimé en kabyle, ne sachant pas que je le comprends, et ainsi, la masse, rurale, de nos élèves nous "exclut" du groupe dans un geste de défense et de recroquevillement communautaire, malgré le capital de confiance que nous avaient acquis, auprès d'eux, les épreuves communes... Le trouble séditieux nous décontenance.

* * *

Nous ne comprenons pas, alors, que nous sommes dans un de ces moments concrets de ce que J. Berque a appelé « la transe d'un pays qui se dispute, se remembre, cherche à tirer du choc de ses visages

rivaux un autre visage où il puisse se reconnaître... l'inquiétude d'un pays qui cherche à se reconstruire dans la modernité, sans dépouiller son identité »[1].

Cet incident nous fait beaucoup méditer. Pourquoi une telle défiance envers une information, une connaissance, somme toute, banale ? Mais, à la réflexion, banale, cette connaissance l'est pour des gens comme nous, qui avons usé le fond de nos pantalons, des années durant, pour maîtriser les lois de la physique et comprendre donc que l'on peut mesurer une distance sans mètre ni chaîne d'arpenteur. Peut-elle l'être pour nos frères qui ignorent tout de ces moyens d'investigation du monde ? A l'époque, la télévision n'a pas encore ouvert aux gens les horizons qu'elle leur fait découvrir aujourd'hui. Cette notion donc, ne peut que leur paraître inconcevable et, partant, inadmissible, parce que prétentieuse par rapport aux instruments de connaissance qu'ils peuvent imaginer.

Plus généralement, nous touchons donc là le drame de notre société aspirant à la modernité, et peinant à y accéder d'autant plus qu'elle a été profondément déculturée. Et nous prenons conscience, nous qui faisons partie de ses élites, de la difficulté de l'aider dans ce sens, de lui faire parcourir rapidement le long chemin de la connaissance que nous avions, nous, parcouru ; nous entrevoyons la nécessité de toute une pédagogie pour le faire, afin de ne pas entraîner de sa part, des réactions de défiance telles que nous les avons essuyées de la part de nos compagnons. Mais cette expérience, vécue dans un douloureux étonnement par nous tous, dans cette salle de la prison de Bougie, peut-elle, à elle seule, nous faire pleinement saisir les difficultés de « cette tâche de conduire l'individu de son point de vue inculte au savoir » ? A peine subodorons-nous le problème, et l'expérience me montrera que j'aurai tendance à retomber dans la même erreur, et que ce volontarisme ne m'était pas particulier ; il était largement partagé dans la société. N'entend-on pas souvent dire : "Nous aurions pu faire mieux..."?

« *Ce processus de culture* » *a retenu l'attention d'un Hegel, qui lui a réservé toute sa* Phénoménologie de l'esprit. *L'individu, nous dit*

1. J. Berque, *Maghreb...*, Op. cit., 1974, p.119

Hegel, « doit... parcourir... les sphères de la culture de l'esprit universel, mais comme des figures déjà déposées par l'esprit universel, comme les étapes d'un itinéraire qui a été déjà tracé et aplani ». Et il avertit que « l'impatience demande l'impossible : atteindre le but sans les moyens ». C'est ce que nous voulions faire à nos "élèves" à Bougie. Hegel insiste : « D'un côté, il faut supporter la longueur de ce chemin, car chaque moment est nécessaire, d'un autre côté, il faut séjourner en chacun » de ces moments, car chacun d'eux « est lui-même une figure individuelle totale... », c'est-à-dire qu'il est l'état de la culture universelle considérée dans les conditions de ce moment. Et le moment où séjournaient nos "élèves" était celui où la culture universelle ne connaissait pas encore les moyens de mesurer les distances entre les astres... « L'esprit du monde lui-même, ajoute Hegel, a eu la patience de parcourir ces formes dans la longue extension du temps, et de prendre sur soi le prodigieux travail de l'histoire du monde en façonnant dans chaque forme son contenu entier dans la mesure de la capacité de cette forme » ; par conséquent, l'individu « ne peut pas faire moins pour concevoir sa substance. Toutefois la peine est moindre parce que la tâche est déjà accomplie en soi... »[1].

Ainsi, nous, à l'école puis au lycée, nous avions supporté la longueur du chemin menant à la connaissance des lois de la physique, et séjourné en chacun des moments de cet apprentissage jusqu'à nous en approprier le contenu entier ; et nous ne pouvions espérer faire profiter nos "élèves" du seul résultat de notre connaissance ; nous ne pouvions pas leur éviter la peine pour concevoir leur substance, et s'élever au niveau de l'esprit du monde dans ce domaine...

Il ne faut pas croire que notre jeune imam était inculte. Sa fréquentation était fructueuse. Il avait des connaissances faites de vieille sagesse paysanne dont les enseignements ne perdaient pas de leur fécondité du fait des préjugés étroits dont elle était mêlée. D'ailleurs, elle n'était pas surfaite l'autorité dont il jouissait auprès des populations avec lesquelles il activait pour la révolution et au sein desquelles il avait été capturé par l'ennemi. Sa fonction d'imam de salle, dans la Maison d'arrêt de Bougie était méritée.

---

1. Hegel, *Préface ...*, Op. cit., p.72-73

Compte tenu de l'état de délabrement et de dénuement à quoi le colonialisme avait réduit les élites nationales, et des besoins de la société, beaucoup de concitoyens comme lui seront mobilisés pour occuper des postes de formateurs et d'éducateurs des jeunes générations de l'indépendance.[1]

Mon ami Abdelkader a relaté, dans un témoignage enthousiasmant, l'épopée de l'école algérienne pendant les années 1962-75, avec "la longue marche du moniteur et de la monitrice..." [2]

Il y rend hommage aux divers acteurs de cette aventure, dont un certain nombre parmi eux étaient sans doute plus démunis culturellement que notre imam.

J'ai tenu à rapporter cet épisode contrariant l'harmonie de notre vie commune en captivité pour ce qu'il a de profondément significatif. Je ne voudrais cependant pas laisser penser que cette cohabitation forcée entre ce que J.Berque a désigné par les « visages rivaux » de notre société, se résumait à la seule expression de contradictions les opposant l'un à l'autre. Le « choc de ces visages rivaux » s'exprimait certes en disputes, comme celle que j'ai relatée, mais aussi et surtout en recherche de remembrement, de reconstruction et d'équilibration dans la modernité. Au demeurant, l'imam qui a réagi de la façon que j'ai décrite plus haut à notre leçon, était aussi un ami, agréable de compagnie, et riche de contact. Et il n'était pas le seul dans ce cas : j'étais aussi bien lié à un autre jeune imam, de Taher, au caractère posé et réfléchi, tout d'intelligence et de tolérance. C'est lui qui m'a étonné en développant devant moi une vision originale de la Oumma islamique.

---

1. Nombreux parmi eux, avec du culot et profitant de l'effort de promotion et de formation suscité par l'entreprise, pourront même rejoindre les rangs de l'université et y décrocher des licences et même des doctorats. Ils y acquerront certainement des connaissances et un savoir-faire. Mais il leur manquera toujours la substance des sphères de culture, des moments nécessaires où ils n'ont pas longtemps séjourné. Cependant, il faut comprendre qu'au vu des besoins, il n'y avait pas d'alternative à cela et que c'était là la meilleure solution que le pays pouvait choisir. Le risque auquel il fallait s'attendre, et qui s'est avéré, c'est que, l'Etat étant en construction, ces promotions investissent les structures dirigeantes de l'éducation nationale et imposent comme niveau de culture à la société, celui de l'étape de la sphère de culture universelle que la révolution leur a péniblement fait atteindre, avec toutes les insuffisances et déficiences que cette formation accélérée et non actualisée traîne avec elle...

2. Abdelkader Mékidèche, *Regards sur l'école et la vie*, ENAG, Alger, 1993.

« Dieu, m'a-t-il rappelé, a dit : "Vous aurez été la meilleure Oumma qui ait été produite aux hommes..." et les gens en sont tout fiers, qui croient que Dieu les a choisis parce qu'ils sont musulmans. Non ! Il y a une nuance importante. Dieu parle de la communauté islamique, pas celle des (seuls) musulmans ; Il parle de la communauté de tolérance, telle qu'instaurée par Mohammad (Paix et Salut sur Lui) à Médine, qui regroupait les musulmans, mouhâjirîn de la Mecque et ansars de Médine, les juifs de Yathrib et les kouffars-incroyants, sur la base du contrat de la Çah'îfa, sorte de constitution qui définissait les droits et devoirs de chacun, dans la plus stricte égalité. Cette communauté vit sous l'autorité de l'Islam, de sa philosophie, ce qui est différent de l'autorité des musulmans, parce que cette seconde sorte de commandement peut être inéquitable et injuste surtout envers les non musulmans. C'est en cela que l'Islam est universel, parce qu'il affirme aussi : "Il n'y a pas de contrainte en matière de religion." »...

Mon ami Daniel Timsit, dans un petit livre récent, dépeint douloureusement son algérianité déchirée. Il raconte, dans ces pages denses, un exemple, dit-il, « négatif », mais « positif en réalité », celui où un vieux militant nationaliste, haranguant des compagnons qui s'étaient querellés, leur a reproché de se conduire « comme les Juifs ». Et tu dis combien tu as été touché, cher Daniel, de la réaction immédiate des copains, à la suite de laquelle le vieux briscard a rougi et s'est excusé, confus de t'avoir ainsi manqué de respect !

* * *

Cette histoire m'a remis en mémoire le souvenir également fort d'un autre imam de salle, originaire du h'awz de Béjaïa, et à la fréquentation aussi instructive qu'agréable. Il lui est arrivé une mésaventure similaire à celle de Daniel. Si-Salah avait traité de "juif" un gardien qui lui avait joué je ne sais quel tour. Le gardien, qui était réellement juif et qui a donc compris le calembour en arabe, s'était plaint au directeur pour "outrage antisémite". Mon ami m'a alors sollicité pour l'aider à se défendre devant l'administration. Une mission quasi impossible : je devais, me dit-il, expliquer au directeur et au plaignant qu'il n'y avait, dans cette réplique vengeresse, aucune volonté d'offense raciale, puisque le terme "juif" utilisé se rapportait aux "Juifs de Mohammad",

qui étaient des alliés du Prophète ; des alliés difficiles, certes, pouvant agir comme l'a fait le plaignant envers l'accusé, mais alliés quand même.

L'on peut imaginer la tronche de nos interlocuteurs ! Nous étions dans deux aires de culture que séparait toute une barrière civilisationnelle.

Et la défense de mon ami l'imam était sincère et vraie, et nullement une "ruse de Juif". Car dans l'histoire arabo-islamique, le terme "juif" est chargé d'un sens totalement différent de celui qu'on lui connaît en Europe et en Occident. Il n'est pas lourd de cette haine antisémite dont on le gorge là-bas. Il y a, dans la sphère occidentale, un terme qui porte une charge historique pouvant être rapprochée de celle de "juif" dans notre aire : c'est celui de "jésuite" ; terme qui a pris, dit le Robert, un sens péjoratif "*à cause de la casuistique des moralistes jésuites*", et qui qualifie donc une "*personne qui recourt à des astuces hypocrites*". Si on traite quelqu'un de jésuite, en Occident, tout le monde comprendrait qu'on l'accuse tout simplement d'hypocrisie et il ne viendrait à l'idée d'aucun Jésuite entendant cela, d'y voir une insulte antichrétienne, ni même antijésuite.

* * *

Donc, cher Daniel, si le décret Crémieux ne t'avait pas déraciné à ce point, tu aurais été relativement moins choqué par la "gaffe" de ton vieux camarade de lutte, et tu aurais sans doute ressenti une émotion beaucoup plus grande à sa rouge confusion pour une offense somme toute minime. Tu aurais compris que le vieux compagnon qui a utilisé l'exemple des Juifs pour morigéner ses camarades, visait les disputes doctrinales que notre tradition prête aux compagnons de Moïse et à leurs descendants au sujet de l'interprétation du message que ce dernier avait recueilli pour eux, et non un quelconque défaut rédhibitoire... Mais même s'il avait été question d'un tel défaut, tu n'aurais pas "oublié" que, minoritaires dans l'aire arabo-musulmane, comme ailleurs au demeurant, les Juifs avaient tous les risques de se voir acculés à la dissimulation dans nombre de situations, et donc d'être traités d'hypocrites, au point que "juif" finisse par équivaloir à ce qualificatif. Un peu comme on amalgame, à Alger, les termes

"mozabite" et "pingre", du fait que là, les commerces, et en particulier l'épicerie, sont, généralement, une "spécialité" mozabite...

Tout cela pouvait entraîner des dérapages d'autant plus probables que l'ennemi, héritier du principe "divide ut regnes" (diviser pour régner), était à l'affût de la moindre possibilité de le mettre en pratique pour les susciter, ces dérapages...

J'ai dit qu'il y avait dans la prison de Bougie, des femmes détenues dont les mélodies qu'elles chantaient m'avaient aidé à fixer ce que j'avais commencé à apprendre du kabyle à Akbou. Les femmes justement ! C'était souvent là un des points sensibles sur lesquels revenaient les échanges. Et je m'apercevais alors que c'était, en même temps qu'une question fondamentale, une pomme de discorde tout aussi importante. Je découvrais aussi que les clivages sur ce point entre les deux visages rivaux de notre société ne passaient pas entre citadins et campagnards, et que nombre de ceux-ci avaient sur cette question des positions plus avancées. Sans doute, le choc de l'émigration en France y était-il pour quelque chose.

Bien sûr, les imams en général, prônaient des positions figées sur la charî'a *et la lettre des prescriptions coraniques sur la question ; comme, ce vieil imam respectable, que je côtoierai à Lambèse : il ne comprendra pas mon indignation envers ces rois musulmans qui, de nos jours, s'autorisent des concubines en plus des quatre épouses légitimes que la* charî'a *leur permet. Je m'étonnerai que, même parmi des gens assez engagés dans la révolution armée ou dans son soutien pour être mis en prison comme moi, il y en avait dont la conception de la morale en était restée au niveau de celle de nos ancêtres de l'avant-colonialisme...*

Cependant, personne parmi mes interlocuteurs ne pouvait rester insensible aux arguments que j'avançais, m'appuyant sur l'expérience récente, l'engagement des deux amies arrêtées avec moi. En tout cas, l'exemple était si inouï et si convaincant que nos imams se trouvaient quelque peu désarçonnés par rapport au magistral ordonnancement du corpus hérité des architectes de la Loi religieuse : ils se trouvaient là, devant des situations inédites qui secouaient la superbe d'un argumentaire que la caution divine devait mettre à l'abri de tout imprévu...

Nous ne pouvions pas, à ce moment-là, tirer profit des riches analyses que Frantz Fanon élaborait sur la question à partir de sa profonde connaissance de notre société et des bouleversements qui la travaillaient dans son affrontement au colonialisme. Cela nous aurait aidés dans nos controverses avec nos blocages, nos retards, et aurait mieux assuré nos avancées, notre ouverture au monde. Nous aurions mieux compris que dans cet affrontement, notre société se remembrait elle-même de fond en comble ; et que dans ce processus long et complexe, il nous fallait être très vigilant envers un danger sur lequel F. Fanon attirait de façon préventive l'attention : « le caractère stérile et néfaste de toute démarche qui illumine préférentiellement un élément quelconque de (notre) société...»

Car en quoi consistait la puissance subversive de l'expérience ? La pédagogie de la révolution, dans sa sagesse, dira F. Fanon, n'a pas mis comme condition pour les militantes et les militants qui allaient collaborer dans l'œuvre où ils s'engageaient, qu'ils fussent convaincus, les unes et les autres, de l'égalité des sexes, qu'ils aient nécessairement révisé leurs comportements à l'égard de tel ou tel pan de l'ensemble culturel de notre société, et en particulier de la situation respective de l'homme et de la femme. Elle a laissé à la vie le soin de montrer ce qu'il faut modifier dans tel ou tel de nos types d'exister, en veillant à ce que ces bouleversements ne perturbent pas inconsidérément notre moi social, mais l'aident au contraire à « repenser en même temps ses valeurs les plus profondes, ses modèles les plus stables ».

Et le résultat, fera remarquer F. Fanon, proprement inouï, ne peut sans danger être sous-estimé. Il n'y a qu'à voir comment les plus fermés de nos politiques et de nos religieux sont interloqués par les nécessaires changements auxquels ils n'ont pu s'opposer ; comment, par exemple, s'est imposée à un Si-Nacer la nécessité d'une contribution, pourtant jugée par lui tout à fait inopportune, de maquisardes infirmières. C'est donc en cette impulsion décisive donnée au changement progressiste de la société, dans le cours même de l'action pour balayer l'obstacle colonial, que consiste ce résultat grandiose !

En tout cas, nous avons commencé à prendre conscience, les uns et les autres, de la place nodale de cette question, en même temps que des oppositions qu'elle soulevait entre nous et même en chacun de nous. Et je me rappelle mon agacement devant les résistances à tirer toutes les

leçons de l'expérience que notre société faisait de l'engagement de nos compagnes : à reconnaître donc le principe de leur égalité avec les hommes. J'étais donc loin de me suffire de voir mes compagnons moins avancés que moi sur la question, perturbés, moins assurés de certitudes auxquelles des siècles de tradition avaient donné un statut de vérité absolue authentifié par la caution divine.

Je ne résiste pas ici à rapporter un épisode douloureusement pittoresque de notre guerre de libération, dont on verra le lien avec ce que je viens de dire plus haut sur mon état d'esprit marqué par l'impatience. Cela se passait dans les Bni Ouarsous de mon origine.

La région a subi l'emprise profonde de la confrérie des Derqaoua, *autant avant par les qualités de résistance patriotique et civilisationnelle à l'agression coloniale, que par les avatars, ensuite, de la collaboration, une fois ses dirigeants soumis à l'occupant. Le climat induit par cette soumission a fait que longtemps les idées du nationalisme n'ont pas eu droit de cité dans cette région, et même les* 'Ouléma *ont eu beaucoup de peine à y faire connaître leurs positions.*

Contre la citadelle derqaouie, *les* 'Ouléma *ont prétendu contrer, au plan religieux, une* bid'a, *une innovation indue, qui prohibait de boire du café dont la noirceur risquait, selon la tradition confrérique, de déteindre sur les penchants du cœur. Là où la préparation et la consommation du thé vert à la menthe faisaient l'objet d'un cérémonial tout asiatique !*

Le déclenchement de la guerre de libération avait réveillé les sentiments de la résistance qui avaient animé les gens de la région du temps de l'émir Abdelkader. Les maquis du coin ont été des plus redoutables. Un jour, un groupe de djounoud *prend ses quartiers dans un village. Le chef prie le ravitailleur de leur préparer du café. Mais voilà qu'un* djoundi *réclame, pour lui, du thé, ses convictions ne lui permettant pas de consommer du café. Le chef,* 'ouléniste, *voit rouge ! Quoi ? Un de ses hommes est encore sous l'effet de cette ridicule animosité superstitieuse à l'égard du café ? Et de lui ordonner, pour lui faire renier l'agaçante tradition, d'avaler toute une cafetière de la mixture abhorrée. L'homme vomit ses tripes.*

J'ai longtemps médité, irrité, sur les dégâts qu'ont pu provoquer le zèle incongru de ce responsable et son pavé de l'ours. Mais ce n'est

qu'avec les déchirements dramatiques vécus par le pays des suites de la dérive politique des années 80, que j'ai fait le rapprochement générique entre mon agacement du temps de ma captivité, et celui du chef maquisard dont je viens de conter l'anecdote...

N'est-ce pas d'ailleurs le même agacement que nous aurons, en tant que progressistes dans l'Algérie indépendante, et que je retrouve chez mon ami Daniel Timsit quand il dit : « On découvrait peu à peu qu'on vivait sur le mode arabo-islamique. Dans les cafés, plus de filles. Tu entres dans un café, tu ne vois pas un visage de femme. C'est pas possible, il y a une espèce d'atmosphère comme ça... »?

Il est vrai que le blocage social vis-à-vis de la femme a des conséquences autrement plus graves que l'animosité entretenue par un chef maquisard contre le café. Mais il faut également tenir compte de la différence de nature entre la réaction révulsive d'un individu, abhorrant le café, et celle de tout un pan de la société, exprimant, je le répète en citant de nouveau F. Fanon, un réflexe « de contre-acculturation » qui doit « être compris comme l'impossibilité organique dans laquelle se trouve une culture, de modifier l'un quelconque de ses types d'exister, sans en même temps repenser ses valeurs les plus profondes, ses modèles les plus stables. » Et l'on a vu à quelles dérives graves allait conduire un tel réflexe social !

* * *

Lambèse, matricule 7605

Etre captif, là n'est pas la question. Il s'agit de ne pas se rendre...

Nazim Hikmet

Enrichissant enfermement que celui vécu à Béjaïa, dont l'accueil chaleureux, dans sa Maison d'arrêt, adoucissait la captivité de notre communauté. Riches amitiés que celles nombreuses et très solides qui y ont été nouées, et qui se sont encore plus renforcées en se prolongeant à la centrale de Lambèse où je n'ai pas tardé à être transféré. Le temps de voir notre affaire instruite, et nous voilà devant le tribunal militaire.

Quatorze mois avaient passé depuis notre arrestation, dont cinq qui ne seront pas – malgré leur dense dangerosité – décomptés dans la peine à laquelle j'allais être condamné. Le 2 mai 1958, la Cour d'appel de Constantine confirmait la peine, cinq années de prison, qui me frappait pour "atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et détention illégale d'armes et de munitions".

On n'en était pas encore à l'époque où les autorités montreront moins de rigueur vis-à-vis de ceux arrêtés, comme moi, les armes à la main, qu'envers ceux qui soutenaient la lutte armée (collecteurs de fonds, ravitailleurs, informateurs, soutiens divers...) ; mais dans mon incorrigible naïveté, voyant que mon chef Ahmed Bouderba avait été libéré depuis longtemps, j'ai cru pouvoir toucher le cœur ou la raison de l'ennemi et espéré, moi aussi, ma libération, en chargeant mon ami Nani de la responsabilité de ma montée au maquis. Je l'ai fait sans vergogne vu que mon procès se passait, comme à huis clos, sans publicité et même sans avocat. Je n'avais aucune opinion publique à édifier sur mes sentiments patriotiques ou sur ma non-reconnaissance de la justice ennemie. Nous étions, Si-Omar et moi, seuls en face du tribunal... Je l'ai fait avec l'idée que je serai plus utile à la révolution, libre qu'enfermé. Mais, comme dit le proverbe : "celui qui entreprend de compter seul (son magot), trouve toujours de l'excédent pour lui" ; on avait bien enregistré ma réplique au général à Sétif...

J'ai déjà dit ma "chance" que mon stratagème ait été ignoré : ma libération m'aurait immédiatement mis entre les griffes d'un commissaire Voisin encore plus acharné contre moi suite à la découverte de ma lettre sur Raymonde Peschard...

Cette période bougiote de ma captivité a été très fertile en débats, échanges et discussions alimentées par les informations rapportées lors des visites familiales ou par les journaux que la *loudjna*, l'organisation des détenus se procurait auprès de certains gardiens. Des événements importants se développaient de plus en plus rapidement en France et en Algérie, en liaison avec les progrès de notre lutte. L'Etat français, en crise, se montrait incapable de maîtriser la situation. Les gouvernements, n'arrivant pas à s'assurer la majorité parlementaire, tombaient l'un après l'autre, et, alors que se faisaient entendre des menaces de coup d'Etat, on commençait à parler de faire appel au général de Gaulle. A la fin janvier, un décret ordonnait la dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA). Impuissante à contenir les assauts de l'ALN, l'armée française se lançait dans des "actions de représailles" contre la Tunisie, et en février, bombardait le village tunisien de Sakiet Sidi-Youcef ; d'où brouille avec Tunis et sa protestation auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. Les trois partis nationalistes nord-africains, l'Istiqlal marocain, le Destour tunisien et le FLN, organisaient des conférences pour coordonner leur action en vue de l'indépendance totale du Maghreb. Le Maroc et la Tunisie réclamaient le retrait des forces françaises stationnées sur leurs territoires. A la mi-avril, les Etats africains indépendants, en conférence à Accra demandaient à la France de mettre fin aux hostilités en Algérie et d'en retirer son armée. La France tentait une diversion en proposant un plan de coopération économique entre elle et le Maghreb pour exploiter les richesses du Sahara. Mais cette offre corruptrice fera long feu. De son côté, la révolution marquait des points importants. La *harka* de Kobus, dans l'Ouarsenis, forte de trois cents hommes rejoignait l'ALN de la Wilaya IV, après avoir supprimé son chef. Et pour répondre aux exécutions de militants par les autorités françaises, le FLN annonçait avoir réservé le même sort à trois prisonniers français...

Bref, nous étions fiers de voir comment la lutte de notre ALN et la gestion intelligente des efforts diplomatiques de nos dirigeants avaient mis la classe politique et la société françaises dans une situation difficile : on parlait de déconfiture des partis... La France, ce grand pays, était roulé dans la farine. Notre petite délégation à l'ONU arrivait à mettre les délégués de cette grande puissance dans un embarras inextricable.

Tout cela affermissait notre confiance en l'avenir et consolidait notre foi dans la victoire finale, malgré les souffrances, les difficultés, la crainte et même l'angoisse.

Ce moral élevé, gonflé à bloc par les échanges et les discussions politiques, il allait falloir nous en contenter comme seul viatique pour résister aux durs moments d'isolement et de "dressage" qu'on allait nous réserver à la centrale de Lambèse. Il nous faudra passer par de grandes épreuves pour renouer avec l'information politique, d'abord sous forme clandestine puis comme un droit quasi-politique. Il nous faudra d'abord apprendre à défendre pied à pied notre dignité pour l'écrasement de laquelle l'organisation du bagne avait été spécialement apprêtée. En attendant, nous emmenions dans nos bagages, là-bas, l'information de l'investiture, par l'Assemblée française, du général de Gaulle à la tête du gouvernement ; ainsi que notre préoccupation inquiète des conséquences de ce changement, que nous sentions profond, dans les arcanes du pouvoir de l'adversaire. Pourtant l'on avait appris que de Gaulle, au cours d'un premier voyage, début juin, dans différentes villes du pays, avait déclaré que désormais, il n'y avait en Algérie « *que des Français à part entière, avec les mêmes droits et devoirs.* »

Ainsi, ce que des décennies de luttes politiques avaient été impuissantes à imposer, trois années de lutte armée, menée à l'échelle nationale, ont réussi à l'arracher ! Cependant, cette avancée ne pouvait atténuer les effets des échos pas très réconfortants que nous avions de ce qui nous attendait dans le vieux bagne dont le seul nom faisait frémir. Personne n'en était revenu pour dire lui-même ce qu'il en était. Mais des parents de frères transférés là-bas avait rapporté que le régime disciplinaire y était dur. Encore que souvent les prisonniers minimisent la rigueur de ce qu'ils subissent pour ne pas trop inquiéter les leurs. Mais nous nous disions que si les pionniers du nationalisme y étaient passés, c'était pour nous un honneur de les suivre sur le chemin de gloire qu'ils ont ouvert pour rendre possible l'impensable en train de devenir réalité.

Dès l'arrivée de notre convoi à Lambèse, nous avons compris : la voix du général n'y est pas encore parvenue – et elle mettra longtemps à le faire : les droits dont il s'était porté garant ne nous concernent nullement ; la justice qu'il représentait nous avait condamnés, mais il

semble que nous devions subir un châtiment supplémentaire dans cette centrale de malheur, imaginée et consacrée, à la suite des Romains, par les Français pour supplicier les hommes de ce pays !

Les camions militaires qui nous ont transportés, ont franchi le grand portail, au-dessus duquel une plaque en cuivre avertit en grosses lettres : *Maison de force et de correction* ; puis une deuxième porte ouverte dans le mur d'enceinte. La seule atmosphère créée par les hurlements des gardiens à notre descente des voitures, fait que je vois littéralement battre mon cœur sous ma chemisette ! J'ai le sentiment qu'il va sauter hors de ma poitrine. On nous a délestés des chaînes que l'on nous avait mises pour le voyage, puis on nous a alignés en rangs par quatre ou cinq et l'on procède à l'appel. Impressionnés, nous nous taisons ou murmurons entre nous des encouragements, mais les gardiens sont là, lâchés comme des chiens, pour nous en faire passer l'envie, à coups de cravache, de lourds trousseaux de clés... tout en gueulant. La masse imposante du bagne elle-même, tapie au piémont du majestueux Aurès, participe à la dramatisation de cette réception, avec ses hautes murailles qui nous ont comme engloutis, avec son silence lourd, imposant, donnant l'impression que nous sommes les premiers à inaugurer la centrale. La couleur fauve des bâtiments, de l'espace brûlé des cours intérieures et du chemin de ronde situé entre le mur d'enceinte du dehors et celui qui le borde du dedans, cette tonalité ocre contraste brutalement avec le vert sombre de la montagne et les différentes nuances de vert du plus tendre au plus cru qui habillaient la nature dehors. Le soleil, alors bien haut dans le ciel, nous accable de ses rayons de plus en plus brûlants à mesure que dure cette interminable mise en scène d'intimidation psychologique et physique. Tout donc conspire pour alourdir ces instants et les charger d'une tension extrême. Nos corps recrus de fatigue après ce long voyage entamé à l'aube, aspirent à un peu de repos, et nos esprits angoissés essayent de deviner ce qui va advenir, de comprendre ce que tout cela veut dire...

Soudain, le directeur hurle un ordre : "Aux douches !" Commence alors un tourbillon infernal fait de cris, de hurlements, de vociférations, d'insultes grossières, de coups, de piétinements, de gémissements, de râles étouffés... Nous sommes déboussolés. L'on nous dirige vers une petite porte donnant sur une cour intérieure, par

laquelle on ne peut passer qu'un à un. Tout ensanglantés déjà, assommés par les coups, la fatigue, le soleil, la soif, la faim, nous regardons la petite ouverture comme celle d'un havre dans lequel nous pensons nous protéger de ce déluge qui nous tombe dessus à nous écraser. Mais le pire est à attendre ! Dès la porte passée... Bon Dieu ! Qu'est-ce là ? On se trouve ballotté, comme un fétu de paille dans les remous d'une rivière à un endroit encaissé, entre deux rangées de gardiens vociférant, les yeux fous, injectés de sang, vous frappant de toutes leurs forces, qui avec une matraque, qui avec une barre de fer, qui avec un énorme trousseau de clés, qui avec ses mains bandées ou ses pieds chaussés de brodequins cloutés ou n'importe quoi d'autre, sur la tête, la nuque, le dos, les flancs, vous piétinant lorsque vous tombez sous un coup plus précis qui vous fait perdre l'équilibre... Un purgatoire de quelque cent mètres, interminables...

"A poil ! A poil !" s'entend-on commander sous la pluie incessante de coups ! Sans réfléchir nous nous exécutons en courant toujours à droite à gauche, dans l'espoir insensé d'éviter les brutalités ou de s'en protéger un peu, au moment où on lève la jambe pour enlever son pantalon, où l'on écarte les bras pour ôter sa chemise ou son tricot de peau, où l'on se baisse pour se déchausser... Sous la pression de nos tortionnaires, nous sommes poussés vers un bâtiment où se trouvent les douches. "Mettez vos habits dans les sacs en jute devant vous et aux douches !" On y entre par fournées d'une trentaine. Il faut éviter de glisser sur la couche de savon dont on avait enduit exprès le couloir, car dès que l'on tombe, on est piétiné. Chacun dans son box sans porte, on doit obéir aux ordres, toujours sous les coups et les insultes : "Mouille-toi ! Savonne-toi ! Rince-toi ! Dehors !" Et gare si vous essayez d'échapper au jet brûlant ! Sous une pluie de coups et de vociférations, vous êtes immédiatement repoussé dessous, après avoir été piétiné dans le couloir savonneux et boueux. Et cette torture, interminable, ne dure pas plus de quelques minutes, et vous êtes dehors en sang, hagard, groggy, dirigé, toujours sous le déluge incessant des coups et des insultes vociférées, vers le vestiaire, après avoir récupéré votre sac d'habits civils, que vous ne retrouvez qu'au bout d'une recherche tâtonnante, qui vous vaut encore des coups et des outrages. Là, on vous donne, en échange de votre sac et de vos vêtements civils, un matricule

et une tenue de bagnard : une chemise, un pantalon et des brodequins, au hasard, sans égards à vos mesures. Il faut s'en habiller et vite, toujours fouaillé par les brimades, essayant toujours de se protéger des coups, pour en terminer si possible, mais ça n'en finit pas ! enfiler la chemise, et surtout le pantalon et les brodequins même s'ils vont trop petits ou trop grands, et s'éloigner au plus vite du vestiaire vers le coin de cour où l'on vous dirige toujours sous les insultes aboyées et la pluie de coups, entre la haie reformée des gardiens où vous êtes passé comme dans le corps d'un broyeur qui vous rejette enfin, tel un noyau ou un déchet, dans une autre cour dont la porte à peine entrouverte ne vous laisse passer qu'un à un... Là, des détenus coiffeurs vous attendent, rasant à tour de bras chevelures, barbes et moustaches, sans égard aux plaies et ecchymoses, avec la même tondeuse et surtout la même lame pour des dizaines de détenus, jusqu'à ce qu'elle soit aussi émoussée qu'un silex préhistorique après le dépeçage d'un mammouth.

La pression des gardiens a beaucoup baissé et nous pouvons alors nous occuper de nous-mêmes et les uns des autres. Nous sommes complètement transformés, nivelés dans notre nouvel accoutrement lambésien, réduits à notre essence humaine dépouillée des atours de la civilisation. Ce qui nous fait esquisser de pauvres sourires difficilement formés sur nos lèvres tuméfiées, des sourires de commisération et d'attendrissement pour le frère que nous avons des difficultés à reconnaître parce que, lui, que l'on a connu citadin élégant ou imam respectable, sa tronche est si biscornue, sa défroque est tellement insolite que le contraste est saisissant. En réalité, chacun voit dans l'autre sa propre dégaine misérable et s'émeut sur soi-même. Mais nous sommes quand même fiers de nous sentir toujours hommes et solidaires, décidés à nous battre pied à pied pour notre dignité, heureux de ne pas nous sentir abattus par ce traitement inouï.

Je pense qu'à l'issue de cette épreuve, notre groupe avait considérablement mûri ; dans le sens d'une parabole chinoise, mettant en scène un héros confronté à une montagne. Jeune aspirant à l'escalade, ce dernier disait : "Ça ? Ce n'est pas une montagne !" Après l'avoir gravie et en être sorti vainqueur, il s'est écrié : "Ah ! Mais, quelle montagne !" Puis, quand des escalades recommencées en ont fait un alpiniste chevronné, il a déclaré : "Oh ! Ce n'est là qu'une montagne !" J'ai le sen-

timent que notre groupe, qui se demandait avec anxiété, à Bougie, quelle allait être encore cette épreuve lambésienne, avait, au bout de celle-ci, acquis la sagesse du héros chinois, pour dire : "On en a vu d'autres, ce n'est là qu'une épreuve de plus qui ne nous abattra pas !"

Cette épreuve n'allait pas être la dernière pour nous ; nous la vivrons encore plus vivement de la salle où nous serons placés, dans une rage muette et impuissante, lorsque les deux ou trois convois qui viendront après nous seront les victimes du même traitement terroriste. Il est certainement plus dur, en tout cas moralement, d'entendre les cris, les gémissements et les râles de quelqu'un d'autre à la torture duquel on assiste, témoin enfermé, que de subir soi-même la torture, face à quoi on peut là au moins réagir d'une façon ou d'une autre. Cela j'en avais fait la cruelle expérience, je l'ai dit, dans ma cuve à vin, à Tichy.

Nous apprendrons que parmi les convois qui nous ont précédés, il y avait eu mort d'hommes et des blessés graves... Notamment un objecteur de conscience français, qui a été brûlé gravement par l'eau bouillante de la douche sous laquelle on l'avait maintenu de force : cela avait nécessité son transfert en France. Nous apprendrons aussi l'épreuve subie par Benzerga, un ancien condamné à mort dans l'affaire de la poste d'Oran en 1950. Quand, après la réception, lui et ses compagnons de convoi ont été enfermés dans la salle, il leur a fait un discours édifiant pour leur remonter le moral. Le directeur, alerté, arrive avec une escouade de gardiens. "Qui c'est qui s'est fait l'avocat des pauvres ?", interroge-t-il, menaçant. Benzerga, sans hésiter, se désigne : "C'est moi". On l'emmène ; on le remet au Sanglier, un "droit commun" placé comme prévôt du quartier cellulaire d'isolement, où lui étaient livrés les punis : il se chargeait alors de leur faire regretter d'être nés. L'administration lui donnait carte blanche, et celui qui passait par chez lui pendant une semaine ou quinze jours, avait à sa sortie, l'air d'un rescapé d'une très grave maladie. C'était l'état de Benzerga, au sortir de ses griffes ! Nous n'aurons de cesse que les luttes menées pied à pied, ne finissent, à partir d'une certaine date, par interdire de tels procédés pour la réception des convois...

Nous pouvons maintenant essayer chacun de dénicher chez des frères plus petits ou plus grands que soi les effets, pantalon, chemise ou brodequins qui ne leur vont pas et mieux seyant à soi. L'un dans l'autre

nous arrivons ainsi à trouver chacun – c'est bien le cas de le dire ! – chaussure à son pied, à être assez "convenablement" habillé et chaussé. Mais c'est aussi l'occasion de nous dérider complètement, d'évacuer la tension qui nous avait étreints dès l'arrivée, en riant autant que nous le permettent les commissures raides de nos lèvres, nos paupières tuméfiées, nos maxillaires ankylosés ou nos côtes endolories. L'objet particulier de notre bonne humeur est Dda l-Mouloud, ce vieux paysan, venu avec nous de la prison d'Akbou, grand blond aux yeux bleus, si gentil et si discret, mis tout à coup sous le projecteur, lorsqu'il a hérité d'un pantalon trop petit : il y manquait une bonne dizaine de centimètres au tour de taille pour qu'il lui aille, et le voilà obligé de le tenir de ses deux poings posés sur ses hanches. Ç'aurait été demi-mal s'il n'avait eu en même temps la malchance de recevoir une paire de brodequins dans lesquels il avait de la peine à faire rentrer le bout de ses pieds. Il fallait le voir alors sautiller, d'une démarche de canard, avec ces deux handicaps, pour échapper à la meute hurlante des gardiens. Il en rit franchement lui-même. Mais il n'est pas le seul à être moqué et se moquer de lui-même...

Dans un coin de la cour, en plein soleil et dans la poussière, des gamelles nous attendent avec un couscous qui a pris la couleur jaune sale de la prison. Nous n'avons rien mangé depuis le léger casse-croûte pris à l'aube à Bougie et n'avons pas pu boire. Dès que les coiffeurs ont fini leur besogne, on nous fait rentrer dans une salle dite de transit. Les portes sont enfin fermées, nous protégeant de la brutalité des gardiens. Enfin des paillasses sur quoi s'étendre, de l'eau pour étancher sa soif et se débarbouiller, se débarrasser de la fatigue du voyage et des effets du choc des brutalités que l'on vient de subir, panser ses blessures et faire ses ablutions pour la prière. Nous échangeons nos avis sur cette dégradation de notre situation par rapport à ce que nous avons vécu jusque-là, et sur ce qu'il faut faire pour nous défendre. Quant aux gamelles, nombreux sont ceux qui n'y touchent pas, tant à cause de la qualité de la pitance que de la tension qui a fait s'envoler l'appétit...

Un bon moment après le départ des gardiens, nous entendons qu'on nous appelle. Les camarades qui nous ont précédés ici établissent le contact, pour nous encourager et nous souhaiter la bienvenue, pour demander des informations sur la situation du pays, de la lutte... Les

nouvelles volent de fenêtre en fenêtre, vers les différents lieux de la prison : d'où nous venons, si un tel est du convoi, si tel autre peut se mettre à la fenêtre pour qu'on le voie, qu'on lui parle...

L'après-midi dans la salle se passe en conciliabules, à renouer le fil de notre vie tel que tissé le long des mois de vie commune à Bougie, et perturbé par ce transfert. Nous évoquons ceux que nous avons quittés, faisons connaissance avec ceux qui n'étaient pas dans la même salle que nous là-bas... De temps à autre, un gardien ouvre le judas de la porte... On se tait alors...

Tout à coup, le clairon sonne le couvre-feu. Comme dans une caserne ! Le même sonne le lever d'une nouvelle journée...

Le lendemain, on nous "dispatche" à travers les salles en fonction des peines auxquelles nous sommes condamnés. Les "perpète", les condamnés à plus de dix ans sont dirigés vers les bâtiments cellulaires, ceux à plus de cinq ans vers l'*étoile*, un groupe de quatre salles, disposées en forme d'étoile autour d'une place centrale, les salles 16, 17, 18 et 19, se faisant face deux à deux, et nous, les cinq ans et moins, vers la salle 11...

Cette nouvelle séparation des gens de notre convoi allait durer de très longs mois, car la coupure entre les salles et bâtiments, était quasi-définitive, aussi étanche que s'il s'agissait de prisons différentes séparées par d'énormes distances...

Dans la salle 11, toute l'Algérie est représentée : de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, de tous les départements (*wilayas*), des gens des villes, des villages et des campagnes. Et, pour la première fois, je retrouve avec beaucoup de plaisir, des frères originaires d'Oranie, et même de mon bled : Ghaouti "An Haï", de 'Aïn-Youcef à quelques kilomètres de Remchi, ancien d'Indochine – d'où son surnom – qui a mis son expérience de la guerre coloniale au service du pays ; le vieux Cheikh Belfatmi de Zenata – qui abritera l'aéroport de Tlemcen, à mi-distance entre l'ancienne capitale ziyanide et Remchi – ancien déporté à Cayenne, qui a eu la chance d'en revenir au bout de dix ans, et qui refait connaissance avec Lambèse dont il nous conte les souvenirs du temps où il y était passé avant son transfert vers le bagne guyanais. Il raconte aussi d'extraordinaires aventures vécues là-bas avec des compagnons qui en ont tenté des évasions d'autant plus incertaines que sont

grands les dangers de la jungle qui "nous séparait d'un peuple qu'on appelle les Bni Zouina (Venezuela !)". Ce boute-en-train sera de nos mémorables parties de football quand nous arracherons le droit d'en organiser...

'Ammi Cheikh insiste pour que je sois de son *gourbi* ; et parce que je suis loin d'être régionaliste, je me surprends à être content de cette proposition, content d'entendre l'accent de ma région, depuis longtemps perdu d'oreille ; je ne pensais pas me sentir aussi heureux de rebaigner dans un microcosme, une atmosphère plus familiers, vers quoi m'attire une langueur rendue d'autant plus insidieuse que je m'imaginais avoir bien supporté jusque-là l'éloignement de ma famille, et en avoir contrebalancé le manque par le sentiment que j'en avais trouvé une autre, de famille, auprès de mes compagnons d'armes et de détention...

Je m'intègre donc au *gourbi* de 'Ammi Cheikh et j'aurai le plaisir de m'y faire deux amis, el-'Affif et Menaouer, originaires de Mostaganem, qui y étaient déjà associés. Lettrés en arabe, ayant fréquenté l'école "indigène" pendant quelques années, ces deux dignes fils d'une des capitales culturelles les plus productives de l'Ouest algérien, étaient de ceux que le chantre de la région cheikh el-Djilali 'Aïn-Tadlès célébrait pour être "de lignée honorable, montant chevaux de valeur, richement harnachés et sellés", et dont M.Lacheraf disait qu'ils avaient « *harmonieusement ajusté l'essentiel de la modernité quotidienne et pratique* (de l'occupant) *à des usages et des modes de penser familiers à l'héritage maghrébin du genre* »[1].

El-'Affif avait fait partie des fameux commandos de 'Ali Khodja de la Wilaya IV. Il avait été fait prisonnier au cours d'un accrochage. Il me racontera le récit de 'Aoumer, un de ses compagnons du même groupe, arrêté lui aussi. Ce valeureux *moudjahid*, originaire d'Oran, fier et noir comme 'Antar, avait déjà, avant de rejoindre l'ALN, une histoire qui éclaire bien sur son caractère. Dans l'armée française où il avait été incorporé pour son service, il s'était illustré par son sérieux et surtout par la correction qu'il a donnée à un officier supérieur dont il était l'ordonnance et qui lui avait manqué de respect...

1. M. Lacheraf, *Des noms et des lieux*, Casbah, Alger 1998, p. 116.

Après son arrestation, 'Aoumer avait été incarcéré dans la prison de Blida. Le directeur, Cassard, y faisait régner la terreur, en appui non seulement sur les gardiens, mais aussi sur les "droit commun" les plus dangereux qu'il désignait comme prévôts de salle. Forts de son autorité, ces derniers faisaient la pluie et le beau temps, et si un détenu montrait de la résistance à leur bon vouloir, ils le "tabassaient" en se faisant aider par les gardiens. Le soir où 'Aoumer est amené chez Cassard, ce dernier le met dans une salle ; mais dès la porte fermée, à la première parole inconvenante du prévôt, celui-ci se trouve terrassé. Lançant des cris aussi perçants que ceux d'un goret qu'on vide de son sang, il appelle à son secours... Devant ce fait inouï, le directeur lui-même se déplace... et désigne 'Aoumer comme chef de salle, en faisant mettre le prévôt humilié dans une cellule isolée...

El-'Afif gardait un souvenir de 'Aoumer, une belle montre dont il me fera, à son tour, cadeau quand nous récupérerons, en plus de notre dignité, tous ces petits riens qui font le sel d'une vie civilisée, et qui vous sont confisqués en prison. Je garderai ce précieux souvenir jusqu'à mon incarcération après le *19 juin* : je n'ai pas pu récupérer le cher cadeau... que l'administration pénitentiaire gardait parmi les affaires que l'on vous enlève durant la détention... puisqu'en avril 1966, profitant d'une permission de sortie pour passer mon examen de 4ème année de médecine, je ne revins pas en prison et rejoignis la clandestinité.

Dans les salles, les cellules et les cours, nos nouveaux compagnons, assoiffés de nouvelles du dehors, nous sollicitent, avec discrétion mais sans relâche, pour faire le point de l'information sur la situation, son évolution. Nous les mettons, tout aussi discrètement, au courant des derniers développements, des progrès de la lutte, notamment auprès de l'opinion internationale, de l'aide de nos frères tunisiens et marocains ; nous faisons part des changements dans la politique française, avec la venue de de Gaulle au gouvernement, ses dernières déclarations, qui sont, ajoutons-nous, complètement contredites par les agissements de la direction de la centrale et des gardiens... On nous fait remarquer, et nous en convenons, que la conduite à notre égard de l'administration pénitentiaire sera plus susceptible de se modifier sous l'effet de notre lutte que sous celui des changements dans la politique coloniale.

Déjà des acquis substantiels avaient été enregistrés, à la suite notamment d'un convoi amené avant nous d'el-Harrach, comprenant plusieurs responsables, tels que Mohammed Merzougui, le regretté Lakhdar Rebbah, Messaoud Boukadoum, et d'autres. Ils ont été les premiers à avoir eu le courage de déclencher, dès leur arrivée, une grève de protestation contre l'obligation de se mettre tout nu. Quand on le leur a commandé dans le cours de la bastonnade de réception, il a fallu que leur dernier vêtement leur fût arraché de force. Les gardiens n'en croyaient pas leurs yeux ! Ils les ont fait courir et ramper durant des heures, toujours sous les coups, les violences physiques et verbales... On continue, certes, à se mettre nu aux douches, à la visite médicale, à la fouille, mais maintenant on n'est plus obligé de porter la chéchia, et de l'enlever en signe de respect quand un gardien vous apostrophe, ni de travailler l'alfa comme les "droit commun". On a obtenu également la permission d'organiser des cours d'alphabétisation et autres...

Ce sont déjà des changements considérables. Mais le plus gros problème, c'est le manque de liaison entre les différents bâtiments et avec les responsables. Il faut briser cet isolement, ce cloisonnement, dans lesquels on nous confine pour nous empêcher de nous organiser. On craint de nous le voir faire...

Nous devons nous structurer en assurant chacun de nos pas dans ce sens, avec beaucoup de vigilance pour éviter que l'administration ne se doute de quelque chose... Dans la salle 11, comme dans les autres bâtiments et salles, on s'occupe déjà, dans des formes très souples ne mettant personne en avant, de mettre sur pied des cours, et je me suis trouvé impliqué pour en assurer dans l'apprentissage des deux langues, arabe et français. Tout comme à Bougie, l'engouement pour apprendre est formidable et l'ambiance bon enfant... Plus tard, nous pourrons former une coordination pour toute la centrale, diversifier les enseignements et notamment étudier et faire étudier des rudiments d'économie politique... Mais on n'en est pas encore là, pour le moment.

Quelques jours après notre arrivée, le Premier gardien vient dans notre cour et appelle le 7605. C'est mon matricule : il avait lu dans mon dossier que j'étais étudiant en 1ère année de médecine. Il me propose d'aller travailler à l'infirmerie. C'est une bonne place, où l'on dort dans

un lit, avec des draps, où l'on mange bien, où l'on a un tas d'avantages, dont le moindre n'est pas de se soigner quand on est malade.

Mais j'avais appris que ce service est dirigé, sous l'égide du gardien-chef infirmier, par un *harki*, adjudant de l'armée française, condamné pour une affaire de droit commun. Ce détenu a un comportement exécrable avec les malades qui se présentent à l'infirmerie ; il est au diapason du médecin colonial qui a charge de la population de la centrale et assure, si l'on peut dire, la visite hebdomadaire. Avec lui, il est pire que le pire des gardiens ! Une visite à l'infirmerie peut facilement vous valoir d'être envoyé chez Sanglier, et les malades ne se risquent à une telle aventure que lorsqu'ils sont bien mal en point. Mais même à ce stade, ils s'exposent encore beaucoup. Tant que l'adjudant y est...

J'étais au courant également qu'un détenu médecin, Daniel Timsit, sollicité, avait décliné l'offre, lui, qui m'avait précédé à Lambèse, venu avec le fameux convoi d'el-Harrach évoqué plus haut. Je prétexte donc de mon engagement dans les cours dans ma salle pour dire mon indisponibilité, et que si j'arrivais à me trouver un remplaçant, je répondrais présent ! Le surveillant-chef repart bredouille...

C'est pour nous un bon point que l'administration ait besoin de nous pour faire marcher certains services. Mais il faut que nous ayons notre mot à dire, et pour le moment les conditions ne sont pas encore créées pour cela.

Je passe donc encore un an dans la salle 11. Avec ses moments de joie et même de bonheur, lorsque ce sont la fraternité, la solidarité qui prévalent, malgré la promiscuité, dans cette salle immense mais exiguë pour notre nombre, beaucoup plus d'une centaine entassés l'un sur l'autre ! Et ses moments de tristesse lorsque la pression des gardiens nous amène à nous disputer, comme cela se passe souvent, par exemple après une fouille. Je garde notamment le souvenir d'un de ces instants pénibles : ce jour là, alors que nous étions dans la cour, les gardiens ont décidé d'une opération de fouille dans la salle, en notre absence. Quand a sonné l'heure, après avoir été cherché nos gamelles du repas de midi, de rejoindre la salle, nous nous sommes naturellement trouvés devant le spectacle attendu en pareille circonstance. C'était toujours comme un désastre après le passage d'un cyclone ! Toutes nos affaires sens

dessus dessous, nos petits sacs éventrés, nos pauvres vêtements triturés et mêlés à nos maigres provisions, elles-mêmes dispersées au vent, les tubes de lait concentré ou de dentifrice pressés, vidés sur le linge et la nourriture, et le tout copieusement assaisonné de poudre insecticide : tout cela prétendument pour raison d'hygiène et en vue de voir si rien d'interdit (outil contondant, drogue,...) n'était dissimulé entre les mailles du tricot de peau ou du slip, ou dans les boites de biscuits, toutes marchandises achetées à la cantine... Vous avez beau vous attendre à cette misère toujours recommencée, vous ne pouvez échapper à la rage muette et impuissante qui vous tient à la gorge et que vous tentez, à votre insu, de faire passer sur quelqu'un à votre portée.

Menaouer était, comme nous tous, en train de tenter de récupérer ses affaires, cherchant à reconnaître si tel ou tel élément de ce fouillis pouvait être le sien, quand son voisin, croyant identifier, comme lui appartenant, quelque chose que mon ami inspectait, le lui arrache violemment des mains, le traitant pour ainsi dire de voleur. Ils en viennent presque aux mains et tout le monde alentour de se lever pour les séparer. Mais mon ami, faisant un effort surhumain sur lui-même, l'œil en feu, repousse doucement son adversaire, Meklati de son nom, en lui disant : "prends garde, éloigne-toi de moi, parce que *rani meklati* (je vais éclater)". Le jeu de mots involontairement commis dans la colère, tombe de façon si subite sur la salle tout attentive, qu'immédiatement un grand éclat de rire général détend l'atmosphère, et que même les deux protagonistes, encore cramoisis, esquissent un sourire retenu.

L'instant pénible ne se terminait pas toujours d'une aussi heureuse manière ; il pouvait même être d'accablement, de douleur muette, lorsque, après intervention des gardiens, se produisaient des événements dramatiques, scandés souvent de mort d'homme ou, en tous cas, de traumatismes graves, et de mises en isolement chez le sinistre Sanglier. L'ombre de ce dernier planait sur la centrale, et on le voyait souvent soit au rond-point où nous allions chercher nos gamelles de soupe, soit aux douches, soit venant accompagné d'un gardien pour jeter un coup d'œil du maître dans les cours...

J'ai dit que nous vivrons de tels moments dramatiques lors de la réception des trois ou quatre convois qui ont suivi le nôtre, dont celui venu, en novembre 1958, de Constantine. Ce convoi sera traité de

façon particulièrement sauvage, sans doute parce qu'il comprendra des détenus, signalés pour avoir corrigé le prévôt "droit commun" de leur salle qui leur en faisait voir de toutes les couleurs.

Par ces compagnons, cependant, nous pourrons actualiser notre information, restée au stade où nous l'avions portée à notre arrivée, à cause de l'isolement quasi-hermétique où l'on nous confinait. Nos prédécesseurs nous avaient raconté comment avait été traité le regretté Amor Bakliche pour un petit "biveton" trouvé par un gardien chez un détenu. Cette feuille minuscule, couverte d'un écriture microscopique reprenant des informations politiques d'un numéro du journal colonial *la Dépêche de Constantine*, avait valu à Amor sur qui s'étaient portés les soupçons, un séjour dans l'antre de Sanglier. Là, il a connu un martyre devant quoi tout ce qu'il avait subi comme sévices et tortures, depuis son arrestation jusqu'au tribunal militaire, pouvait paraître un doux zéphyr. Il a mis des mois à récupérer...

C'est dire notre soif de ce qui se passait dehors.

Justement, nos frères arrivés par le convoi de novembre, puis comme nous dispersés, nous ont donné connaissance de ce qui s'était produit lors de ces trois longs mois et dont, enterrés comme nous étions à Lambèse, nous n'étions pas au courant. Et d'abord qu'un Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) s'était constitué avec à sa tête le Président Ferhat Abbas ! Nous n'étions pas peu fiers ! Que la pression se faisait grande dans les institutions internationales sur la France en faveur de nos droits nationaux, ce qui avait fait reconnaître à de Gaulle "*l'existence de la personnalité algérienne*" ; que cette pression mettait encore plus mal à l'aise qu'auparavant la France à l'ONU, où elle s'accrochait au principe que cette dernière ne pouvait être qualifiée pour discuter de la *question* algérienne. En ce mois d'octobre, le Président F. Abbas avait déclaré que le GPRA était prêt à discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu. Il y avait encore cette information qu'à Constantine, de Gaulle annonçait un plan de cinq ans de développement économique et de promotion sociale, dont nous ne comprenions pas le but. Que visait-il par ce plan de Constantine ? Sûrement quelque chose de mauvais pour nous, mais nous nous perdions en conjecture : une tentative de corruption à cette échelle ? Pensait-il vraiment trouver des Algériens qui mordraient à l'hameçon, trop gros ! de cette promotion sociale ?

Grâce aux informations et éclaircissements rapportés par les compagnons des convois suivants, nous entreverrons quelque peu les dangers de cette politique de division. Elle était plus subtile que celle des officiers des SAS qui croyaient avoir découvert le moyen de "former" des "Algériens pro-français" pour damer le pion au FLN. De Gaulle avait compris qu'il ne pouvait pas s'appuyer sur des larbins pour contrecarrer le mouvement nationaliste ; que ce que l'on a appelé l'*Algérie de papa* était définitivement dépassé. Il avait besoin d'une couche sociale suffisamment attachée à la promotion socio-économique qu'il lui offrait, sans la contraindre à des positions ou attitudes pro-françaises, pour la voir défendre sa représentativité et la légitimité de ses intérêts, en concurrence avec les forces qui menaient la lutte armée ou au moins aux côtés d'elles.

Nous apprendrons de sources diverses, par les visites familiales, par les nouveaux convois, qu'une aggravation de la guerre a été inaugurée avec de Gaulle, visant à laminer les forces de l'ALN : la construction des barrages électrifiés Morice-Challe allait être menée à bien, tendant à asphyxier les maquis, en empêchant toute introduction d'armes et de cadres à travers les frontières. L'ALN allait être coupée d'une population auprès de laquelle elle trouvait aide et assistance : plus de deux millions de fellahs vont être déracinés, déplacés et regroupés sous la coupe de divers organismes paramilitaires ; de plus, le maquis allait faire face aux grands ratissages menés par des forces opérationnelles considérables se déplaçant successivement d'Ouest en Est...

Ces éléments du puzzle gaullien dont nous étions informés alors par bouffées, si je puis dire, n'étaient pas pour nous faciles à distinguer ni surtout à être correctement emboîtés pour que l'objectif politico-économique visé par de Gaulle nous apparût avec clarté. Nous n'étions pas les seuls dans ce cas, puisque même son armée le suivait à contrecœur et finira par fomenter contre lui un putsch en avril 1961. Mais nous, au contraire, nous faisions confiance à nos dirigeants pour déjouer ces manœuvres... Ce sont ces questions qui seront au centre de nos cours et débats d'économie politique, quand nous aurons le droit d'en organiser. Pour l'instant, encore une fois, nous n'en étions pas là !

Nous sommes correctement organisés pour tenir propre notre salle. Nous lavons quotidiennement à grande eau le parterre : avant de sortir

dans la cour, chacun plie ses couvertures, puis sa paillasse, et range ses affaires pour ne pas faire pagaille. Par équipes de deux détenus chaque jour, nous faisons toute une gymnastique pour déplacer les paillasses de nos compagnons sans déranger les affaires ; nous vidons ainsi une travée sur toute la longueur de la salle, la lavons bien et la séchons, avant d'y remettre les paillasses ; puis nous vidons une seconde travée et ainsi de suite, jusqu'à laver toute la surface de la salle. Nous devons bien nettoyer également les quatre trous de WC qui se trouvent dans l'un des coins de la salle... Une autre équipe quotidienne de deux détenus encore s'occupe de nettoyer les gamelles qui doivent être envoyées au réfectoire avant les repas...

Ces deux équipes sont organisées à tour de rôle, et personne, vieux ni jeune, n'y échappe.

A mon arrivée à Lambèse, on avait déjà mis fin aux pratiques en cours sous la houlette des prévôts "droit commun", qui avaient leurs "esclaves" et leurs "petits copains" exempts de corvées. La salle était dirigée par un comité des sages qui, dans la meilleure des ententes possibles, secondait le prévôt, qu'il fût "politique" ou "droit commun" – comme celui de la 11, un grand type sec, tout tatoué. Nous avions dans chaque salle, un imam pour conduire la prière commune notamment le vendredi et le jour de l'Aïd, avec le prêche consacré. Dans notre salle, c'était un commerçant torréfacteur originaire de l'Ouest qui tenait cet office. Il avait un style moralisateur qui avait le don de lui attirer les remarques irrévérencieuses de Djermouni, un vieux condamné de droit commun, que ce style agaçait.

Ce détenu, le doyen de la centrale, était un des rares dans notre cour à travailler l'alfa, par obligation, et aussi pour gagner de quoi acheter ses cigarettes et autres menus articles de la cantine. C'était un as dans la confection des nattes et des scourtins. Sans doute un peu dérangé par sa longue incarcération et toutes les misères qu'il avait dû endurer, pendant que ses mains déformées et agiles tressaient l'alfa, il répétait toujours, comme une litanie, des phrases plus ou moins sensées où il vouait aux gémonies un certain caïd Benabacha, de sa région de Sétif, qui aurait été cause de sa condamnation. Sa longue expérience des relations humaines dans ce monde inhumain du bagne le rendait méfiant vis-à-vis de tous ceux qui l'abordaient. Il refusait toute charité, toute

solidarité ostensibles. Son premier réflexe était alors : "Que me veux-tu ? Eloigne-toi de moi ?" C'est ainsi qu'il se faisait respecter, y compris des gardiens ; ceux-ci s'étaient fait à l'existence de cet individu qui semblait faire partie des meubles de la centrale, et qui, de toute façon, par sa soumission devenue naturelle, ne leur donnait jamais l'occasion de l'embêter. Tenant un peu le rôle de "fou du roi", il était toujours à décoder ce qui se disait autour de lui, et ne manquait pas de finesse pour sentir ce qui dans les intentions formelles d'un discours ne correspondait pas au comportement concret de celui qui le tenait. Se tenant obstinément éloigné de la prière commune, il en avait particulièrement, disais-je, contre notre imam qui, dès qu'il commençait à faire sa *khutba* (prêche), s'entendait dire, dans un jeu de mot subtil : « Ouais ! Cheikh el-*khutfa* ! (la rapine) », ce qui faisait sourire les gens sous cape...

Lui déplaisait également notre muezzin, avec sa façon de lancer des trilles à l'orientale au lieu d'un appel sobre plus familier à nos oreilles maghrébines. D'ailleurs, il n'y avait pas que Djermouni qui se sentait agressé par les étranges vocalises. Celles-ci avaient valu à notre muezzin de nombreuses remarques de toute la salle. En vain. Il y eut donc un jour une protestation générale véhémente et l'on a exigé qu'un autre servant le remplaçât. L'imam a calmé les choses en disant que l'on n'avait pas besoin d'aller à une telle extrémité, que le frère a bien pris note et que dorénavant son appel sera plus conforme à ce que veut la salle. Mais il faut croire que le frère avait, au moins, une déformation des cordes vocales, puisqu'il n'a pas changé son appel d'un iota ; au grand déplaisir contenu de toute la salle. Mais voilà que Djermouni déride tout le monde en lançant de son coin : "Qu'est-ce que ç'aurait été si on ne l'avait pas houspillé !" Toute la salle éclate de rire... sans préjudice, heureusement, pour la prière, non encore entamée...

Je parle souvent de l'imam et de la prière commune dans ces souvenirs de prison. Le cérémonial de la prière était important parce qu'il a immédiatement marqué pour l'administration pénitentiaire, partout mais surtout là, dans le bagne de Lambèse, notre différence avec les détenus de "droit commun" auxquels elle avait affaire habituellement. Même aux périodes où nous étions durement traités, ces gestes, ces cérémonies de la prière commune en imposaient. D'abord aux prévôts "droit commun" qu'utilisait traditionnellement l'administration pour des tâches de

discipline pénitentiaire, et qui ont fini par être convaincus de la nécessité de traiter humainement ceux dont ils avaient la charge.

En général, nos imams, du fait de la fonction dont la communauté les investissait, en plus de l'engagement patriotique qui les avait amenés là, montraient une force de caractère, un courage, une force de conviction liée au vécu de leur foi, qui en faisaient des éléments importants pour la cohésion, l'équilibre et la discipline de la salle. Quels que fussent les défauts qu'ils pouvaient porter, ils jouissaient d'un respect mérité auprès de leurs codétenus. Ils étaient parmi ceux qui savaient parler aux gens, les amener à une discipline librement consentie au profit de la communauté. On aura sûrement compris que les taquineries teintées d'irrespect de Djermouni envers l'imam de notre salle relevaient du petit grain qu'avait notre tresseur de scourtins et de la méfiance de misanthrope exacerbée qu'avait développée chez lui une longue et malheureuse fréquentation d'un monde qui écrase les plus faibles...

Dans la communauté de croyants qui constituait alors la population des prisons, la cérémonie de la prière commune n'était pas vécue comme une obligation par conformisme et exhibitionnisme religieux sur commande. Nombre parmi nous, détenus politiques, n'y participaient pas, sans que personne n'y trouvât à redire.

A une exception près, m'a-t-on dit, j'allais l'oublier, celle de Benzerga. J'ai déjà parlé plus haut de ce valeureux patriote, toujours sur la brèche malgré les vicissitudes de l'interminable incarcération qui avait fini par troubler quelque peu son équilibre psychique. Justement, sur ce plan de la pratique de la prière, Benzerga, m'a-t-on appris, se montrait intransigeant envers ceux qui partageaient sa cellule. Aucun d'eux ne pouvait se dire indifférent à la prière. Etait-ce vrai ou était-ce seulement une des façons inindulgentes que nous avions de nous moquer de nous-mêmes, à titre de thérapie ? Je n'ai pas eu le loisir, ni senti le besoin de le vérifier auprès de l'ami qui en aurait été la "victime" compréhensive, à savoir Daniel Timsit. Il se serait retrouvé un jour mis dans la même cellule que Benzerga et donc obligé, par ce dernier, soit de faire la prière soit de se faire changer de cellule.

Tout comme la pratique du jeûne pendant le mois de Ramadhan, celle de la prière commune était tout à fait détendue, sans solennité. Cela me remet en mémoire l'aventure cocasse vécue avec l'un de nos

compagnons qui, vieilli dans l'émigration, avait, avec un convoi venu de France, atterri dans notre salle. Nous étions en prière, et notre imam conduisait les différentes phases et gestes avec une application quelque peu zélée, prolongeant les postures où l'on est supposé être en communion avec Dieu. Notre compagnon qui renouait avec une pratique dont il avait perdu le souvenir, suivait le mouvement en calquant, autant que faire se peut, ses gestes sur ceux de ses deux voisins immédiats. Au cours d'une génuflexion particulièrement appuyée et qui lui a paru trop longue, il s'est inquiété à mi-voix : "Ça va durer longtemps ?" Cette question incongrue, posée bien sûr en français, quoique à peine murmurée, creva le silence de la salle, rompant la solennité du recueillement. Elle fut saluée par un immense éclat de rire général. Il fallut reprendre la prière à zéro, mais nul n'en a voulu au sympathique perturbateur...

C'est d'ailleurs par un imam qu'a passé le changement à Lambèse. Il en a été la cause première. Cela avait commencé par l'embauche, avec accord de la *loudjna*, le comité secret de la prison, au premier trimestre de 1959, comme chef-comptable du regretté Etienne Neplaz, un ancien syndicaliste CGT de Constantine. Le nombre croissant de détenus arrivés en convois successifs avait accru les besoins de l'administration en compétences, qu'elle pouvait trouver parmi les prisonniers. Or le chef-comptable devait circuler assez librement – toujours chaperonné par un gardien, évidemment – entre les différents bâtiments et salles, ce qui permettait de casser l'isolement dans lequel on les avait maintenus jusque-là. C'est ainsi que, passé le premier étonnement, nous avons pris l'habitude de voir l'ami Etienne venir informer les gens qui avaient reçu un mandat de l'extérieur et pour faire le point avec eux sur leurs dépenses de cantine et les commandes nouvelles qu'ils devaient faire, mais aussi pour nous apporter des informations politiques et des mots d'ordre de l'organisation.

Vint l'Aïd. C'était à la fin du printemps de cette année où l'on avait appris, comme un présage de bon augure, l'amélioration de conditions de détention des cinq dirigeants FLN (Ben Bella et ses amis) : ils avaient été transférés de la prison de la Santé à l'Ile d'Aix. De plus, de Gaulle venait de faire de nouvelles offres de paix. Sans doute, ces informations réconfortantes pour nous, avaient-elles marqué le prêche

de l'Aïd d'un imam d'un autre quartier de la prison, qu'un gardien en surveillance ce jour-là, s'était dépêché de dénoncer à la direction. Cheikh Ahmed Hammani, je crois me rappeler que c'était lui, a été brutalisé et emmené chez Sanglier où il a subi des sévices. La nouvelle, grâce à Etienne, fuse à travers toute la centrale. Avant qu'aucun mot d'ordre ne soit lancé de nulle part, les détenus, comme un seul homme, dans les divers quartiers, décident de faire grève !

Affolée, la direction de la centrale mobilise toutes ses forces et commence ses intimidations : elle crée l'ambiance terroriste de la réception des convois, avec des gardiens munis de tous leurs instruments de frappe ; une fouille générale, avec ordre de se mettre tous "à poil", est organisée, où l'on nous confisque toutes nos provisions. Mais au moment des deux repas, personne ne répond aux injonctions. On nous consigne dans les salles et les cellules, et on interdit tout mouvement qui puisse aider à la coordination de la grève ; mais il est trop tard ! Le mouvement qui devait marquer un tournant radical dans notre vie lambésienne, est lancé et bien lancé. On nous menace de tous les malheurs si nous continuons à bouder nos gamelles. On menace ceux qui paraissent nos chefs, l'imam, les gens les plus instruits, mais aussi les autres. Dans notre salle, seul Djermouni, parmi les "droit commun", ne fait pas grève, mais même lui, impressionné, rejoindra le mouvement en cours de route... Nous commençons à nous organiser pour soutenir notre action en prévision d'un durcissement de la pression de l'administration : je ne sais pas comment les responsables de notre salle avaient réussi à sauver pendant la fouille quelques livres de sucre, des tubes de lait concentré, des biscuits ; distribués parcimonieusement, ils vont nous permettre de tenir le coup. L'administration, elle, fait appel à l'armée : des soldats arrivent qui installent des mitrailleuses dans la cour, pointées sur la porte de la salle...

N'ayant aucune expérience de la grève, je suis très inquiet devant ce que pourraient être les suites de notre action. Que vont-ils faire ? Jusqu'où peuvent-ils aller ? Quand on sait ce qu'ils avaient fait au convoi des *Harrachis* refusant de se mettre "à poil"! Une angoisse sourde m'étreint la gorge et je reste attentif à tout ce qui se dit autour de moi... Les gardiens exercent une pression continue, nous menaçant de toutes les foudres si nous nous obstinons à ne pas suivre les détenus

des autres quartiers qui, eux, – nous disent-ils – ont mangé... Mais je vois qu'aucun ne faiblit parmi nous.

On vient chercher des "chefs" de notre salle pour les conduire... Où ? Chez le directeur, nous dit-on. Allez savoir si c'est vrai ! Mais les voilà de retour. On apprendra qu'on les a intimidés, qu'on s'est inquiété auprès d'eux de l'objectif de la grève et qu'ils ont répondu : "Que cheikh Ahmed injustement puni rejoigne sa salle et que soit sanctionné le gardien cause de sa punition imméritée !" Ils ont pu voir que d'autres délégations étaient menées au directeur et que les frères avaient fait signe de loin, de tenir bon. Malgré l'isolement quasi-hermétique où l'on nous tient, nous apprenons que tous les "droits communs", dans les différents quartiers, suivent le mouvement, et que les messalistes font de même. Les messalistes, de loin moins nombreux que nous, isolés dans un quartier à eux, à cause des risques d'affrontement entre eux et nous, avaient à leur tête cheikh el-Beidhaoui. Cet homme, qui va être en contact avec les membres de la *loudjna* pour les négociations lors de cette épreuve, fera montre, d'un grand courage et d'un esprit d'unité et de solidarité exemplaire, mais il a toujours été, m'a-t-on dit, irréductible en ce qui concerne son engagement derrière Messali et son opposition au FLN...

* * *

A ce propos, cela reste pour moi un grand mystère que cet aveuglement de nombre de messalistes, à la suite du vieux leader lui-même, quant à la réalité de la lutte menée par le FLN, et leur opposition à cette lutte sous prétexte qu'elle ne se faisait pas au nom de Messali. Ce dernier, n'est-ce pas son amour-propre, son "zaïmisme" – si on peut prendre cela comme explication – qui l'a empêché de répondre positivement à l'émouvante lettre que lui a adressée Bourguiba, en mars 1959 ? Dans cette lettre, il le priait de reconnaître « ces militants formés à la rude école de l'Etoile nord-africaine, puis du PPA, puis du MTLD, qui constituent aujourd'hui l'armature du FLN, les éléments de choc de l'ALN et l'immense majorité des commissaires politiques. » Il ajoutait : « Je suis sûr que le peuple algérien retiendra ce geste du premier et du plus grand moudjahid algérien, comme une contribution décisive à la victoire finale de l'Algérie. Pour moi qui connais le prix des sacrifices d'amour-propre pour avoir souvent eu l'occasion d'en

faire durant ma vie (...), je tiendrai cet acte d'abnégation pour plus méritoire devant Dieu que les longues années d'exil ou de prison qui ont été ton lot ici-bas. » *Il concluait :* « *Ce que je souhaite, c'est de voir inaugurer cette phase nouvelle de ta carrière (...) par un geste qui s'inspire d'une grande élévation morale et de la véritable grandeur, un geste qui, en mettant fin à une situation pénible pour tous et dangereuse pour la patrie, [te remettrait à la place] que tu as bien méritée, c'est-à-dire à la tête du peuple algérien engagé dans la plus terrible épreuve de sa longue histoire, mais fermement décidé à réaliser cet idéal (...) que tu as été le premier à lui indiquer...* »[1]

Cette lettre est malheureusement restée sans écho.

Il semble que les partisans plus jeunes de Messali ont eu moins de difficulté à reconnaître la réalité. A Lambèse, j'ai connu l'un d'eux, arrêté, alors qu'il avait à peine dix sept ou dix huit ans, au cours d'un accrochage dans les Bni Ourtilane, d'où il était originaire. Il était admirable de spontanéité et de courage. Aux militaires qui l'ont arrêté, inanimé à la suite d'une blessure à la jambe dont les os avaient été brisés, il a refusé de dévoiler même son nom, y compris lorsqu'on lui a recassé le plâtre avec lequel on avait réduit sa fracture ! Sans préjugé, il s'est tout de suite senti des nôtres, FLN, quand, incarcéré avec nous, il s'est assuré de nos positions...

* * *

Pour en revenir à notre grève, je ne saurai dire aujourd'hui combien elle a duré. Vu l'intensité de l'action qui a exigé de nous une tension physique et morale extrême, il me semble qu'elle a duré une éternité... Finalement, l'administration accepte de lever les sanctions contre cheikh Ahmed, et d'en prendre contre le gardien. Elle se dit prête à écouter nos doléances au sujet de nos conditions de détention. Une victoire de la dignité ! A consolider.

La réorganisation de nos conditions de détention va être totale. Elle touchera le *quartier cellulaire d'isolement* : Sanglier ne sévira plus ; il

1. *Les Archives* ..., Op. cit., p. 270. Le morceau de phrase entre crochets a été « imaginé » par moi, pour donner à la phrase le sens qu'une omission de copie lui a certainement fait perdre.

sera transféré dans une autre prison. La *comptabilité* connaîtra la mise en place d'un véritable staff de frères pour seconder Etienne ; à la *cuisine*, d'autres frères FLN remplaceront l'équipe mixte "droit commun"-messalistes, pour éviter les incidents qui ont eu lieu par le passé ; à la *boulangerie*, sera intégré, entre autres, 'Amor Bakliche qui me fera goûter d'excellentes fougasses ; et il y aura évidemment des changements à l'*infirmerie*, dont je peux le mieux parler, puisque j'y ai été impliqué...

On ne sera plus obligé de se mettre tout nu, même sous la douche si on ne le désire pas. On récupérera les habits civils, et on pourra en acheter à la cantine ou de s'en faire envoyer par la famille. On pourra se rendre visite d'une cour à l'autre, d'un quartier à l'autre, et même passer la nuit dans une autre salle ou un autre bâtiment en permutant avec quelqu'un. On aura droit à la presse, pas seulement à celle, colonialiste, d'Algérie, mais également aux journaux démocratiques de France...

Bref, on bénéficiera d'un régime appelé "A", pas tout à fait comme celui de nos frères détenus en France, mais dont on n'aurait même pas pu rêver en arrivant, quelques mois plus tôt.

Ce régime s'établira pas à pas, de façon pour ainsi dire planifiée par les responsables de la *loudjna*, dont nombre étaient des nationalistes ou des syndicalistes habitués des prisons, et qui savaient ce qu'il était possible d'exiger et ce à quoi s'opposerait l'administration de toutes ses forces. Toutefois, des circonstances spécifiques à Lambèse, à sa " population", vont permettre des avancées incontestables.

On avait eu la permission d'organiser le sport dans les cours, et particulièrement du volley et du football. On avait donc des ballons dans lesquels on tapait à cœur joie. Mais on n'était pas sur un stade, mais dans des espaces aux dimensions plus limitées, et le ballon finissait souvent dans le chemin de ronde. On demandait alors à l'un des gardiens d'aller le relancer pour que la partie pût se poursuivre. Si certains gardiens ne se faisaient pas trop prier, d'autres faisaient cette corvée à contrecœur et, au lieu de lancer le ballon par-dessus le mur, le ramenaient avec eux en faisant tout le tour, ce qui prenait un temps... pendant lequel on fulminait d'impatience.

Ce jour-là, un peu après la fameuse déclaration de de Gaule, du 16 septembre, sur l'autodétermination, on disputait un match important, et

on avait préparé pour cela plusieurs ballons, afin que, même s'il s'en perdait, l'on pût ne pas interrompre le match, pendant que le gardien allait les relancer. Mais faisant preuve d'une particulière mauvaise volonté, le gardien chargé de la "corvée", voyant que l'on avait des ballons de rechange, ne prit la peine de se déplacer vers le chemin de ronde qu'après la perte du dernier ballon. Et, au lieu de les lancer par-dessus le mur il a fait tout le tour, portant deux ou trois dans ses bras et poussant les autres du pied. On avait envie de le « bouffer » !

Et Tchicota, lui, ne résiste pas à le remercier par un chapelet d'injures ! Le gardien porte plainte à la direction qui convoque Tchicota au prétoire.

Mon ami Tchicota, un titi de la Casbah d'Alger, était connu pour son esprit d'à-propos, son don de la répartie – au dépourvu, on ne le prenait jamais ! Courageux, d'une audace réelle, calculée, n'allant jamais jusqu'à la témérité, il allait affronter une administration certes moins campée sur son arbitraire arrogant depuis la grève, mais décidée à défendre ses prérogatives, notamment dans ce cas flagrant d'insulte à agent en fonction. Dès qu'il se présente devant le tribunal de l'administration, on lui assène le verdict : quinze jours de cellule en isolement ! Mais le directeur est, avec son aréopage, interloqué de s'entendre dire : "Oh , oh ! Pour qui tu te prends ? (sic) Tu me condamnes sans même m'entendre ? Même de Gaulle il fait pas ça. Il parle, lui, d'autodétermination. Et toi tu écoutes un gardien qui était saoul, car s'il ne l'était pas, est-ce qu'il se serait encombré de quatre ballons au lieu de les lancer par-dessus le mur ?"

Cette sortie insolite de Tchicota, qui plus est, étayée "politiquement", eut le don de faire fondre complètement la sévérité du tribunal et de déclencher l'hilarité générale. Le directeur, le premier, est parti d'un rire incoercible, contagieux, puisque tous ses subordonnés, y compris le gardien plaignant, lui emboîtèrent le pas... Personne ne s'occupait plus de juger Tchicota, qui, plantant là tout le monde, a rejoint sa cour de son propre chef. C'était littéralement inouï ! Et c'est l'administration dans son ensemble, directeur en tête, qui se déplace alors jusqu'à la cour, toujours riant et commentant encore la répartie impayable de l'énergumène ; on appelle Tchicota et on lui demande de répéter son plaidoyer...

Je pense que cet incident et son dénouement heureux et inusité a beaucoup fait pour banaliser les jugements du prétoire, où l'on a eu, depuis, je crois, droit à une défense, avec présence d'une représentation de la *loudjna*...

Pour ce qui est de l'infirmerie, dans un premier temps, il a été exigé le renvoi de l'adjudant. Placé chez nous, à la salle 11, il a été mis naturellement en quarantaine. Il ne pouvait s'attendre à moins ! Incapable de supporter cette exclusion, il a tout de suite demandé à voir le directeur à qui il s'est plaint d'être l'objet d'une "*animosité silencieuse*" lui faisant craindre pour sa vie ! Emmené ailleurs, on ne l'a plus revu... Par la suite, la *loudjna* a commencé à choisir les frères qui pouvaient travailler à l'infirmerie. Et j'ai été sollicité. Pour éviter tout problème de susceptibilité, la *loudjna* a fait en sorte que le collectif de l'infirmerie, infirmiers, secrétaire, cuisiniers et autres "corveyeurs" (c'est-à-dire, en jargon lambésien, chargés du service général, du nettoyage, etc.) englobât des frères de toutes les régions du pays... Dans ce collectif, j'ai fait connaissance d'un jeune de Kabylie qui avait suivi un stage de formation chez Nekkache, à Oran, avant de monter au maquis. Nous avons vécu, Amar T. et moi, en amis dans le même *gourbi* et avons travaillé en bonne intelligence. Cet ami dirigera un jour le plus grand hôpital de l'Algérie, le CHU de Mustapha Pacha, à Alger.

Le collectif a toujours bien fonctionné, et nous avons petit à petit pris en main la marche de l'infirmerie. Le gardien-chef du service, tenu en respect, en quelque sorte, par le sérieux de notre travail, a tôt fait de nous faire confiance. Il ne s'opposait à aucune de nos propositions, notamment en matière d'admission à l'infirmerie, y compris, bientôt, sans passer par le médecin. C'est avec ce dernier, Pied-Noir de Batna, que continuèrent à se poser des problèmes. Lui ne voulait pas changer de méthodes et exigeait qu'on se présentât à lui, à la queue leu leu et tout nu, quand il effectuait sa visite hebdomadaire. Pour lui imposer le respect, il a fallu que l'on fasse une grève des consultations, après avoir refusé d'enlever le slip pendant une visite, où il a renvoyé tout le monde et signalé ce manquement à la direction du pénitencier, en guise de représailles.

Ce médecin s'était rendu responsable de non-assistance à beaucoup de nos compagnons en danger, arrivés fébriles en consultation, après avoir traîné leur fièvre durant plus d'une semaine par crainte d'être

punis sous l'accusation de s'être faussement déclarés malades. Il les avait fait mettre en observation avec suivi de l'évolution de leur température, sans soins jusqu'à la visite suivante ou avec un traitement à la quinine pendant trois jours. Quand il revenait au bout de huit jours, il cherchait alors un peu plus sérieusement l'origine de la fièvre, mais souvent alors, il était trop tard, pour nombre de nos pauvres compagnons qui finissaient à Marcona, le sinistre cimetière de la centrale de Lambèse. Mais sa conduite a été odieuse, tout simplement criminelle, au cours d'une épidémie de typhoïde, qui a frappé la population détenue, en cette fin d'été 1959, si je me rappelle bien. Malgré le contexte épidémique et la clarté du fait que la prise en charge trop tardive des premiers malades a eu pour effet que leur état s'est aggravé, se compliquant de méningite et qu'ils ont décédé en délirant et dans de grandes souffrances, ce médecin a continué à mettre les nouveaux malades en observation ou en traitement antipaludique, ne se résolvant à les mettre sous traitement spécifique que lorsqu'il était trop tard ; lorsque ce traitement risquait au contraire, en tuant les germes, de libérer leurs toxines qui s'attaquaient alors aux méninges, aggravant le pronostic.

Mon cœur saigne encore, malgré les décennies passées, au souvenir de ces nombreux compagnons perdus dans la fleur de l'âge, du fait du comportement proprement meurtrier de ce médecin, alors qu'une prise en charge en temps voulu les aurait certainement sauvés ! Je n'oublierai jamais ce cas de conscience qui s'était posé à nous quand l'un d'eux a présenté les premiers symptômes du mal. Daniel Timsit qui était à l'infirmerie, malade ou appelé à notre secours ? confirmait le diagnostic. On avait le traitement entre les mains, soustrait à la pharmacie à l'insu du surveillant-chef infirmier, qui fermait les yeux ; mais si l'on commençait la médication et qu'à la visite du médecin, ce dernier ne trouvait plus de fièvre, il ferait sortir notre malade qui resterait sans soins après un début, interrompu, de traitement. Il serait alors fatalement condamné. Mais si l'on patientait jusqu'à la visite du médecin, la maladie aurait fait des progrès tels que la médication qu'il prescrirait risquerait certainement alors d'aggraver le mal. Notre dilemme était d'autant plus angoissant que nous avions également le calmant qui pouvait prévenir les signes de méningite typhoïdique ou les atténuer. Finalement, impuissants, ce compagnon, nous l'avons perdu, également…

Il a fallu une intervention énergique de notre *loudjna* auprès de l'administration pour que cette hécatombe fût jugulée : on procéda à une vaccination générale contre la typhoïde et on mit fin aux fonctions de ce praticien criminel qui a été remplacé par un confrère martiniquais. Je garde un souvenir attendri de ce médecin pris entre le marteau de sa fonction, coercitive malgré tout, puisqu'il faisait partie de l'administration pénitentiaire dans un contexte de guerre, et l'enclume des exigences d'une "clientèle" déterminée, après sa "victoire", à rattraper le temps perdu, à se faire "sursoigner", si on peut dire. Je l'entends encore se défendre devant ces exigences : "Je ne peux pas être démagogue, je ne veux pas faire dans la démagogie ! Je suis là pour soigner, s'il y a des maux à panser..."

Nous avions aussi accès aux services d'un chirurgien dentiste qui nous rendait visite quand s'accumulaient des demandes en sa direction. Mais malgré l'existence, dans le pavillon de l'infirmerie, d'un véritable cabinet dentaire avec un matériel adéquat, ce praticien refusait d'assurer des soins, et ne faisait qu'arracher les dents. En même temps que de l'objet de votre souffrance, il vous délestait de cinq cents francs (de l'époque), une somme considérable, même pour ceux qui recevaient des mandats régulièrement. Nous avons donc subtilisé au nez de notre surveillant-chef, le matériel indispensable (daviers, nécessaire pour anesthésie, etc...) pour, à la place de l'arracheur de dents, soulager gratuitement ceux de nos compagnons dont nous n'arrivions pas à calmer médicalement la rage de la dent malade. Nos services étaient même mieux appréciés pour leur délicatesse, par rapport à ceux du chirurgien dentiste qui n'étaient pas dénués de la volonté de faire mal...

Je me dois d'ajouter que, les hivers suivants, nous avons, nous les infirmiers détenus, organisé un service préventif contre les épidémies de grippe qui trouvaient habituellement nos compagnons sans défense. Avec l'accord de notre surveillant, nous préparions dans le petit laboratoire de l'infirmerie une bonne quantité de sirop de romarin et de codéine dont nous répartissions des petits flacons aux chefs de salle, avec des doses d'aspirine et de vitamine C, pour faire face aux premiers signes (courbatures, maux de tête, etc.). Pour les plus faibles et les plus carencés, que nous signalaient les *loudjnas* de salle, nous les faisions admettre, à titre préventif, à l'infirmerie où ils bénéficiaient d'un

régime enrichi (lait, viande ou autre nourriture protéique...) par rapport à la gamelle quotidienne, du chauffage de l'infirmerie, et des soins que nous pouvions leur prodiguer sur place. Nous avions d'ailleurs élaboré, sur toute l'année, à partir des médicaments existant à la pharmacie de l'infirmerie, divers traitements fortifiants qu'en concertation avec les *loudjnas* de salle, nous allions distribuer quotidiennement au cours de tournées que nous faisions dans les cours. Et à partir de la fin de l'année 1960, nous avons même commencé à confectionner des colis de médicaments et de matériel de petite chirurgie que nous donnions à notre *loudjna* centrale pour les faire parvenir au maquis, et qui y sont parvenus...

Cette plus grande liberté conquise de nous déplacer à travers les différents quartiers de la centrale pour les besoins de notre travail de soignants, la concertation que nous engagions avec les divers responsables des *loudjnas* de salle et de bâtiment, ainsi qu'avec la *loudjna* de la centrale, la participation à des conférences d'économie politique, de droit et d'autres domaines, à des débats sur la situation, sur des comptes rendus de presse, tout cela m'a donné l'occasion de connaître de grands hommes, patriotes et nationalistes de la première heure, dont je n'avais fait, jusque-là, qu'entendre parler. Effectivement, je me suis fait des amis de nombre d'entre eux, et particulièrement de Mohammed Merzougui, un des "22" *novembristes*. C'est bien après l'indépendance que j'apprendrai sa participation – dont il ne s'est jamais prévalu devant ses compagnons – à cette initiative historique. Mais son comportement quotidien respirait la grandeur et imposait le respect. J'ai été conquis par sa simplicité, sa gentillesse, sa droiture, et j'aurai l'insigne honneur, après l'indépendance, d'être invité chez lui, dans la maison de son vieux père à Douaouda-Marine.

J'ai eu également l'heureuse opportunité de revoir Hadj Ben'alla. J'étais content de retrouver celui qui sera le premier président de l'Assemblée populaire nationale de l'indépendance, de mieux apprécier sa bonhomie, son charme et sa modestie, d'évoquer avec lui les amis d'Oran et les souvenirs des premiers moments de la guerre de libération... J'ai pu faire la connaissance de cheikh Ahmed Hammani, que je rencontrerai plus tard avec plaisir au Conseil supérieur islamique, au cours d'une de ses séances de travail à laquelle mon père m'a

fait participer... J'ai pu faire la connaissance d'autres compagnons qu'il serait fastidieux de citer tous – j'en oublierais forcément et ce serait injuste – et qui sont aussi devenus des amis ; en particulier Daniel Timsit, auprès de qui je ne manquais pas, chaque fois que possible, de prendre conseil pour les problèmes que nous posaient des malades...

Nous discutions beaucoup de ce jeu de cache-cache subtil entre le général de Gaulle et notre GPRA, depuis ce dernier trimestre de 1959 et tout le long de 1960 : nous attendions avec intérêt chaque pas en avant dans la reconnaissance par le général de la réalité de notre lutte, de nos droits nationaux, mais en même temps nous redoutions les capacités de manœuvre que lui donnait chacune de ses initiatives pour regagner dans l'opinion publique le terrain que les autorités françaises avaient perdu devant l'offensive du FLN. Nous étions fiers des parades trouvées chaque fois par le GPRA pour déjouer les manœuvres gaulliennes, mais nous nous inquiétions des nouvelles de l'affaiblissement de l'ALN soumise aux coups d'une armée à qui le pouvoir gaulliste avait donné tous les moyens et toute la latitude pour écraser les maquis, étouffer tout soutien populaire. Nous nous alarmions des progrès convaincants de cette politique d'encasernement de notre peuple, couplée avec une politique de corruption menée à coups de promotions socio-économiques artificielles, à large échelle.

Cette façon qu'avait de Gaulle de mener sa politique algérienne était d'une subtilité redoutable. Plus il assénait de coups aux forces vives qui donnaient sa vigueur à notre révolution, plus il parlait de droit à l'autodétermination du peuple. Les journaux français, que nous lisions, mettaient l'accent sur l'embarras de nos dirigeants à Tunis, sur la responsabilité des "durs" parmi eux, qui s'accrochaient à des préalables mettant ainsi en péril les ouvertures "réelles" faites par de Gaulle ; ils en avançaient pour preuve que cela encourageait les adversaires de ces ouvertures, comme ceux qui ont fomenté la révolte des "barricades" à Alger, en cette fin janvier 1960. Certains journalistes insistaient sur le fait que le général ne voulait même pas profiter de ses succès militaires face aux "braves" qui se battent sur le terrain, et dont, selon eux, les dirigeants de l'extérieur ne se souciaient nullement.

Cette atmosphère de nos discussions et échanges politiques d'alors, j'essaie de la reconstituer de mémoire après quarante ans, mais cette

reconstitution est biaisée par le fait que c'est aujourd'hui une période d'histoire ordonnée, mieux connue parce que les différents événements ont pris leur place relative, qui n'était pas forcément la leur à l'époque.

Cependant, une telle reconstruction de l'ambiance de nos échanges n'altère pas le sentiment de malaise qui s'en dégageait.

Paradoxalement, lorsque les dirigeants français s'accrochaient à l'idée de l'*Algérie française*, nous étions plus assurés du succès de notre lutte, moins embarrassés que devant la politique gaulliste qui nous reconnaissait le droit de nous autodéterminer. Certes, l'effort de guerre français intensifié, les souffrances aggravées de notre peuple et les atteintes multipliées aux droits de l'homme dans notre pays suscitaient des oppositions, comme ce *manifeste des 121* sur l'insoumission diffusé en juin 1960, par exemple. Mais de telles dénonciations de la poursuite de la guerre ne se conjuguaient plus avec l'instabilité d'un pouvoir auquel les changements institutionnels avaient assuré une meilleure assise. Nous sentions nos dirigeants eux-mêmes mal à l'aise face à l'offensive gaulliste, d'autant qu'ils trouvaient, comme lors des contacts de Melun, un adversaire coriace avec des exigences inacceptables qui ont mené à l'échec de ces premières négociations.

* * *

Plus tard, des archives me confirmeront le malaise qui nous semblait marquer les positions de nos dirigeants. J'apprendrai que la difficulté de porter armes et secours aux maquis à travers les barrages électrifiés, avaient suscité la crainte que la lutte armée ne fût complètement étouffée, entraînant par là que « de plus en plus, le GPRA méritera (...) d'être appelé "l'organisation extérieure de la rébellion" sans aucun lien avec l'intérieur, ce qui est lourd de conséquences politiques »[1]

Cette constatation amère, le président F. Abbas la fait dans un "rapport de politique générale pour le GPRA" datant du 4 août 1960, où il reprend l'appellation péjorante, que de Gaulle a martelée depuis qu'a été créé le GPRA ; cette décision avait rendu caducs les espoirs de succès de la politique "d'intégration", et obligé le général à lâcher du

1. *Les Archives* ..., Op. cit., pp. 303 & sq.

lest, à reconnaître la "personnalité algérienne" différente de la française, avant de parler le 16 septembre 1959, de "droit à l'autodétermination". Et F. Abbas d'ajouter : « ...De Gaulle a engagé depuis le 16 septembre un processus politique dont il demeure maître. Il appuie cette politique par la neutralisation, voire la collaboration d'une fraction de plus en plus importante de la population algérienne... »

On ne pouvait être plus sévère, plus démoralisé même ! Et, « pour sortir de l'impasse », le président Abbas préconisait de « rechercher les éléments qui pourraient être déterminants pour renverser radicalement en notre faveur le rapport de forces (...) Dans la conjoncture actuelle, ajoutait-il, il apparaît que seule l'insertion de la guerre de libération dans la guerre froide par l'appui entier des pays socialistes, pourrait constituer l'élément déterminant recherché... »

On était loin de l'analyse que faisait, deux années auparavant, le 29 juillet 1958, le même F. Abbas dans un "rapport au CCE"[1] où après avoir mis en exergue, « la menace du communisme », parmi les points sur lesquels « s'appuie la France pour justifier la guerre d'Algérie », il notait : « Le secteur URSS est nettement anticolonialiste. Par principe, il soutient la cause des pays colonisés. Mais ce secteur ne compte que huit nations plus la Yougoslavie. Et parce qu'il est entouré de l'hostilité du monde entier, son influence est quasi nulle sur le monde non communiste. Idéologiquement, les peuples arabes sont anticommunistes ; les républiques de l'Amérique latine sont anticommunistes (...) ; les pays scandinaves sont anticommunistes, l'Espagne est anticommuniste, le Grèce et l'Autriche sont anticommunistes. Il en résulte que pour l'instant, être accusé de sympathie pour le communisme, c'est s'exposer à passer au camp des "isolés". C'est pourquoi l'utilisation, pour notre cause, des peuples communistes, ne doit en aucun cas se transformer en adhésion au bloc communiste. »

Cette analyse plus orthodoxe sur le plan de principe nationaliste semblait alors vouloir répliquer au colonel Ouamrane qui, en tant que responsable de la direction de l'Armement et du Ravitaillement général, disait dans un rapport critique au même CCE,[2] daté du 8 du même

1. *Les Archives*, ..., Op. cit., pp. 306-307.
2. *Ibid.*, p. 192.

mois : « Bloc soviétique : malgré leur appui moral et politique (votes à l'ONU), nous avons continué à ignorer l'existence d'une dizaine d'Etats qui forment le bloc le plus puissant à l'heure actuelle. Sans doute avons-nous été guidés par la prudence ne voulant pas faire de notre pays une nouvelle Espagne ou une nouvelle Corée.

« Mais si des inconvénients, des risques existent, quelle politique révolutionnaire n'en comporte pas ? Que pouvons-nous attendre de plus de l'Occident qui finance, arme et soutient politiquement la France ? En ouvrant les yeux, nous constatons que le chantage et la politique de balance ont parfaitement réussi à divers pays. Au lieu d'une action extérieure audacieuse et tapageuse, nous adoptons une diplomatie timide et timorée. Bourguiba "l'occidental" va nous devancer à Moscou » !

Mais la politique gaulliste sera si efficace que l'on retrouvera, un an après, ce langage critique, sous la plume de quelqu'un que l'on ne peut pas classer dans les rangs de ceux que l'on a appelés les "militaires". Ahmed Boumendjel, puisque c'est de lui qu'il s'agit, dira, dans une des conclusions d'un rapport politique provisoire du GPRA, daté d'août 1959[1] :

« Si donc la lutte doit rester (...) entre une guerre qui peut exiger des années, un peuple mortellement blessé, des alliances d'une efficacité discutable, il sera sous peu urgent de relayer l'immobilisme auquel nous semblons nous être laissés (...) condamner, par un choix politique, financier et même militaire, susceptible de relancer (...) tous nos objectifs de guerre. Ce choix c'est la Chine, c'est l'Est. Vaste problème (...) »

Je dois dire que, même si nous n'avions pas en main, tant s'en fallait, toutes ces informations, c'étaient là aussi nos préoccupations à Lambèse. Nous aussi, nous supputions les possibilités pour notre révolution de reprendre l'initiative et posions la question des liens avec les pays socialistes. Bien évidemment, nos compagnons communistes mettaient en avant la nécessité de prendre exemple sur le Viet Nam dont l'alliance avec l'URSS donnait à sa lutte une efficacité redoutable, mettant en difficulté la première puissance mondiale, les USA.

---

1. *Les Archives*... Op. cit.., p.266

Mais, nationalistes, nous nous méfiions de ces arguments. Nos aînés dont nous respections l'expérience et écoutions les leçons, nous mettaient en garde contre cette "dialectique" et ceux qui la développaient ; en particulier contre celui qui était le chef, le rabbi des communistes, un certain Abdelhamid B., dont j'ai fait alors connaissance. Nous, nationalistes, nous nous en tenions donc au non-alignement traditionnel de la révolution... Pour ma part, je souscrivais pleinement à cette vision et à la méfiance vis-à-vis de celle des communistes, et l'histoire a bien confirmé la justesse d'une telle position. Non que je n'eusse pas d'attirance pour la doctrine communiste, mais j'étais plutôt séduit par les écrits de Mao Tsé-Toung, dont nous avions quelques tomes de son œuvre, et j'appréciais l'esprit d'indépendance des Yougoslaves. D'autant que je recevais alors des lettres et des cartes postales dans ce sens, d'une amie tlemcénienne qui était à Belgrade et que j'avais connue à Oran chez Nekkache. J'étais, en tout cas, comme la plupart de nos concitoyens, fier de voir notre GPRA bien se sortir de la partie fine qu'il jouait avec de Gaulle, tout en restant fidèle à ses principes d'alliance. Je partageais moi aussi ce souci de l'indépendance de notre révolution.

Le malaise que nous ressentions dans les positions et l'action du GPRA était si réel que se faisait donc jour une pression qui avait mené le CNRA à souscrire à la possibilité d'un bouleversement profond de la politique d'alliances traditionnelle de la révolution.

C'est qu'en conséquence de l'étouffement des maquis de l'intérieur, prisonniers des barrages électrifiés et soumis au rouleau compresseur des grandes opérations militaires, avait éclaté, en ce mois de mars 1960, l'affaire Si-Salah. En fin stratège, de Gaulle l'avait gardée secrète. Le GPRA ne pouvait pas ne pas tirer de ces faits la conclusion que l'ennemi était fort ; au point de n'utiliser un tel atout ni contre l'ALN, dont il aurait pu décapiter une des wilayas les plus importantes, en en retenant les chefs venus eux-mêmes se mettre entre ses mains, ni contre le GPRA à qui il pouvait opposer un concurrent redoutable, dont la représentativité de combattant sur le terrain ne pouvait être contestée. C'est donc avec beaucoup de réalisme que, toujours dans son rapport d'août 1960, le président Abbas affirmait : « Nous ne pouvons continuer à vivre à l'extérieur sur le bluff au sujet de notre vitalité militaire et sur l'autorité du gouvernement sur l'intérieur. (...) Si le peuple

n'est pas avec la France, il faudra en revanche être optimistes pour soutenir qu'il est de plus pour le GPRA. »

Mais là, heureusement, il se trompait...

Notre peuple subissait depuis plus de deux ans la nouvelle politique de de Gaulle, alliage de guerre totale contre les maquis, de déracinement de millions de paysans, et de promotion socio-économique et politique en direction de couches sociales dont il espérait faire sortir sa 3ème force. Dans ce cyclone, le peuple pliait, jusqu'à terre, mais ne rompait pas, comme le roseau de la fable. Dans les moindres interstices qu'il trouvait, il cachait la braise de la résistance et de la dignité. Et le chêne gaullien, du haut de sa suffisance, a pensé qu'il était à sa merci ; que, parmi les choix qu'il lui proposait : sécession, francisation ou autonomie en association avec la France, ce peuple allait non seulement accepter cette dernière solution pour laquelle tous les efforts gaullistes étaient tendus, mais qu'en plus, il lui en témoignerait de la gratitude.

De Gaulle a cru avoir remodelé l'opinion algérienne, et a estimé venu le moment de porter l'estocade à «l'organisation extérieure de la rébellion», en se faisant acclamer par notre peuple, aux yeux de l'opinion internationale. Il n'a pas compris que le plan soigneusement concocté en cette fin1960, était trop subtil ou que la ficelle était trop grosse : nul doute, pensait-il, que les Algériens, encouragés à s'exprimer contre les tenants de l'Algérie française, reprendront le mot d'ordre : «Algérie algérienne, Vive de Gaulle !» lancés par ses agents mêlés aux populations appelées à l'écouter. Nul doute que les notables anciens et nouvellement promus, réunis pour le rencontrer, par ses préfets et ses sous-préfets dans les villes qu'il s'apprête à visiter, l'acclameront en reconnaissance de cet honneur. Mais voilà que dès la première étape, un grain de sable grippe ce système trop fignolé.

Algérie algérienne ? Le qualificatif avait été trop galvaudé, trop longtemps accaparé par les Européens. Et c'est «Algérie musulmane» qui fuse. Quant au «Vive de Gaulle !» il ne pouvait passer à travers la gorge. Qui, même parmi les nouveaux promus, n'avait eu à subir de telle ou telle façon, les rigueurs de la guerre gaulliste ? Et puis, si l'on criait «Vive de Gaulle !» qu'adviendrait-il de l'immense espoir qu'avait constitué la proclamation du GPRA ? Avec l'affaiblissement de la lutte armée, il restait le dernier atout palpable. Dans l'interstice

de permissivité qu'ouvrait cette visite si médiatisée, mieux valait crier : «Vive le GPRA ! Vive le FLN !» Et sortir le drapeau national. Ce premier mouvement instinctif sera amélioré, mieux préparé dans les autres villes. La répression sera sévère. Beaucoup de militants, comme Boualem Roch'ai, à Belcourt, dépêchés des maquis, paieront de leur vie cette responsabilité assumée pour organiser la réception au général. Quant aux notables, ayant refusé de l'acclamer, on les renverra comme des malpropres ; leur réponse quasi-unanime, partout, a été : " Discutez avec ceux de Tunis, nous, nous ne représentons que nous-mêmes !"

«L'organisation extérieure de la rébellion» recevait là le soutien que mille pays socialistes réunis n'auraient pu lui apporter ! Elle pouvait même faire appel à ce « camp des isolés » sans aliéner la moindre parcelle de son indépendance ! Et le 19 décembre 1960, l'Assemblée générale de l'ONU reconnaissait en toute logique le droit du peuple algérien à l'indépendance !

* * *

Quant à nous, nous n'avons pas mesuré à sa juste valeur cet événement qui a électrisé l'Algérie de part en part, sur les traces de de Gaulle. Notre attention était tout accaparée par un événement inouï à Lambèse : nos camarades de la salle 11 ont préparé et réussi une évasion en creusant un tunnel !

Le secret a été bien gardé. Nous étions quelques-uns, à l'infirmerie, à avoir été mis au parfum, pour aider à transférer à la salle 11 des candidats à l'évasion, qui résidaient dans d'autres quartiers, après les avoir fait admettre chez nous... Nous avons eu à déplorer la mort de trois ou quatre de nos compagnons, après que la garde d'un des miradors eut donné l'alerte, mais une quinzaine d'autres sont arrivés à rejoindre le maquis. L'un d'eux, blessé gravement dans un accrochage à l'autre bout du pays, nous a été ramené quelques mois plus tard...

Malgré des velléités de remettre en cause les droits que nous avions acquis, la discipline imposée suite à l'évasion, s'estompe peu à peu et l'on revient à la "normale" scellée par notre grève.

* * *

Citoyen français ?...

Le concept d'ennemi n'est tout à fait clair que si l'ennemi est séparé de vous par une barrière de feu.

J. P. Sartre

L'année 1961 commence, pour nous, par la "libération" de quelques dizaines de nos compagnons. Ce sont tous des maquisards de l'ouest et du centre du pays assez lourdement condamnés, ayant bénéficié d'une "suspension d'exécution de peine". Mon ami Amar T. est du lot. Cette séparation nous affecte d'autant plus qu'elle arrive sans crier gare. On ne sait pas ce que veut dire cette "libération", car c'est plutôt d'un transfert vers un camp qu'il s'agit et, l'expérience nous l'a malheureusement appris, l'on craint ce qu'il peut y avoir au bout. Cependant, nous les envions ; malgré tout, nous aurions voulu partager leur sort, tant nous pèse la routine de la centrale, en dépit de toutes les améliorations apportées à notre régime.

Mais cette aspiration à secouer le train-train de notre vie captive recouvre un sentiment plus profond : celui de notre lassitude de cette guerre qui n'en finit pas de prodiguer des promesses chaque jour reportées, de nous faire languir après des fruits tardant à mûrir... Des changements dans notre situation, aussi hasardeux et périlleux soient-ils, nous semblent devoir introduire un mouvement où nous aurions l'impression de participer à l'histoire en train de se faire, même si elle doit se faire à nos dépens ; alors que le calme écoulement des jours dans l'attente, en marge, engendre désespérément dans nos cœurs et nos esprits entravés la sensation de subir le siècle et ses circonstances. N'avons-nous pas, pour défendre notre dignité, fait la démonstration de nos capacités encore intactes de refaire le monde ? Sans doute, cette conscience de nos potentialités toujours disponibles, nous rend-elle présomptueux au point de ne pas craindre d'affronter cet avenir inconnu qui attend nos compagnons séparés de nous...

* * *

Ce n'est que longtemps après que j'apprendrai le calvaire vécu par nos camarades "libérés", en particulier au "camp militaire

d'internement spécial" de Boghari ; ainsi que le combat héroïque qu'ils ont mené pour défendre leur dignité, face à des criminels sanguinaires qui ont entrepris lâchement de se venger sur eux de l'impuissance de leur armée à réduire notre peuple... Malgré les terribles conditions où on les tenait, ils sont arrivés à faire sortir des documents qui ont servi de base à deux livres dénonciateurs : Le Camp de *Abdelhamid Benzine aux Editions sociales, et* Le Peuple algérien et la guerre *de P.Kessel et G.Pirelli, aux éditions Maspéro, à Paris. Le premier livre décrivait les supplices horribles auxquels étaient soumis nuit et jour les prisonniers, alors que le second reproduisait notamment deux lettres de mon ami Yacine Issaad, où il donnait les noms des tortionnaires. Ces livres ont eu un retentissement extraordinaire et ont fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse démocratique de France et d'ailleurs, contribuant à arrêter la main des assassins...*

* * *

Le putsch des généraux, en avril de cette année, nous inquiétera le temps des quelques jours qui verront sa fin lamentable, puis nous sommes de nouveau pris par la routine de la vie lambésienne. Nous avons peine à croire à la volonté maintes fois démentie du gouvernement français d'ouvrir et de faire aboutir des négociations avec le GPRA...

Et c'est dans une atmosphère embrasée par les *ratonnades* – chasse aux *ratons*, autre dénomination donnée aux Arabes par les Pieds-Noirs – et attentats de l'OAS, que je suis informé de ma libération, fin août : un décret venait d'être signé portant remise du restant de ma peine qui devait prendre fin le 23 juillet 1962. On me faisait "cadeau" de onze mois, pour racheter sans doute l'arbitraire qui avait fait passer par pertes et profits les longs mois de camps militaires qui ont séparé mon arrestation de mon incarcération... Mes compagnons me dotent d'une petite somme pour que je puisse arriver jusque chez moi, à l'autre bout de l'Algérie. Que vais-je trouver dehors ? Que vais-je rencontrer sur mon chemin ? Mon ami Si-l'Bachir M., auquel des liens solides de fraternité me liaient depuis Bougie, me donne l'adresse d'un hôtelier de sa connaissance à Alger où je vais devoir passer au moins une nuit, sur mon chemin vers Remchi. Un autre compagnon de Batna,

Abdelhamid G., libéré quelques jours avant moi, m'attend à la sortie de la centrale et me conduit chez lui où je passe la nuit. Le lendemain, un taxi qu'il avait commandé, vient me prendre de bonne heure, pour me conduire à Constantine. Et il me fait, en plus, la surprise de me remettre un billet de train Constantine-Alger "pour que tu n'aies pas à risquer de ne pas trouver de place pour aujourd'hui, et à passer la nuit à Constantine", me dit-il.

Le taxi me dépose devant la gare juste avant le départ du train sur Alger où j'arrive le soir. Je me rends sur-le-champ chez l'hôtelier auprès de qui je me recommande de Si-l'Bachir, et je suis tranquille pour la nuit. Je sors faire un tour à Alger "by night", mais je ne reconnais pas ma ville, sur laquelle pèse une tension à couper au couteau. Je pousse jusqu'à Belcourt, dans l'espoir de retrouver quelque connaissance, mais là où je vais je trouve porte close. Idem du côté de la Basse-Casbah–Bab-el-Oued. Je rentre à l'hôtel et le lendemain, à sept heures, je suis dans le train pour Oran, où j'arrive vers treize heures trente. On y a pour une heure d'attente, avant le départ sur Tlemcen. Je laisse ma petite valise à la consigne et vais faire un tour au centre ville. Tout me semble calme et paisible. Je ne résiste pas au plaisir de m'attabler à un café pour déguster une glace. Quel bonheur de retrouver ces sensations !

Le train qui me conduit vers Tlemcen roule à bonne allure. Je retrouve l'atmosphère d'avant-guerre, avec les annonces du haut-parleur des arrêts dans certaines gares. "Sidi Bel-Abbès, cinq minutes d'arrêt, buvette, bibliothèque." Justement, à cette station-là, une Européenne monte avec un mioche, de pas plus de cinq ans. Ils s'installent dans le compartiment où je suis seul. "Maman, dit-il, tu as vu tous ces *melons* dans la gare ? - Oui, mon chéri, je les ai vus !". Ils parlent des Arabes qui se trouvent dans la station, et conversent avec un sans-gêne royal, comme s'ils étaient seuls... Sept années de guerre n'ont rien changé dans ces mentalités sclérosées...

Vers seize heures trente j'arrive à Tlemcen. Je rejoins la station de taxis pour Remchi, me réjouissant déjà à la surprise que je vais faire à mes parents non encore informés de mon arrivée ni même de ma libération. Mais voilà que je m'entends appeler par mon prénom. Assurément, c'est quelqu'un qui me connaît. Il m'apprend qu'il est de

Aïn-el-houts, mon village natal, et me demande ce que je fais là, si tard. "J'attends un taxi pour Remchi, dis-je. – Mais il n'y a plus de taxis à cette heure-ci, c'est bientôt le couvre-feu. Il te faut aller chercher où passer la nuit", m'explique-t-il en s'éloignant rapidement... Ah, çà ! je ne m'attendais pas à cette situation, et c'est là où je prends conscience que la guerre n'est pas finie, et que la conversation de la dame du train avec son fils constitue encore la réalité dominante, plus que la quiétude, l'atmosphère de farniente que j'avais cru retrouver à Oran...

Je serai confirmé dans cette grave impression quand, arrivé le lendemain chez mes parents, je leur raconterai ma petite virée au centre d'Oran. Ils frémiront a posteriori du danger auquel j'avais échappé. "Mais tu ne sais pas, m'expliquera-t-on, que tous les jours, les *ratonnades* organisées par les Européens font des victimes par dizaines ? Avant-hier un tel de chez nous à Remchi, était à Oran avec son camion. Il n'a échappé au lynchage qu'en fonçant sur le barrage élevé par les Européens ; il a lancé son véhicule pour poursuivre son chemin en grimpant sur le trottoir !"

Où vais-je passer la nuit ? A quelle porte vais-je frapper ? Cela fait sept ans que j'ai quitté Tlemcen, et quels sept ans ! La guerre n'a rien laissé, ni les choses ni les hommes, en l'état. Vais-je retrouver les gens que je connaissais ? A tout hasard, je monte vers el-Qal'a où habitaient les parents de mon ami de collège Mohammed A. Je frappe à la porte du jardinet et c'est quelqu'un que je ne connais pas qui sort voir ce que je veux. "– Je cherche les A. qui habitaient ici, je vois qu'ils n'y sont plus ? – Non, mais la maison a été partagée et ils habitent maintenant la partie Est, seulement ; cette partie-ci, ce sont nous qui y habitons. Leur porte donne de l'autre côté, face à l'EPS filles" (aujourd'hui lycée Maliha Hamidou). Je suis soulagé ! "– Merci." Je tape à la porte de mes anciens amis. Ils n'en croient pas leurs yeux ! Ils me croyaient mort depuis longtemps, le bruit en avait couru. Ils font la fête au "ressuscité" que je suis, me pressent de questions sur toutes ces années, répondent aux miennes. "– Et Mohammed, comment va-t-il ? Où est-il ? Et Fatiha ?... – Ils vont bien !" Je prends note de leur adresse, à Bruxelles, pour le premier, à Lausanne, "avec son mari, Abderrahmane" pour la seconde. Les autres sont tous là. Chacun avec son lot de vicissitudes...

C'est ma première nuit passée dans une chaude atmosphère familiale, depuis une éternité... Le lendemain, je m'attarde au lit. Je prends tout mon temps au petit déjeuner, dans la salle de bain ; je suis comme un coq en pâte... Quand je sors de la maison de mes amis, il est bien onze heures. Tranquillement, je prends un taxi et une demi-heure après je suis rendu chez mes parents, à Remchi. Je les trouve en émoi : c'était donc vrai, ce que leur avait dit hier quelqu'un du village ! Qu'il m'avait vu la veille à Tlemcen ! Mon père, bloqué par le couvre-feu, était resté sur des charbons ardents. Et dès le matin, il avait rallié Tlemcen qu'il a sillonné dans tous les sens, me cherchant comme un fou, comme çà, dans les rues, près des stations du car et des taxis... Puis il était rentré bredouille, furieux du canular qu'on lui avait monté. Comme si on pouvait faire des facéties au sujet de choses si sérieuses !

Je suis confus, profondément navré. Je devais leur faire une surprise agréable en arrivant à l'improviste. Mais là ! C'est raté. Pour une surprise, elle est plutôt empoisonnée... Cependant, je suis là et c'est l'essentiel...

Je ne vais passer qu'un mois à Remchi. La situation est en effet intenable. La tension, au paroxysme. Aux craintes d'être arrêté par les autorités militaires et d'être jeté dans un camp, ou d'être "disparu", s'ajoutent celles que font planer les actions de l'OAS. Je ne sais quel historien français a dit que le FLN affectait de rejeter sur la France la responsabilité des exactions et attentats OAS. Et l'histoire a montré que cette organisation créée et animée par des officiers de l'armée française, pouvait défier le pouvoir de de Gaulle qui a été souvent débordé par les troupes pied-noir qu'elle mobilisait. Mais, j'atteste qu'à ma sortie de prison, le sentiment de tout le monde, le mien, celui de mes parents, est qu'armée française, pouvoir français, et OAS se complètent, agissent la main dans la main contre nous, les Arabes. Dès que je sors dans la rue, ma mère s'affole et ne peut rester à attendre mon retour. Elle ou une de mes sœurs, met son voile et me suit, en retrait mais d'assez près pour être là en cas de danger...

Son inquiétude est décuplée lorsque, parmi les amis du village retrouvés, je rencontre un Pied-Noir, Jean-Paul D., partageant complètement les objectifs de notre lutte, connu pour s'être distingué dans les affrontements des "libéraux" européens avec les "*Algérie française*" – Al'indépendance,

il prendra la nationalité algérienne. Pour ma mère, cet ami est le plus grand danger pour moi, car lui non plus n'est pas en odeur de sainteté parmi les "siens" qui ne seraient pas mécontents, pense-t-elle, de nous faire un sort à tous les deux. Elle avait vu comment ils n'avaient même pas respecté leur abbé, Bérenguer, le regretté curé de notre village, qui, après avoir prêché, comme dans un désert, pour la paix et la concorde entre Européens et Musulmans a fini par fuir le village et rejoindre le FLN dont il a été le représentant en Amérique latine... Elle connaissait l'abbé à qui Rachid était lié, dans le cadre d'un réseau de soutien.

Avec mon ami Jean-Paul, nous discutons de tout, de nos anciens souvenirs d'adolescents, de notre évolution chacun de son côté, de l'avenir du pays, dont nous ne doutons absolument pas qu'il sera indépendant, malgré les finasseries de de Gaulle, malgré le poids de la réalité coloniale encore plus écrasant qu'au début de la guerre. Nous échangeons nos idées sur le socialisme et ce qu'il ouvre comme possibilités à nos pays sous-développés...

Moi, je me dis fier de la position indépendante du FLN et donne raison à nos chefs de ne pas s'aligner. Lui me vante les progrès de la Chine et des autres pays socialistes, et je me montre attentif aux arguments que j'avais déjà découverts à Lambèse, dans les discussions, dans les lectures des œuvres de Mao, mais j'attends de voir venir...

Entre temps, j'ai dû signaler aux autorités militaires ma libération et mon retour dans la famille. On m'a demandé ce que je comptais faire, et j'ai expliqué que je voulais reprendre mes études interrompues, et que j'étais en train de m'informer si je pouvais le faire en France. L'on m'a établi une carte d'identité, où était mentionnée ma nationalité *française*. C'était la première fois que l'on me reconnaissait, dans un document officiel, cet attribut, cette "qualité"! J'attendais les réponses à des lettres écrites à mes amis, en France et en Belgique. La première m'est venue de Khaled Kouaci, un copain de Blida qui avait fait sa propédeutique avec moi à Alger, et qui continuait ses études de Biologie à Grenoble. Il m'invitait à le rejoindre me promettant que je ne devais me soucier de rien... Ma famille, est soulagée à l'idée de me voir m'éloigner. Ma sœur me tricote un pull, le seul vêtement chaud que je prendrai avec moi, et me voilà dans l'avion qui, pour mon baptême de l'air, me mène à l'aéroport de Lyon.

J'arrivais à Grenoble le 1er octobre 1961. Khaled m'y reçoit, m'aide d'abord à trouver une chambre chez l'habitant. J'en trouve une dans la proche banlieue de la ville, où pour cent francs (nouveaux, selon la récente réforme de de Gaulle), j'ai le confort du logis, de sa salle de bain, de son chauffage, de son jardin, et même de sa télévision, un tout nouvel équipement domestique à l'époque. Je dois en retour tenir compagnie le soir, dans cette grande maison, au vieux retraité veuf, que ses sœurs encore actives ne peuvent prendre en charge. Je dois aussi monter le charbon de la cave pour alimenter la chaudière qui alimente chauffage et cuisinière. Le vieux bonhomme sympathique, un lève-tôt, prend soin de me préparer et garder au chaud mon petit déjeuner. Il met à ma disposition un vélo, "Je ne peux plus m'en servir, vous pouvez me l'acheter, si vous voulez, sinon je vous le prête pour vos déplacements", grâce auquel je suis à un quart d'heure de la faculté de Médecine où je me suis inscrit. J'en profite d'autant que les beaux jours sont nombreux en ce mois d'octobre, mais, avec l'anorak que je me suis acheté, je ne crains pas d'affronter la pluie quand elle tombe.

Grenoble, en octobre, j'ai adoré. Je n'y suis resté que ce mois-là, gardant l'impression de l'avoir passé tout entier dans les belles forêts préalpines, qu'au grand bonheur de nos sens éblouis, l'automne illuminait de touches impressionnistes... Khaled les parcourait déjà depuis quelques années, devant dresser, pour son diplôme, la carte de la flore de la région. Dès que nous avions un moment, nous prenions nos vélos que nous laissions, comme cela, en plein champ, lorsque la côte et les chemins devenaient impraticables à nos machines, et nous commencions notre escalade, croquant les fruits savoureux que les pommiers nous tendaient généreusement ou que les noyers nous prodiguaient à même le sol qui en était jonché. Puis nous nous enfoncions dans l'épaisse forêt aux couleurs chatoyantes, à la reconnaissance des diverses essences et espèces végétales de la région, objets de l'étude de mon ami qui en consignait les emplacements sur la carte qu'il avait dressée à cet effet... Il m'a fait la surprise un jour de me faire découvrir l'endroit où croissait de la menthe sauvage, mais une menthe douce très proche de celle cultivée dans nos jardins pour aromatiser le thé vert ou même certains plats méditerranéens. La brassée odorante que nous en avons cueillie a permis de déguster d'excellents thés...

Je me suis remis avec plaisir aux études de première année de médecine et j'étais émerveillé par les progrès de l'investigation histologique par exemple, et des moyens didactiques nouveaux qui nous permettaient de visualiser, selon les trois dimensions, la structure intime de la vie. Non seulement des films nous faisaient pénétrer dans la cellule vivante dont nous voyions pour ainsi dire fonctionner les différents éléments, mais pour la première fois nous avait été présentée sur grand écran la structure en double hélice de l'ADN (Acide désoxyribonucléique) découverte par Crick et Watson, qui seront récompensés quelques mois plus tard pour ce résultat par le prix Nobel...

J'étais bien à Grenoble, où il y avait une relativement forte densité d'étudiants algériens, encadrés par l'organisation clandestine de la SU (section universitaire) du FLN... Mais c'était du côté matériel que je rencontrais des difficultés, et je n'étais pas introduit auprès de cette SU pour qu'elle puisse me venir en aide rapidement. Une demande de bourse à l'administration était restée sans suite.

Mohammed A., mon ami de Bruxelles m'engageait à l'y rejoindre : là, m'a-t-il affirmé, ces problèmes seront réglés. La section UGEMA dont il était le président avait déjà entamé les démarches pour cela...

Le milieu étudiant à Grenoble était progressiste, généralement opposé à la guerre d'Algérie, ouvert sur les revendications de notre peuple. J'y ai fait la connaissance d'un étudiant français de ma classe. Il était militant d'un mouvement caritatif, plus ou moins religieux, me semblait-il, et se montrait attentif à ma situation d'ancien détenu de guerre. Il était au courant de la fin de non-recevoir opposée à ma demande de bourse, et s'était proposé de m'aider. Par fierté, et aussi un peu méfiant, je l'avais remercié. Il n'avait pas insisté, mais m'avait donné ses coordonnées, m'encourageant à le solliciter en cas de besoin. Et de fait, de Bruxelles, où je serai dans la gêne attendant de recevoir le premier versement de la bourse UGEMA, je lui écrirai pour l'appeler au secours, et il s'empressera de m'envoyer un billet de cinq cents (nouveaux) francs, dans une lettre, camouflé entre les plis d'une feuille de papier carbone. J'étais tout ému de ce geste de solidarité, mais je me sentais en même temps quelque peu humilié d'être ainsi réduit à la condition de solliciteur... auprès de quelqu'un dont je ne comprenais pas bien les motifs de son geste... Je pense avoir eu la délicatesse de le

remercier, mais je n'ai pas entretenu la liaison avec lui... Je tiens ici à dire à mon bienfaiteur inconnu tout mon respect et ma considération...

Par une veille de 1er novembre brumeuse, je quittai par train, avec une pointe de regret, mon ami Khaled et sa jolie ville, et j'arrivai le lendemain sans encombre à Bruxelles... A la même période étaient arrivés aussi une dizaine de jeunes bacheliers, parvenus là à travers des réseaux FLN...

Une piaule déjà m'attendait, que Mohammed m'avait trouvée, et je me suis rapidement inscrit, de nouveau, en première année de médecine. J'eus le plaisir de retrouver un autre ami, Rachid K., que j'avais connu à la faculté à Alger. Il était le représentant du FLN auprès des étudiants de Belgique.

J'étais pour ainsi dire en famille, même si je n'étais pas venu par un canal FLN !

Bruxelles est une ville cossue, pleine de charme, avec sa belle place Royale, le mariage harmonieux du vieux bâti patiné et des audaces architecturales modernes dont elle s'était enrichie notamment à l'occasion de l'exposition universelle qu'elle venait d'abriter quelques années auparavant. Son ciel est souvent couvert, bas et humide, mais quand il fait beau, c'est un paradis de verdure, de prés, de bois, de fontaines débordantes, de canaux et d'étangs, envahis par tout un peuple pique-niqueur, s'adonnant aux bains de soleil, à la lecture, ou à des promenades en barque...

Bruxelles est la capitale bilingue, en même temps déchirée et creuset de l'unité d'un pays où s'opposent Wallons et Flamands, au plan de la langue et à celui de toute la conception de l'homme, du monde et du sacré. En général, les Wallons sont censés être moins conservateurs que les Flamands, sur qui pèse plus l'influence de l'Eglise, et qui votent, dit-on, avec beaucoup de discipline, selon les directives de l'archevêque. Ceux-ci sont de plus, le support principal de la monarchie, qui forte de son caractère sacré, reste, elle aussi, un facteur d'unité du pays. Le roi Baudouin – d'alors – est bien apprécié et même aimé... Liège est, en Wallonie, le siège d'une université catholique, où étudient certains de nos camarades algériens... Une condisciple wallonne me dit ne pas comprendre l'entité de la Belgique telle qu'elle existe depuis 1830. "J'aurais voulu voir ce pays ou au moins sa partie wallonne rattachée à la république française", me dit-elle...

C'est en 1892 qu'après d'âpres luttes ouvrières et démocratiques, le suffrage universel est instauré, tempéré d'ailleurs, constitutionnellement, en 1893, par le "vote plural", qui accordait une ou deux voix de plus aux électeurs jouissant d'une certaine aisance ou titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire. D'autres évolutions permettront, en 1900, de faire adopter une législation protégeant le travail des enfants et des femmes, et en 1903, d'instaurer le repos dominical obligatoire...

Les Belges, particulièrement les Bruxellois, paraissent plus placides que les Français, auprès de qui, m'a-t-il semblé, ils se sentent un peu petits. Les descendants des révolutionnaires de 1789 vous écrasent encore du prestige de leurs brillants aïeux ! D'autant que la monarchie constitutionnelle des Belges n'a même pas le lustre de celle des Bourbons, et qu'elle arrive difficilement à contenir leurs propres querelles... Au plan universitaire, l'institution bruxelloise, la fameuse ULB (Université libre de Bruxelles), entend créer un climat de tolérance civilisée à l'expression de ces oppositions. Sa devise est le "libre arbitre", d'où le qualificatif qui orne son nom. C'est ainsi que s'expriment sur le campus, à travers des expositions d'affiches, de tracts, de livres, toutes sortes de positions, du progressisme le plus avancé, au fascisme intellectuellement le plus agressif, en passant par le républicanisme, le monarchisme, le socialisme, le communisme, et j'en passe...

Les étudiants communistes avaient une structure très active et diffusaient un journal intitulé, avec un humour tout belge, *Le Globule rouge*. L'une des leurs militantes, Christine, était ma camarade de classe, et elle a tenu à me faire assister à des réunions de leur cellule où l'on m'a demandé de leur expliquer la *question* algérienne et de témoigner de ma pratique de maquisard et de mes épreuves de détenu. Ce que j'ai fait avec plaisir. J'ai beaucoup appris dans ces réunions... Mes camarades de classe – sans doute parce que leur pays n'a pas fait l'expérience de coloniser des Blancs – me semblaient faire preuve de plus de respect et ne pas avoir cet esprit de supériorité que l'on trouve chez certains de nos anciens colonisateurs. L'un d'eux, intrigué et quelque peu incrédule, un jour qu'il m'écoutait lui parler des contrastes de mon pays, africain, avec son désert du Sahara, certes, mais aussi avec ses

monts neigeux et ses froids vifs en hiver, me dira, sans malice : "Mais toi, tu parais développé comme nous ! Tu n'es pas comme les Noirs..." Par contre, vis-à-vis de ces derniers – il y avait des étudiants originaires des ex colonies belges, le Congo, le Ruanda et le Burundi –, ils ne prenaient même pas la peine de camoufler leur racisme. Un copain à qui je proposais, à la sortie du cours, de lui payer un repas au restaurant, histoire de rester ensemble pour continuer nos échanges et mieux nous connaître, déclina l'offre en disant, sans prendre de gants : "Ah non ! Merci. Il y a trop de Noirs qui fréquentent ce restaurant !"...

Je devais intriguer mes amis belges, car j'avais des copains noirs. On me voyait particulièrement avec un Ruandais, Chrisologue, de son prénom, inscrit dans la même année que moi. Nous faisions un duo remarquable quand nous marchions ensemble dans la rue ou dans le campus universitaire, sa taille faisant près de deux fois la mienne. Il était plein d'admiration pour notre peuple, pour notre lutte de libération, et voulait tout connaître de l'Algérie. Il me parlait de la situation de son pays, en me disant : "Je suis sûr qu'à la fin de mes études, je ne pourrais pas rentrer chez moi. Les Belges nous préparent quelque chose de terrible. Ils mènent une dangereuse politique de division entre Hutus et Tutsis, les deux ethnies qui forment notre peuple et qui ont depuis toujours vécu en harmonie. Les Tutsi – il en était un – ont toujours été l'élite dirigeante, et c'est de leurs rangs que sont issus les rois qui ont dirigé la société. Les Belges, qui ont un roi, une monarchie, font la propagande chez nous pour une république, parce qu'elle serait plus démocratique et mettrait à la raison l'aristocratie tutsie au profit de la masse huttue. En réalité, notre roi est un militant infatigable pour une réelle indépendance, et eux veulent voir instaurée une indépendance prétendument huttue, factice, telle que celle que refuse le FLN chez vous devant les manœuvres de de Gaulle."

A l'époque, je n'arrivais pas à me faire une idée précise du drame dont m'entretenait mon ami Chrisologue. Et jamais je n'aurai pensé que quelques décennies plus tard, la réalité allait lui donner tragiquement raison. Je n'ai pas idée de ce qu'il est advenu de lui, personnellement. Il était tellement écœuré par les manipulations que tramaient les colonialistes belges chez lui, qu'il lui était intolérable de bénéficier d'une bourse du gouvernement belge pour faire ses études supérieures.

Il s'est arrangé pour en obtenir une, de bourse, des Soviétiques, et il est venu alors m'annoncer : "Ça y est, je me libère du fardeau du paternalisme colonialiste belge"...

J'ai appris quelques années plus tard que le rude climat russe et sans doute de graves déficiences dans son régime alimentaire avaient eu raison de sa frêle carcasse longiligne, et qu'il végétait dans un hôpital pour tuberculeux là-bas. J'ai eu juste le temps de le signaler au docteur Nekkache, alors notre ministre de la Santé, le priant de s'en inquiéter et de voir si on ne pouvait pas le faire venir en Algérie, quand le coup d'Etat du 19 juin 1965, nous entraîna le docteur et moi dans une tourmente dont mon ami Chrisologue a dû payer la note...

A l'ULB, notre section UGEMA et chacun de nous individuellement, entretenions des relations amicales et de solidarité militante suivies et fructueuses avec nombre de camarades de classe et d'organisations estudiantines anticolonialistes, dont celles des Etudiants communistes, des Etudiants juifs progressistes, des Etudiants socialistes et autres... Nous participions à des manifestations, des meetings de solidarité avec les peuples en lutte pour leur libération, tel celui animé, fin 1961 par Jean-Paul Sartre pour dénoncer le blocus et les suites de l'agression, mise en échec, de la Baie des Cochons, contre Cuba par les Américains. Bien évidemment, la dénonciation a dû toucher aussi la guerre qui faisait encore rage dans notre pays, notamment avec le déchaînement de l'OAS et ses "chasses à l'Arabe" quotidiennes et meurtrières, ainsi que les projets officieux de partage de l'Algérie, qui jetaient la suspicion sur la volonté des dirigeants français de négocier avec le GPRA. Je me rappelle que le succès de cette grande démonstration a été tel que la droite pro-américaine en a été marrie. Le lendemain, un de ses grands quotidiens apostrophait l'écrivain dans un article venimeux jusque dans son titre : « *C'est une question de point de vue, M. Sartre !* », s'étalant en grosses lettres, sur cinq colonnes à la Une, au-dessus d'une photo de l'orateur à la tribune. Le fiel de cet abominable "argument physique" s'appuyant, avec un humour lourdement belge, sur le strabisme du philosophe, montrait à quel point le meeting avait fait mouche...

L'hiver belge se fait rigoureux et ma bourse qui n'arrive pas ! Si, pour les dépenses de nourriture, le loyer de ma chambre, les emprunts

que je fais auprès de Mohammed m'aident à tenir le coup, il m'est par contre impossible de m'acheter de quoi m'habiller correctement. J'ai cependant pu me payer le voyage jusqu'à Lausanne où mon ami doit aller rendre visite à sa sœur et son mari en ces vacances d'hiver. Je suis heureux d'être de l'invitation, et de pouvoir faire ainsi d'une pierre trois coups : revoir mes amis Abderrahmane et Fatiha, passer avec eux des "vacances en Suisse !" et régler mon problème de bourse à la source, auprès de l'antenne UGEMA : on m'y donnera mon premier terme de bourse ; on me remettra en même temps un passeport tunisien qui me permettra de nier radicalement la "nationalité française" inscrite sur la carte d'identité qui m'avait été délivrée à Remchi...

Pour l'anecdote, je dois dire que ce changement m'a causé quelques problèmes avec la police belge qui n'a pas saisi comment un ressortissant entré français dans ses dossiers pouvait subitement se "métamorphoser" en Tunisien. La fin de la guerre viendra heureusement vider cette "querelle" de son objet...

La bourse me permet de m'acquitter de mes dettes et de m'habiller chaudement ; c'est ainsi que je me suis acheté le premier manteau que j'aie jamais eu... Je peux regarder l'avenir avec plus de sérénité.

Ces difficultés matérielles dont je fais état n'auraient pas dû, normalement, avoir de raison d'être, alors que le FLN était présent là, physiquement représenté, ainsi que je l'ai précisé, par un ami d'ancienne date qui connaissait mon engagement, et qui m'avait même vu monter au maquis. Je lui avais, dès mon arrivée, exposé mes problèmes, et demandé un prêt que je promettais de rembourser dès réception de ma bourse. Il m'avait tout de suite tranquillisé, et je crois qu'il était sincère. Mais voilà ! J'étais loin alors de me douter du malaise, et même, pourrait-on dire, de la crise qui existait dans les relations entre les responsables de notre section UGEMA et ceux de l'organisation du FLN.

En effet, cette dernière, à Bruxelles, était, avec un statut de semi-clandestinité, un appendice de celle de la Fédération de France. Or celle-ci, du fait de sa situation de totale clandestinité en France, entretenait avec la SU, l'organisation estudiantine, elle aussi clandestine, des relations de tutelle directe. Son annexe en Belgique y voulait prolonger cette relation tutélaire sur "ses" étudiants. Mais l'UGEMA jouissait, là, d'un statut légal, et sa section pouvait fonctionner sur la

base de ses propres textes et de son propre programme, sans aucunement contredire l'autorité du FLN dont elle était partie prenante. Aussi avait-elle tenu jusque-là, ses Assemblées générales (AG) et élu ses organes de direction. Ce que la Fédération du FLN n'admettait plus, voulant, elle, désigner cette fois, le responsable de la section, en l'occurrence, Rachid K. Ce dernier m'avait, dès mon arrivée, touché un mot de ce malaise et sollicité en quelque sorte mon appui, sans que tous les éléments de la question aient été déroulés. Je pensais à un quiproquo facile à lever et espérais pouvoir y aider. Mais quand j'ai pris connaissance des arguments des responsables de la section UGEMA, je n'ai pu que les faire miens. Rien n'empêche, ai-je alors avancé comme solution, que le frère Rachid K. présente, aux suffrages de l'A.G., sa candidature, parmi les autres (celle des sortants), à la direction de la section.

J'avais, en défendant cette position démocratique, commis un crime de lèse-FLN ! Et, du coup, je n'étais plus éligible à recevoir l'aide matérielle sollicitée, contrairement à un autre militant venu après moi, et pris tout de suite en charge, indemnité sonnante et trébuchante à l'appui, dès qu'il s'est rangé à l'avis de la Fédération. J'étais abasourdi et, en même temps, écœuré : je pensais être dans mon droit d'attendre que l'organisation à laquelle je n'avais pas marchandé même ma vie, m'apportât son aide à ma sortie, démuni, de prison, et voilà que je découvrais avec un haut-le-corps, que l'on cherchait à me corrompre avec des moyens dont j'estimais, par mon engagement, avoir une part dans leur collecte et pouvoir prétendre juger de leur bonne ou mauvaise, utilisation. J'ai alors mis de côté, par principe, cette question de l'aide, attendant patiemment que me parvienne ma bourse. Mais pour ce qui était de la question démocratique de l'élection – et donc de la non désignation – de la direction de la section UGEMA, il n'était pas question de me dédire.

En fait, cette question nous a opposés pendant toute l'année à la Fédération. Le premier responsable "fédéral" lui-même est venu à nos réunions, plusieurs fois, pour nous "convaincre"... Il venait ou plutôt, nous le trouvions dans le lieu de notre réunion, dans un coin obscur, camouflé dans la pénombre pour ne pas être reconnu par nous... Rien n'y fit, même ces mises en scène censées nous impressionner. En tant

que militants de la révolution, nous n'acceptions pas de nous voir imposer un responsable, fût-ce par le FLN, quand nous pouvions l'élire démocratiquement. On fit venir un "responsable" de Tunis, un certain Tiar, avec une lettre signée Krim Belkacem ! désignant Rachid K. comme président de la section. Nous avons refusé d'obtempérer à cet ordre, disant ne pas comprendre sur quelle connaissance de la situation de notre section, sinon sur des informations tronquées, le numéro 2 du GPRA avait pu prendre cette décision, et comment notre minuscule section avait pris une telle importance dans les affaires de la révolution – au moment crucial des négociations avec la France – pour qu'un membre du GPRA, et quel membre ! s'en fît une préoccupation si particulière...

Heureusement, ces manigances ne nous empêchaient pas, comme j'en ai donné exemple plus haut, de mener notre activité d'animation politique pour gagner la solidarité des universitaires bruxellois, belges et autres, à la cause de notre peuple. On a alors voulu nous culpabiliser en nous traitant de petits bourgeois qui ne voulons pas nous mêler aux ouvriers émigrés. Bien que non convaincus de la chose, nous avons relevé le défi et avons demandé à être versés dans des "cellules FLN" d'ouvriers émigrés et nous avons, en plus de nos études et de notre activité politique à l'université, tenu des réunions avec nos frères émigrés. Nous nous sommes efforcés de dépasser le caractère forcément factice de ces rencontres pour en faire de réelles séances de travail où nous apprenions autant que nous donnions...

Pour la première fois depuis que je m'étais engagé pour soutenir la lutte armée pour l'indépendance, je ne me reconnaissais pas dans cette action et dans cette vision d'appareil du FLN. J'avais été acteur créatif en tant qu'étudiant mettant en place avec d'autres acteurs créatifs, à Alger, la structure de formation au secourisme des étudiants et lycéens candidats au maquis, et je n'avais alors aucune difficulté à me sentir ainsi FLN ! J'avais été acteur créatif avec mes camarades du service de santé dans la Wilaya III, et je me sentais ALN-FLN sans aucun problème ! J'avais été acteur créatif avec mes compagnons de détention dans les différents camps et prisons où l'on m'a traîné, et j'étais fier de me sentir et me dire FLN ! Jusque-là j'étais dans le FLN-Révolution que Ben M'hidi m'avait ouvert avec confiance, « *avec tous les*

risques », dira M.Lacheraf, en le mettant "dans la rue", à ma portée, pour que je puisse, avec mes moyens, à ma façon, le "prendre en charge". Et voilà qu'à Bruxelles, on le fermait à mon nez, en le transformant en "appareil" où l'on cherchait à "m'encaserner" : après tous les actes concrets de mon engagement, l'on me demandait de faire encore la preuve de mon appartenance au FLN en devenant un simple exécutant d'un coup antidémocratique fomenté contre d'autres militants de l'indépendance, pire, contre une organisation partie prenante du FLN ; en contrepartie de quoi, le comble ! on me faisait comprendre qu'alors mes problèmes matériels seraient réglés. Je ne reconnaissais pas le droit à cet "appareil" du FLN, fût-il "épaulé" par un membre important du GPRA de se prévaloir de la Révolution pour m'humilier de la sorte. Et je l'ai fait savoir en disant bien haut, en pleine réunion avec le "Fédéral", notre désaccord de principe avec la volonté exprimée de nous imposer du "dehors" une direction, et notre détermination à l'élire dans le cadre des statuts de notre Union. Et j'ai eu la satisfaction et l'honneur d'être soutenu par la grande majorité des étudiants de la section, contribuant ainsi à empêcher la "caporalisation" de notre section UGEMA. Nombre d'entre eux, plus jeunes que moi, sont encore en vie, qui peuvent en témoigner, ainsi d'ailleurs que notre ancien "Fédéral"...

Mais j'étais profondément blessé. Et je pense n'avoir pas été le seul à l'être...

Que l'on ne s'y trompe pas ! Ce qui est ici en cause, ce ne sont pas les individus, dont je n'ai jamais douté ni de la bonne foi ni des bonnes intentions. Ce qui est en question, c'est une vision, une conception de la charge que les circonstances leur ont assignée. Au nom de cette vision, ils ont rétréci le cadre où s'inscrivait leur mission, en le soumettant à des buts ou à des intérêts plus étroits que ceux qui fondent la cause qu'ils servaient, contribuant à corseter, sinon à marginaliser l'action de nombre de ceux qui pouvaient y apporter leur part.

Par ailleurs, cette mésaventure, qui nous a empoisonné la vie durant toute cette année dont les importants événements préludaient à l'indépendance du pays, a dû se produire en d'autres lieux, en d'autres temps, perturbant d'autres concitoyens dans leur contribution et leurs espoirs. J'ai encore fait les frais d'une situation similaire à plus d'un titre, plus

de trente ans plus tard, dans d'autres conditions. Celles de ma nouvelle structure de militance, le PAGS (parti de l'Avant-garde socialiste) et plus précisément dans le journal, *Alger républicain*.

Je donnerai plus tard, sans doute dans une prochaine livraison qui fera, je l'espère, suite à ce premier témoignage, plus de détails sur cette partie de ma vie militante...

J'avais travaillé comme journaliste dans cette publication pendant les mois les plus chauds de la conspiration qui a failli emporter la République au début de la décennie 90. J'avais, avec d'autres camarades, été chargé de cette tâche par le parti. Jusqu'à ce qu'un désaccord se produise avec la direction du journal, dont le parti, déjà en voie d'implosion, ne put que prendre acte. Je décidai de faire valoir mes droits à la retraite. Pour que celle-ci fût en mesure d'assurer correctement mes vieux jours, il fallait quelques arrangements tout à fait légaux et légitimes, ne coûtant pas un centime au journal. C'est alors que je retrouvai chez le directeur du journal, une attitude d'hóstilité et de chantage similaire à celle que j'avais rencontrée chez mon ami Rachid K. à Bruxelles ! Je dois pourtant dire que l'amitié qui me liait à Abdelhamid B., le directeur du journal, était autrement plus dense, plus conséquente que celle qui me liait à Rachid. Elle s'était sédimentée, cristallisée, au cours de trente années de vie clandestine commune où nous partagions souvent les mêmes locaux, les mêmes réunions, les mêmes inquiétudes et les mêmes espoirs, et j'avais eu l'occasion d'apprécier les qualités de cœur du bonhomme que lui reconnaissent beaucoup de gens qui l'ont côtoyé.

Et c'est ce camarade que j'aimais et respectais comme mon aîné, c'est cet humaniste qui se montrait si peu attentif, si peu soucieux, si froid à l'égard d'un problème vital s'il en est, la couverture de mes vieux jours. Dans un premier temps, ce fut le chantage pour me faire renier ma décision de principe : "Reviens au journal et tout se réglera." Tout comme Rachid trente ans avant, il pensait avoir en main un atout pour m'amener à lui faire allégeance. Puis ce fut une fin de non-recevoir – "Ta retraite, c'est l'affaire du parti, pas du journal" – ce journal qui n'a pu reparaître et dont lui n'a pu prendre la tête que sur décision de la direction du parti dont j'étais, alors, un des membres décideurs. J'ai toutes les raisons de croire que ce refus n'a cédé le pas que devant

les arguments que j'ai avancés et qui ont convaincu les membres du conseil de rédaction, dont l'un, parce qu'il a pendant longtemps été cadre au ministère du Travail, mesurait bien ce que c'est qu'une retraite. Je tiens à le remercier ici et il se reconnaîtra s'il lit ces lignes. C'est lui qui a fait la proposition de solution qui me permet de vivre décemment aujourd'hui...

Si je rappelle ces mauvais coups, ce n'est absolument pas pour régler des comptes, car je pense n'en avoir pas à régler. J'ai activé et milité avec des gens que j'ai estimés et respectés à la mesure du patriotisme que l'on avait en commun et surtout de la façon de servir la patrie. C'est tout. Si donc je relate ces accrocs, c'est surtout pour faire comprendre comment de braves et excellentes gens ont pu devenir des Staline au petit pied, parce que les circonstances les ont portés à des responsabilités que, par aveuglement idéologique ou autre, ils ont détournées de leur fonction. Mais le cours de la lutte était tellement ample qu'il n'y a jamais manqué d'espaces, échappant aux oiseleurs, où l'on pouvait donner libre cours à ses potentialités en faveur de l'indépendance du pays. Il y avait toujours quelqu'un pour défendre l'esprit d'ouverture, caractéristique essentielle de la Révolution. C'est cela le cours contrasté de ce mouvement irrésistible de notre peuple vers sa libération, un mouvement dont personne ne peut nier le caractère sublime, mais dont chacun, qui a eu la chance et l'honneur d'y participer, peut rappeler mille et un épisodes navrants aux yeux de ce peuple exigeant, mais en même temps assez semblable au reste de l'humanité pour en commettre.

* * *

Le 19 mars 1962...

...ces hommes politiques et pratiques qui pensaient et savaient ce qui est nécessaire et ce dont le moment est venu... »

Hegel

Cette année universitaire 1961-62, je l'ai vécue dans l'exaltation de nos contacts politiques et humains avec le milieu universitaire de Bruxelles, les difficultés et les satisfactions de la reprise des études après une longue interruption, et le suivi, fortement perturbé par les heurts avec la Fédération du FLN, des événements politiques marquants de cette année. C'est dans ce climat que se nouaient et dénouaient les contacts entre nos responsables à Tunis et le gouvernement français. Et qu'allait aboutir un événement tellement espéré et tant de fois récusé par l'adversaire que, lorsqu'il a eu lieu, il est passé presque inaperçu, pour moi. Cet événement, c'était le cessez-le-feu conclu entre nos dirigeants et ceux de la France.

* * *

Que signifiait donc ce cessez-le-feu signé le 19 mars 1962 ?

Pour nous, Algériens, il signifiait, dans le fond, ce changement radical dans notre vie, changement qui a permis aux filles et fils de ce peuple d'être des Hommes, des créateurs en leurs lieux de travail, alors qu'ils n'y ont été jusque-là que des femmes et des hommes de peine, au service quasi-exclusif de la colonie de peuplement !

Ce changement colossal, ce sens pourrait échapper aux générations de l'indépendance, car elles vivent celle-ci à la manière du poisson de Nazim Hikmet, « qui vit dans la mer sans savoir la mer » : pour ces jeunes, il n'y a rien de plus banal que l'indépendance et ce qu'elle permet ; ce que nous, ne pouvions espérer. Comme il n'y a rien de plus banal qu'un avion de nos jours, alors que les gens des siècles précédents ne pouvaient qu'en rêver, à travers le mythe d'Icare ou des fantasmagories comme on en trouve, par exemple, dans les "Mille et une nuits" ! Beaucoup de jeunes rêvent de quitter, pour un eldorado mythique, "ce pays de m..." où ils ne se sentent aucun avenir. Mais pour que soit seulement reconnu ce droit de pouvoir quitter le pays,

il a fallu le courage des pionniers pour oser déclencher la lutte armée et les sacrifices de quatre années de guerre et de dizaines de milliers de morts... Car la très grande majorité du peuple était "embastillée" dans ce pays qui n'appartenait qu'aux Européens et elle ne pouvait même pas rêver d'en sortir... Quant aux candidats à l'émigration ouvrière, ils leur fallait, en plus du certificat d'un travail anticipé, passer un véritable parcours du combattant pour réunir toutes les conditions qu'exigeait l'accès à ce monde d'apartheid qui les attendait là-bas...

Et pour la France, que signifiait le cessez-le-feu ? Qu'elle a dû se rendre aux exigences de ces « 22 » dont nous entendons beaucoup parler, et qui, le 1er novembre 1954, ont décidé d'allumer la flamme libératrice, contre l'avis courroucé de leurs chefs les plus éminents et les plus prestigieux, et au milieu des pires difficultés !

On me permettra, ici, une petite digression pour éclairer un point d'histoire qui me semble important.

Par la signature de l'accord portant cessez-le-feu, l'histoire donnait raison à ces « 22 "fous" », à ces hommes que l'on peut, sans faire preuve de prétention aucune, ranger parmi ceux que Hegel appelle les « grands hommes de l'histoire », les « héros d'une époque », « ces hommes d'affaires du génie de l'Univers ».[1]

C'est d'Alexandre, César et Napoléon que Hegel parle ainsi. Mais on peut, je le répète, y adjoindre sans complexe, notre élite "novembriste" ; car, ne répond-elle pas parfaitement à la définition qu'il donne de ces grands hommes quand il dit qu'ils étaient « ces hommes politiques et pratiques qui pensaient et savaient ce qui est nécessaire et ce dont le moment est venu » ? Certains historiens ou même des politiques ont dit que, chez les « 22 », "l'instinct révolutionnaire suppléait à la clarté des idées". De telles affirmations demanderaient à être étayées. Il me semble, au contraire qu'elles jurent avec la réalité, et que ce que les « 22 » ont dit le 1er novembre 1954 n'était pas quelque chose qui, tout d'un coup, leur était venu à l'esprit, prenant au dépourvu leurs chefs politiques. Depuis la création de l'OS – pour laquelle, de façon têtue, ils ont milité –, après mai 45, ils n'ont cessé d'affirmer ce qui était nécessaire et ce dont le moment était venu.

1. Hegel, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Librairie Philosophique J.Vrin, Paris, p.35

« Ni Abbas ni Brahimi, faisaient-ils remarquer, n'osent dénigrer l'idée d'indépendance dans leurs propos publics. Ils se font les champions d'une lutte pacifique, intelligente qui n'expose pas le peuple à la répression et aux aventures sanglantes... » ; insistant sur le fait que « le processus de libération nationale est trop profond pour que les stratèges bornés du réformisme s'y opposent à visage découvert », ils précisaient : « la guerre est l'instrument de la politique. Les formes du combat libérateur doivent "se mesurer à l'aune de la politique". La conduite de ce combat est "la politique elle-même" : "la lutte armée devient politique à son niveau le plus élevé".»[1]

Ces extraits tirés du rapport tout sous-tendu par les mêmes thèmes, fait au nom de l'OS par Aït Ahmed devant le CC du PPA en décembre 1948, montrent que, déjà bien avant l'époque du déclenchement de la lutte armée, ces idées étaient tout à fait claires. Il est même précisé dans ce rapport que « "la surprise" dont nous voulons nous assurer les avantages est du domaine stratégique supérieur, puisque la guerre révolutionnaire doit surprendre à la fois par l'ampleur de sa préparation et l'opportunité de son déclenchement. En effet, la supériorité que garantit la surprise n'est pas celle qui porte sur "un point décisif" comme dans un conflit classique, mais celle qui s'exprime à un moment donné, à un moment décisif. *» (c'est moi qui souligne).*

Je pense que ces passages suffisent pour faire justice de toutes les appréciations tendancieuses sur le caractère prétendument "activiste" et "plus militaire que politique" de l'initiative des « 22 » Novembristes.

Revenons maintenant au 19 mars. Ces exigences auxquelles a dû se rendre la France, quelles étaient-elles ? Reportons-nous à la Proclamation du 1er novembre 1954.

En plus de la reconnaissance, aux peuples qu'elle subjuguait, du droit à disposer d'eux-mêmes, ce texte posait à la France, les exigences suivantes :

1) la reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible ;

2) la libération de tous les détenus politiques et l'arrêt des poursuites contre les forces combattantes ;

---

1. *Les Archives...*, Op. cit., pp.26 ; 22 et 48.

3) la reconnaissance officielle de la nationalité algérienne par l'abrogation de toutes les lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.

En contrepartie, il garantissait :

1) les intérêts français culturels et économiques ;

2) le choix, pour les Français désirant rester en Algérie, entre leur nationalité d'origine (et alors ils seraient étrangers vis-à-vis des lois algériennes en vigueur) et la nationalité algérienne avec tous les droits et devoirs y afférent ;

3) que les liens entre la France et l'Algérie seront définis d'un commun accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect réciproque.

Telle est la base de principe sur laquelle n'ont pas transigé les négociateurs FLN à Evian et qu'ils ont imposée à la France pour aboutir au cessez-le-feu.

Il faut saluer la performance de nos négociateurs de l'époque, les Krim, Bentobbal, Benyahia et autres Rédha Malek, qui ont dignement affronté une pléiade d'énarques et d'hommes d'Etat chevronnés. Mais il faut aussi, et surtout, enregistrer ce satisfecit donné par l'histoire aux hommes de Novembre 1954, contre leurs contempteurs d'alors et d'aujourd'hui. Ces Novembristes ont « pensé et su », en « hommes pratiques et politiques » et en posant ces exigences, « ce qui était nécessaire et ce dont le moment était venu » ! C'est à eux, avant tout, que nous devons de jouir aujourd'hui de l'indépendance.

Mais comment se fait-il alors que le document, les Accords d'Evian, qui a permis le cessez-le-feu, en répondant à toutes les exigences de Novembre, ait soulevé de la part de certains Novembristes en 1962 des réserves telles que cela a abouti à la crise dramatique de l'indépendance ?

La réponse, me semble-t-il, à cette grave question est que, depuis, il y a eu une guerre longue et cruelle qui a coûté au pays, à ses forces vives et matérielles, des sacrifices trop grands pour que l'on pût se suffire de la réponse aux seules exigences de 1954, sans prendre en compte les contraintes imposées dans l'accord. Cette indépendance qu'enfin l'on nous reconnaissait, nos voisins en avaient profité avec des sacrifices infiniment moindres que les nôtres.

La France, en 1954, n'était pas prête à la décolonisation. Elle a mis à profit cette guerre pour mettre au point une doctrine néocolonialiste qu'elle a éprouvée dans le processus de décolonisation des autres colonies et en particulier en Tunisie et au Maroc.

Et justement, le compromis, qui, en novembre 1954, aurait été pleinement valable, prenait avec les Accords d'Evian une autre allure : en 1962, cela tous les dirigeants de la révolution (CNRA) en convenaient, il était fortement marqué par les exigences, mieux précisées, du néocolonialisme français, qui a négocié pied à pied sur la base de cette doctrine.

Et, là, comme au début de la révolution armée, deux points de vue se sont exprimés, tout aussi légitimes, pensons-nous, l'un que l'autre, mais dont l'un devait le céder devant l'autre.

Le premier, majoritaire au sein du CNRA, défendu notamment par les négociateurs et le GPRA, estimait que l'essentiel était d'avoir négocié et arraché toutes les exigences de novembre 1954, et donc l'indépendance nationale dans le cadre de l'unité du territoire et du peuple. Les défenseurs de cette position mettaient en avant que l'indépendance ainsi reconnue était le maximum que l'on pouvait politiquement arracher, incapable que l'on était d'un Dien Bien-Phu militaire. Et que même les Vietnamiens qui avaient réalisé cet exploit avaient dû accepter le compromis de la division de leur pays, et l'indépendance de sa seule partie Nord.

Le second point de vue, minoritaire dans le CNRA, défendu pratiquement par l'état-major général (E-M.G.) de l'ALN, estimait que l'on n'avait pas sérieusement discuté au sein de la direction de la révolution pour réunir un consensus permettant d'affronter ce redoutable rendez-vous dans les meilleures conditions ; qu'il y avait quelque chose de malsain dans ce forcing vers la négociation avant de se mettre d'accord ; et, une fois la négociation aboutie par les Accords, qu'il était nécessaire d'émettre des réserves sur ceux-ci et de se préparer à remettre en cause les clauses néocolonialistes les plus contraignantes.

Benyoucef Ben Khedda, dans une Contribution à l'histoire du FLN *– qu'il a distribuée et communiquée à la presse mondiale au moment du congrès du FLN d'avril 1964 – explique cet épisode de la façon suivante :*

Le GPRA avait hérité d'un antagonisme GPRA–E-MG, en 1961, qui, dit-il, « était en réalité l'antagonisme E-MG – les "3" ». « Il fallait, précise-t-il, reprendre les négociations interrompues à Lugrin et pour leur succès éviter à tout prix un déchirement. Sinon le caractère sérieux de "l'interlocuteur valable" qui était conféré jusque-là au GPRA risquait d'être remis en cause. »[1]

Même en 1964, Ben Khedda n'avait donc pas saisi, me semble-t-il, le fond de l'antagonisme : il explique son soutien aux « 3 » du GPRA contre les « 3 » de l'E-MG par la nécessité d'« engager les négociations en offrant un front uni (le GPRA) à l'adversaire, tout en espérant que par cette voie nos propres contradictions seraient dépassées », pensant que l'antagonisme allait se régler dès que les négociations attendront leur résultat, l'indépendance, pour la plénitude de laquelle il savait que nos négociateurs allaient se battre.

Or, cet antagonisme ne portait pas sur ce que la France néocolonialiste était disposée à nous céder, mais sur les moyens de résister à la pression qui, à l'occasion, nous imposait des contraintes néocolonialistes. Là aussi, comme au début de la révolution armée, ceux qui avaient raison, aux yeux de l'histoire, formaient le courant qui "pensait et savait ce qui (était) nécessaire et ce dont le moment (était) venu". Et encore une fois, l'autre courant allait devoir se plier au cours nécessaire de l'histoire.

Les dirigeants politiques et pratiques de l'E-MG de l'ALN ont pensé et su qu'il était nécessaire, d'une part, de ne pas reconnaître les prétentions néocolonialistes de la France ; et, d'autre part, de se préparer à empêcher que se mît en place à la tête du pays une direction qui avalisât ces prétentions : notamment le désarmement de l'ALN et la formation d'une armée algérienne, (comme au Maroc et en Tunisie) à partir des officiers et de la force locale préparés par la France et les Accords d'Evian ! Ils ont en même temps pensé et su que le moment était venu non seulement de le faire savoir (à leurs collègues de la direction et aussi à l'adversaire, sans craindre le « déchirement » et la désunion face à cet adversaire), mais surtout de se préparer à empêcher l'installation d'un pouvoir qui voulût appliquer loyalement ces accords néocolonialistes.

---

1. *Les Archives* ..., ibid. pp.316-17

Et toute l'action de ces Novembristes de l'après-cessez-le-feu a constamment tendu vers la réalisation de cet objectif antinéocolonialiste.

Boumédiène et l'E-MG de l'ALN avaient d'abord mené à bien la tâche que leur avait fixée le CNRA de réorganiser l'ALN et les différents groupes qui vivaient dans un état proche de l'anarchie hors des frontières. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axiome "tout pour l'armée !" adopté à Tripoli, ils en ont fait une armée moderne disciplinée, comme ils l'expliquent dans le rapport adressé au GPRA, en juillet 1961, pour notifier à ce dernier leur démission pour désaccord avec sa ligne politique[1].

Puis au moment où le Président du GPRA quittait Tripoli pour Alger, mettant devant le fait accompli un CNRA qui n'arrivait pas à trouver une solution de consensus, ils ont décidé de rentrer avec la seule force organisée capable de faire face à la situation d'anarchie qui risquait de s'installer dans le pays. Quand, les choses enfin stabilisées, un pouvoir d'Etat a pu être mis en place, ils ont – au milieu des pires difficultés – mis en œuvre une politique de remise en cause graduelle des contraintes néocolonialistes... Quant à leurs adversaires – qui comptaient parmi eux des Novembristes de 1954 et pas des moindres – ils n'ont cessé de contrecarrer cette politique. Aït Ahmed a été même jusqu'à déclarer, en 1963, au journal français Le Nouveau Candide : « Les nationalisations prévues par les Accords d'Evian doivent être le résultat de négociations franches et loyales avec la France. Il faut en finir avec les actes unilatéraux du régime actuel. »[2]

Boudiaf est le seul, parmi ces opposants prestigieux de Boumédiène, à avoir, au moment de la mort de ce dernier, et devant l'hommage que lui rendait alors le peuple, reconnu s'être trompé en s'opposant au grand chef d'Etat qu'il a été.

Voilà donc tracé, selon moi, un tableau montrant l'importance de cet événement capital dans la vie du pays, le cessez-le-feu du 19 mars 1962, liée à sa signification propre et au mouvement contradictoire qu'il a suscité.

---

1. *Les Archives,...* ibid. pp.323 & sq.
2. in Hadj Bakhtaoui, *Le faux témoignage du général Yahia Rahal*, Rahma éd. Alger 1998, p.79

Cette vision, que je ne pouvais avoir à l'époque où tout se nouait, je l'ai reconstituée à la lumière des documents d'archives que j'ai pu consulter et à celle de l'évolution concrète des événements après l'indépendance. Elle est marquée sans doute aussi par le climat dans lequel j'ai vécu l'événement.

* * *

En effet, nous étions informés sur les contradictions qui se manifestaient au sein de notre direction révolutionnaire, et nous savions que Bourguiba portait sa sympathie plutôt au GPRA qu'à l'E-MG. Ce qui me faisait, moi, pencher plutôt vers ce dernier. Et "l'implication" de Krim Belkacem dans notre bras de fer avec la Fédération, au sujet du choix des dirigeants de notre section UGEMA, n'entrait pas en ligne de compte dans mon penchant, car je ne doutais pas, ni mes autres camarades, que le responsable du GPRA avait été abusé par des informations tendancieuses sur notre section.

C'est l'impression générale que je garde de cette période où, malgré la préparation des examens de fin d'année universitaire, nous restions préoccupés par ces divisions et les difficultés qu'elles annonçaient. Je me rappelle l'effet positif produit par la conclusion du cessez-le-feu sur mes maîtres, et particulièrement mon professeur de physique qui a saisi l'occasion de l'examination pour me parler en ami de l'Algérie, de sa confiance dans notre grand peuple qui peut compter, m'a-t-il assuré, sur les nombreuses sympathies qu'il s'est acquises à travers le monde... Cet entretien m'a empli de fierté, et m'a confirmé dans la justesse de nos positions, face aux velléités de "caporalisation" de notre section : mon professeur ami de l'Algérie voyait le FLN à travers moi et mon histoire, et non à travers nos "caporalisateurs" impuissants. Cet entretien a duré plus que le temps d'un examen normal, au point que les camarades de classe se sont inquiétés pour moi pensant que je passais un mauvais quart d'heure...

Je réussis donc à mon examen de première année de médecine... Avec les résultats du référendum sur l'indépendance, je pouvais dire enfin : "Mission accomplie !" J'avais toutes les raisons d'être heureux.

Néanmoins... L'épreuve qui, durant toute l'année, a opposé la Fédération à la marche normale de notre section, nous restait incompréhensible. Et nous serons, pour notre indiscipline, exclus,

comme des ennemis ! de l'organisation des festivités du 5 juillet, que la Fédération FLN de France et de Belgique a voulues grandioses.

Je crois que cette journée a été pour moi une des plus dures, unes des plus noires même de ma vie, et ma douleur sera d'autant plus grande que je verrai, en visionnant, quelque temps plus tard, les scènes d'euphorie, de liesse collectives que le cinéma a fixées, de quel bonheur on m'a frustré.

Les fêtards portaient le brassard GPRA. Je comprenais alors pourquoi on voulait à tout prix nous "caporaliser" : nous étions le grain de sable qui pouvait gêner cet alignement politique de la Fédération FLN sur une partie de la direction de la révolution. Je sentais confusément que ce triomphalisme des partisans du GPRA était porteur de dangers pour l'avenir. Faudra-t-il encore nous battre entre nous après nous être confrontés avec la France colonialiste ?

C'est avec de telles préoccupations graves que je m'envolais de Bruxelles pour Helsinki pour participer au Festival international de la Jeunesse et des Etudiants. Mes camarades de la section UGEMA m'avaient élu parmi la mission qui devait les représenter, au sein de la délégation algérienne, à cette grande rencontre de la Jeunesse progressiste mondiale qui avait lieu, en ce mois de Juillet de notre indépendance, dans la capitale finlandaise. Notre avion s'est arraché péniblement au ciel bas, pluvieux, cotonneux, étreignant Bruxelles, pour ne plus rencontrer de nuages ou si peu, dans sa course vers le cercle polaire. Nous avons eu un temps magnifique durant tout le festival dont les diverses et riches manifestations étaient illuminées par un soleil éclatant à peine dérangé par les ondées estivales qui tombaient de temps à autre. La capitale-hôtesse du festival, noyée dans la verdure de ses denses forêts, restait éclairée par la lumière du soleil jusque tard dans la nuit ; un peu comme si, chez nous, l'heure qui marque le passage subit du jour à la nuit donnant le signal du *ftour* à celui qui a jeûné, comme si, donc, l'heure du *maghreb* s'éternisait, laissant croire qu'elle allait le céder à la nuit, pour se raviser au nez de cette dernière, et finalement renouer directement avec l'aube et la clarté du jour. Juillet est, pour Helsinki, et tout ce monde du cercle polaire, la période de ce qu'on appelle les "nuits blanches"...

Dès notre arrivée, notre groupe prit contact avec le reste de la nombreuse et pittoresque délégation algérienne, dont une bonne partie était

arrivée d'Alger, en bateau, à Marseille ; là, grossie des jeunes désignés par la Fédération de France du FLN, elle avait pris le train et effectué un long périple à travers le Nord de l'Europe, – les deux Allemagne, la Pologne, l'Union soviétique et ses Pays baltes – pour finalement aboutir à Helsinki... J'eus le très agréable plaisir de retrouver mon copain de Remchi, Jean-Paul, et également notre ami commun qui avait partagé nos années d'internat à Slane, Mohammed M. Ce dernier était venu avec sa femme, une jeune Finlandaise, grâce à qui nous avons été pratiquement chez nous dans ce pays nordique. Nous avons pu rentrer dans des familles finlandaises, faire connaissance avec leur mode de vie, leurs traditions et leurs... saunas. Nous avons pu apprécier leur gentillesse et leur hospitalité civilisée...

Notre délégation s'est enrichie d'un élément, immigré en Finlande depuis déjà quelques années où il faisait partie d'un groupe de musique cubain. Cette nouvelle recrue a tenu à être le porte-drapeau de notre délégation lors de la cérémonie d'ouverture du festival, et il fallait voir la fière allure qu'elle avait à tenir à bout de ventre et de bras l'emblème national ouvrant de façon martiale la marche sur le stade ! ... Elle se proposera avec son "band" cubano-algérien pour animer gratuitement certaines de nos soirées, et celles organisées en commun, réciproquement, chez elle et chez nous, avec la délégation cubaine...

La majorité de notre délégation était formée de jeunes des différentes villes d'Algérie et de l'émigration en France, des jeunes qui donnaient libre cours à leur soif de vivre au sortir de ces sept années et demie de guerre et de malheurs. On les rencontrait partout, rendant visite aux différentes délégations où ils étaient reçus avec beaucoup d'égards, en groupes ou individuellement, fouinant dans les divers coins de la ville, les cafés-bars, nouant connaissance avec les habitants, et arrivant toujours à se faire comprendre, je ne sais grâce à quel baragouin...

Un de ces groupes, animé par un jeune de la troupe musicale de la toute nouvelle RTA (Radiotélévision algérienne), Pédro de son surnom, se trouva à un moment en face d'un commando de hooligans néo-nazis spécialement organisés pour saboter le festival en montant des provocations ici et là. Ils avaient suivi nos amis et, dans un endroit un peu isolé, se sont montrés menaçants, préparant déjà leurs armes (matraques, coups de poing américains...)

Leur chef, un solide gaillard de près de deux mètres, s'avança, mais Pédro lui fit face. Il eut un sourire narquois en voyant ce petit bout d'homme qu'il dépassait de près d'un mètre. Mais il n'a pas vu venir le violent coup de tête que Pédro lui asséna après avoir sauté pour l'agripper des deux mains au col de sa chemise pour y prendre appui. Le colosse assommé partit de tout son long sur la chaussée, et ses amis médusés, l'abandonnant là, étalé, prirent leurs jambes à leur cou sans demander leur compte...

Nos éléments rentrèrent, comme on dit, à notre base sains et saufs, mais la renommée des Algériens était définitivement faite...

Cette frénésie de découvertes et de recherche d'amitiés à travers la ville et les bases des différentes délégations, faisait que ça se bousculait quand il s'agissait de répondre à une invitation ; les invitations les plus courues cependant étant celles des Chinois à bord du magnifique paquebot qui les avait amenés jusque-là, celles des Soviétiques, des Cubains, des Brésiliens... mais nos jeunes ne faisaient la fine bouche devant aucune autre invitation. Par contre et en conséquence, pour recevoir les délégations que nous invitions, nous n'étions que quelques uns toujours les mêmes, et toujours volontaires pour ces tâches intéressantes mais contraignantes. La majorité ne s'en sentait pas responsable malgré nos protestations... Mais cette joie de vivre, ce bonheur qui inondait les yeux vous désarmaient.

Certaines délégations, comme la chinoise, assuraient leurs propres cuisine et restauration. Cependant, comme la plupart des festivaliers, nous prenions, nous, nos repas à l'un des restaurants tenus par l'organisation du festival, et où le personnel était constitué de volontaires des organisations politiques et sociales progressistes finlandaises. Nos jeunes étaient déconcertés par le régime et les plats servis, typiquement nordiques. Le pain n'était jamais suffisant et les plats toujours "étranges". Par contre, à midi et le soir, on servait à chacun un délicieux lait caillé en bouteille, qui rappelait notre "râyeb". Quel n'était pas l'étonnement des jeunes serveuses et serveurs qui déposaient devant vous les plateaux garnis, de se voir réclamer le pain et le lait qui manquaient dans ce plateau-ci ou celui-là et que la main experte du réclamant avait discrètement subtilisés... Diantre ! Ça vous permettait à peine d'assouvir une faim contre laquelle les autres éléments du plateau ne pouvaient rien, tant ils paraissaient inhabituels et incongrus pour un goût et un appétit méditerranéens...

Le festival, en ce mois de juillet 1962, était une immense tribune d'échanges politiques sur la liberté, la solidarité et le progrès et notre combat exemplaire, couronné par notre récente indépendance alimentait souvent le débat. Ainsi que les idées du socialisme et de la libération économique. La jeunesse progressiste du monde, dont nous étions un détachement des plus appréciés, était fière de ce qu'elle avait réalisé dans la voie de la libération et de la justice sociale, et ne comptait pas s'arrêter en chemin. De vastes chantiers s'ouvraient devant elle. Jusque dans le sport où les exploits dont elle pouvait s'enorgueillir stimulaient ses ambitions. Le formidable saut en hauteur du Soviétique Valéry Brummel, alors recordman en cette discipline, avait été un des clous des manifestations qui rehaussaient le festival : dans le magnifique stade olympique d'Helsinki, je me souviens que cet athlète gardait son "training" ne sautant en short qu'après que les autres champions eurent atteint leur maximum et qu'il était resté seul à continuer à sauter ; et je garde à l'oreille le oh ! admiratif qui soulevait tout le stade lorsqu'il prenait son envol pour passer l'impossible hauteur.

Dans cette ambiance euphorisante, j'ai oublié les misères que nous avions endurées du fait du harcèlement politicien dont nous avons été l'objet durant toute l'année. Je me ressentais FLN tout à fait, en parfaite harmonie avec la vitalité débordante de notre délégation. Je me confirmais dans l'idée que j'avais participé à quelque chose de grand, à mettre fin au « *grand mal de la persécution* » colonialiste qui avait rendu « *pour quelque temps* (ma) *nation inquiète et pusillanime* » et à rétablir la « *dignité naturelle* » de l'homme dans mon pays.

Je rentrai à Bruxelles rasséréné. A ceux des camarades non encore partis en vacances, j'ai fait un compte-rendu de ce que j'avais vécu au festival, les remerciant pour la confiance qu'ils avaient mise en moi en m'y déléguant. Il était question de réunir un congrès de l'UGEMA, le premier de l'indépendance. Il fallait donc élire nos délégués à ces assises. Je n'ai pas présenté ma candidature pour y être délégué, estimant que les jeunes qui avaient participé à la vie mouvementée de notre section étaient bien armés pour nous représenter dignement...

Je retrouvai l'Alger de l'indépendance assommé par la canicule d'un mois d'août chaud à tous points de vue...

* * *

CHAPITRE IV

Que va être l'indépendance ?

Un monde à bâtir !...

...Le désespoir ne naît pas devant une adversité obstinée, ni dans l'épuisement d'une lutte inégale. Il vient de ce qu'on ne connaît plus ses raisons de lutter et si, justement, il faut lutter...

Albert Camus.

L'Alger que je retrouvais en ce mois d'août 1962 en avait fini avec les réjouissances par lesquelles il avait accueilli l'indépendance ; festivités exubérantes, fabuleuses à la mesure de l'événement. Une page grandiose était tournée : Novembre avait balayé l'obstacle colonial qui refoulait et tentait de contenir l'exigence irrépressible de modernité animant notre société. Une nouvelle page tout aussi exaltante s'ouvrait !

Il est intéressant de noter que ce nouveau départ, tout comme Novembre, se faisait dans la confusion et la division entre les frères d'hier. N'est-ce pas là une des caractéristiques de notre peuple que de conjuguer ses efforts dans la diversité, c'est-à-dire de fonder difficilement mais solidement son action unie dans ses différences, et de vivre son unité dans une compétition d'idées et d'actions émaillée de conflits plus ou moins graves ? N'est-ce pas la marque de toute œuvre d'envergure que d'être animée par l'évolution et la résolution de grandes contradictions ? Il n'en reste pas moins que notre peuple, sans reprendre son souffle, allait plutôt reprendre le collier pour donner un contenu adéquat à l'indépendance.

J'espère pouvoir, dans une prochaine livraison, prolongeant ce témoignage, montrer comment, concrètement, j'ai eu encore l'honneur de participer à cette nouvelle étape de la lutte, et comment, avec le même enthousiasme qui m'avait animé hier, j'ai vécu la toute jeune indépendance du pays et contribué à lui donner consistance : en gardant toujours, ici, mes distances avec le pouvoir établi ; en soutenant de

toutes mes forces les pas qu'il me paraissait faire dans le bon sens ; en m'opposant à ce que je considérais comme négatif. Cela m'a valu la prison, de nouveau, puis une longue clandestinité...

Mais j'estime avoir eu, avec ma génération et par rapport à celles qui nous ont précédés, la chance de vivre deux grandes circonstances, celle de la libération du pays, et celle de la renaissance nationale... Peut-il y avoir plus grand honneur que d'avoir été un acteur – même modeste – de cette œuvre grâce à laquelle notre Méditerranée récupérait un de ses atouts civilisationnels les plus féconds, à savoir la créativité du peuple algérien et de son Etat national ? Atout qu'elle avait perdu avec la tombée de la nuit coloniale sur notre pays, un certain 5 juillet 1830 !

J'ai eu l'honneur de servir dans un mouvement animé par une pléiade de dirigeants talentueux, les Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Didouche, Zighout, Krim, Boussouf, Abbane, et autres Amirouche, – pour ne citer que quelques-unes des étoiles disparues de cette constellation –, et de participer ainsi sous leur direction, à l'œuvre de réparation d'une des injustices historiques qui jurent le plus avec l'esprit de l'ère moderne, à l'égard de notre peuple nié dans ses droits nationaux. Mais je ne suis pas moins fier d'être citoyen du pays qui, malgré les graves pertes de substance subies par son élite au cours de la lutte inégale contre une grande puissance, a pu donner encore des hommes politiques de la stature d'un Boumédiène, d'un Boudiaf ou d'un Benyahia, et d'avoir apporté mon modeste écot à l'œuvre de renaissance nationale qu'ils ont dirigée.

Dieu sait que ce ne furent pas là des tâches faciles ! Que la société a dû puiser dans ses tréfonds pour faire face aux difficultés de toutes sortes, internes et externes, qui minaient son espoir, qui contrecarraient et continuent de contrarier sa marche vers le progrès moderne ! Elle a payé le prix fort pour l'indépendance, comme j'ai essayé d'en donner une idée, et en reste marquée pour longtemps. Notre pays continue, en outre, d'être l'enjeu de compétitions sournoises et brutales entre l'ex colonisateur et les autres néocolonialismes, compétitions où il s'efforce de conquérir une position d'acteur. Car l'émancipation qu'il a affirmée au plan politique, par le rétablissement de l'Etat national, doit se réaliser, se donner une base économique et sociale. Jacques Berque dit qu'elle doit « *se justifier, (...) se mériter* ».

Ce sont ces grandes difficultés qui ont fait dire encore à notre cheikh, concernant les pays arabes : « *C'est un grand malheur (pour ces pays, que de réaliser) seulement (en cette seconde moitié) du 20e siècle une entité de l'époque romantique* » et sans pouvoir profiter des « *coïncidences optimistes de l'homme occidental (découverte du monde, invention industrielle, conquête des libertés)* »[1]. Ces difficultés peuvent susciter à juste titre le désir de « *S'endormir maintenant*

Et se réveiller dans cent ans, mon bien-aimé… »,

ainsi que le susurrait à Nazim Hikmet, sa carcasse fatiguée. Mais, comme lui, notre peuple a fait face à cette tentation, en répondant fermement :

« Non,
Je ne suis pas un déserteur,
Du reste, mon siècle ne me fait pas peur,
Mon siècle misérable, scandaleux,
Mon siècle courageux, grand et héroïque.
Je n'ai jamais regretté d'être venu trop tôt au monde,
Je suis du vingtième siècle, et j'en suis fier.
Il me suffit d'être là où je suis, parmi les nôtres
Et de me battre pour un monde nouveau… »

N'est-ce pas, d'ailleurs, le fait qu'elle poursuit avec succès, cette œuvre de renaissance nationale, remettant ainsi en cause des intérêts indus imposés par une situation de force, qui vaut à l'Algérie tant d'inimitiés ? N'est-ce pas pour cela que l'on monte en épingle la moindre de ses erreurs, de ses faiblesses et que l'on n'apprécie pas à leur juste valeur les pas qu'elle réalise dans son installation dans le siècle ?

De fait, au moment de son indépendance, l'Algérie était ravagée, exsangue : son économie, détruite ; des milliers de villages, rasés, et des centaines de milliers de leurs habitants, coupés de leurs terres et de leurs autres moyens de travail pour être concentrés dans des villages-camps de "regroupement" ; et d'autres centaines de milliers, mutilés pour toujours dans leurs cœurs, gravement compromis, en tant que harkis, aux yeux de leur propre conscience et de leur peuple ; sans compter l'ensemble de la communauté juive amputée du corps de la

1. J. Berque, *Les Arabes, …*, Op. cit., p. 241

nation... Des séquelles aux effets contrariants qui se feront encore longtemps sentir, résultant elles-mêmes de l'entreprise visant à annihiler les capacités vitales de notre société.

A titre de comparaison, la France, au sortir de la Deuxième guerre mondiale, était loin d'avoir subi autant de dégâts, proportionnellement. Son économie, qui avait été mise au service de l'effort de guerre nazi, n'avait pas été détruite. Il s'agissait seulement de la reconvertir, à rebours, si l'on peut dire, pour les besoins du relèvement national. Et cependant, ce relèvement a nécessité l'argent du plan Marshall et toute l'aide américaine en nature qui l'a accompagné...

En moins de deux décennies, pourtant, et surtout après 1971, le visage archaïque, moyenâgeux de l'Algérie coloniale va être transformé radicalement. Une formidable aspiration à la modernité, longtemps comprimée par le colonialisme, explose.

L'effort de promotion socio-économique, mené au pas de charge, couvre le territoire national de moyens, de conditions de vie et d'une richesse restés privilège d'Européens, jusqu'à l'indépendance, et apanage de centres de colonisation rabougris. Parti d'une situation où le nouvel Etat algérien se trouvait même lesté des dettes de l'Etat colonial, le capital national se constitue sous forme étatique : il s'initie, de façon graduelle mais de plus en plus assurée, à la maîtrise du marché national aux dépens du capital français ; ce dernier ne se résigne que de très mauvais gré à cette prétention.

Pour servir le relèvement du pays, l'Etat national récupère de même la propriété du pétrole et du gaz ; cette rente, la France se l'était assurée par le compromis auquel a dû consentir l'Algérie en 1962... jusqu'à ce que cette concession soit, de guerre lasse, dénoncée unilatéralement, en 1971, par un geste de souveraineté : nos revendications légitimes en matière de fiscalité étant ignorées, cet arrangement était devenu un blocage devant les besoins d'un développement trop longtemps contrarié. On sait qu'il a été décrété alors un blocus contre le pétrole "rouge" algérien ; une misérable réédition du coup de la CIA contre Mossadegh !

En matière d'éducation, une formation ambitieuse – elle va affronter le défi fou de répondre aux aspirations d'une population en croissance rapide – est assurée qui donne des cadres en nombre dépassant

de loin les moyens du pays d'exploiter leurs potentialités, ni de leur fournir les possibilités d'épanouissement. Ces cadres constituent la chair de notre jeune Etat et de notre jeune économie. Ils ont été et restent encore la source de cette vitalité qui a permis de panser une petite partie des plaies laissées béantes par la colonisation et d'asseoir les bases solides d'une Algérie moderne.

Tous ces progrès ont été possibles malgré les lacunes d'une administration et d'une formation parties du quasi-néant hérité de la colonisation, sans traditions culturelles – celle-ci les a annihilées – et sans expérience – elle a fait obstacle à son acquisition ; ces avancées ont été réalisées malgré, aussi, les contradictions ; ainsi, par exemple, dans notre enseignement, les surenchères concernant l'arabe ont abouti à terme à mettre la langue nationale dans une situation d'humiliation qu'elle n'avait jamais connue auparavant : même pendant la période de la dépendance, nos élites avaient des exigences sur la question telles qu'elles ne se seraient en aucune manière accommodées de pareille situation, ni dans l'enseignement colonial ni même dans celui, plus démuni, au plan de la pédagogie moderne, des médersas des *'Ouléma*...

Dans le concert mondial, consciente de la fragilité des résultats de la "décolonisation", l'Algérie poursuit le combat anticolonialiste, en mettant ses moyens et son expérience au service des combattants pour l'indépendance dans les derniers bastions du colonialisme et du racisme, en Afrique et en Palestine, et même ailleurs dans le monde : Viet-Nam, Cuba... En même temps, elle pousse la réflexion pour un nouvel ordre économique international qui tienne compte des intérêts vitaux des pays sortis de la dépendance coloniale, et, au nom de ces pays, porte ces revendications devant l'Assemblée de l'ONU...

Mais le déroulement impétueux du siècle dans ses dernières décennies change de fond en comble, dans le sens de la détérioration, les conditions et la routine dans lesquelles se déploient ces efforts pour la reconstruction de l'Etat national. La disparition du camp socialiste entraîne plusieurs conséquences négatives immédiates : avec lui se dissipe également un des repères les plus importants de l'édification de l'économie nationale "orientée", jusque-là, vers le socialisme. Disparaissent de même les possibilités d'éviter le face-à-face avec

l'Occident et son néocolonialisme dont les pressions économiques, politiques et idéologiques, dans une contre-offensive bien élaborée, deviennent alors intolérables.

Tout cet effondrement colossal coïncide avec une mutation fortuite mais grave dans la direction politique du pays, avec la mort prématurée du regretté président Boumédiène. Les forces qui ont pris en main les destinées du capital national cherchent à trouver avec le néocolonialisme français un accommodement qui pourrait atténuer les termes de la confrontation avec lui, un peu à la manière de celui qui gouverne les relations qu'entretiennent avec lui, par exemple, le Maroc et la Tunisie. Elles oublient seulement que leurs homologues, s'exprimant au nom du capital national dans ces pays frères, ont conclu de telles relations dans des conditions et avec un consentement national qu'elles sont, elles, ici chez nous, loin de réunir autour de leurs positions.

Pour rentrer, pour ainsi dire, dans le rang, ces forces ont inauguré une politique qui les a entraînées dans un processus de bradage rampant des intérêts nationaux et de plate soumission au néocolonialisme, auquel elles donnent des gages en ce sens : comme, par exemple, au plan symbolique, l'amputation du couplet de l'hymne national où l'ex colonisateur est apostrophé... pour des comptes toujours non réglés ; ou, au plan économique, la dénonciation de l'accord pétrolier, négocié avec les Américains, sous l'œil vigilant du président défunt ; cet accord devait justement nous sortir du grave tête-à-tête avec les Français.

Mais dans la vie quotidienne, cette réorientation contre nature de la politique nationale rencontre de sérieuses résistances. Au point que, pour venir à bout de celles-ci, le nouveau système de pouvoir est obligé d'instaurer une politique d'intimidation qui connaît son acmé antidémocratique avec la mise en œuvre du fameux "article 120", affublée du slogan "L'homme qu'il faut à la place qu'il faut", et de recourir à une politique de corruption sociale généralisée sous le couvert de la devise "Pour une vie meilleure !"

Ces comportements, du fait même qu'ils se réclament toujours de la légitimité révolutionnaire, alors qu'ils mettent à mal la dignité nationale, multiplient et aggravent les éléments de la crise de l'édification de l'Etat national, née des changements dévastateurs du rapport de forces international. Ils ont une traduction tranchée dans la vie du citoyen,

chez qui éclatent de nouveaux besoins, de nouvelles nécessités. « *Les victoires de la génération précédente lui apparaissent comme des victoires mutilées (...) Le clivage des générations, des mœurs, des aspirations, des classes, la crise des hiérarchies : tout cela qui se dévoile(...) et s'envenime d'interférences internes et externes, aigrit les consciences, alourdit les démarches, passionne les conflits...* »[1] Cette description de l'Orient arabe des années 1950 en butte à des problèmes d'émancipation anticoloniale, illustrerait bien ce qui s'est produit dans notre pays au cours des deux dernières décennies.

Parmi les forces sociales que ce changement perturbe, celles que le mouvement national avait promues en les arrachant littéralement du passé dans lequel le système colonial les avait figées : ces forces, qui avaient suivi avec confiance le nationalisme radical, avant et après la libération, ne se sentent plus tenues de reconnaître l'autorité de cet ersatz d'Etat qui ne leur en impose plus. Elles remettent en cause ses forces dirigeantes, et revendiquent, pour elles-mêmes et pour leurs intérêts, le leadership de la société, proposant, selon une vision bornée du fonctionnement des sociétés, d'instaurer la Loi de Dieu, la *charî'a,* pour régénérer la nation que la politique nationaliste aurait isolée de son milieu civilisationnel.

J. Berque disait que « ... *La décolonisation, en pays arabe, est le paradis des culpabilités* ». N'est-il pas vrai que cette "caution" de Dieu a ouvert la voie de la rédemption et de la réhabilitation sociale à tous les marginalisés de l'évolution corruptrice inaugurée, avec la disparition de Boumédiène ? N'a-t-elle pas donné une "chance" aussi à tous ceux que l'entreprise colonialiste a moralement mutilés en en faisant des harkis ? Ceux-ci ou leurs enfants, ont espéré ainsi regagner, sous cette enseigne religieuse, une dignité nationale contre une société qui, ne voyant pas plus loin que le bout de son nez, n'a pas eu la générosité de les absoudre de la responsabilité d'actes et de comportements dont on les charge encore outre mesure, alors que c'est au colonisateur qu'en revient la responsabilité fondamentale... Celui-ci n'est-il pour rien dans la tragédie de la décennie 1990 ?

Comme il avait raison M. Lacheraf, d'en appeler à l'effort d'inventaire du chemin parcouru ! La société, ses forces vives, celles du capital national,

1. J. Berque, *Les Arabes,* ..., Op. cit., p. 242

en particulier, ont payé très cher d'avoir été incapables d'agir dans ce sens. Elles ont failli laisser emporter l'Etat national, arraché de haute lutte au colonisateur et "fabriqué" au milieu d'immenses difficultés et interférences.

Cette grave dérive n'a pas été le fait d'un échec devant des obstacles insurmontables. L'Algérie en a vu d'autres ! Mais de ce que le pays, ses dirigeants, sa jeunesse ont pour un temps perdu les raisons même de lutter et que beaucoup de citoyens se sont demandé si, justement, il fallait lutter...

Le nationalisme radical, c'est-à-dire celui qui n'envisageait la nation que séparée de la nation colonisatrice, a toujours été l'artisan de l'unité nationale contre les tentations centrifuges, et le ferme défenseur de la nation indépendante face aux pressions du capital international. Mais il est devenu traditionnel que les autres forces nationales, de gauche ou de droite, le paient mal en retour de son ouverture unitaire : jugeant trop dur le chemin vers la libération qu'il trace, elles cherchent alors à l'isoler et à l'exclure du mouvement national. Elles le font dans l'espoir vain de pouvoir alors prendre des raccourcis vers leurs objectifs propres, vers un compromis moins coûteux avec l'Occident pour conjurer sa trop grande pression ou vers une alliance organique avec le socialisme, hier, pour se protéger derrière sa puissance.

C'est cette recherche du raccourci pour éviter le dur et nécessaire chemin de la libération par rapport aux contraintes de la domination colonialiste puis néocolonialiste, qui donne à leurs démarches un fondement réformiste, illusoire.

De fait, ces forces ont disputé au nationalisme radical le leadership pendant la colonisation, jusqu'au moment où elles ont dû convenir de la justesse de son programme, à savoir : la lutte nationale armée, seule voie possible vers l'indépendance. Elles ont tenté de le faire pendant et à la fin de la guerre de libération. Leur dernier essai, réussi après la mort subite du président Boumédiène, les uns et les autres l'auront payé au prix fort : l'Algérie a dû boire le calice jusqu'à la lie ! Ce peuple qui avait fait l'admiration du monde pour la façon dont il avait conduit sa lutte de libération, puis son émergence internationale avec son Etat national, a montré au cours des deux dernières décennies ses côtés les plus détestables.

Il a suffi de quelques décisions démagogiques caressant dans le sens du poil des intérêts étroits et partiels, pour que fleurissent des

comportements et que s'ouvrent, aux dépens de l'intérêt national, des appétits insatiables de consommation qui se sont réjouis de la mise à l'écart du nationalisme radical : celui-ci les tenait jusque-là en respect. Ces tendances ont fermé les yeux sur le bradage de la dignité et des intérêts supérieurs de la nation et ont tenté de s'assouvir coûte que coûte, se justifiant au motif que c'est toujours les autres qui sont illégitimes. Chacun, chaque groupe social s'est rué à la curée.

Cependant, la responsabilité de cette grave dérive – même si elle est "populairement" partagée – revient avant tout aux forces politiques dirigeantes, qui ont encouragé et organisé la "grande bouffe", autour de rentes artificiellement constituées, d'abord au sein d'un parti plus que jamais unique, puis dans le cadre d'un multipartisme débridé. Ce dernier a été, lui aussi, adroitement concocté – y compris avec des interférences externes – dans le but de marginaliser, sinon d'éliminer définitivement, le nationalisme radical et l'Algérie indomptable de la modernité, dont il est le fer de lance.

C'est une seconde guerre de libération, cruelle elle aussi et plus longue que la première, qu'a dû mener le peuple algérien pour surmonter l'entreprise funeste où il a été fourvoyé. La dure expérience de la vie finit par convaincre encore une fois de la justesse de la ligne, antinéocolonialiste, du nationalisme radical. Il est significatif de voir, en fin de compte, la période Boumédiène peinte des couleurs nostalgiques aux yeux de nombreux citoyens, même de ceux qui ne l'ont pas vécue.

Cette leçon de la vie nous amène à une plus juste appréciation sur les luttes pour le pouvoir qui ont déchiré l'indépendance toute neuve : c'est qu'au-delà des hommes, des forces risquaient de s'emparer alors du pouvoir pour faire prévaloir la politique qu'elles ont mise en œuvre, près de deux décennies plus tard, une fois installées à la tête du pays.

Cependant, avec Boumédiène, l'Etat, la superstructure, avait été mis en place, ainsi que la base du capital national dont il avait dirigé l'édification. Malgré leur inaboutissement et leurs réelles insuffisances, ils ont montré leurs capacités de résistance face au processus qui a vu, pour ainsi dire, la société se défaire et risquer la déliquescence ; ils ont permis à l'Algérie de rester debout et même de s'affirmer. C'est sur ce socle solide que la société fait des progrès considérables dans la

conscience des conditions modernes de sa cohésion et de son développement dans l'environnement néocolonialiste hostile.

Et d'abord, les conditions externes : plus que jamais, notre société se sent pleinement de ce siècle et de ses valeurs. Déjà, hier, son avant-garde indépendantiste s'était appuyée, pour faire progresser sa cause, sur ce qu'il y a de plus avancé parmi ces valeurs, comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté et les droits de l'homme. Elle a mis ainsi la France coloniale au ban des accusés, la faisant condamner par la communauté internationale à se plier aux exigences des valeurs du siècle, à nous reconnaître de tels droits.

Aujourd'hui, notre société prend conscience des nouvelles donnes : elle comprend que, soucieux de ne plus se laisser déborder sur cette question des valeurs, par les peuples sur qui il s'efforce de garder sa domination et à qui il impose « *les modernes inégalités* »[1], le monde surdéveloppé s'est adapté.

Il a expurgé ces dernières « *de ce qui, dans la période précédente, traduisait l'immoral sentiment du seigneur* » ; il s'est amendé quant à ses conduites et manières qui contredisaient trop crûment l'éthique de la modernité ; il s'appuie même sur cette éthique et sur sa défense, pour culpabiliser les peuples et leurs revendications d'un partage plus équitable de la richesse mondiale qu'il s'est accaparée aux dépens de la majorité de l'humanité. Il s'efforce de disqualifier tout capital national qui veut émerger et entrer dans la "cour des grands".

Chez ce capital en quête de promotion, qu'il soit turc ou russe ou... de chez nous, l'Occident projette, pour le disqualifier, une lumière crue, appuyée par la force de la propagande, sur ce qui constitue des défauts : corruption, mauvaise "gouvernance", spéculation et autoritarisme mafieux, etc. ; passant sous silence le fait que ces défauts, faisaient partie des « *coïncidences optimistes de l'homme occidental* », et sont donc de vieilles connaissance du capitalisme développé, qu'ils constituent les stigmates "naturels" de la barbarie féodale dont il ne finit pas de s'affranchir ; qu'il n'a, lui-même, dépassé ces défauts – quand il ne les a pas camouflés à l'ombre de services secrets – que sous la contrainte de ses propres exigences internes, celles de son essence

1. J. Berque, *Les Arabes*, ..., Ibid., p.265

moderne, et également sous la pression d'autres forces démocratiques (classes laborieuses, peuples opprimés, humanistes, ...).

Notre société assimile rapidement les nouvelles exigences du siècle : la lutte contre de tels défauts et les efforts pour ne pas y succomber. Elle rejette la corruption, l'antidémocratisme et l'incurie, ainsi que l'utilisation des moyens du pouvoir politique pour "régler" des problèmes économiques... Elle les combat, non seulement parce que l'adversaire néocolonialiste risque de les utiliser contre nous pour disqualifier nos justes revendications, mais aussi et surtout parce cela répond à des exigences internes de notre propre modernité : ces travers minent sa cohésion, contrarient son développement !

De même qu'au plan politique et institutionnel, nous n'avons pas craint d'embrasser immédiatement ce qu'il y a de plus avancé dans ce domaine : en adoptant, par exemple, le suffrage universel sans avoir, comme l'a fait toute l'Europe, à passer par une ère de suffrage censitaire pour éviter des dérives populistes, et sans choisir, toujours comme en Occident, de limiter ou reporter à plus tard le vote des femmes pour conjurer les effets du retard social dont elles sont porteuses ; de même, pour ce qui est du développement socio-économique, nous avons la prétention d'être de notre siècle, de nous montrer capables de pratiquer d'emblée les démarches et comportements du capitalisme le plus avancé ; et en particulier la promotion d'une solidarité et le respect des droits et libertés qu'implique l'essence moderne de ce mode de production.

D'autant que notre développement capitaliste n'a pas eu les mêmes prémices, féodales, que celui de l'Europe, ni les défauts et inconvénients qui en découlent ; mais qu'il s'appuie sur ce que J. Berque a appelé la « *capacité de "réponse", demandée à la fois aux prestiges de l'antique et aux fraîches énergies du présent* ». C'est cette capacité, cette disposition, qui a porté le développement de notre capital national vers le socialisme, l'étatisme et la planification. Ce mouvement n'était pas dû seulement aux conditions conjoncturelles qui présidaient à la lutte d'émancipation, où il fallait affirmer notre capital national en négation du capital colonial, et où les pays du socialisme étaient "l'ennemi de notre ennemi".

L'attrait du socialisme tenait à des raisons plus fondamentales.

Ce système se donnait pour l'organisation sociale la plus en adéquation avec le progrès technique ; en même temps, il donnait un rôle central à l'Etat, prônant des formes de propriété et de solidarité sociales rappelant celles du mode de production, asiatique, sous les lois duquel avait évolué notre société dans la pré-modernité. L'attrait du socialisme recoupait ainsi une tendance à retrouver, pour aujourd'hui, l'essence de ces formes de propriété et de solidarité qui assuraient une cohésion sociale que la colonisation a eu toutes les peines du monde à entamer puis casser...

Pour reprendre la belle formule de J. Berque, il s'agissait pour notre société « *en somme non de l'imitation d'autrui, mais (...) d'un recyclage de sa propre identité* ».

Certes, le socialisme a échoué dans son dessein d'être le « *réalisateur historique des peuples* » ; il a gravement trahi et stérilisé l'espoir mis en lui « *comme hypothèse culturelle du monde* ». Il n'en reste pas moins que cet avortement, applaudi par le capitalisme développé comme sa propre confirmation, ne peut conforter ce dernier dans son impassibilité intéressée face au risque que « *les chances de l'homme s'effacent devant je ne sais quelle mécanique d'enchaînements matériels.* » Notre société, son mouvement émancipateur, prétendent agir dans le sens de l'espoir de notre cheikh de voir ses compatriotes et tout l'Occident échapper à ce « *péril (...) par une victoire de (...) la raison sur la déraison et de la justesse sur l'erreur* ». Tout comme nous prétendons ne pas lui donner tort d'avoir cru « *que l'histoire des Arabes est portée, par sa propre logique à des issues plus fastes à la fois pour les autres et pour eux...* »[1]

De telles prétentions reposent sur des exigences dont les forces les plus avancées du capital national sont convaincues, et qu'il leur faut faire partager à l'ensemble de la société. Cela ne sera pas facile, tant la corruption de la dérive des années 80 a profondément vicié et à tous les niveaux, la vie de la nation, et tant demeurent marqués par l'immaturité sociale et les retards, des secteurs importants de notre collectivité nationale trop rapidement multipliée. Mais l'expérience a montré que lorsque l'orientation générale de la politique nationale est correcte, elle

1. Les citations de ce paragraphe sont tirées de l'ouvrage du cheikh, *Les Arabes*, ..., p.265-266.

arrive à plus ou moins longue échéance à entraîner l'adhésion des différentes couches sociales et forces politiques du peuple, y compris les moins avancées.

Cette orientation doit s'exprimer d'abord au plan international, où, avec la globalisation, elle doit défendre fermement les intérêts et la place légitimes de notre capital national – rien que ses intérêts et sa place, mais tous ses intérêts et toute sa place – parmi les autres capitaux nationaux ou régionaux.

Cette orientation doit pouvoir constituer le dénominateur commun de l'action de toutes les forces socio-politiques du pays, comme l'a été la lutte armée pour l'indépendance à partir de 1956. C'est d'ailleurs l'adhésion à cette orientation qui doit donner leur caractère national aux forces, partis et personnalités qui prétendent s'exprimer au nom d'un secteur quelconque de la société. C'est autour de la concrétisation et de la meilleure défense de cette orientation que doivent, me semble-t-il, se déployer les efforts concurrents de ces différentes forces socio-politiques nationales.

Si, actuellement, ces dernières développent leurs positions et leurs activités dans le cadre de partis, associations et médias fondés sur des idéologies ravageuses de légitimation d'intérêts étroits, il faut les aider à mettre la liberté d'expression, et la fécondité de l'ijtihâd, de l'effort de promotion de nos particularités nationales ou régionales en matière de patriotisme, d'islam, de langues et de cultures, au service de l'intérêt supérieur de la nation tout entière, c'est-à-dire au service du développement du capital national.

Une douloureuse expérience nous a fait trouver la parade contre l'utilisation politique des composantes de notre personnalité. Il nous faut également nous prémunir contre de nouvelles dérives réformistes qui pourraient menacer le redressement encore fragile de notre Etat : il nous faut des garde-fous pour que même des forces politiques portées au pouvoir par les urnes ne puissent modifier les fondements de l'Etat national et du régime bourgeois moderne. Nous pouvons, par la promotion de la démocratie et du pluralisme, le faire de façon conforme au niveau de civilisation auquel est parvenue l'humanité développée. Les forces du nationalisme radical qui reprennent en main les destinées de l'Etat doivent veiller à ce que les différentes forces et couches de la

société soient convaincues que le système politique et institutionnel permet la défense et la promotion de leurs propres intérêts, dans le strict respect dû à ceux des autres forces et couches sociales, et à l'intérêt national.

C'est pourquoi il est important pour tout le monde, que ce système améliore son fonctionnement dans le sens des normes contemporaines les plus avancées. Il est particulièrement important que l'on enracine des mœurs politiques qui consacrent définitivement la légitimité populaire ; des mœurs qui respectent les institutions, leur fassent jouer leur rôle, tout leur rôle et strictement leur rôle.

On peut comprendre que le jeu des institutions puisse être à l'origine de crises sérieuses. Mais la solution de ces dernières doit veiller non seulement à ne pas trop perturber le fonctionnement des institutions mais, au contraire, à les consolider en développant leurs capacités à circonscrire les crises et à les justement régler.

Dans ce sens, il faut saluer, me semble-t-il, la fermeté du Président qui a refusé de couvrir et d'entériner l'initiative prise contre sa volonté, par une institution dont il était le chef, parce que cette intervention lui a paru vouloir recycler une opération visant à faire plier l'Etat devant les exigences des commanditaires du terrorisme et de leurs soutiens nationaux ; une opération qu'il avait difficilement mise en échec, servie qu'elle était par de puissants soutiens et relais internationaux. Tout comme il faut saluer sa grandeur d'âme devant le trouble dont ont été saisis les citoyens du fait des souffrances que leur occasionnait la politique de redressement national qu'il menait, et de la crédibilité qu'ils attachaient, en conséquence, à l'appréciation qui était donnée de cette politique : en écourtant son mandat, il a donné aux citoyens le loisir de lui choisir souverainement un remplaçant plus à même de répondre à leurs vœux. Il faut lui savoir gré d'avoir été un homme de principe en continuant à défendre le fonctionnement normal des institutions : en rejetant haut et fort les déclarations de certaines personnalités prétendant présenter à l'un des candidats leur soutien en tant que membres de l'institution militaire, dont il était, lui, répétons-le encore, le chef. Déclarations qui ont été fortement dommageables.

En effet, ces initiatives ont immédiatement jeté le discrédit sur une opération électorale qui devait constituer un nouveau jalon dans

l'assainissement du climat devant présider à l'exercice de cette fonction institutionnelle fondamentale. Elles ont annulé, au contraire, l'effet crédibilisant du geste hautement significatif, fort, d'un Président écourtant son mandat et n'en briguant pas un nouveau. Elles ont compliqué la tâche du candidat que l'on prétendait soutenir, et légitimé, du même mouvement, les méfiances des autres postulants. Quant au projet lui-même à propos de quoi s'est ébranlée toute cette agitation, il aura fallu, pour le sauver et le faire entériner par les citoyens, toute la foi, l'énergie et l'intelligence du nouveau président. Un proverbe de chez nous ne dit-il pas que la cigogne, voulant donner un baiser à son petit, l'a éborgné ?

Je me suis sans doute trop étendu sur ce point particulier de notre vie institutionnelle, et sur les dernières évolutions qu'il a connues. Je voulais montrer, à partir de cet exemple concret et, me semble-t-il, significatif, combien les mauvaises habitudes que la routine incruste dans la vie de nos institutions, sont difficiles à extirper ; d'autant que très souvent elles s'habillent de bonnes intentions ; et qu'elles sont encouragées de mille et une façons par l'environnement international ; celui-ci ne voit pas d'un bon œil notre société et ses institutions avancer et se civiliser dans ce domaine au point que l'on ne puisse plus leur faire des remontrances culpabilisantes.

L'Administration – et l'on dirait de même de la Justice – est aussi un secteur superstructurel que la société voudrait voir élevé à hauteur des exigences de la civilisation contemporaine. Ses agents les plus compétents et les plus consciencieux ne sont pas, parmi les citoyens, ceux qui pâtissent le moins de l'attitude de ceux de leurs supérieurs ou subordonnés, qui ont pris l'habitude non de servir le public, mais de monnayer le service qui est leur raison d'être ; alors que pour d'autres, c'est l'incompétence et l'insuffisance de culture qui ne leur permettent pas de dépasser une compréhension étriquée du contenu de leur fonction. Ce qui leur fait soit appliquer de façon bureaucratique des procédures qui deviennent des blocages pour la masse des usagers, soit, quand il s'agit de connaissances qui les sollicitent, de transgresser gravement, et souvent impunément, la loi pour faciliter le règlement des dossiers de leurs amis.

Dans ces domaines si sensibles de la vie de l'Etat, la nécessité se fait jour d'élever le niveau de compétence et de culture des agents de l'Etat,

d'une part, et d'instaurer, de l'autre, des pratiques et instruments de suivi des carrières de telle sorte que l'on puisse rapidement détecter des dérives de corruption... Autant de dispositions qui constituent les outils de la modernité dans les sociétés avancées.

Concernant sa base économique, notre société pour maintenir son identité par une adaptation toujours plus exigeante aux dynamiques du monde actuel, soumet sa jeune expérience à une révision radicale : elle apprend à mieux maîtriser les déterminismes qui régissent le phénomène du développement moderne ; elle se dégage de ses tendances et croyances populistes qui lui faisaient surestimer le rôle et la place du travail dans le procès de production ; elle prend conscience de l'importance relative du capital et n'a plus la même hostilité envers le privé national ; elle acquiert une plus juste appréciation des relations contradictoires qui existent et doivent exister avec le capital international. Ce faisant, elle démontre sa capacité à intégrer la modernité capitaliste qui s'impose comme « *hypothèse culturelle du monde* » ; en même temps qu'elle signifie au club fermé qui veut monopoliser cette modernité, que cette dernière doit « *épouser la pluralité des personnalités collectives qui l'assument* ».[1]

Notre société, en effet, entend faire respecter sa façon d'assumer sa mutation. Elle prétend marquer du sceau de sa personnalité, réinventer, si on peut dire, les matériels et modèles, y compris les plus techniques, de son développement. L'accent sur sa spécificité civilisationnelle n'est pas mis pour remplacer des slogans obsolescents par une idéologie de repli. Elle ne renie nullement l'aventure qui lui a permis hier de créer ex nihilo un substrat de développement. Elle met seulement les points sur les "i". Le colonialisme, en partant, ne laissait même pas une bourgeoisie sous-développée, comme dans les autres pays nord-africains. L'Etat devait « suppléer à l'insuffisance des particuliers », un peu comme l'avait décidé J.F.Kennedy pour rattraper le retard cosmique sur les Soviétiques. Seuls les moyens de l'Etat américain pouvaient alors relever ce défi. Dépouillés des oripeaux idéologiques, le secteur économique public, nos sociétés nationales ont été notre NASA, à nous. Faisons-nous autre chose

1. J. Berque, *Culture et islam*, Entretien avec La Nouvelle critique, in *Aujourd'hui, l'histoire*, éd. sociales, Paris, 1974, p.113. En réalité, Berque parlait ici du socialisme comme « hypothèse culturelle du monde ». La vie a montré que c'est le capitalisme qui continue à jouer ce rôle.

que ce qu'ont fait les dirigeants américains, quand ils ont fait profiter leur économie nationale des fruits de l'avancée scientifique et technique accumulés grâce au gros effort initié par l'Etat ?

Ce dirigisme s'est donc imposé par choix d'efficacité, plus que du fait d'une option théorique, et par choix naturel, car il tire aussi son "étymologie" historique du rôle de l'Etat dans la période pré-moderne de la vie de notre peuple. Les mêmes "réminiscences" civilisationnelles fondent les exigences que nous avons à l'égard de nos capitalistes en matière de qualité de la production et en matière de profit et de justice sociale. Il leur est demandé de se développer dans le "halâl", dans le "moralement", c'est-à-dire légalement, licite. Pas seulement parce que notre capital national ne peut plus se permettre, en cette veille du troisième millénaire, de profiter, comme le capital européen du 19e siècle, de l'exploitation des femmes et des enfants dénoncée par le grand Hugo. Non !

Notre société, en phase avec sa noble révolte contre ce
« ... travail dont le souffle étouffant
Défait ce qu'a fait Dieu, qui tue, œuvre insensée,
La beauté sur les fronts, dans les cœurs la pensée, (...)
Qui produit la richesse en créant la misère, (...)»,
s'inscrit en faux, avec lui, contre ce
« Progrès dont on demande : Où va-t-il ? que veut-il ?
Qui brise la jeunesse en fleur ! qui donne, en somme,
Une âme à la machine et la retire à l'homme ! » ;
avec lui, également, fidèle à ses valeurs civilisationnelles et à celles que le siècle a consacrées, elle crie :
« Que ce travail, haï des mères, soit maudit ! (...)
Au nom du vrai travail, sain, fécond, généreux,
Qui fait le peuple libre et qui rend l'homme heureux ! »[1]

Notre société s'arme des instruments matériels et légaux pour que son développement s'épargne le passage par ce "progrès" antihumain et ce travail maudit que dénoncent de même les exigences de la cohésion et de la justice sociales. D'autant que notre classe ouvrière croissante, et son engagement plein et jamais démenti dans le mouvement

1. Victor Hugo, *Où vont tous ces enfants ?* Les Contemplations, Mélancholia

nationaliste sont à la fois un appui et une sommation au capital national pour aller dans le sens d'un développement moderne.

Mais l'Algérie plaide pour qu'au nom du « vrai travail » et du « vrai progrès », la division internationale du travail contribue à éradiquer ces fléaux de la surface du globe. On ne peut se satisfaire de leur quasi-disparition des seuls pays développés : car même là, ils persistent, réfugiés dans des ateliers clandestins et illégaux, exploitant la main-d'œuvre immigrée des pays sous-développés.

Notre pays ouvre ses portes aux investissements qui promeuvent un développement partagé entre des partenaires ; mais il refuse l'immoralité de la pratique de "délocalisation" des groupes industriels qui exportent vers nos pays les pollutions qu'ils ne peuvent plus se permettre chez eux, dont la moins grave n'est pas cette souillure du progrès et du travail que l'esprit du siècle exige de bannir...

L'Algérie met donc à jour les éléments pour concrétiser sa mutation, et se refaire. Elle s'applique, en même temps, à convaincre, par la raison, du dommage qui découle pour tous, de cette tendance tenace des Occidentaux à contrecarrer ces efforts de nos pays sous-développés – la façon plus subtile dont ils se prennent aujourd'hui à cet effet, n'en est pas moins "assassine" que la manière forte qu'ils utilisaient hier.

Par cette action en vue du renouvellement créateur de son être collectif pour le mettre en adéquation avec le monde, et de la promotion d'un universalisme hospitalier pour les différences, notre pays répond pour ce qui le concerne aux exigences de ce processus grandiose dans lequel le monde entier est engagé lui-même pour sa mutation, une mutation digne du 3ème millénaire.

Alger, janvier 1997 - septembre 1999.

Sommaire

Préface 5
Introduction 13

CHAPITRE I
VOYAGE EN INFRA-HUMANITÉ

- *Victoire sur l'épouvante* 33
- Aïn-el-houts 39
- Montagnac–Remchi 49

CHAPITRE II
LES ANNÉES DE SLANE

- L'internat 79
- *Les Amis du Livre* 91
- Des études classiques 97
- *Le chemin vers la vérité* 117
- La « Marseillaise » de Cheikh Bensari 133

CHAPITRE III
LES ANNÉES-LUMIERE

- Le docteur Nekkache 141
- *De votre temps c'était plus simple* 159
- Le 19 mai 173
- Nefissa H. 181
- La gendarmerie d'el-Asnam 189
- *Le "violent" coup d'éventail* 195
- C'est ça le travail arabe, mon lieutenant ! 219
- Les cuves de Tichy 249
- Les "Juifs de Mohammad" 267
- Lambèse, matricule 7605 281
- Citoyen français ? 317
- *Le 19 mars 62* 335

CHAPITRE IV
QUE VA ÊTRE L'INDÉPENDANCE ?

- Un monde à bâtir ! 347

Cet ouvrage a été réalisé
par Casbah Éditions
Villa n° 6, lot. Saïd Hamdine, Hydra, 16012, Alger
Tel. : (02) 69 21 08 / 69 21 14
Fax : (02) 69 20 44
Imprimé en Algérie, 2000.

«Voila un travail utile et réconfortant

Utile, parce qu'il restitue toute une tranche de vie dédiée à la Révolution algérienne et frappée au coin du don inconditionnel de soi. L'auteur y relate son expérience d'étudiant-maquisard, puis de détenu trimbalé de camps en prisons (...) Tout cela est rendu avec un style précis et un naturel qui emportent la conviction.

Réconfortant, ce travail l'est également par l'important effort d'analyse qu'il implique. L'auteur ne se contente pas de rapporter des faits, de décrire des évènements qui l'ont marqué, de citer des anecdotes qui font revivre une situation donnée; il ambitionne de les éclairer de telle sorte qu'ils s'inscrivent dans ce qu'il considère un processus révolutionnaire global. Derrière le maquisard des années de jeunesse se profile l'intellectuel de la maturité pensant à haute voix sa praxis et approfondissant son engagement dans une vision audacieuse et progressiste du destin national ... C'est ce qui donne à son livre épaisseur et originalité.

Ce qu'il vise en fait, à travers son livre, c'est l'éveil de la jeunesse à la réalité qui a bouleversé le destin de l'Algérie, (...) contre la banalisation de la Révolution qui, au-delà de simples souvenirs ressassés par d'anciens combattants, devrait être prise en compte, approfondie dans son concept, et pérennisée dans le cœur et l'esprit des Algériennes et des Algériens comme principe de vie et ferment pour les moissons futures.

Il est difficile de ne pas partager cette analyse...

Rédha Malek
(extrait de la préface)

CASBA

N : 9961 - 64 - 205 - 8